



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7795

Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Date de dépôt : 25-03-2021

Date de l'avis du Conseil d'État : 30-03-2021

Auteur(s) : Madame Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Le document « 7795 » n'a pu être ajouté au dossier consolidé.

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
16-11-2021	Résumé du dossier	Résumé	<u>4</u>
25-03-2021	Déposé	7795/00	<u>6</u>
26-03-2021	Avis du Conseil d'État (26.3.2021)	7795/02	<u>38</u>
26-03-2021	Avis de la Chambre des Salariés - Dépêche de la Présidente et du Directeur de la Chambre des Salariés au Ministre de la Santé (26.3.2021)	7795/01	<u>43</u>
29-03-2021	Amendements gouvernementaux 1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.3.2021) 2) Texte des amendements gouvernementaux 3) Commentair [...]	7795/03	<u>46</u>
29-03-2021	Avis de la Commission nationale pour la protection des données (29.3.2021)	7795/05	<u>71</u>
29-03-2021	Avis de la Chambre de Commerce (26.3.2021)	7795/06	<u>76</u>
29-03-2021	Avis du Collège médical - Dépêche du Président du Collège médical au Ministre de la Santé (29.3.2021)	7795/04	<u>79</u>
30-03-2021	Avis de la Commission consultative des Droits de l'Homme (29.3.2021)	7795/08	<u>82</u>
30-03-2021	Avis complémentaire du Conseil d'État (30.3.2021)	7795/07	<u>87</u>
01-04-2021	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°45 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7795	<u>90</u>
01-04-2021	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°45 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7795	<u>92</u>
01-04-2021	Rapport de commission(s) : Commission de la Santé et des Sports Rapporteur(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo	7795/10	<u>94</u>
01-04-2021	Avis de la Chambre des Métiers (31.3.2021)	7795/09	<u>107</u>
02-04-2021	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (02-04-2021) Evacué par dispense du second vote (02-04-2021)	7795/11	<u>110</u>
01-04-2021	Commission de la Santé et des Sports Procès verbal (47) de la reunion du 1 avril 2021	47	<u>113</u>
01-04-2021	Commission de la Famille et de l'Intégration Procès verbal (11) de la reunion du 1 avril 2021	11	<u>144</u>
29-03-2021	Commission de la Santé et des Sports Procès verbal (46) de la reunion du 29 mars 2021	46	<u>175</u>
26-03-2021	Commission de la Santé et des Sports Procès verbal (45) de la reunion du 26 mars 2021	45	<u>182</u>
01-04-2021	Élaboration et présentation de manière	Document écrit de dépôt	<u>193</u>

Date	Description	Nom du document	Page
	transparente d'une stratégie nationale et d'un concept de tests rapides pour la population		

Résumé

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19, le présent projet de loi vise à trouver un juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions. Ainsi, il est proposé, d'un côté, de prolonger les règles de comportement en vigueur et, de l'autre côté, de permettre une ouverture des terrasses dans des conditions très strictes.

Dans un souci de vigilance, les établissements du secteur Horeca pourront accueillir du public uniquement en terrasse. Les activités de restauration et de débit de boissons ayant ainsi lieu à l'extérieur, dans un contexte par nature bien aéré et ventilé, le risque de transmission du virus est plus faible que dans un espace fermé.

Les horaires durant lesquels ces établissements pourront accueillir des clients sont limités : de 6.00 heures à 18.00 heures. Le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec les clients. Il en est de même pour les clients tant qu'ils ne sont pas assis à table. Les tables doivent être aménagées de sorte à limiter les contacts et, partant, la propagation du virus : elles doivent être séparées par une distance d'un mètre cinquante minimum ou, alternativement, par des barrières ou une séparation. La consommation se fait uniquement à table. Le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent.

La consommation de boissons alcooliques sur la voie publique reste interdite, de même que la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Les dispositions relatives à l'ouverture du secteur Horeca prendront effet au 7 avril 2021. La date d'entrée en vigueur différée laisse au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture de manière adéquate. La prolongation des autres mesures de restriction prendra effet dès le 3 avril 2021. Les mesures resteront applicables jusqu'au 25 avril 2021.

7795/00

N° 7795

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

*(Dépôt: le 25.3.2021)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (25.3.2021).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Texte coordonné.....	3
4) Exposé des motifs.....	25
5) Commentaire des articles.....	26
6) Fiche d'évaluation d'impact.....	28
7) Fiche financière.....	30

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Article unique. – Notre Ministre de la Sécurité sociale est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Palais de Luxembourg, le 25 mars 2021

Pour la Ministre de la Santé,

Romain SCHNEIDER

Ministre

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. A la suite de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, il est inséré un nouveau chapitre intitulé comme suit : « Chapitre 1^{er}*bis* – Mesures concernant les établissements de restauration, de débits de boissons, d'hébergement, les cantines et les restaurants sociaux ».

Art. 2. L'article 2 de la même loi est rétabli dans la teneur suivante :

« (1) Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces établissements peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures et en respectant les conditions suivantes :

- 1° ne sont admises que des places assises ;
- 2° chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;
- 3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;
- 4° le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table ;
- 5° le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec le client ;
- 6° hormis les services de vente à emporter et de vente au volant, la consommation à table est obligatoire pour le client.

(2) Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprise et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

(3) Les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public et les conditions du paragraphe 1^{er} s'appliquent à leurs restaurants et à leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

(4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

- 1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;
- 2° l'adresse de résidence du client déclarant ;
- 3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}.

Ces données sont communiquées, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa, au directeur de la Santé ou à son délégué en cas d'exposition à haut risque. Elles doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent.

(5) Sont interdites les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

(6) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 3, est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport. »

Art. 3. L'article 3^{quater} de la même loi est abrogé.

Art. 4. À l'article 4, paragraphe 3 de la même loi, les termes « La consommation de boissons alcooliques » sont précédés des termes « Sans préjudice de l'article 2, paragraphe 1^{er}, ».

Art. 5. A l'article 5, paragraphe 2, de la même loi, un nouvel alinéa 3 est ajouté et libellé comme suit :

« Les responsables des établissements visés à l'article 2, paragraphe 1^{er} et des établissements d'hébergement qui disposent d'un restaurant ou d'un bar transmettent, sur demande, au directeur de la Santé ou à son délégué les données prévues à l'article 2, paragraphe 4, des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5^o. »

Art. 6. A l'article 10, paragraphe 2, point 4^o, lettre b), de la même loi, les termes « la personne à vacciner » sont remplacés par les termes « la personne invitée à se faire vacciner ».

Art. 7. L'article 11, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, est modifié comme suit :

« Les infractions aux articles 2, paragraphes 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, points 1^o, 2^o, 3^o, et 5^o, et 4, *3bis*, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 et *4bis*, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction de la santé conformément à l'article *3bis*, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole. »

Art. 8. L'article 12 paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, est modifié comme suit :

« Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des articles 2, paragraphe 1^{er}, points 4^o et 6^o, 3, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, *4bis*, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées. »

Art. 9. A l'article 18 de la même loi, les termes « 2 avril 2021 » sont remplacés par les termes « 25 avril 2021 ».

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg à l'exception des articles 1^{er} à 5, 7 et 8 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021.

*

TEXTE COORDONNE

LOI MODIFIÉE DU 17 JUILLET 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Les dispositions en rouge entrent en vigueur le lendemain de la publication au Journal officiel du Grand-duché de Luxembourg

Les dispositions en jaune entrent en vigueur le 7 avril 2021

Chapitre 1^{er} – Définitions

Art. 1^{er}. Au sens de la présente loi, on entend par :

- 1^o « directeur de la santé » : directeur de la santé au sens de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
- 2^o « personne infectée » : personne infectée par le virus SARS-CoV-2 ;
- 3^o « isolement » : mise à l'écart de personnes infectées ;

- 4° « quarantaine » : mise à l'écart de personnes à haut risque d'être infectées ;
- 5° « personnes à haut risque d'être infectées » : les personnes qui ont subi une exposition en raison d'une des situations suivantes :
- avoir eu un contact, sans port de masque, face-à-face ou dans un environnement fermé pendant plus de quinze minutes et à moins de deux mètres avec une personne infectée ;
 - avoir eu un contact physique direct avec une personne infectée ;
 - avoir eu un contact direct non protégé avec des sécrétions infectieuses d'une personne infectée ;
 - avoir eu un contact en tant que professionnel de la santé ou autre personne, en prodiguant des soins directs à une personne infectée ou, en tant qu'employé de laboratoire, en manipulant des échantillons de Covid-19, sans protection individuelle recommandée ou avec protection défectueuse ;
- 6° « confinement forcé » : le placement sans son consentement d'une personne infectée au sens de l'article 8 dans un établissement hospitalier ou une autre institution, établissement ou structure approprié et équipé ;
- 7° « rassemblement » : la réunion de personnes dans un même lieu sur la voie publique, dans un lieu accessible au public ou dans un lieu privé ;
- 8° « masque » : un masque de protection ou tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche d'une personne physique. Le port d'une visière ne constitue pas un tel dispositif ;
- 9° « centre commercial » : tout ensemble de magasins spécialisés ou non, conçu comme un tout ;
- 10° « structure d'hébergement » : tout établissement hébergeant des personnes au sens de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ;
- 11° « vaccinateur » : tout médecin qui pose l'indication de la vaccination et prescrit le vaccin contre le virus SARS-CoV-2 ;
- 12° « personne à vacciner » : toute personne qui donne son accord à se faire vacciner contre le virus SARS-CoV-2 ou à l'égard de laquelle son représentant légal donne son accord.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Chapitre 1^{er bis} – Mesures concernant les établissements de restauration, de débits de boissons, d'hébergement, les cantines et les restaurants sociaux

Art. 2. (Entre en vigueur le 7.04.2021)

(abrogé par la loi du 25 novembre 2020 modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux)

(1) Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces établissements peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures et en respectant les conditions suivantes :

1° ne sont admises que des places assises ;

2° chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;

3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;

4° le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table ;

5° le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec le client ;

6° hormis les services de vente à emporter et de vente au volant, la consommation à table est obligatoire pour le client.

(2) Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprise et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

(3) Les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public et les conditions du paragraphe 1^{er} s'appliquent à leurs restaurants et à leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

(4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;

2° l'adresse de résidence du client déclarant ;

3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}.

Ces données sont communiquées, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa, au directeur de la Santé ou à son délégué en cas d'exposition à haut risque. Elles doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent.

(5) Sont interdites les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

(6) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 3, est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Chapitre 2 – Mesures de protection

Art. 3. La circulation sur la voie publique entre vingt-trois heures et six heures du matin est interdite, à l'exception des déplacements suivants :

- 1° les déplacements en vue de l'activité professionnelle ou de la formation ou de l'enseignement ;
- 2° les déplacements pour des consultations médicales ou des dispenses de soins de santé ne pouvant être différés ou prestés à distance ;
- 3° les déplacements pour l'achat de médicaments ou de produits de santé ;
- 4° les déplacements pour des motifs familiaux impérieux, pour l'assistance et les soins aux personnes vulnérables ou précaires ou pour la garde des enfants ;
- 5° les déplacements répondant à une convocation judiciaire, policière ou administrative ;
- 6° les déplacements vers ou depuis une gare ou un aéroport dans le cadre d'un voyage à l'étranger ;
- 7° les déplacements liés à des transits sur le réseau autoroutier ;
- 8° les déplacements brefs dans un rayon d'un kilomètre autour du lieu de résidence pour les besoins des animaux de compagnie ;
- 9° en cas de force majeure ou situation de nécessité.

Ces déplacements ne doivent en aucun cas donner lieu à rassemblement.

Chapitre 2bis – Mesures concernant les activités économiques

Art. 3bis. (1) Toute exploitation commerciale qui est accessible au public, est soumise à une limitation d'un client par dix mètres carrés de la surface de vente.

Si la surface de vente est inférieure à vingt mètres carrés, l'exploitant est autorisé à accueillir un maximum de deux clients.

(2) Tout exploitant d'un centre commercial dont la surface de vente est égale ou supérieure à quatre cent mètres carrés et qui est doté d'une galerie marchande, doit en outre disposer d'un protocole sanitaire à accepter par la Direction de la santé. Le protocole doit être notifié à la Direction de la santé par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. La Direction de la santé dispose d'un délai de trois jours ouvrables dès réception du protocole pour accepter celui-ci. Passé ce délai, le silence de la part de la Direction de la Santé vaut acceptation du protocole.

En cas de non-acceptation du protocole, la Direction de la santé émet des propositions de corrections et les notifie par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. Un délai supplémentaire de deux jours est accordé pour s'y conformer.

Pour être accepté, le protocole sanitaire tel qu'énoncé à l'alinéa 1^{er} doit obligatoirement :

- 1° renseigner un référent Covid-19 en charge de la mise en œuvre du protocole sanitaire et qui sert d'interlocuteur en cas de contrôle ;
- 2° renseigner le nombre de clients pouvant être accueillis en même temps à l'intérieur du centre commercial et les mesures sanitaires imposées aux clients, ainsi que l'affichage de ces informations de manière visible aux points d'entrées ;
- 3° mettre en place un concept de gestion et de contrôle des flux de personnes en place à l'entrée, à l'intérieur et à la sortie du centre commercial.

(3) Constitue une surface de vente, la surface bâtie, mesurée à l'intérieur des murs extérieurs. Ne sont pas compris dans la surface de vente, les surfaces réservées aux installations sanitaires, aux bureaux, aux ateliers de production et aux dépôts de réserve pour autant qu'ils sont nettement séparés moyennant un cloisonnement en dur et, en ce qui concerne les dépôts de réserve et les ateliers de production, pour autant qu'ils ne sont pas accessibles au public. Toute autre construction ou tout édifice couvert, incorporé ou non au sol, construit ou non en dur est considéré comme surface bâtie.

Pour l'établissement d'un protocole sanitaire au sens du paragraphe 2, ne sont pas considérés comme surface de vente :

- 1° les galeries marchandes d'un centre commercial pour autant qu'aucun commerce de détail n'y puisse être exercé ;
- 2° les établissements d'hébergement, les établissements de restauration, les débits de boissons alcoolisées et non alcoolisées ;
- 3° les salles d'exposition des garagistes ;
- 4° les agences de voyage ;
- 5° les agences de banque ;
- 6° les agences de publicité ;
- 7° les centres de remise en forme ;
- 8° les salons de beauté ;
- 9° les salons de coiffure ;
- 10° les opticiens ;
- 11° les salons de consommation.

Chapitre 2^{ter} – Mesures concernant les établissements recevant du public

Art. 3^{ter}. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3^{quater}. (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021 inclus)

~~Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.~~

~~Sont également visées par l'alinéa 1^{er}, les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.~~

~~L'alinéa 1^{er} ne s'applique ni aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprises et les restaurants~~

sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public, à l'exception de leurs restaurants et de leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

Est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation, sur les terrasses des exploitations visées aux alinéas 1^{er} et 4, est interdite dans les centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Art. 3quinquies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3sexies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3septies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Chapitre 2quater – Mesures concernant les rassemblements

Art. 4. (1) Les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, sont limités aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent. Ne sont pas considérées comme des visiteurs, les personnes qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice de leurs activités professionnelles.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, première phrase, ne sont pas soumises à l'obligation de distanciation physique et le port du masque n'est pas obligatoire.

(2) Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé, ainsi que dans les transports publics, sauf pour le conducteur lorsqu'une distance interpersonnelle de deux mètres est respectée ou un panneau de séparation le sépare des passagers.

(3) (Entre en vigueur le 7.04.2021)

Sans préjudice de l'article 2, paragraphes 1^{er} et 3, La consommation de boissons alcooliques sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public est interdite.

(4) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 2 et de l'article 4bis, tout rassemblement de plus de quatre et jusqu'à dix personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres et du port du masque ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

Tout rassemblement qui met en présence entre onze et cent personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et se voient attribuer des places assises en observant une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

(5) Tout rassemblement au-delà de cent personnes est interdit.

Ne sont pas pris en considération pour le comptage de ces cent personnes, les acteurs culturels, les orateurs, les acteurs sportifs et leurs encadrants, ainsi que les acteurs de théâtre et de film, les musiciens et les danseurs qui exercent une activité artistique professionnelle et qui sont sur scène. Cette interdiction ne s'applique ni à la liberté de manifester, ni aux marchés à l'extérieur, ni aux transports publics. Le port du masque est obligatoire à tout moment. Les manifestations sportives ont lieu à huis clos.

(6) L'obligation de distanciation physique et de port du masque prévue aux paragraphes 2 et 4 ne s'applique :

- 1° ni aux mineurs de moins de six ans ;
- 2° ni aux personnes en situation d'handicap ou présentant une pathologie munies d'un certificat médical ;
- 3° ni aux acteurs culturels, ni aux orateurs dans l'exercice de leurs activités professionnelles ;
- 4° ni aux acteurs de théâtre et de film, aux musiciens, ainsi qu'aux danseurs qui exercent une activité artistique professionnelle ;

L'obligation de distanciation physique ne s'applique pas non plus aux marchés à l'extérieur et aux usagers des transports publics.

L'obligation de se voir assigner des places assises ne s'applique ni dans le cadre de l'exercice de la liberté de manifester, ni aux funérailles, ni aux marchés, ni dans le cadre de la pratique des activités visées à l'article 4*bis*, ni dans les transports publics.

(7) Dans les salles d'audience des juridictions constitutionnelle, judiciaires, y compris les juridictions de la sécurité sociale, administratives et militaires, l'obligation de respecter une distance minimale de deux mètres ne s'applique pas :

- 1° aux parties au procès en cours, leurs avocats et leurs interprètes, ainsi qu'aux détenus et aux agents de la Police grand-ducale qui assurent leur garde ;
- 2° aux membres de la juridiction concernée, y compris le greffier et, le cas échéant, le représentant du ministère public, si la partie de la salle d'audience où siègent ces personnes est équipée d'un dispositif de séparation permettant d'empêcher la propagation du virus SARS-CoV-2 entre ces personnes.

En faisant usage de sa prérogative de police d'audience, le magistrat qui préside l'audience peut dispenser du port du masque une personne qui est appelée à prendre la parole dans le cadre du procès en cours, pour la durée de sa prise de parole, si cette personne est en situation d'handicap ou si elle présente une pathologie et est munie d'un certificat médical.

(8) Les règles de distanciation physique énoncées au paragraphe 4 ainsi que les dispositions du paragraphe 5 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires.

Le port du masque est obligatoire pour les activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires. Cette obligation ne s'applique aux élèves qu'à partir du cycle 2 de l'enseignement fondamental ou à partir du niveau d'enseignement correspondant dans les établissements d'enseignement privés visés par la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Chapitre 2quinquies – Mesures concernant les activités sportives, de culture physique et scolaires

Art. 4*bis*. (1) La pratique d'activités sportives et de culture physique est autorisée sans obligation de distanciation physique et de port de masque, à condition d'être exercée individuellement ou dans un groupe ne dépassant pas le nombre de deux personnes.

(2) Un maximum de dix personnes peut se rassembler pour pratiquer simultanément une activité sportive ou de culture physique à condition de respecter, de manière permanente, une distanciation physique d'au moins deux mètres entre les différents acteurs sportifs.

(3) Les installations sportives doivent disposer d'une superficie minimale de quinze mètres carrés pour les activités sportives exercées individuellement, d'au moins cinquante mètres carrés pour les activités exercées par deux personnes au maximum et d'au moins trente mètres carrés par personne pour les activités exercées par trois à dix personnes au maximum.

Est considérée comme installation sportive, toute installation configurée spécialement pour y exercer des activités sportives.

(4) Dans les centres aquatiques et piscines, la pratique de la natation est exclusivement possible dans des couloirs aménagés. Un nombre maximum de six acteurs sportifs par couloir de cinquante mètres et de trois acteurs sportifs par couloir de vingt-cinq mètres ne peut être dépassé.

(5) Les douches et vestiaires ne peuvent être rendues accessibles au public que sous les conditions suivantes:

- 1° un maximum de dix personnes par vestiaire avec port du masque obligatoire ou respect d'une distanciation physique de deux mètres;
- 2° un maximum de dix personnes par espace collectif de douche avec respect d'une distanciation physique de deux mètres.

Ces conditions ne s'appliquent pas si le nombre de deux personnes par vestiaire ou espace collectif de douche n'est pas dépassé.

(6) Les restrictions prévues aux paragraphes 1^{er} à 3 et au paragraphe 5 ne s'appliquent pas au groupe de sportifs constitué exclusivement par des personnes qui font partie d'un même ménage ou cohabitent, ni aux activités scolaires sportives, y inclus péri- et parascolaires sportives.

Toutes les activités sportives des catégories de jeunes de moins de treize ans relevant des clubs affiliés à des fédérations sportives agréées sont interrompues en cas de mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, supprimant les cours en présentiel relevant de l'enseignement fondamental au plan national. Ces activités sportives peuvent reprendre lorsque les mesures précitées prennent fin.

(7) Les restrictions prévues aux paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent ni aux sportifs d'élite déterminés en application de l'article 13 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, à leurs partenaires d'entraînement et encadrants, ni aux sportifs professionnels, ni aux sportifs des cadres nationaux fédéraux toutes catégories confondues, ni aux élèves du Sportlycée et aux élèves des centres de formation fédéraux, ni aux sportifs des équipes des divisions les plus élevées des disciplines sportives respectives au niveau senior, ainsi qu'à leurs encadrants, pour les entraînements et compétitions.

Sont autorisés à participer aux compétitions les seuls sportifs et encadrants qui peuvent faire preuve d'un résultat négatif soit d'une recherche de l'antigène viral, soit d'un test de détection de l'ARN viral du SARS-CoV-2 réalisé moins de soixante-douze heures avant le début de la compétition.

(8) Toute activité occasionnelle et accessoire de restauration est interdite autour d'une activité ou manifestation sportive.

Art.4ter. Par dérogation à l'article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, les élèves des classes de 4e à 2e de l'enseignement secondaire public, ainsi que les élèves des classes correspondantes de la formation professionnelle, suivent leur formation scolaire à distance pendant la moitié du temps scolaire.

L'enseignement à distance est dispensé par le biais d'un outil électronique permettant à l'élève de suivre les cours sans être présent dans l'établissement scolaire.

Le temps scolaire est fixé pour chaque classe par la grille horaire définissant le nombre hebdomadaire de leçons par discipline.

Ce régime s'applique également, à partir du niveau d'enseignement correspondant, aux établissements d'enseignement privés visés par la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Chapitre 2sexies – Traçage des contacts, placement en isolation et mise en quarantaine

Art. 5. (1) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 et l'état de santé des personnes infectées ou à haut risque d'être infectées, les personnes infectées renseignent le directeur de la santé ou son délégué, ainsi que les fonctionnaires, employés ou les salariés mis à disposition du ministère de la Santé en application de l'article L. 132-1 du Code du travail ou toute autre personne, désignés à cet effet par le directeur de la santé, sur leur état de santé et sur l'identité des personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts susceptibles de générer un haut risque d'infection dans la période qui ne peut être supérieure à quarante-huit heures respectivement avant l'apparition des symptômes ou avant le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2.

Les traitements des données visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, comprennent les catégories de données suivantes :

1° pour les personnes infectées :

- a) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
- b) les coordonnées de contact (adresse, numéro de téléphone et adresse électronique) ;
- c) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification ;
- d) les coordonnées du médecin traitant ou du médecin désigné par la personne pour assurer sa prise en charge ;
- e) les données permettant de déterminer que la personne est infectée (caractère positif du test, diagnostic médical, date des premiers symptômes, date du diagnostic, pays où l'infection a été contractée, source d'infection si connue) ;
- f) les données relatives à la situation de la personne au moment du dépistage (hospitalisé, à domicile ou déjà à l'isolement) ;
- g) les données d'identification et les coordonnées (nom, prénoms, sexe, date de naissance, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique) des personnes avec lesquelles les personnes infectées ont eu des contacts physiques dans la période qui ne peut être supérieure à quarante-huit heures respectivement avant l'apparition des symptômes ou avant le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 ainsi que la date et les circonstances du contact ;
- h) les données permettant de déterminer que la personne n'est plus infectée (caractère négatif du test).

2° pour les personnes à haut risque d'être infectées :

- a) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
- b) les coordonnées de contact (adresse, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique) ;
- c) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification ;
- d) les coordonnées du médecin traitant ou du médecin désigné par la personne pour assurer sa prise en charge ;
- e) les données permettant de déterminer que cette personne est à haut risque d'être infectée (la date du dernier contact physique et les circonstances du contact avec la personne infectée, l'existence de symptômes et la date de leur apparition) ;
- f) les données relatives à la situation de la personne au moment de la prise de contact physique (hospitalisé, à domicile ou déjà en quarantaine) ;
- g) les données permettant de déterminer que la personne n'est pas infectée (caractère négatif du test).

(2) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, les personnes énumérées ci-après transmettent, sur demande, au directeur de la santé ou à son délégué les données énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, lettres a) et b), des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5° :

- 1° les responsables de voyages organisés par moyen collectif de transport de personnes ;
- 2° les responsables des établissements hospitaliers ;
- 3° les responsables de structures d'hébergement ;
- 4° les responsables de réseaux de soins.

En ce qui concerne les points 2° à 4°, la transmission se fait conformément aux articles 3 à 5 de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les responsables des établissements visés à l'article 2, paragraphe 1^{er} et des établissements d'hébergement qui disposent d'un restaurant ou d'un bar transmettent, sur demande, au directeur de la Santé ou à son délégué les données prévues à l'article 2, paragraphe 4, des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5°.

(2bis) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, tout passager qui entre sur le territoire national par voie aérienne remplit, endéans les quarante-huit heures avant son entrée sur le territoire, le formulaire de localisation des passagers établi par le ministère de la Santé. Ce formulaire contient, outre les données énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, lettres a) à c), les données suivantes : nationalité, numéro du passeport ou de la carte d'identité, l'indication du pays de provenance, la date d'arrivée, le numéro du vol et siège occupé, l'adresse de résidence ou le lieu de séjour si la personne reste plus de quarante-huit heures sur le territoire national.

Les transporteurs aériens transmettent d'office, sur support numérique ou sur support papier, au directeur de la santé ou à son délégué, le formulaire de localisation de tout passager qui entre sur le territoire national par voie aérienne.

Les données des personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée de quatorze jours après leur réception.

(3) Sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique, en vue de suivre et acquérir les connaissances fondamentales sur l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 :

1° les professionnels de santé visés dans cette loi transmettent au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, sexe, numéro d'identification ou date de naissance ainsi que la commune de résidence ou l'adresse des personnes dont le résultat d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 a été négatif.

2° les laboratoires d'analyses médicales transmettent au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, sexe, numéro d'identification ou date de naissance, la commune de résidence ou l'adresse des personnes qui se sont soumises à un test de dépistage sérologique de la Covid-19, ainsi que le résultat de ce test. Ces données sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée de deux ans.

(3bis) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, les responsables de structures d'hébergement transmettent au moins une fois par mois au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, numéro d'identification ou date de naissance des personnes qu'ils hébergent. Ces données sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée d'un mois après leur réception.

(4) En l'absence des coordonnées des personnes infectées et des personnes à haut risque d'être infectées, le directeur de la santé ou son délégué ont accès aux données énumérées à l'article 5, paragraphe 2, lettres a) à d), de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques et aux données d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale, ainsi qu'aux données d'identification et coordonnées de contact du Centre de gestion informatique de l'éducation.

(5) Le traitement des données est opéré conformément à l'article 10.

Art. 6. Les personnes qui disposent d'une autorisation d'exercer délivrée sur base de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ou de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute peuvent être engagées à durée déterminée en qualité d'employé de l'État dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 sur production d'une copie de leur autorisation d'exercer. Les conditions définies à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État pour l'admission au service de l'État ne sont pas applicables aux engagements en question.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être affectées auprès d'un établissement hospitalier, d'une structure d'hébergement, d'un réseau de soins ou d'un autre lieu où des soins sont prodigués au Luxembourg. Dans ce cas, elles sont soumises aux règles d'organisation interne y applicables.

Art. 7. (1) Pour autant qu'il existe des raisons d'ordre médical ou factuel permettant de considérer que les personnes concernées présentent un risque élevé de propagation du virus SARS-CoV-2 à

d'autres personnes, le directeur de la santé ou son délégué prend, sous forme d'ordonnance, les mesures suivantes :

- 1° mise en quarantaine, à la résidence effective ou tout autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, des personnes à haut risque d'être infectées pour une durée de sept jours à partir du dernier contact avec la personne infectée à condition de se soumettre à un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 à partir du sixième jour. En cas de test négatif, la mesure de quarantaine est levée d'office. En cas de refus de se soumettre à un test de dépistage à partir du sixième jour après le dernier contact avec la personne infectée, la mise en quarantaine est prolongée pour une durée maximale de sept jours ;
- 2° mise en isolement, à la résidence effective ou en tout autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, des personnes infectées pour une durée de dix jours.

(2) En cas d'impossibilité d'un maintien à la résidence effective ou autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, la personne concernée par une mesure de mise en quarantaine ou d'isolement peut être hébergée, avec son consentement, dans un établissement hospitalier ou tout autre institution, établissement ou structure approprié et équipé.

(3) En fonction du risque de propagation du virus SARS-CoV-2 que présente la personne concernée, le directeur de la santé ou son délégué peut, dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1^{er}, accorder une autorisation de sortie, sous réserve de respecter les mesures de protection et de prévention précisées dans l'ordonnance. En fonction du même risque, le directeur de la santé ou son délégué peut également imposer à une personne infectée ou à haut risque d'être infectée le port d'un équipement de protection individuelle.

La personne concernée par une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine qui ne bénéficie pas d'une autorisation de sortie lui permettant de poursuivre son activité professionnelle ou scolaire peut, en cas de besoin, se voir délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité.

(4) Les mesures de mise en quarantaine ou d'isolement sont notifiées aux intéressés par voie électronique ou par remise directe à la personne contre signature apposée sur le double de l'ordonnance ou, en cas d'impossibilité, par lettre recommandée.

Ces mesures sont immédiatement exécutées nonobstant recours.

(5) Contre toute ordonnance prise en vertu du présent article, un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les trois jours de l'introduction de la requête.

(6) Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du tribunal administratif n'est pas susceptible d'appel. La partie requérante peut se faire assister ou représenter devant le tribunal administratif conformément à l'article 106, paragraphes 1^{er} et 2, du Nouveau Code de procédure civile.

Art. 8. (1) Si la personne infectée présente, à sa résidence effective ou à un autre lieu d'habitation à désigner par elle, un danger pour la santé d'autrui et qu'elle s'oppose à être hébergée dans un autre lieu approprié et équipé au sens de l'article 7, paragraphe 2, le président du tribunal d'arrondissement du lieu du domicile sinon de la résidence de la personne concernée peut décider par voie d'ordonnance le confinement forcé de la personne infectée dans un établissement hospitalier ou dans une autre institution, un établissement ou une structure appropriés et équipés, pour une durée maximale de la durée de l'ordonnance d'isolement restant à exécuter.

Le président du tribunal d'arrondissement est saisi par requête motivée, adressée par télécopie ou par courrier électronique, du directeur de la santé proposant un établissement hospitalier ou une autre institution, un établissement ou une structure appropriés et équipés. La requête est accompagnée d'un certificat médical établissant le diagnostic d'infection.

La personne concernée est convoquée devant le président du tribunal d'arrondissement dans un délai de vingt-quatre heures à partir de la réception de la télécopie ou du courrier électronique par le greffier.

La convocation établie par le greffe est notifiée par la Police grand-ducale.

Le président du tribunal d'arrondissement peut s'entourer de tous autres renseignements utiles.

Il siège comme juge du fond dans les formes du référé et statue dans les vingt-quatre heures de l'audience.

L'ordonnance du président du tribunal d'arrondissement est communiquée au procureur d'État et notifiée à la personne concernée par la Police grand-ducale requise à cet effet par le procureur d'État.

(2) Le président du tribunal d'arrondissement peut, à tout moment, prendre une nouvelle ordonnance, soit d'office, soit sur requête de la personne concernée ou du directeur de la santé, adressée au greffe du tribunal par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique ou par télécopie, soit du procureur d'État.

Il rend l'ordonnance dans les vingt-quatre heures de la requête.

L'ordonnance est notifiée à la personne concernée et exécutée selon les règles prévues au paragraphe 1^{er} pour l'ordonnance initialement prise par le président du tribunal d'arrondissement.

L'opposition contre les ordonnances rendues conformément au paragraphe 1^{er} ainsi qu'au présent paragraphe est exclue.

(3) Les ordonnances du président du tribunal d'arrondissement sont susceptibles d'appel par la personne concernée ou par le procureur d'État dans un délai de quarante-huit heures suivant la notification de l'ordonnance par la Police grand-ducale.

La procédure d'appel n'a pas d'effet suspensif.

Le président de la chambre de la Cour d'appel siégeant en matière civile est saisi de l'appel par requête motivée adressée par télécopie ou par courrier électronique et statue comme juge du fond dans les formes du référé dans les vingt-quatre heures de la saisine par arrêt.

Le président de la chambre de la Cour d'appel siégeant en matière civile auprès de la Cour d'appel peut s'entourer de tous autres renseignements utiles.

L'arrêt est communiqué au procureur général d'État et notifié à la personne concernée par la Police grand-ducale requise à cet effet par le procureur général d'État.

Le recours en cassation contre l'arrêt est exclu.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal et des dispositions sur la protection des données à caractère personnel, la Chambre des députés sera régulièrement informée des mesures prises par le directeur de la santé ou son délégué en application des articles 7 et 8.

Chapitre 3 – Traitement des informations

Art. 10. (1) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 et les effets des vaccins contre la Covid-19, sont autorisés des traitements de données à caractère personnel au travers de la mise en place d'un système d'information pour les finalités suivantes :

- 1° détecter, évaluer, surveiller et combattre la pandémie de Covid-19 ;
- 1°*bis* acquérir les connaissances fondamentales sur la propagation et l'évolution de cette pandémie, y inclus au travers de suivis statistiques, d'études et de recherche ;
- 2° garantir aux citoyens l'accès aux soins et aux moyens de protection contre la maladie Covid-19 ;
- 2*bis*° suivre et évaluer de manière continue l'efficacité et la sécurité des vaccins contre la Covid-19 ainsi que l'évolution de l'état de santé des personnes vaccinées;
- 2°*ter* suivre et évaluer le programme de dépistage à grande échelle et le programme de vaccination ;
- 3° créer les cadres organisationnel et professionnel requis pour surveiller et combattre la pandémie de Covid-19 ;

- 4° répondre aux demandes d'informations et aux obligations de communication d'informations provenant d'autorités de santé européennes ou internationales.

(1bis) La Direction de la santé est responsable des traitements visés au paragraphe 1^{er}, à l'exception de l'identification des catégories de personnes à inviter dans le cadre des programmes de dépistage à grande échelle et de vaccination qui relève de la responsabilité de l'Inspection générale de la sécurité sociale.

(2) Les traitements prévus au paragraphe 1^{er} portent sur les données à caractère personnel suivantes :

- 1° les données collectées en vertu de l'article 5 ;
- 2° les données collectées en vertu des articles 3 à 5 de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.
- 2°bis Pour le programme de dépistage à grande échelle, en vue de l'identification des catégories de personnes à inviter :
- a) les données socio-démographiques (âge, sexe, composition du ménage, localité de résidence);
 - b) les données sur l'emploi (secteur d'activité professionnelle et employeur) ;
 - c) l'historique des dépistages Covid-19.

Pour le programme de vaccination, en vue de l'identification des catégories de personnes à inviter :

- a) les données socio-démographiques (âge, sexe, composition du ménage, localité de résidence) ;
 - b) les données sur l'emploi (secteur d'activité professionnelle et employeur) ;
 - c) la date de rendez-vous pour la vaccination ;
 - d) si le vaccin a été administré.
- 3° les données collectées dans le cadre du programme de vaccination :
- a) pour le vaccinateur :
 - i) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) ;
 - ii) les coordonnées de contact (numéro de téléphone et adresse électronique) ;
 - iii) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification;
 - b) pour la personne à vacciner :
 - i) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
 - ii) les coordonnées de contact (numéro de téléphone et adresse électronique) ;
 - iii) le numéro d'identification ;
 - iv) le critère d'allocation du vaccin (âge, profession, secteur d'activité professionnelle ou vulnérabilité) ;
 - v) les données permettant de déterminer la présence éventuelle de contre-indications, la présence de problèmes de santé ou d'autres facteurs de risque, et la présence d'effets indésirables ;
 - vi) les données d'identification du vaccinateur (nom, prénoms, lieu de la vaccination) ;
 - vii) la décision sur l'administration (décision, date, raisons) ;
 - viii) les caractéristiques de la vaccination (site d'injection, marque du produit vaccinal, numéro de lot, numéro d'administration et date de péremption).
 - c) Les nom, prénoms et numéro d'identification des personnes vulnérables en raison d'un état de santé préexistant transmises par un médecin, sur demande de cette dernière ou de ses représentants légaux, au directeur de la santé ou à son délégué.

Ces données sont traitées exclusivement en vue d'inviter les personnes visées à l'alinéa 1^{er}. Elles sont anonymisées au plus tard trois semaines après la date de l'envoi de l'invitation à se faire vacciner.

4° Les données à caractère personnel visées au point 3° a) sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte. Les données à caractère personnel visées au point 3° b) sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de vingt ans après leur collecte, à l'exception des données énoncées au point 3° b) i) et ii) qui sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte et des données énoncées au point 3° b) v) qui sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de dix ans après leur collecte.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

a) en cas de réfutation de l'indication de la vaccination par le vaccinateur, les données à caractère personnel visées au point 3° b), dans la mesure où elles sont collectées, sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte.

b) (Entre en vigueur le lendemain de la publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg)

en cas de retrait de l'accord à se faire vacciner par **la personne à vacciner** **la personne invitée à se faire vacciner** ou par son représentant légal, les données à caractère personnel visées au point 3° b), dans la mesure où elles sont collectées, sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de trois mois après leur collecte.

5° Les vaccinateurs ou les personnes placées sous leur responsabilité enregistrent sans délai les données visées au point 3° a) et b).

(3) Seuls les médecins et professionnels de la santé ainsi que les fonctionnaires, employés ou les salariés mis à disposition du ministre ayant la Santé dans ses attributions en application de l'article L. 132-1 du Code du travail ou toute autre personne, nommément désignés à cet effet par le directeur de la santé, sont autorisés à accéder aux données relatives à la santé des personnes infectées ou à haut risque d'être infectées. Ils accèdent aux données relatives à la santé dans la stricte mesure où l'accès est nécessaire à l'exécution des missions légales ou conventionnelles qui leur sont confiées pour prévenir et combattre la pandémie de Covid-19 et sont astreints au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

(3bis) Sans préjudice du paragraphe 2, 2°bis et 3° c), l'Inspection générale de la sécurité sociale est destinataire des données traitées qu'elle pseudonymise pour les fins énoncées au paragraphe 6.

(4) Les personnes infectées ou à haut risque d'être infectées ne peuvent pas s'opposer au traitement de leurs données dans le système d'information visé au présent article tant qu'elles ne peuvent pas se prévaloir du résultat d'un test de dépistage négatif de l'infection au virus SARS-CoV-2. Pour le surplus, les droits des personnes concernées prévus par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après désigné comme « règlement (UE) 2016/679 », s'exercent auprès de la Direction de la santé.

(5) Sans préjudice du paragraphe 2, point 3° et des paragraphes 3bis et 5, de l'article 5, paragraphe 2bis, alinéa 3, paragraphe 3, point 2° et paragraphe 3bis, les données à caractère personnel traitées sont pseudonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de six mois après leur collecte pour une période de trois ans à l'issue de laquelle elles sont anonymisées. Les données de journalisation qui comprennent les traces et logs fonctionnels permettant la traçabilité des accès et actions au sein du système d'information suivent le même cycle de vie que les données auxquelles elles se rapportent. Les accès et actions réalisés sont datés et comportent l'identification de la personne qui a consulté les données ainsi que le contexte de son intervention. Les données de journalisation qui comprennent les traces et logs fonctionnels permettant la traçabilité des accès et actions au sein du système d'information suivent le même cycle de vie que les données auxquelles elles se rapportent. Les accès et actions réalisés sont datés et comportent l'identification de la personne qui a consulté les données ainsi que le contexte de son intervention. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les données des personnes sont anonymisées avant leur communication aux autorités de santé européennes ou internationales.

(6) Les données peuvent être traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans les conditions prévues par le règlement (UE) 2016/679 précité et par la loi du 1^{er} août

2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, sous réserve d'être pseudonymisées au sens de l'article 4, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/679 précité.

Chapitre 4 – Sanctions

Art. 11. (1) (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021 inclus)

Les infractions aux articles 3bis, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 3quater et 4bis, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction de la santé conformément à l'article 3bis, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les infractions aux articles 2, paragraphes 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, points 1°, 2°, 3°, et 5°, et 4, 3bis, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 et 4bis, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction de la santé conformément à l'article 3bis, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole.

En cas de commission d'une nouvelle infraction, après une sanction prononcée par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée, le montant maximum est porté au double, et l'autorisation d'établissement délivrée à l'entreprise en application de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales peut être suspendue pour une durée de trois mois par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions. En cas de commission d'une nouvelle infraction après une sanction prononcée par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée, par l'exploitant d'un centre commercial, le montant maximum est porté au double.

Les entreprises qui ont été sanctionnées sur base de l'alinéa 2 par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée ne sont pas éligibles à l'octroi des aides financières mises en place en faveur des entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Les infractions à la loi sont constatées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal. La constatation fait l'objet d'un rapport mentionnant le nom du fonctionnaire qui y a procédé, le jour et l'heure du constat, les nom, prénoms et adresse de la personne ou des personnes ayant commis l'infraction, ainsi que toutes autres déclarations que ces personnes désirent faire acter.

Copie en est remise à la personne ayant commis l'infraction visée à l'alinéa 1^{er}. Si cette personne ne peut pas être trouvée sur les lieux, le rapport lui est notifié par lettre recommandée. La personne ayant commis l'infraction a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites dans un délai de deux semaines à partir de la remise de la copie précitée ou de sa notification par lettre recommandée. L'amende est prononcée par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, ci-après « ministre ».

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA est chargée du recouvrement des amendes administratives prononcées par le ministre. Le recouvrement est poursuivi comme en matière d'enregistrement.

(2) Les fonctionnaires qui constatent une infraction adressent au responsable de l'établissement concerné une injonction au respect de l'article 3quater. Cette injonction, de même que l'accord ou le refus du responsable de l'établissement de se conformer à la loi sont mentionnés au rapport. En cas de refus de se conformer, le ministre peut procéder à la fermeture administrative de l'établissement concerné. La mesure de fermeture administrative est levée de plein droit lorsque les dispositions relatives à l'interdiction de l'activité économique concernée, applicables en vertu de la présente loi, cessent leur effet.

(3) Contre toute sanction prononcée en vertu du présent article, un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les cinq jours de l'introduction de la requête.

(4) Contre toute mesure de fermeture administrative prévue au paragraphe 2, un recours en annulation est ouvert devant le tribunal administratif.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les cinq jours de l'introduction de la requête.

(5) Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du tribunal administratif n'est pas susceptible d'appel. La partie requérante peut se faire assister ou représenter devant le tribunal administratif conformément à l'article 106, paragraphes 1^{er} et 2, du Nouveau Code de procédure civile.

Art. 12. (1) (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021 inclus)

~~Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des articles 3, 3^{quater}, alinéa 5, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, 4^{bis}, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées.~~

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des articles 2, paragraphe 1^{er}, points 4^o et 6^o, 3, 3^{quater}, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, 4^{bis}, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées.

Les infractions sont constatées et recherchées par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal qui ont la qualité d'officier de police judiciaire, ci-après désignés par « agents de l'Administration des douanes et accises ».

Les agents de l'Administration des douanes et accises constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Ils disposent des pouvoirs que leur confèrent les dispositions de la loi générale modifiée du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises et leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ces infractions, des avertissements taxés d'un montant de 300 euros peuvent être décernés par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises.

(2) Le décernement d'un avertissement taxé est subordonné à la condition soit que le contrevenant consent à verser immédiatement et sur place entre les mains respectivement des membres de la Police grand-ducale ou des agents de l'Administration des douanes et accises préqualifiés la taxe due, soit, lorsque la taxe ne peut pas être perçue sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation.

La perception sur place du montant de la taxe se fait soit en espèces soit par règlement au moyen des seules cartes de crédit et modes de paiement électronique acceptés à cet effet par les membres de la Police grand-ducale ou par les agents de l'Administration des douanes et accises.

Le versement de la taxe dans un délai de trente jours, à compter de la constatation de l'infraction, a pour conséquence d'arrêter toute poursuite. Lorsque la taxe a été réglée après ce délai, elle est remboursée en cas d'acquiescement et elle est imputée sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation.

En cas de contestation de l'infraction sur place, procès-verbal est dressé. L'audition du contrevenant en vue de l'établissement du procès-verbal est effectuée par des moyens de visioconférence ou d'audioconférence, y compris, en cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, par tout autre moyen de communication électronique ou téléphonique. L'audition par ces moyens de télécommunication peut être remplacée par une déclaration écrite du contrevenant qui est jointe au procès-verbal.

L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal si le contrevenant a été mineur au moment des faits. L'audition du contrevenant est effectuée conformément à l'alinéa 4.

(3) L'avertissement taxé est donné d'après des formules spéciales, composées d'un reçu, d'une copie et d'une souche.

À cet effet est utilisée la formule spéciale visée à l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points, et figurant à l'annexe II – 1 dudit règlement pour les avertissements taxés donnés par les membres de la Police grand-ducale et à l'annexe II – 3 du même règlement pour les avertissements taxés donnés par les agents de l'Administration des douanes et accises. L'agent verbalisant supprime les mentions qui ne conviennent pas. Ces formules, dûment numérotées, sont reliées en carnets de quinze exemplaires. Toutes les taxes perçues par les membres de la Police grand-ducale ou par les agents de l'Administration des douanes et accises sont transmises sans retard à un compte bancaire déterminé de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA à Luxembourg. Les frais de versement, de virement ou d'encaissement éventuels sont à charge du contrevenant, lorsque la taxe est réglée par versement ou virement bancaire. Elles sont à charge de l'État si le règlement se fait par carte de crédit ou au moyen d'un mode de paiement électronique.

Le reçu est remis au contrevenant, contre le paiement de la taxe due. La copie est remise respectivement au directeur général de la Police grand-ducale ou au directeur de l'Administration des douanes et accises. La souche reste dans le carnet de formules. Du moment que le carnet est épuisé, il est renvoyé, avec toutes les souches et les quittances de dépôt y relatives, par les membres de la Police grand-ducale au directeur général de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises au directeur de l'Administration des douanes et accises. Si une ou plusieurs formules n'ont pas abouti à l'établissement d'un avertissement taxé, elles doivent être renvoyées en entier et porter une mention afférente. En cas de versement ou de virement de la taxe à un compte bancaire, le titre de virement ou de versement fait fonction de souche.

(4) Lorsque le montant de l'avertissement taxé ne peut pas être perçu sur le lieu même de l'infraction, le contrevenant se verra remettre la sommation de payer la taxe dans le délai lui imparti. En cas d'établissement d'un procès-verbal, la copie est annexée audit procès-verbal et sera transmise au procureur d'État.

Le contrevenant peut, à partir de la constatation de l'infraction et jusqu'à l'écoulement du délai de trente jours prévu au paragraphe 2, alinéa 3, contester l'infraction. Dans ce cas, l'officier ou agent de police judiciaire de la Police grand-ducale ou l'agent de l'Administration des douanes et accises dresse procès-verbal. L'audition du contrevenant est effectuée conformément au paragraphe 2, alinéa 4.

(5) Chaque unité de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises doit tenir un registre informatique indiquant les formules mises à sa disposition, les avertissements taxés donnés et les formules annulées. Le directeur général de la Police grand-ducale et le directeur de l'Administration des douanes et accises établissent au début de chaque trimestre, en triple exemplaire, un bordereau récapitulatif portant sur les perceptions du trimestre précédent. Ce bordereau récapitulatif indique les noms et prénoms du contrevenant, son adresse exacte, la date et l'heure de l'infraction et la date du paiement. Un exemplaire de ce bordereau est transmis à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, et un autre exemplaire sert de relevé d'information au procureur d'État.

Le directeur général de la Police grand-ducale et le directeur de l'Administration des douanes et accises établissent, dans le délai d'un mois après que la présente loi cesse de produire ses effets, un

inventaire des opérations effectuées sur base de la présente loi. Un exemplaire de cet inventaire est adressé à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA avec les formules annulées. Un autre exemplaire est transmis au procureur d'État.

(6) À défaut de paiement ou de contestation de l'avertissement taxé dans le délai de trente jours prévu au paragraphe 2, alinéa 3, le contrevenant est déclaré redevable, sur décision écrite du procureur d'État, d'une amende forfaitaire correspondant au double du montant de l'avertissement taxé. À cette fin, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises informent régulièrement le procureur d'État des avertissements taxés contestés ou non payés dans le délai. La décision d'amende forfaitaire du procureur d'État vaut titre exécutoire. Elle est notifiée au contrevenant par le procureur d'État par lettre recommandée et elle comporte les informations nécessaires sur le droit de réclamer contre cette décision et les modalités d'exercice y afférentes, y compris le compte bancaire de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA sur lequel l'amende forfaitaire est à payer et le compte bancaire de la Caisse de consignation sur lequel le montant de l'amende forfaitaire est à consigner en cas de réclamation. Copie de la décision d'amende forfaitaire est transmise à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

L'amende forfaitaire est payable dans un délai de trente jours à partir de la date où le contrevenant a accepté la lettre recommandée ou, à défaut, à partir du jour de la présentation de la lettre recommandée ou du jour du dépôt de l'avis par le facteur des postes, sur un compte bancaire déterminé de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA à Luxembourg. À cette fin, cette administration informe régulièrement le procureur d'État des amendes forfaitaires non payés dans le délai.

À défaut de paiement ou de réclamation conformément à l'alinéa 5, l'amende forfaitaire est recouvrée par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Celle-ci bénéficie pour ce recouvrement du droit de procéder à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale. Les mêmes dispositions s'appliquent au recouvrement des amendes prononcées par le tribunal de police en application du paragraphe 1^{er}.

L'action publique est éteinte par le paiement de l'amende forfaitaire. Sauf en cas de réclamation formée conformément à l'alinéa 5, l'amende forfaitaire se prescrit par deux années révolues à compter du jour de la décision d'amende forfaitaire. L'amende forfaitaire ne présente pas le caractère d'une peine pénale et la décision d'amende forfaitaire ne donne pas lieu à inscription au casier judiciaire. Les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables à l'amende forfaitaire.

La décision d'amende forfaitaire est considérée comme non avenue si, au cours du délai prévu à l'alinéa 2, le contrevenant notifie au procureur d'État une réclamation écrite, motivée, accompagnée d'une copie de la notification de la décision d'amende forfaitaire ou des renseignements permettant de l'identifier. La réclamation doit encore être accompagnée de la justification de la consignation auprès de la Caisse de consignation du montant de l'amende forfaitaire sur le compte indiqué dans la décision d'amende forfaitaire. Ces formalités sont prescrites sous peine d'irrecevabilité de la réclamation.

En cas de réclamation, le procureur d'État, sauf s'il renonce à l'exercice des poursuites, cite la personne concernée devant le tribunal de police, qui statue sur l'infraction en dernier ressort. En cas de condamnation, le montant de l'amende prononcée ne peut pas être inférieur au montant de l'amende forfaitaire.

En cas de classement sans suite ou d'acquiescement, s'il a été procédé à la consignation, le montant de la consignation est restitué à la personne à laquelle avait été adressé l'avis sur la décision d'amende forfaitaire ou ayant fait l'objet des poursuites. Il est imputé sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation.

(7) Les données à caractère personnel des personnes concernées par les avertissements taxés payés conformément au présent article sont anonymisées au plus tard un mois après que la présente loi cesse de produire ses effets.

Chapitre 5 – Dispositions modificatives, abrogatoires et dérogatoires

Art. 13. La loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments est modifiée comme suit :

1° À l'article 3, les termes « ou pris en charge » sont insérés entre les termes « Centres de gériatrie » et les termes « ou hébergés dans des services ».

2° L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

- « Art. 4. (1) Cependant, des dépôts de médicaments peuvent être établis au sein :
- 1° d'un établissement hospitalier défini à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, à l'exception des hôpitaux disposant d'une pharmacie hospitalière, telle que définie à l'article 35 de la loi précitée ;
 - 2° d'un établissement relevant de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées ; 2) Centres de gériatrie ;
 - 3° d'un établissement relevant de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ;
 - 4° d'un établissement agréé au sens de l'article 12, paragraphe 1^{er}, point 2°, de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse ;
 - 5° des services de l'État ;
 - 6° du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

(2) La liste des médicaments à usage humain autorisés pour les dépôts de médicaments visés au paragraphe 1^{er}, points 2° à 6°, concerne les médicaments disposant au Grand-Duché de Luxembourg d'une autorisation de mise sur le marché et :

- 1° destinés aux soins palliatifs des personnes hébergées dans un des établissements visés au paragraphe 1^{er}, points 2° et 3° ;
- 2° destinés aux personnes suivies par les structures du bas-seuil telles que prévues au paragraphe 1^{er}, point 3°, qui ne sont pas couvertes par l'assurance obligatoire, par l'assurance volontaire ou dispensés de l'assurance au sens du Code de la sécurité sociale ou bien utilisés dans ces structures par ces personnes en support du programme de traitement de la toxicomanie par substitution défini à l'article 8, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
- 3° prescrits aux personnes suivies par l'établissement visé au paragraphe 1^{er}, point 4°, dans le cadre de la prévention et de l'interruption volontaire de grossesse ;
- 4° utilisés dans le cadre de la prévention et la lutte contre les menaces transfrontières graves sur la santé au sens de l'article 3 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé et abrogeant la décision n° 2119/98/CE ou les urgences de santé publique de portée internationale au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du Règlement sanitaire international (2005), adopté par la cinquante-huitième Assemblée mondiale de la Santé, ou ;
- 5° utilisés par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours dans le cadre du Service d'aide médicale urgente défini à l'article 4, lettre h), de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile.

La liste détaillée des médicaments visés aux points 1° à 3° et 5° est fixée par règlement grand-ducal selon le Système de classification anatomique, thérapeutique et chimique développé par l'Organisation mondiale de santé.

(3) Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, point 1°, l'approvisionnement de médicaments à usage humain doit se faire auprès des pharmacies hospitalières conformément à l'article 35 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, points 2°, 3° et 4°, l'approvisionnement de médicaments à usage humain doit se faire auprès d'une officine ouverte au public dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, points 5° et 6°, et sans préjudice des dispositions spécifiques applicables aux services de l'État, l'approvisionnement de médicaments peut se faire auprès du fabricant, de l'importateur, du titulaire d'autorisation de distribution en gros de médicaments ou d'une autorité compétente d'un autre pays.

(4) Sans préjudice du paragraphe 3 et uniquement sur demande écrite dûment motivée et adressée au ministre, le pharmacien en charge de la gestion d'un dépôt visé au paragraphe 1^{er}, points 2° à 6°, peut être autorisé à s'approvisionner, à détenir et à dispenser :

- 1° des médicaments, y compris à usage hospitalier ;
- 2° des stupéfiants et des substances psychotropes visées à l'article 7 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, à condition d'obtenir des autorisations adéquates conformément aux dispositions de la loi précitée et des règlements pris en son exécution.

(5) Les dépôts de médicaments visés au paragraphe 1^{er} répondent, en ce qui concerne l'organisation et l'aménagement, ainsi que la traçabilité et la surveillance des médicaments, aux exigences suivantes :

- 1° disposer d'un personnel qualifié et formé régulièrement à la mise en œuvre des procédures de l'assurance de la qualité, aux activités de la réception, du stockage et de la dispensation des médicaments, à la gestion du stock, aux mesures d'hygiène personnelle et des locaux et à la maintenance et l'utilisation des installations et des équipements ;
- 2° développer et mettre à jour des procédures et instructions, rédigées avec un vocabulaire clair et sans ambiguïté, validées pour :
 - a) la gestion du stock, y compris sa rotation et la destruction de la marchandise périmée ;
 - b) la maintenance des installations et la maintenance et l'utilisation des équipements ;
 - c) la qualification du processus garantissant une installation et un fonctionnement corrects des équipements ;
 - d) le contrôle des médicaments ;
 - e) la gestion des plaintes, des retours, des défauts de qualités, des falsifications et des retraits du marché ;
 - f) l'audit interne ;
- 3° détenir des locaux conçus ou adaptés de manière à assurer le maintien requis des conditions de la réception, du stockage, de la dispensation des médicaments, pourvus :
 - a) des mesures de sécurité quant à l'accès ;
 - b) des emplacements séparés pour la réception, le stockage, la dispensation, les retours ou la destruction ;
 - c) des zones réservées aux produits dangereux, thermosensibles, périmés, défectueux, retournés, falsifiés ou retirés du marché ;
- 4° disposer d'un stockage approprié et conforme aux résumés des caractéristiques du produit des médicaments stockés et muni d'instruments de contrôle de son environnement par rapport à la température, l'humidité, la lumière et la propreté des locaux ;
- 5° détenir des équipements adéquats, calibrés et qualifiés, conçus, situés et entretenus de telle sorte qu'ils conviennent à l'usage auquel ils sont destinés, munis si nécessaire de systèmes d'alarme pour donner l'alerte en cas d'écarts par rapport aux conditions de stockage prédéfinies ;
- 6° valider tout recours aux activités externalisées, dont le sous-traitant est audité préalablement, puis revu régulièrement pour s'assurer du respect des prestations offertes avec les conditions en matière d'organisation et de l'aménagement du dépôt et dont les responsabilités réciproques sont déterminées par contrat sous forme écrite ;
- 7° mettre en place un système de traçabilité et de surveillance des médicaments par :
 - a) un étiquetage adéquat des médicaments réceptionnés, dispensés, retournés et destinés à la destruction ou au retrait du marché, permettant de tracer le chemin du médicament depuis son acquisition jusqu'à sa destination finale ;
 - b) des registres des commandes, des livraisons, des réceptions, des dispensations, des retours, des retraits du marché, des rappels des lots et de la destruction ;
- 8° mettre en place un système de la surveillance et de veille réglementaire des médicaments consistant à :
 - a) collecter des informations et gérer des interruptions d'approvisionnements et de contingentements, des retraits du marché, des rappels de lots, des retours, des réclamations ;
 - b) notifier à la Direction de la santé des effets secondaires, des défauts de qualité et des falsifications ;

- c) la mise en œuvre des actions préventives et correctives ;
- 9° effectuer la préparation, la division, le conditionnement et le reconditionnement des médicaments conformément à l'article 3, alinéa 4, de la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments.

(6) Les médecins-vétérinaires sont autorisés à détenir un stock de médicaments à usage vétérinaire pour le traitement des animaux auxquels ils apportent des soins. Le stock répond aux conditions définies au paragraphe 5.

La liste de ces médicaments est fixée par règlement grand-ducal.

(7) Les médecins, les médecins-dentistes et les médecins vétérinaires sont autorisés à détenir une trousse d'urgence pour répondre aux besoins de leurs patients.

La liste des médicaments composant cette trousse, les conditions de stockage et la gestion des médicaments rentrant dans sa composition sont fixées par règlement grand-ducal.

Chaque médecin et médecin-dentiste est responsable de la gestion de sa trousse d'urgence, dont l'approvisionnement est effectué à partir d'une officine ouverte au public.

Sans préjudice de l'alinéa 3, l'approvisionnement de la trousse d'urgence se fait à partir des dépôts des médicaments visés au paragraphe 1^{er}, points 5° et 6°, si le médecin ou médecin-dentiste intervient lors d'une mission des services de l'État ou du Corps grand-ducal d'incendie et de secours. »

Art. 14. À la suite de l'article 5 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, il est inséré un article *5bis* nouveau, libellé comme suit :

« *Art. 5bis.* (1) Par dérogation aux articles 3 et 4, le ministre ayant la Santé dans ses attributions peut autoriser, en cas de menace transfrontière grave sur la santé au sens de l'article 3 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé, ou en cas d'urgence de santé publique de portée internationale au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du Règlement sanitaire international de 2005 :

- 1° l'acquisition et la livraison en vue du stockage d'un médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 2° l'usage temporaire d'un médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 3° l'usage temporaire d'un médicament en dehors de l'autorisation de mise sur le marché.

(2) Sans préjudice des dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux, la responsabilité civile et administrative :

- 1° du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché ;
- 2° des fabricants et des importateurs disposant d'une autorisation conformément à la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;
- 3° des distributeurs en gros disposant d'une autorisation conformément à la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;
- 4° du médecin autorisé à exercer sa profession conformément à la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
- 5° du pharmacien autorisé à exercer sa profession conformément à la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien

n'est pas engagée pour l'ensemble des conséquences résultant de la mise sur le marché et de l'usage du médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché ou de l'usage du médicament en dehors de l'autorisation de mise sur le marché si la mise sur le marché et l'usage du médicament concerné ont été autorisés conformément au présent paragraphe.

(3) Le paragraphe 2 s'applique indépendamment du fait qu'une autorisation a été délivrée ou non par l'autorité compétente d'un autre État membre de l'Union européenne, par la Commission européenne ou en vertu de la présente loi. »

Art. 15. Sont abrogées :

- 1° la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;
- 2° la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments.

Art. 16. Par dérogation à la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, les décisions et avis du Conseil d'État sont adoptés par voie de correspondance électronique ou par tout autre moyen de télécommunication.

Les membres du Conseil d'État sont réputés présents pour le calcul du quorum lorsqu'ils participent aux séances plénières par voie de correspondance électronique ou par tout autre moyen de télécommunication.

Art. 16bis. En cas de circonstances exceptionnelles, telles que des épidémies, des faits de guerre ou des catastrophes, le ministre ayant la Santé dans ses attributions peut, par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, lettre c), de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et sur avis de la direction de la Santé, accorder l'autorisation temporaire d'exercer pendant une période ne pouvant excéder douze mois les activités de :

- 1° médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins-dentistes, aux médecins vétérinaires et aux médecins en voie de spécialisation;
- 2° médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins du travail tels que désignés à l'article L. 325-1 du Code du travail.

Art. 16ter. Par dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques et nonobstant toute disposition contraire des statuts des partis politiques et sans que les statuts doivent en prévoir la possibilité, le compte rendu de la situation financière de l'exercice comptable 2020 de l'entité constituée au niveau des circonscriptions électorales, de la section locale et de l'organisation sectorielle d'un parti doit être validé par son comité après avoir fait l'objet d'un contrôle de la part des commissaires aux comptes.

Art. 16quater. Par dérogation à l'article 428, alinéa 4, du Code de la sécurité sociale, les cotisations non payées à l'échéance ne produisent pas d'intérêts moratoires pendant la période se situant entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021.

Art. 16quinquies. Au cas où les mesures temporaires à prendre dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ont pour effet la réorganisation de l'encadrement des enfants scolarisés dans l'enseignement fondamental en dehors des heures de classe, les dispositions suivantes sont applicables :

- 1° Par dérogation aux articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, pour toute réalisation, transformation, modification qui porte sur les services d'éducation et d'accueil agréés pour enfants scolarisés, l'obligation d'autorisation préalable dans le cadre de ladite loi n'est pas applicable pendant la durée de l'application de la mesure temporaire ;
- 2° L'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ne s'applique pas pendant la durée de l'application de la mesure temporaire pour toute réalisation, transformation, modification de locaux et d'installations ayant pour objet l'accueil des enfants scolarisés ;
- 3° Par dérogation à l'article 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, dans le cadre de la coopération entre le personnel intervenant dans l'enseignement fondamental et le personnel d'encadrement des enfants en dehors des heures de classe, et pour les besoins de l'encadrement des enfants scolarisés pendant et en dehors des heures de classe :
 - a) Le bénéfice de l'article 5 de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques est étendu à tous les membres du personnel intervenant dans la prise en charge des enfants scolarisés.

- b) Pour les besoins de l'application de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques à l'encadrement périscolaire, les membres du personnel du service d'éducation et d'accueil agréé mis à la disposition de l'encadrement des enfants dans la prise en charge des élèves et occupés à l'encadrement des enfants sont investis d'une mission de surveillance des élèves lorsqu'ils interviennent à l'école. Il en est de même du personnel enseignant intervenant dans un service d'éducation et d'accueil.
- 4° Pour suppléer au manque de personnel d'encadrement des enfants scolarisés dans l'enseignement fondamental en dehors des heures de classe, qui est dû à la mise en œuvre de ladite mesure temporaire, et par dérogation à l'article 30 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de l'article 22, alinéa 3, de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, respectivement le collège des bourgmestre et échevins et le bureau d'un syndicat de communes procèdent à la création de tout emploi à occuper par un agent ayant le statut de salarié, ainsi qu'à son engagement nécessaire à la mise en œuvre de ladite mesure. La décision d'engagement fixe la tâche du poste visé, la rémunération de l'agent, ainsi que la durée de son engagement, qui ne peut pas dépasser l'année scolaire 2020/2021.

Art. 16sexties. Par dérogation aux articles 22, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et en cas de mise en œuvre d'une mesure au niveau national de suspension temporaire des activités de services d'éducation et d'accueil agréés pour enfants scolarisés ou pour enfants non-scolarisés, ou de mini-crèches agréées, ou des assistants parentaux agréés, dans le cadre et pour les besoins de la lutte contre la pandémie du Covid-19 :

- 1° Les parents et les représentants légaux sont libérés du paiement de la participation parentale au sens de l'article 26, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse pour l'accueil d'un enfant dans un service d'éducation et d'accueil agréé, dans une mini-crèche agréée ou chez un assistant parental agréé pendant la durée de la mesure de suspension des activités desdites structures d'accueil pour enfants.
- 2° Tout contrat d'éducation et d'accueil conclu avant la date de la décision de la suspension entre le requérant et le prestataire chèque-service accueil agréé concerné par la mesure de suspension est suspendu pour la durée de ladite mesure de suspension. Aucune prestation se rattachant aux contrats suspendus ne peut être facturée.
- 3° L'État est autorisé à s'acquitter de sa participation aux heures d'accueil dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil au bénéfice des structures d'accueil agréées concernées par la mesure de suspension, pendant ladite période de suspension des activités.

Chapitre 6 – Dispositions finales

Art. 17. La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du ... sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ».

Art. 18. (Entre en vigueur le lendemain de la publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg)

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et reste applicable jusqu'au ~~2 avril 2021~~ **25 avril 2021** inclus, à l'exception des articles 13, 14, 16ter et 16quater de la présente loi.

L'article 16sexties de la présente loi produit ses effets à partir du 8 février 2021.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi s'inscrit dans une situation épidémiologique qui se caractérise par une augmentation des nouvelles infections, des admissions hospitalières et des décès, sans pour autant qu'une croissance exponentielle ne puisse être constatée.

Le taux d'incidence s'élève désormais à 251 cas pour 100.000 habitants sur 7 jours. Le nombre de tests effectués continue à se situer à un niveau très élevé, avec environ 10.000 tests par 100.000 habitants sur une période de 7 jours. Le taux de positivité moyen s'élève à 2,43%, avec un taux de positivité pour les tests effectués sur ordonnance et dans le cadre du CT de l'ordre de 5,66%. Le taux de reproduction, quant à lui, se situe à 1,13.

En ce qui concerne les décès, un net accroissement a pu être observé au cours des dernières semaines. Ainsi, au cours du mois de mars, le nombre de fatalités s'élève à 79 (1^{er} mars-21 mars).

Bien que l'on constate une augmentation des admissions en soins normaux, le taux d'occupation dans les soins intensifs est stable et la situation dans les hôpitaux reste généralement sous contrôle.

Les variants britannique et sud-africain ont gagné en terrain depuis leur apparition au Luxembourg, tout comme dans les autres pays. Il résulte d'études récentes que non seulement ils se transmettent plus facilement, mais qu'ils sont également plus pathogènes et qu'un risque de décès accru en découle. Depuis la dernière modification de la loi sur les mesures de lutte contre la pandémie COVID-19, le taux du variant britannique parmi les nouvelles infections est passé à 66%. Le variant sud-africain s'élève actuellement à 20 %. Le variant brésilien n'apparaît que de manière sporadique et toutes les chaînes de transmission y relatives ont pu être brisées.

Selon le dernier rapport CORONASTEP établi par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) en date du 22 mars, le flux d'ARN du SRAS-CoV-2 présent dans les stations d'épuration des eaux usées au début de la semaine 12 indique que la prévalence du virus dans les eaux usées reste élevée à l'échelle nationale, avec une tendance à la hausse.

Malgré le nombre croissant de personnes vaccinées qui est passé à 74.225 (1^{ère} dose : 56.383, 2^e dose : 17.872), les problèmes logistiques liés à la production et à la livraison des doses imposent la prudence dans l'évaluation de l'impact des vaccins sur la pandémie à court terme. Il s'est montré que les vaccins resteront une ressource rare au cours des prochaines semaines et il faudra probablement prévoir plus de temps qu'initialement prévu pour vacciner la fraction de la population nécessaire à l'immunité collective.

Par ailleurs, malgré la publication de certaines études encourageantes (Israël/Écosse), on ne sait toujours pas dans quelle mesure les vaccins limitent la transmission ultérieure, quelle est la durée de l'immunité acquise et quelle est l'interaction des vaccins avec les nouveaux variants.

Ainsi, le déploiement de la campagne vaccinale doit être accompagné d'un suivi strict de la dynamique épidémique et des données représentatives des variants au cours des prochaines semaines, notamment par le biais du système de monitoring quotidien très étendu dans lequel le Luxembourg a investi tout comme par le dispositif de séquençage représentatif ayant permis de classer notre pays parmi les trois Etats Membres de l'UE qui ont le taux de séquençage le plus élevé.

Si la distanciation sociale, le port du masque, les mesures d'hygiène et le fait d'éviter les lieux bondés et mal ventilés resteront cruciaux afin d'éviter une résurgence du virus, il s'agira dans les mois à venir, de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions.

Dans cet ordre d'idées, il est proposé :

- de permettre au secteur Horeca d'ouvrir sous des conditions très strictes.

Il est important de procéder par étapes et de rester vigilant. Les établissements concernés peuvent accueillir du public mais **uniquement en terrasse**. Les activités de restauration et de débits de boissons ayant ainsi lieu à l'extérieur, dans un contexte de par nature bien aéré et ventilé, le risque de transmission du virus est plus faible que dans un espace fermé.

Outre le fait que **seules les terrasses sont concernées**, celles-ci ne pourront accueillir des clients que de **6 :00 heures à 18 :00 heures**. Le **port du masque** est obligatoire pour le **personnel en contact direct** avec les clients. Il en est de même pour **les clients** tant qu'ils ne sont pas assis à table. La consommation se fait également uniquement à table. **Les tables doivent également être aménagées** de sorte à limiter les contacts et partant la propagation du virus. Ainsi les tables côte à

côte doivent être séparées par une distance d'un mètre cinquante ou par des barrières ou une séparation. La consommation se fait également uniquement à table.

Le **nombre de clients** pouvant être admis est également **limité à deux personnes**, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent.

La consommation d'alcool sur la voie publique reste interdite, de même que la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Les **dispositions relatives à l'ouverture du secteur Horeca prendront effet au 7 avril 2021**. Le fait que la date d'entrée en vigueur soit différée s'explique par la volonté de laisser au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture des restaurants et cafés de manière adéquate.

- Le présent projet de loi prévoit en outre une **nouvelle formalité obligatoire importante pour le contact tracing en cas de contagion épidémiologique, à savoir l'obligation pour les établissements concernés de tenir un registre de leurs clients**. Ce registre doit contenir un certain nombre de données nécessaires pour le contact tracing ultérieur (nom, téléphone, adresse). **L'accès aux établissements concernés est conditionné à la communication de ces données par le client**.

Le présent projet de loi apporte une **précision au niveau de l'article 10** concernant la personne invitée à se faire vacciner.

Il est prévu que le **présent projet de loi reste applicable jusqu'au 25 avril 2021**.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article insère un nouveau chapitre consacré aux dispositions relatives aux établissements de restauration, de débits de boissons, d'hébergement, ainsi qu'aux cantines et restaurants sociaux.

Article 2

Cet article concerne les modalités selon lesquelles les restaurants et cafés peuvent accueillir à nouveau des clients.

La prudence commande d'encadrer de manière stricte cette ouverture et fixe des conditions rigoureuses.

L'ouverture au public ne concerne que les seules terrasses des restaurants et des débits de boissons. Il est interdit de consommer à l'intérieur d'un restaurant ou d'un café. Il est toutefois possible aux clients d'utiliser les infrastructures sanitaires des établissements qui se trouvent à l'intérieur. Les mêmes conditions s'appliquent aux restaurants et bars des hôtels. Sont exclues par contre les cantines scolaires et universitaires. Quant aux cantines d'entreprises, elles peuvent continuer à offrir des services de vente à emporter. Il en va de même des restaurants sociaux sans but lucratif.

Cette ouverture est un compromis entre d'une part, la volonté du gouvernement d'offrir des perspectives à un secteur, celui de l'HORECA, qui a particulièrement pâti des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie actuelle, et d'autre part, la sécurité et la santé des personnes. Si toutes les activités humaines sont des activités à risque en termes de transmission du virus SARS-CoV-2, certaines le sont plus que d'autres et dépendent de l'endroit où elles ont lieu. S'agissant de la fréquentation des restaurants ou des cafés, il a été démontré par plusieurs études que celle-ci favorise la propagation du virus. Il est aussi admis que le risque d'être contaminé par le virus est moins grand à l'extérieur qu'à l'intérieur, et qui plus est si l'endroit est clos, mal ventilé et où se rassemblent beaucoup de personnes en même temps.

La consommation à table est obligatoire et seules des places assises sont admises. Par ailleurs, le nombre de personnes pouvant être assises à une même table est limité à deux, sauf lorsque les personnes font partie du même ménage ou cohabitent. Les tables doivent aussi être aménagées de telle sorte qu'une distance d'1,5 mètre soit respectée entre les tables côte à côte. En cas de distance inférieure, une barrière ou une séparation physique doit être prévue afin de limiter le risque d'infection. Une autre limitation concerne l'horaire d'ouverture des terrasses. Celles-ci sont uniquement ouvertes au public entre 6.00 heures et 18 :00 heures. Cette limitation permet également de limiter le nombre de personnes

fréquentant un restaurant ou un café et partant les contacts sociaux de sorte à limiter le risque de contagion.

Le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table et pour le personnel en contact direct avec le client.

Le paragraphe (4) prévoit que les établissements de restauration et de débits de boissons ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;

2° l'adresse de résidence du client déclarant ;

3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès aux établissements concernés est subordonné à la communication des données par les clients. Ces données doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent.

Le paragraphe (5) interdit les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons. Il est plus difficile de contrôler et d'encadrer de telles activités, de sorte que celles-ci doivent demeurer pour l'instant interdites.

Le paragraphe (6) concerne la consommation sur place qui reste interdite dans les centres commerciaux, à l'intérieur des gares et de l'aéroport. Ce paragraphe a été adapté en tenant compte de l'ouverture des terrasses en ce sens que si la consommation à l'intérieur des centres commerciaux est et reste interdite, la consommation est bien évidemment possible en terrasse.

A noter encore que les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront qu'à partir du 7 avril 2021. Le fait que la date en vigueur soit différée s'explique par la volonté du gouvernement de laisser au secteur HORECA suffisamment de temps pour pouvoir s'organiser de manière adéquate.

Article 3

Cet article abroge l'article 3^{quater}, afin de tenir compte de la possibilité pour les établissements de restauration et de débits de boissons et autres établissements connexes d'accueillir des clients au niveau des terrasses. L'interdiction de consommer sur place dans les centres commerciaux ou à l'intérieur des gares et de l'aéroport, qui est maintenue, se retrouve à l'article 2, paragraphe 6.

Article 4

Cet article réaménage les dispositions relatives à l'interdiction de la consommation d'alcool sur la voie publique. Dans la mesure où il n'est pas rare que des cafés utilisent p.ex. un trottoir pour y aménager une terrasse, il est précisé que ces dispositions s'appliquent sans préjudice aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1^{er} et 3. Cette précision est apportée, afin d'éviter toute insécurité juridique quant à la question de savoir si dans de tels cas, les établissements peuvent ou non servir des boissons alcoolisées.

Article 5

Cet article concerne la transmission des données figurant sur le registre tenu par les restaurants et les cafés voire les établissements d'hébergement pour leurs restaurants ou bars aux autorités de santé. Cette transmission se fait sur demande du directeur de la Santé ou de son délégué.

Article 6

A l'article 10, paragraphe 2, point 4°, lettre b), de la même loi, les termes « la personne à vacciner » sont remplacés par les termes « la personne invitée à se faire vacciner » pour des raisons de sécurité juridique.

Articles 7 et 8

Cet article réaménage les dispositifs des sanctions des articles 11 et 12 afin de tenir compte des modifications apportées aux dispositif législatif.

Article 9

Cet article n'appelle pas d'observation particulière.

Article 10

L'article sous rubrique propose que le projet de loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg à l'exception des articles 1^{er} à 5, 7 et 8 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
Ministère initiateur :	Ministère de la Santé
Auteur(s) :	Laurent Jomé /Paule Flies
Téléphone :	247-85510
Courriel :	laurent.jome@ms.etat.lu
Objectif(s) du projet :	modifier la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin de prolonger l'application du dispositif légal au-delà du 2 avril 2021.
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	oui
Date :	23/03/2021

Mieux légiférer

- Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
Si oui, laquelle/lesquelles :
Remarques/Observations :
- Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non
- Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
Remarques/Observations :
- Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
Remarques/Observations :

¹ N.a. : non applicable.

5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
Remarques/Observations : Non applicable
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :

– principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

– positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

– neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi : Il s'agit de dispositions légales qui s'appliquent de la même façon et sans distinctions eu égard au sexe de la personne concernée par les procédures pénales en cause.

– négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

FICHE FINANCIERE

Le présent projet de loi devrait avoir un impact neutre, pour ne pas prévoir de mesure à charge du Budget de l'Etat.

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7795/02

N° 7795²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(26.3.2021)

Par dépêche du 25 mars 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par la ministre de la Santé.

Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que d'un texte coordonné de la loi qu'il s'agit de modifier.

L'avis de la Chambre des salariés a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 26 mars 2021.

Les avis du Collège médical, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers, de la Commission consultative des droits de l'homme, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Commission nationale pour la protection des données, demandés selon la lettre de saisine, ne sont pas encore parvenus au Conseil d'État à la date d'adoption du présent avis.

Dans la lettre de saisine, le Conseil d'État était encore prié d'émettre son avis sur le projet de loi sous rubrique « dans les meilleurs délais possibles, étant donné que les dispositions y contenues font partie des mesures de lutte du Gouvernement contre les effets de la pandémie du Covid-19 ».

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous avis a pour objet une nouvelle modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, se limitant à trois points, à savoir l'ouverture des terrasses à partir du 7 avril 2021 entre six heures et dix-huit heures avec des conditions sanitaires strictes à charge des exploitants du secteur Horeca, une modification textuelle de l'article 10, paragraphe 2, de la loi en vigueur ainsi que la prolongation de l'application de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, jusqu'au 25 avril 2021.

Au vu de la persistance de la présence du virus à la base de la pandémie du Covid-19 et de la crainte de devoir « probablement prévoir plus de temps qu'initialement prévu pour vacciner la fraction de la population nécessaire à l'immunité collective », les auteurs du projet de loi sous avis proposent principalement de maintenir les restrictions et les règles de comportement actuellement prévues dans la loi précitée du 17 juillet 2020. Toutefois, dans le souci, « dans les mois à venir, de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions », les auteurs proposent « de permettre au secteur Horeca d'ouvrir dans des conditions très strictes ».

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

La disposition sous avis maintient le principe de la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons. Par dérogation à ce principe, les établissements en question « peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures » en respectant les conditions sanitaires énumérées sous les points 1^o à 6^o du paragraphe 1^{er}.

Dès lors, seuls les établissements disposant d'une terrasse peuvent procéder à une ouverture de leur établissement, limitée à l'emplacement de leur terrasse et pendant des heures limitées de la journée.

Les exigences sanitaires prévues sous les points 1^o à 5^o du paragraphe 1^{er} ainsi que les paragraphes 2 et 3 ne suscitent pas d'observation et constituent, pour la plus grande partie, une reprise adaptée des dispositions antérieures relatives aux établissements en question, ayant figuré dans la loi initiale du 17 juillet 2020¹.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, point 6^o, le Conseil d'État considère que les termes « hormis les services de vente à emporter et de vente au volant, » sont superfétatoires au regard du paragraphe 2. Il peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec une suppression de ces termes.

Le paragraphe 4 impose aux établissements exploitant une terrasse la tenue d'un registre de leurs clients. Le Conseil d'État note que sont visés les clients sans faire de distinction entre les clients ayant accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et ceux qui ont recours au service de vente à emporter, de vente au volant ou de livraison à domicile. Il y aurait dès lors lieu de viser les clients « qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place ». La phrase liminaire du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, serait à reformuler comme suit :

« (4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement tiennent un registre des clients qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et qui contient les données suivantes :

[...]. »

Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 4, alinéa 2, deuxième phrase, serait également à reformuler comme suit :

« L'accès aux terrasses des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement en vue d'une consommation sur place est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}. »

Articles 3 et 4

Sans observation.

Article 5

Le Conseil d'État peut se déclarer d'accord avec l'article sous rubrique ainsi qu'avec l'article 2, paragraphe 4, alinéa 2, dans sa version modifiée. Le traitement des données à caractère personnel se justifie par des finalités de santé publique et relève des règles prévues par l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 2020 et, pour le surplus, de celles prévues par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données).

Faute d'un dispositif similaire à celui de l'article 2 de la loi modifiée du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement, le commerçant ne saurait être sanctionné en cas de fausses indications fournies par le client.

¹ Voir aussi la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Article 6

Sans observation.

Articles 7 et 8

Par les modifications proposées, les auteurs, d'une part, ajoutent les renvois aux dispositions pertinentes de l'article 2 et, d'autre part, suppriment les renvois à l'article 3^{quater}, qui sera abrogé.

Pour ce qui est du renvoi, à l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, à l'article 2, paragraphe 4, le Conseil d'État renvoie à ses observations relatives à l'article 5.

Article 9

La disposition sous avis prolonge la durée d'application des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, jusqu'au 25 avril 2021. Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler.

Article 10

Cet article prévoit une entrée en vigueur fixée au 7 avril 2021 pour les dispositions introduites par le projet de loi sous avis dans les articles 1^{er} à 5, 7 et 8. Cette entrée en vigueur différée s'explique, selon les auteurs, « par la volonté de laisser au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture des restaurants et cafés de manière adéquate ».

Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler.

*

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE

Article 1^{er}

Il convient d'écrire « [...] il est inséré l'intitulé de chapitre suivant : « [...] » ».

À l'instar du reste du dispositif, il convient d'écrire « de débit de boissons ».

Article 2

À l'occasion du rétablissement d'articles, le texte nouveau est précédé de l'indication du numéro correspondant qui est souligné, pour écrire « Art. 2. ».

À l'article 2, paragraphe 2, dans sa teneur rétablie, il convient de remplacer le terme « pas » par le terme « ni », pour écrire « Le paragraphe 1^{er} ne s'applique ni aux cantines scolaires et universitaires ni aux [...] ».

À l'article 2, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, dans sa teneur rétablie, il est suggéré de supprimer la virgule avant les termes « ainsi que ». Cette observation vaut également pour l'article 2, paragraphe 6, dans sa teneur rétablie.

En ce qui concerne l'article 2, paragraphe 4, alinéa 3, deuxième phrase, dans sa teneur rétablie, il convient de signaler que dans le cadre de renvois à des alinéas, l'utilisation d'adjectifs tels que « précédent » est à écarter. Mieux vaut viser le numéro de l'alinéa en question, étant donné que l'insertion d'une nouvelle disposition à l'occasion d'une modification ultérieure peut avoir pour conséquence de rendre le renvoi inexact. Partant, il convient de remplacer les termes « alinéa précédent » par les termes « alinéa 2 ».

Article 4

L'article sous examen est à reformuler de la manière suivante :

« **Art. 4.** À l'article 4, paragraphe 3, de la même loi, les termes « La consommation » sont remplacés par les termes « Sans préjudice de l'article 2, paragraphe 1^{er}, la consommation ». »

Article 6

Il y a lieu d'écrire « [...] l'article 10, paragraphe 2, point 4^o, alinéa 2, lettre b), de la même loi, [...] ».

Article 8

À la phrase liminaire, il faut ajouter une virgule après les termes « article 12 ».

À l'article 12, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, dans sa nouvelle teneur proposée, il convient d'écrire « 500 à 1 000 euros ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 26 mars 2021.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente,
Agy DURDU

7795/01

N° 7795¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

**DEPECHE DE LA PRESIDENTE ET DU DIRECTEUR DE LA
CHAMBRE DES SALARIES AU MINISTRE DE LA SANTE**

(26.3.2021)

Madame la Ministre,

Par courriel du 25 mars 2021 (réf. : 837x70e32), vous avez soumis pour avis à la Chambre des salariés le projet de loi sous rubrique.

Ce projet n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de notre Chambre professionnelle qui renvoie toutefois à ses avis antérieurs en ce qui concerne les remarques plus fondamentales relatives aux mesures législatives de lutte contre la pandémie Covid-19.

Nous vous prions, Madame la Ministre, d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

Pour la Chambre des salariés,

Le Directeur,
Sylvain HOFFMANN

La Présidente,
Nora BACK

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7795/03

N° 7795³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements gouvernementaux</i>	
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.3.2021).....	1
2) Texte des amendements gouvernementaux.....	2
3) Commentaire des amendements gouvernementaux.....	3
4) Texte coordonné.....	4

*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(29.3.2021)

Monsieur le Président,

À la demande de la Ministre de la Santé, j'ai l'honneur de vous saisir d'amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi sous rubrique.

À cet effet, je joins en annexe le texte des amendements avec les commentaires afférents ainsi que le texte coordonné de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 qui résultera de l'adoption du projet de loi n° 7795.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considérations.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Marc HANSEN

*

TEXTE DU PROJET D'AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

Amendement 1

L'article 2 du projet de loi n° 7795 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est remplacé par la disposition suivante :

- « Art. 2. (1) Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.
- Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces établissements peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures et en respectant les conditions suivantes :
- 1° ne sont admises que des places assises ;
 - 2° chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;
 - 3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;
 - 4° le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table ;
 - 5° le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec le client ;
 - 6° hormis les services de vente à emporter et de vente au volant, la consommation à table est obligatoire pour le client.

(2) Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprise et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

(3) Les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public et les conditions du paragraphe 1^{er} s'appliquent à leurs restaurants et à leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

~~(4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :~~

- ~~1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;~~
- ~~2° l'adresse de résidence du client déclarant ;~~
- ~~3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.~~

~~Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}.~~

~~Ces données sont communiquées, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa, au directeur de la Santé ou à son délégué en cas d'exposition à haut risque. Elles doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent.~~

~~(5 4) Sont interdites les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.~~

~~(6 5) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 3, est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport. »~~

Amendement 2

L'article 5 du même projet de loi est supprimé.

Amendement 3

L'article 8 du même projet de loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des l'articles 2, paragraphes 1^{er}, points 4^o et 6^o, **5, des articles 3, 3^{quater}**, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, *4bis*, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées. »

*

COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

Amendement 1^{er}

Il est proposé de supprimer à l'article 2 du projet de loi le paragraphe 4 qui prévoit que les établissements de restauration et de débits de boissons ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent tenir un registre des clients qui ont accès à la terrasse.

Cette mesure, qui vise à protéger contre tout risque potentiel de contamination à l'air libre deux personnes ne relevant pas d'un même ménage, voire les membres d'un seul ménage, attablées chaque fois à au moins 1,5 mètre de la prochaine table, est assez contraignante tant quant à sa mise en place qu'à son application et risque aussi d'être disproportionnée par rapport à l'objectif recherché.

Amendement 2

Il est proposé de supprimer l'article 5 du projet de loi qui concerne la transmission des données devant figurer sur le registre précité alors qu'il n'a plus lieu d'être.

Amendement 3

Dans le même ordre d'idées, il est proposé de reformuler l'article 8 pour y rajouter la référence au nouveau paragraphe 5 (ancien paragraphe 6) de l'article 2, qui interdit toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Tout en supprimant la référence à l'article 3^{quater} de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, consacré précisément à cette interdiction, il fut omis de faire une référence à la disposition correspondante du projet de loi.

Dans la mesure où l'ancien paragraphe 5 de l'article 2 devient le paragraphe 4, consacré à l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons, il n'y a pas lieu de supprimer la référence audit paragraphe 4 de l'article 11 de la loi précitée (article 8 du projet de loi).

*

TEXTE COORDONNE

LOI MODIFIEE DU 17 JUILLET 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Les dispositions en rouge entrent en vigueur le lendemain de la publication au Journal officiel du Grand-duché de Luxembourg

Les dispositions en jaune entrent en vigueur le 7 avril 2021

Les amendements sont imprimés en caractères gras et en couleur bleue

Chapitre 1^{er} – Définitions

Art. 1^{er}. Au sens de la présente loi, on entend par :

- 1° « directeur de la santé » : directeur de la santé au sens de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
- 2° « personne infectée » : personne infectée par le virus SARS-CoV-2 ;
- 3° « isolement » : mise à l'écart de personnes infectées ;
- 4° « quarantaine » : mise à l'écart de personnes à haut risque d'être infectées ;
- 5° « personnes à haut risque d'être infectées » : les personnes qui ont subi une exposition en raison d'une des situations suivantes :
 - a) avoir eu un contact, sans port de masque, face-à-face ou dans un environnement fermé pendant plus de quinze minutes et à moins de deux mètres avec une personne infectée ;
 - b) avoir eu un contact physique direct avec une personne infectée ;
 - c) avoir eu un contact direct non protégé avec des sécrétions infectieuses d'une personne infectée ;
 - d) avoir eu un contact en tant que professionnel de la santé ou autre personne, en prodiguant des soins directs à une personne infectée ou, en tant qu'employé de laboratoire, en manipulant des échantillons de Covid-19, sans protection individuelle recommandée ou avec protection défectueuse ;
- 6° « confinement forcé » : le placement sans son consentement d'une personne infectée au sens de l'article 8 dans un établissement hospitalier ou une autre institution, établissement ou structure approprié et équipé ;
- 7° « rassemblement » : la réunion de personnes dans un même lieu sur la voie publique, dans un lieu accessible au public ou dans un lieu privé ;
- 8° « masque » : un masque de protection ou tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche d'une personne physique. Le port d'une visière ne constitue pas un tel dispositif ;
- 9° « centre commercial » : tout ensemble de magasins spécialisés ou non, conçu comme un tout ;
- 10° « structure d'hébergement » : tout établissement hébergeant des personnes au sens de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ;
- 11° « vaccinateur » : tout médecin qui pose l'indication de la vaccination et prescrit le vaccin contre le virus SARS-CoV-2 ;
- 12° « personne à vacciner » : toute personne qui donne son accord à se faire vacciner contre le virus SARS-CoV-2 ou à l'égard de laquelle son représentant légal donne son accord.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Chapitre 1^{er bis} – Mesures concernant les établissements de restauration, de débits de boissons, d'hébergement, les cantines et les restaurants sociaux

Art. 2. (Entre en vigueur le 7.04.2021)

(abrogé par la loi du 25 novembre 2020 modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux)

(1) Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces établissements peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures et en respectant les conditions suivantes :

1° ne sont admises que des places assises ;

2° chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;

3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;

4° le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table ;

5° le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec le client ;

6° hormis les services de vente à emporter et de vente au volant, la consommation à table est obligatoire pour le client.

(2) Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprise et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

(3) Les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public et les conditions du paragraphe 1^{er} s'appliquent à leurs restaurants et à leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

~~(4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :~~

~~1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;~~

~~2° l'adresse de résidence du client déclarant ;~~

~~3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.~~

~~Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}.~~

~~Ces données sont communiquées, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa, au directeur de la Santé ou à son délégué en cas d'exposition à haut risque. Elles doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent.~~

(5 4) Sont interdites les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

(6 5) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 3, est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Chapitre 2 – Mesures de protection

Art. 3. La circulation sur la voie publique entre vingt-trois heures et six heures du matin est interdite, à l'exception des déplacements suivants :

1° les déplacements en vue de l'activité professionnelle ou de la formation ou de l'enseignement ;

2° les déplacements pour des consultations médicales ou des dispenses de soins de santé ne pouvant être différés ou prestés à distance ;

3° les déplacements pour l'achat de médicaments ou de produits de santé ;

- 4° les déplacements pour des motifs familiaux impérieux, pour l'assistance et les soins aux personnes vulnérables ou précaires ou pour la garde des enfants ;
- 5° les déplacements répondant à une convocation judiciaire, policière ou administrative ;
- 6° les déplacements vers ou depuis une gare ou un aéroport dans le cadre d'un voyage à l'étranger ;
- 7° les déplacements liés à des transits sur le réseau autoroutier ;
- 8° les déplacements brefs dans un rayon d'un kilomètre autour du lieu de résidence pour les besoins des animaux de compagnie ;
- 9° en cas de force majeure ou situation de nécessité.

Ces déplacements ne doivent en aucun cas donner lieu à rassemblement.

Chapitre 2bis – Mesures concernant les activités économiques

Art. 3bis. (1) Toute exploitation commerciale qui est accessible au public, est soumise à une limitation d'un client par dix mètres carrés de la surface de vente.

Si la surface de vente est inférieure à vingt mètres carrés, l'exploitant est autorisé à accueillir un maximum de deux clients.

(2) Tout exploitant d'un centre commercial dont la surface de vente est égale ou supérieure à quatre cent mètres carrés et qui est doté d'une galerie marchande, doit en outre disposer d'un protocole sanitaire à accepter par la Direction de la santé. Le protocole doit être notifié à la Direction de la santé par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. La Direction de la santé dispose d'un délai de trois jours ouvrables dès réception du protocole pour accepter celui-ci. Passé ce délai, le silence de la part de la Direction de la Santé vaut acceptation du protocole.

En cas de non-acceptation du protocole, la Direction de la santé émet des propositions de corrections et les notifie par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. Un délai supplémentaire de deux jours est accordé pour s'y conformer.

Pour être accepté, le protocole sanitaire tel qu'énoncé à l'alinéa 1^{er} doit obligatoirement :

- 1° renseigner un référent Covid-19 en charge de la mise en œuvre du protocole sanitaire et qui sert d'interlocuteur en cas de contrôle ;
- 2° renseigner le nombre de clients pouvant être accueillis en même temps à l'intérieur du centre commercial et les mesures sanitaires imposées aux clients, ainsi que l'affichage de ces informations de manière visible aux points d'entrées ;
- 3° mettre en place un concept de gestion et de contrôle des flux de personnes en place à l'entrée, à l'intérieur et à la sortie du centre commercial.

(3) Constitue une surface de vente, la surface bâtie, mesurée à l'intérieur des murs extérieurs. Ne sont pas compris dans la surface de vente, les surfaces réservées aux installations sanitaires, aux bureaux, aux ateliers de production et aux dépôts de réserve pour autant qu'ils sont nettement séparés moyennant un cloisonnement en dur et, en ce qui concerne les dépôts de réserve et les ateliers de production, pour autant qu'ils ne sont pas accessibles au public. Toute autre construction ou tout édifice couvert, incorporé ou non au sol, construit ou non en dur est considéré comme surface bâtie.

Pour l'établissement d'un protocole sanitaire au sens du paragraphe 2, ne sont pas considérés comme surface de vente :

- 1° les galeries marchandes d'un centre commercial pour autant qu'aucun commerce de détail n'y puisse être exercé ;
- 2° les établissements d'hébergement, les établissements de restauration, les débits de boissons alcoolisées et non alcoolisées ;
- 3° les salles d'exposition des garagistes ;
- 4° les agences de voyage ;
- 5° les agences de banque ;
- 6° les agences de publicité ;
- 7° les centres de remise en forme ;

- 8° les salons de beauté ;
- 9° les salons de coiffure ;
- 10° les opticiens ;
- 11° les salons de consommation.

Chapitre 2ter – Mesures concernant les établissements recevant du public

Art. 3ter. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3quater. (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021inclus)

Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.

Sont également visées par l'alinéa 1^{er}, les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique ni aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprises et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public, à l'exception de leurs restaurants et de leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

Est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation, sur les terrasses des exploitations visées aux alinéas 1^{er} et 4, est interdite dans les centres commerciaux, ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Art. 3quinquies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3sexies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Art. 3septies. (abrogé par la loi du 9 janvier 2021 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

Chapitre 2quater – Mesures concernant les rassemblements

Art. 4. (1) Les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, sont limités aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent. Ne sont pas considérées comme des visiteurs, les personnes qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice de leurs activités professionnelles.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, première phrase, ne sont pas soumises à l'obligation de distanciation physique et le port du masque n'est pas obligatoire.

(2) Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé, ainsi que dans les transports publics, sauf pour le conducteur lorsqu'une distance interpersonnelle de deux mètres est respectée ou un panneau de séparation le sépare des passagers.

(3) (Entre en vigueur le 7.04.2021)

Sans préjudice de l'article 2, paragraphes 1^{er} et 3, La consommation de boissons alcooliques sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public est interdite.

(4) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 2 et de l'article 4bis, tout rassemblement de plus de quatre et jusqu'à dix personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et

observent une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres et du port du masque ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

Tout rassemblement qui met en présence entre onze et cent personnes incluses est soumis à la condition que les personnes portent un masque et se voient attribuer des places assises en observant une distance minimale de deux mètres. L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois pas aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent.

(5) Tout rassemblement au-delà de cent personnes est interdit.

Ne sont pas pris en considération pour le comptage de ces cent personnes, les acteurs culturels, les orateurs, les acteurs sportifs et leurs encadrants, ainsi que les acteurs de théâtre et de film, les musiciens et les danseurs qui exercent une activité artistique professionnelle et qui sont sur scène. Cette interdiction ne s'applique ni à la liberté de manifester, ni aux marchés à l'extérieur, ni aux transports publics. Le port du masque est obligatoire à tout moment. Les manifestations sportives ont lieu à huis clos.

(6) L'obligation de distanciation physique et de port du masque prévue aux paragraphes 2 et 4 ne s'applique :

1° ni aux mineurs de moins de six ans ;

2° ni aux personnes en situation d'handicap ou présentant une pathologie munies d'un certificat médical ;

3° ni aux acteurs culturels, ni aux orateurs dans l'exercice de leurs activités professionnelles ;

4° ni aux acteurs de théâtre et de film, aux musiciens, ainsi qu'aux danseurs qui exercent une activité artistique professionnelle ;

L'obligation de distanciation physique ne s'applique pas non plus aux marchés à l'extérieur et aux usagers des transports publics.

L'obligation de se voir assigner des places assises ne s'applique ni dans le cadre de l'exercice de la liberté de manifester, ni aux funérailles, ni aux marchés, ni dans le cadre de la pratique des activités visées à l'article 4*bis*, ni dans les transports publics.

(7) Dans les salles d'audience des juridictions constitutionnelle, judiciaires, y compris les juridictions de la sécurité sociale, administratives et militaires, l'obligation de respecter une distance minimale de deux mètres ne s'applique pas :

1° aux parties au procès en cours, leurs avocats et leurs interprètes, ainsi qu'aux détenus et aux agents de la Police grand-ducale qui assurent leur garde ;

2° aux membres de la juridiction concernée, y compris le greffier et, le cas échéant, le représentant du ministère public, si la partie de la salle d'audience où siègent ces personnes est équipée d'un dispositif de séparation permettant d'empêcher la propagation du virus SARS-CoV-2 entre ces personnes.

En faisant usage de sa prérogative de police d'audience, le magistrat qui préside l'audience peut dispenser du port du masque une personne qui est appelée à prendre la parole dans le cadre du procès en cours, pour la durée de sa prise de parole, si cette personne est en situation d'handicap ou si elle présente une pathologie et est munie d'un certificat médical.

(8) Les règles de distanciation physique énoncées au paragraphe 4 ainsi que les dispositions du paragraphe 5 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires.

Le port du masque est obligatoire pour les activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires. Cette obligation ne s'applique aux élèves qu'à partir du cycle 2 de l'enseignement fondamental ou à partir du niveau d'enseignement correspondant dans les établissements d'enseignement privés visés par la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Chapitre 2quinquies – Mesures concernant les activités sportives, de culture physique et scolaires

Art. 4*bis*. (1) La pratique d'activités sportives et de culture physique est autorisée sans obligation de distanciation physique et de port de masque, à condition d'être exercée individuellement ou dans un groupe ne dépassant pas le nombre de deux personnes.

(2) Un maximum de dix personnes peut se rassembler pour pratiquer simultanément une activité sportive ou de culture physique à condition de respecter, de manière permanente, une distanciation physique d'au moins deux mètres entre les différents acteurs sportifs.

(3) Les installations sportives doivent disposer d'une superficie minimale de quinze mètres carrés pour les activités sportives exercées individuellement, d'au moins cinquante mètres carrés pour les activités exercées par deux personnes au maximum et d'au moins trente mètres carrés par personne pour les activités exercées par trois à dix personnes au maximum.

Est considérée comme installation sportive, toute installation configurée spécialement pour y exercer des activités sportives.

(4) Dans les centres aquatiques et piscines, la pratique de la natation est exclusivement possible dans des couloirs aménagés. Un nombre maximum de six acteurs sportifs par couloir de cinquante mètres et de trois acteurs sportifs par couloir de vingt-cinq mètres ne peut être dépassé.

(5) Les douches et vestiaires ne peuvent être rendues accessibles au public que sous les conditions suivantes:

- 1° un maximum de dix personnes par vestiaire avec port du masque obligatoire ou respect d'une distanciation physique de deux mètres;
- 2° un maximum de dix personnes par espace collectif de douche avec respect d'une distanciation physique de deux mètres.

Ces conditions ne s'appliquent pas si le nombre de deux personnes par vestiaire ou espace collectif de douche n'est pas dépassé.

(6) Les restrictions prévues aux paragraphes 1^{er} à 3 et au paragraphe 5 ne s'appliquent pas au groupe de sportifs constitué exclusivement par des personnes qui font partie d'un même ménage ou cohabitent, ni aux activités scolaires sportives, y inclus péri- et parascolaires sportives.

Toutes les activités sportives des catégories de jeunes de moins de treize ans relevant des clubs affiliés à des fédérations sportives agréées sont interrompues en cas de mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, supprimant les cours en présentiel relevant de l'enseignement fondamental au plan national. Ces activités sportives peuvent reprendre lorsque les mesures précitées prennent fin.

(7) Les restrictions prévues aux paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent ni aux sportifs d'élite déterminés en application de l'article 13 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, à leurs partenaires d'entraînement et encadrants, ni aux sportifs professionnels, ni aux sportifs des cadres nationaux fédéraux toutes catégories confondues, ni aux élèves du Sportlycée et aux élèves des centres de formation fédéraux, ni aux sportifs des équipes des divisions les plus élevées des disciplines sportives respectives au niveau senior, ainsi qu'à leurs encadrants, pour les entraînements et compétitions.

Sont autorisés à participer aux compétitions les seuls sportifs et encadrants qui peuvent faire preuve d'un résultat négatif soit d'une recherche de l'antigène viral, soit d'un test de détection de l'ARN viral du SARS-CoV-2 réalisé moins de soixante-douze heures avant le début de la compétition.

(8) Toute activité occasionnelle et accessoire de restauration est interdite autour d'une activité ou manifestation sportive.

Art.4ter. Par dérogation à l'article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, les élèves des classes de 4e à 2e de l'enseignement secondaire public, ainsi que les élèves des classes correspondantes de la formation professionnelle, suivent leur formation scolaire à distance pendant la moitié du temps scolaire.

L'enseignement à distance est dispensé par le biais d'un outil électronique permettant à l'élève de suivre les cours sans être présent dans l'établissement scolaire.

Le temps scolaire est fixé pour chaque classe par la grille horaire définissant le nombre hebdomadaire de leçons par discipline.

Ce régime s'applique également, à partir du niveau d'enseignement correspondant, aux établissements d'enseignement privés visés par la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Chapitre 2sexies – Traçage des contacts, placement en isolation et mise en quarantaine

Art. 5. (1) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 et l'état de santé des personnes infectées ou à haut risque d'être infectées, les personnes infectées renseignent le directeur de la santé ou son délégué, ainsi que les fonctionnaires, employés ou les salariés mis à disposition du ministère de la Santé en application de l'article L. 132-1 du Code du travail ou toute autre personne, désignés à cet effet par le directeur de la santé, sur leur état de santé et sur l'identité des personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts susceptibles de générer un haut risque d'infection dans la période qui ne peut être supérieure à quarante-huit heures respectivement avant l'apparition des symptômes ou avant le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2.

Les traitements des données visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, comprennent les catégories de données suivantes :

1° pour les personnes infectées :

- a) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
- b) les coordonnées de contact (adresse, numéro de téléphone et adresse électronique) ;
- c) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification ;
- d) les coordonnées du médecin traitant ou du médecin désigné par la personne pour assurer sa prise en charge ;
- e) les données permettant de déterminer que la personne est infectée (caractère positif du test, diagnostic médical, date des premiers symptômes, date du diagnostic, pays où l'infection a été contractée, source d'infection si connue) ;
- f) les données relatives à la situation de la personne au moment du dépistage (hospitalisé, à domicile ou déjà à l'isolement) ;
- g) les données d'identification et les coordonnées (nom, prénoms, sexe, date de naissance, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique) des personnes avec lesquelles les personnes infectées ont eu des contacts physiques dans la période qui ne peut être supérieure à quarante-huit heures respectivement avant l'apparition des symptômes ou avant le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 ainsi que la date et les circonstances du contact ;
- h) les données permettant de déterminer que la personne n'est plus infectée (caractère négatif du test).

2° pour les personnes à haut risque d'être infectées :

- a) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
- b) les coordonnées de contact (adresse, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique) ;
- c) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification ;
- d) les coordonnées du médecin traitant ou du médecin désigné par la personne pour assurer sa prise en charge ;
- e) les données permettant de déterminer que cette personne est à haut risque d'être infectée (la date du dernier contact physique et les circonstances du contact avec la personne infectée, l'existence de symptômes et la date de leur apparition) ;
- f) les données relatives à la situation de la personne au moment de la prise de contact physique (hospitalisé, à domicile ou déjà en quarantaine) ;
- g) les données permettant de déterminer que la personne n'est pas infectée (caractère négatif du test).

(2) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, les personnes énumérées ci-après transmettent, sur demande, au directeur de la santé ou à son délégué les données énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, lettres a) et b), des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5° :

1° les responsables de voyages organisés par moyen collectif de transport de personnes ;

- 2° les responsables des établissements hospitaliers ;
- 3° les responsables de structures d'hébergement ;
- 4° les responsables de réseaux de soins.

En ce qui concerne les points 2° à 4°, la transmission se fait conformément aux articles 3 à 5 de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les responsables des établissements visés à l'article 2, paragraphe 1^{er} et des établissements d'hébergement qui disposent d'un restaurant ou d'un bar transmettent, sur demande, au directeur de la Santé ou à son délégué les données prévues à l'article 2, paragraphe 4, des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5°.

(2bis) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, tout passager qui entre sur le territoire national par voie aérienne remplit, endéans les quarante-huit heures avant son entrée sur le territoire, le formulaire de localisation des passagers établi par le ministère de la Santé. Ce formulaire contient, outre les données énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, lettres a) à c), les données suivantes : nationalité, numéro du passeport ou de la carte d'identité, l'indication du pays de provenance, la date d'arrivée, le numéro du vol et siège occupé, l'adresse de résidence ou le lieu de séjour si la personne reste plus de quarante-huit heures sur le territoire national.

Les transporteurs aériens transmettent d'office, sur support numérique ou sur support papier, au directeur de la santé ou à son délégué, le formulaire de localisation de tout passager qui entre sur le territoire national par voie aérienne.

Les données des personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée de quatorze jours après leur réception.

(3) Sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique, en vue de suivre et acquérir les connaissances fondamentales sur l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 :

- 1° les professionnels de santé visés dans cette loi transmettent au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, sexe, numéro d'identification ou date de naissance ainsi que la commune de résidence ou l'adresse des personnes dont le résultat d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 a été négatif.
- 2° les laboratoires d'analyses médicales transmettent au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, sexe, numéro d'identification ou date de naissance, la commune de résidence ou l'adresse des personnes qui se sont soumises à un test de dépistage sérologique de la Covid-19, ainsi que le résultat de ce test. Ces données sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée de deux ans.

(3bis) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2, les responsables de structures d'hébergement transmettent au moins une fois par mois au directeur de la santé ou à son délégué les nom, prénoms, numéro d'identification ou date de naissance des personnes qu'ils hébergent. Ces données sont anonymisées par le directeur de la santé ou son délégué à l'issue d'une durée d'un mois après leur réception.

(4) En l'absence des coordonnées des personnes infectées et des personnes à haut risque d'être infectées, le directeur de la santé ou son délégué ont accès aux données énumérées à l'article 5, paragraphe 2, lettres a) à d), de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques et aux données d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale, ainsi qu'aux données d'identification et coordonnées de contact du Centre de gestion informatique de l'éducation.

(5) Le traitement des données est opéré conformément à l'article 10.

Art. 6. Les personnes qui disposent d'une autorisation d'exercer délivrée sur base de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-

vétérinaire, de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien, de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ou de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute peuvent être engagées à durée déterminée en qualité d'employé de l'État dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 sur production d'une copie de leur autorisation d'exercer. Les conditions définies à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État pour l'admission au service de l'État ne sont pas applicables aux engagements en question.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être affectées auprès d'un établissement hospitalier, d'une structure d'hébergement, d'un réseau de soins ou d'un autre lieu où des soins sont prodigués au Luxembourg. Dans ce cas, elles sont soumises aux règles d'organisation interne y applicables.

Art. 7. (1) Pour autant qu'il existe des raisons d'ordre médical ou factuel permettant de considérer que les personnes concernées présentent un risque élevé de propagation du virus SARS-CoV-2 à d'autres personnes, le directeur de la santé ou son délégué prend, sous forme d'ordonnance, les mesures suivantes :

- 1° mise en quarantaine, à la résidence effective ou tout autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, des personnes à haut risque d'être infectées pour une durée de sept jours à partir du dernier contact avec la personne infectée à condition de se soumettre à un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2 à partir du sixième jour. En cas de test négatif, la mesure de quarantaine est levée d'office. En cas de refus de se soumettre à un test de dépistage à partir du sixième jour après le dernier contact avec la personne infectée, la mise en quarantaine est prolongée pour une durée maximale de sept jours ;
- 2° mise en isolement, à la résidence effective ou en tout autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, des personnes infectées pour une durée de dix jours.

(2) En cas d'impossibilité d'un maintien à la résidence effective ou autre lieu d'habitation à désigner par la personne concernée, la personne concernée par une mesure de mise en quarantaine ou d'isolement peut être hébergée, avec son consentement, dans un établissement hospitalier ou tout autre institution, établissement ou structure approprié et équipé.

(3) En fonction du risque de propagation du virus SARS-CoV-2 que présente la personne concernée, le directeur de la santé ou son délégué peut, dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1^{er}, accorder une autorisation de sortie, sous réserve de respecter les mesures de protection et de prévention précisées dans l'ordonnance. En fonction du même risque, le directeur de la santé ou son délégué peut également imposer à une personne infectée ou à haut risque d'être infectée le port d'un équipement de protection individuelle.

La personne concernée par une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine qui ne bénéficie pas d'une autorisation de sortie lui permettant de poursuivre son activité professionnelle ou scolaire peut, en cas de besoin, se voir délivrer un certificat d'incapacité de travail ou de dispense de scolarité.

(4) Les mesures de mise en quarantaine ou d'isolement sont notifiées aux intéressés par voie électronique ou par remise directe à la personne contre signature apposée sur le double de l'ordonnance ou, en cas d'impossibilité, par lettre recommandée.

Ces mesures sont immédiatement exécutées nonobstant recours.

(5) Contre toute ordonnance prise en vertu du présent article, un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les trois jours de l'introduction de la requête.

(6) Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du tribunal administratif n'est pas susceptible d'appel. La partie requérante peut se faire

assister ou représenter devant le tribunal administratif conformément à l'article 106, paragraphes 1^{er} et 2, du Nouveau Code de procédure civile.

Art. 8. (1) Si la personne infectée présente, à sa résidence effective ou à un autre lieu d'habitation à désigner par elle, un danger pour la santé d'autrui et qu'elle s'oppose à être hébergée dans un autre lieu approprié et équipé au sens de l'article 7, paragraphe 2, le président du tribunal d'arrondissement du lieu du domicile sinon de la résidence de la personne concernée peut décider par voie d'ordonnance le confinement forcé de la personne infectée dans un établissement hospitalier ou dans une autre institution, un établissement ou une structure appropriés et équipés, pour une durée maximale de la durée de l'ordonnance d'isolement restant à exécuter.

Le président du tribunal d'arrondissement est saisi par requête motivée, adressée par télécopie ou par courrier électronique, du directeur de la santé proposant un établissement hospitalier ou une autre institution, un établissement ou une structure appropriés et équipés. La requête est accompagnée d'un certificat médical établissant le diagnostic d'infection.

La personne concernée est convoquée devant le président du tribunal d'arrondissement dans un délai de vingt-quatre heures à partir de la réception de la télécopie ou du courrier électronique par le greffier.

La convocation établie par le greffe est notifiée par la Police grand-ducale.

Le président du tribunal d'arrondissement peut s'entourer de tous autres renseignements utiles.

Il siège comme juge du fond dans les formes du référé et statue dans les vingt-quatre heures de l'audience.

L'ordonnance du président du tribunal d'arrondissement est communiquée au procureur d'État et notifiée à la personne concernée par la Police grand-ducale requise à cet effet par le procureur d'État.

(2) Le président du tribunal d'arrondissement peut, à tout moment, prendre une nouvelle ordonnance, soit d'office, soit sur requête de la personne concernée ou du directeur de la santé, adressée au greffe du tribunal par lettre recommandée avec accusé de réception, par courrier électronique ou par télécopie, soit du procureur d'État.

Il rend l'ordonnance dans les vingt-quatre heures de la requête.

L'ordonnance est notifiée à la personne concernée et exécutée selon les règles prévues au paragraphe 1^{er} pour l'ordonnance initialement prise par le président du tribunal d'arrondissement.

L'opposition contre les ordonnances rendues conformément au paragraphe 1^{er} ainsi qu'au présent paragraphe est exclue.

(3) Les ordonnances du président du tribunal d'arrondissement sont susceptibles d'appel par la personne concernée ou par le procureur d'État dans un délai de quarante-huit heures suivant la notification de l'ordonnance par la Police grand-ducale.

La procédure d'appel n'a pas d'effet suspensif.

Le président de la chambre de la Cour d'appel siégeant en matière civile est saisi de l'appel par requête motivée adressée par télécopie ou par courrier électronique et statue comme juge du fond dans les formes du référé dans les vingt-quatre heures de la saisine par arrêt.

Le président de la chambre de la Cour d'appel siégeant en matière civile auprès de la Cour d'appel peut s'entourer de tous autres renseignements utiles.

L'arrêt est communiqué au procureur général d'État et notifié à la personne concernée par la Police grand-ducale requise à cet effet par le procureur général d'État.

Le recours en cassation contre l'arrêt est exclu.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal et des dispositions sur la protection des données à caractère personnel, la Chambre des députés sera régulièrement informée des mesures prises par le directeur de la santé ou son délégué en application des articles 7 et 8.

Chapitre 3 – Traitement des informations

Art. 10. (1) En vue de suivre l'évolution de la propagation du virus SARS-CoV-2 et les effets des vaccins contre la Covid-19, sont autorisés des traitements de données à caractère personnel au travers de la mise en place d'un système d'information pour les finalités suivantes :

- 1° détecter, évaluer, surveiller et combattre la pandémie de Covid-19 ;
- 1°*bis* acquérir les connaissances fondamentales sur la propagation et l'évolution de cette pandémie, y inclus au travers de suivis statistiques, d'études et de recherche ;
- 2° garantir aux citoyens l'accès aux soins et aux moyens de protection contre la maladie Covid-19 ;
- 2°*bis* suivre et évaluer de manière continue l'efficacité et la sécurité des vaccins contre la Covid-19 ainsi que l'évolution de l'état de santé des personnes vaccinées;
- 2°*ter* suivre et évaluer le programme de dépistage à grande échelle et le programme de vaccination ;
- 3° créer les cadres organisationnel et professionnel requis pour surveiller et combattre la pandémie de Covid-19 ;
- 4° répondre aux demandes d'informations et aux obligations de communication d'informations provenant d'autorités de santé européennes ou internationales.

(1*bis*) La Direction de la santé est responsable des traitements visés au paragraphe 1^{er}, à l'exception de l'identification des catégories de personnes à inviter dans le cadre des programmes de dépistage à grande échelle et de vaccination qui relève de la responsabilité de l'Inspection générale de la sécurité sociale.

(2) Les traitements prévus au paragraphe 1^{er} portent sur les données à caractère personnel suivantes :

- 1° les données collectées en vertu de l'article 5 ;
- 2° les données collectées en vertu des articles 3 à 5 de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique.
- 2°*bis* Pour le programme de dépistage à grande échelle, en vue de l'identification des catégories de personnes à inviter :
 - a) les données socio-démographiques (âge, sexe, composition du ménage, localité de résidence);
 - b) les données sur l'emploi (secteur d'activité professionnelle et employeur) ;
 - c) l'historique des dépistages Covid-19.
 Pour le programme de vaccination, en vue de l'identification des catégories de personnes à inviter :
 - a) les données socio-démographiques (âge, sexe, composition du ménage, localité de résidence) ;
 - b) les données sur l'emploi (secteur d'activité professionnelle et employeur) ;
 - c) la date de rendez-vous pour la vaccination ;
 - d) si le vaccin a été administré.
- 3° les données collectées dans le cadre du programme de vaccination :
 - a) pour le vaccinateur :
 - i) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) ;
 - ii) les coordonnées de contact (numéro de téléphone et adresse électronique) ;
 - iii) la désignation de l'organisme de sécurité sociale et le numéro d'identification;
 - b) pour la personne à vacciner :
 - i) les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe) de la personne et de ses éventuels représentants légaux ;
 - ii) les coordonnées de contact (numéro de téléphone et adresse électronique) ;
 - iii) le numéro d'identification ;
 - iv) le critère d'allocation du vaccin (âge, profession, secteur d'activité professionnelle ou vulnérabilité) ;
 - v) les données permettant de déterminer la présence éventuelle de contre-indications, la présence de problèmes de santé ou d'autres facteurs de risque, et la présence d'effets indésirables ;
 - vi) les données d'identification du vaccinateur (nom, prénoms, lieu de la vaccination) ;

- vii) la décision sur l'administration (décision, date, raisons) ;
- viii) les caractéristiques de la vaccination (site d'injection, marque du produit vaccinal, numéro de lot, numéro d'administration et date de péremption).
- c) Les nom, prénoms et numéro d'identification des personnes vulnérables en raison d'un état de santé préexistant transmises par un médecin, sur demande de cette dernière ou de ses représentants légaux, au directeur de la santé ou à son délégué.

Ces données sont traitées exclusivement en vue d'inviter les personnes visées à l'alinéa 1^{er}. Elles sont anonymisées au plus tard trois semaines après la date de l'envoi de l'invitation à se faire vacciner.

- 4° Les données à caractère personnel visées au point 3° a) sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte. Les données à caractère personnel visées au point 3° b) sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de vingt ans après leur collecte, à l'exception des données énoncées au point 3° b) i) et ii) qui sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte et des données énoncées au point 3° b) v) qui sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de dix ans après leur collecte.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

- a) en cas de réfutation de l'indication de la vaccination par le vaccinateur, les données à caractère personnel visées au point 3° b), dans la mesure où elles sont collectées, sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de deux ans après leur collecte.
- b) (Entre en vigueur le lendemain de la publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg)

en cas de retrait de l'accord à se faire vacciner par **la personne à vacciner la personne invitée à se faire vacciner** ou par son représentant légal, les données à caractère personnel visées au point 3° b), dans la mesure où elles sont collectées, sont anonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de trois mois après leur collecte.

- 5° Les vaccinateurs ou les personnes placées sous leur responsabilité enregistrent sans délai les données visées au point 3° a) et b).

(3) Seuls les médecins et professionnels de la santé ainsi que les fonctionnaires, employés ou les salariés mis à disposition du ministre ayant la Santé dans ses attributions en application de l'article L. 132-1 du Code du travail ou toute autre personne, nommément désignés à cet effet par le directeur de la santé, sont autorisés à accéder aux données relatives à la santé des personnes infectées ou à haut risque d'être infectées. Ils accèdent aux données relatives à la santé dans la stricte mesure où l'accès est nécessaire à l'exécution des missions légales ou conventionnelles qui leur sont confiées pour prévenir et combattre la pandémie de Covid-19 et sont astreints au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

(3bis) Sans préjudice du paragraphe 2, 2°bis et 3° c), l'Inspection générale de la sécurité sociale est destinataire des données traitées qu'elle pseudonymise pour les fins énoncées au paragraphe 6.

(4) Les personnes infectées ou à haut risque d'être infectées ne peuvent pas s'opposer au traitement de leurs données dans le système d'information visé au présent article tant qu'elles ne peuvent pas se prévaloir du résultat d'un test de dépistage négatif de l'infection au virus SARS-CoV-2. Pour le surplus, les droits des personnes concernées prévus par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après désigné comme « règlement (UE) 2016/679 », s'exercent auprès de la Direction de la santé.

(5) Sans préjudice du paragraphe 2, point 3° et des paragraphes 3bis et 5, de l'article 5, paragraphe 2bis, alinéa 3, paragraphe 3, point 2° et paragraphe 3bis, les données à caractère personnel traitées sont pseudonymisées au plus tard à l'issue d'une durée de six mois après leur collecte pour une période de trois ans à l'issue de laquelle elles sont anonymisées. Les données de journalisation qui comprennent les traces et logs fonctionnels permettant la traçabilité des accès et actions au sein du système d'information suivent le même cycle de vie que les données auxquelles elles se rapportent.

Les accès et actions réalisés sont datés et comportent l'identification de la personne qui a consulté les données ainsi que le contexte de son intervention. Les données de journalisation qui comprennent les traces et logs fonctionnels permettant la traçabilité des accès et actions au sein du système d'information suivent le même cycle de vie que les données auxquelles elles se rapportent. Les accès et actions réalisés sont datés et comportent l'identification de la personne qui a consulté les données ainsi que le contexte de son intervention. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les données des personnes sont anonymisées avant leur communication aux autorités de santé européennes ou internationales.

(6) Les données peuvent être traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans les conditions prévues par le règlement (UE) 2016/679 précité et par la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, sous réserve d'être pseudonymisées au sens de l'article 4, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/679 précité.

Chapitre 4 – Sanctions

Art. 11. (1) (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021 inclus)

Les infractions aux articles 3bis, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 3quater et 4bis, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction de la santé conformément à l'article 3bis, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les infractions aux articles 2, paragraphes 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, points 1^o, 2^o, 3^o, et 5^o, et 4, 3bis, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 et 4bis, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction de la santé conformément à l'article 3bis, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole.

En cas de commission d'une nouvelle infraction, après une sanction prononcée par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée, le montant maximum est porté au double, et l'autorisation d'établissement délivrée à l'entreprise en application de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales peut être suspendue pour une durée de trois mois par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions. En cas de commission d'une nouvelle infraction après une sanction prononcée par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée, par l'exploitant d'un centre commercial, le montant maximum est porté au double.

Les entreprises qui ont été sanctionnées sur base de l'alinéa 2 par une décision ayant acquis force de chose décidée ou jugée ne sont pas éligibles à l'octroi des aides financières mises en place en faveur des entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Les infractions à la loi sont constatées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal. La constatation fait l'objet d'un rapport mentionnant le nom du fonctionnaire qui y a procédé, le jour et l'heure du constat, les nom, prénoms et adresse de la personne ou des personnes ayant commis l'infraction, ainsi que toutes autres déclarations que ces personnes désirent faire acter.

Copie en est remise à la personne ayant commis l'infraction visée à l'alinéa 1^{er}. Si cette personne ne peut pas être trouvée sur les lieux, le rapport lui est notifié par lettre recommandée. La personne ayant commis l'infraction a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites dans un délai de deux semaines à partir de la remise de la copie précitée ou de sa notification par lettre recommandée. L'amende est prononcée par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, ci-après « ministre ».

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA est chargée du recouvrement des amendes administratives prononcées par le ministre. Le recouvrement est poursuivi comme en matière d'enregistrement.

(2) Les fonctionnaires qui constatent une infraction adressent au responsable de l'établissement concerné une injonction au respect de l'article 3^{quater}. Cette injonction, de même que l'accord ou le refus du responsable de l'établissement de se conformer à la loi sont mentionnés au rapport. En cas de refus de se conformer, le ministre peut procéder à la fermeture administrative de l'établissement concerné. La mesure de fermeture administrative est levée de plein droit lorsque les dispositions relatives à l'interdiction de l'activité économique concernée, applicables en vertu de la présente loi, cessent leur effet.

(3) Contre toute sanction prononcée en vertu du présent article, un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les cinq jours de l'introduction de la requête.

(4) Contre toute mesure de fermeture administrative prévue au paragraphe 2, un recours en annulation est ouvert devant le tribunal administratif.

Ce recours doit être introduit dans un délai de trois jours à partir de la notification à personne ou de la remise directe à la personne.

Le tribunal administratif statue d'urgence et en tout cas dans les cinq jours de l'introduction de la requête.

(5) Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du tribunal administratif n'est pas susceptible d'appel. La partie requérante peut se faire assister ou représenter devant le tribunal administratif conformément à l'article 106, paragraphes 1^{er} et 2, du Nouveau Code de procédure civile.

Art. 12. (1) (Reste applicable jusqu'au 6.04.2021 inclus)

Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des articles 3, 3^{quater}, alinéa 5, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, 4^{bis}, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées.

(Entre en vigueur le 7.04.2021)

Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions des l'articles 2, paragraphes 1^{er}, points 4^o et 6^o, 5, des articles 3, 3^{quater}, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, 4^{bis}, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées.

Les infractions sont constatées et recherchées par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal qui ont la qualité d'officier de police judiciaire, ci-après désignés par « agents de l'Administration des douanes et accises ».

Les agents de l'Administration des douanes et accises constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Ils disposent des pouvoirs que leur confèrent les dispositions de la loi générale modifiée du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises et leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ces infractions, des avertissements taxés d'un montant de 300 euros peuvent être décernés par les officiers et agents de police judiciaire de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises.

(2) Le décernement d'un avertissement taxé est subordonné à la condition soit que le contrevenant consent à verser immédiatement et sur place entre les mains respectivement des membres de la Police grand-ducale ou des agents de l'Administration des douanes et accises préqualifiés la taxe due, soit, lorsque la taxe ne peut pas être perçue sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation.

La perception sur place du montant de la taxe se fait soit en espèces soit par règlement au moyen des seules cartes de crédit et modes de paiement électronique acceptés à cet effet par les membres de la Police grand-ducale ou par les agents de l'Administration des douanes et accises.

Le versement de la taxe dans un délai de trente jours, à compter de la constatation de l'infraction, a pour conséquence d'arrêter toute poursuite. Lorsque la taxe a été réglée après ce délai, elle est remboursée en cas d'acquiescement et elle est imputée sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation.

En cas de contestation de l'infraction sur place, procès-verbal est dressé. L'audition du contrevenant en vue de l'établissement du procès-verbal est effectuée par des moyens de visioconférence ou d'audioconférence, y compris, en cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, par tout autre moyen de communication électronique ou téléphonique. L'audition par ces moyens de télécommunication peut être remplacée par une déclaration écrite du contrevenant qui est jointe au procès-verbal.

L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal si le contrevenant a été mineur au moment des faits. L'audition du contrevenant est effectuée conformément à l'alinéa 4.

(3) L'avertissement taxé est donné d'après des formules spéciales, composées d'un reçu, d'une copie et d'une souche.

À cet effet est utilisée la formule spéciale visée à l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points, et figurant à l'annexe II – 1 dudit règlement pour les avertissements taxés donnés par les membres de la Police grand-ducale et à l'annexe II – 3 du même règlement pour les avertissements taxés donnés par les agents de l'Administration des douanes et accises. L'agent verbalisant supprime les mentions qui ne conviennent pas. Ces formules, dûment numérotées, sont reliées en carnets de quinze exemplaires. Toutes les taxes perçues par les membres de la Police grand-ducale ou par les agents de l'Administration des douanes et accises sont transmises sans retard à un compte bancaire déterminé de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA à Luxembourg. Les frais de versement, de virement ou d'encaissement éventuels sont à charge du contrevenant, lorsque la taxe est réglée par versement ou virement bancaire. Elles sont à charge de l'État si le règlement se fait par carte de crédit ou au moyen d'un mode de paiement électronique.

Le reçu est remis au contrevenant, contre le paiement de la taxe due. La copie est remise respectivement au directeur général de la Police grand-ducale ou au directeur de l'Administration des douanes et accises. La souche reste dans le carnet de formules. Du moment que le carnet est épuisé, il est renvoyé, avec toutes les souches et les quittances de dépôt y relatives, par les membres de la Police grand-ducale au directeur général de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises au directeur de l'Administration des douanes et accises. Si une ou plusieurs formules n'ont pas abouti à l'établissement d'un avertissement taxé, elles doivent être renvoyées en entier et porter une mention afférente. En cas de versement ou de virement de la taxe à un compte bancaire, le titre de virement ou de versement fait fonction de souche.

(4) Lorsque le montant de l'avertissement taxé ne peut pas être perçu sur le lieu même de l'infraction, le contrevenant se verra remettre la sommation de payer la taxe dans le délai lui imparti. En cas d'établissement d'un procès-verbal, la copie est annexée audit procès-verbal et sera transmise au procureur d'État.

Le contrevenant peut, à partir de la constatation de l'infraction et jusqu'à l'écoulement du délai de trente jours prévu au paragraphe 2, alinéa 3, contester l'infraction. Dans ce cas, l'officier ou agent de police judiciaire de la Police grand-ducale ou l'agent de l'Administration des douanes et accises dresse procès-verbal. L'audition du contrevenant est effectuée conformément au paragraphe 2, alinéa 4.

(5) Chaque unité de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises doit tenir un registre informatique indiquant les formules mises à sa disposition, les avertissements taxés donnés

et les formules annulées. Le directeur général de la Police grand-ducale et le directeur de l'Administration des douanes et accises établissent au début de chaque trimestre, en triple exemplaire, un bordereau récapitulatif portant sur les perceptions du trimestre précédent. Ce bordereau récapitulatif indique les noms et prénoms du contrevenant, son adresse exacte, la date et l'heure de l'infraction et la date du paiement. Un exemplaire de ce bordereau est transmis à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, et un autre exemplaire sert de relevé d'information au procureur d'État.

Le directeur général de la Police grand-ducale et le directeur de l'Administration des douanes et accises établissent, dans le délai d'un mois après que la présente loi cesse de produire ses effets, un inventaire des opérations effectuées sur base de la présente loi. Un exemplaire de cet inventaire est adressé à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA avec les formules annulées. Un autre exemplaire est transmis au procureur d'État.

(6) À défaut de paiement ou de contestation de l'avertissement taxé dans le délai de trente jours prévu au paragraphe 2, alinéa 3, le contrevenant est déclaré redevable, sur décision écrite du procureur d'État, d'une amende forfaitaire correspondant au double du montant de l'avertissement taxé. À cette fin, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises informent régulièrement le procureur d'État des avertissements taxés contestés ou non payés dans le délai. La décision d'amende forfaitaire du procureur d'État vaut titre exécutoire. Elle est notifiée au contrevenant par le procureur d'État par lettre recommandée et elle comporte les informations nécessaires sur le droit de réclamer contre cette décision et les modalités d'exercice y afférentes, y compris le compte bancaire de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA sur lequel l'amende forfaitaire est à payer et le compte bancaire de la Caisse de consignation sur lequel le montant de l'amende forfaitaire est à consigner en cas de réclamation. Copie de la décision d'amende forfaitaire est transmise à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

L'amende forfaitaire est payable dans un délai de trente jours à partir de la date où le contrevenant a accepté la lettre recommandée ou, à défaut, à partir du jour de la présentation de la lettre recommandée ou du jour du dépôt de l'avis par le facteur des postes, sur un compte bancaire déterminé de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA à Luxembourg. À cette fin, cette administration informe régulièrement le procureur d'État des amendes forfaitaires non payés dans le délai.

À défaut de paiement ou de réclamation conformément à l'alinéa 5, l'amende forfaitaire est recouvrée par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Celle-ci bénéficie pour ce recouvrement du droit de procéder à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale. Les mêmes dispositions s'appliquent au recouvrement des amendes prononcées par le tribunal de police en application du paragraphe 1^{er}.

L'action publique est éteinte par le paiement de l'amende forfaitaire. Sauf en cas de réclamation formée conformément à l'alinéa 5, l'amende forfaitaire se prescrit par deux années révolues à compter du jour de la décision d'amende forfaitaire. L'amende forfaitaire ne présente pas le caractère d'une peine pénale et la décision d'amende forfaitaire ne donne pas lieu à inscription au casier judiciaire. Les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables à l'amende forfaitaire.

La décision d'amende forfaitaire est considérée comme non avenue si, au cours du délai prévu à l'alinéa 2, le contrevenant notifie au procureur d'État une réclamation écrite, motivée, accompagnée d'une copie de la notification de la décision d'amende forfaitaire ou des renseignements permettant de l'identifier. La réclamation doit encore être accompagnée de la justification de la consignation auprès de la Caisse de consignation du montant de l'amende forfaitaire sur le compte indiqué dans la décision d'amende forfaitaire. Ces formalités sont prescrites sous peine d'irrecevabilité de la réclamation.

En cas de réclamation, le procureur d'État, sauf s'il renonce à l'exercice des poursuites, cite la personne concernée devant le tribunal de police, qui statue sur l'infraction en dernier ressort. En cas de condamnation, le montant de l'amende prononcée ne peut pas être inférieur au montant de l'amende forfaitaire.

En cas de classement sans suite ou d'acquiescement, s'il a été procédé à la consignation, le montant de la consignation est restitué à la personne à laquelle avait été adressé l'avis sur la décision d'amende forfaitaire ou ayant fait l'objet des poursuites. Il est imputé sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation.

(7) Les données à caractère personnel des personnes concernées par les avertissements taxés payés conformément au présent article sont anonymisées au plus tard un mois après que la présente loi cesse de produire ses effets.

Chapitre 5 – Dispositions modificatives, abrogatoires et dérogatoires

Art. 13. La loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments est modifiée comme suit :

1° À l'article 3, les termes « ou pris en charge » sont insérés entre les termes « Centres de gériatrie » et les termes « ou hébergés dans des services ».

2° L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. (1) Cependant, des dépôts de médicaments peuvent être établis au sein :

- 1° d'un établissement hospitalier défini à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, à l'exception des hôpitaux disposant d'une pharmacie hospitalière, telle que définie à l'article 35 de la loi précitée ;
- 2° d'un établissement relevant de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées ; 2) Centres de gériatrie ;
- 3° d'un établissement relevant de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ;
- 4° d'un établissement agréé au sens de l'article 12, paragraphe 1^{er}, point 2°, de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse ;
- 5° des services de l'État ;
- 6° du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

(2) La liste des médicaments à usage humain autorisés pour les dépôts de médicaments visés au paragraphe 1^{er}, points 2° à 6°, concerne les médicaments disposant au Grand-Duché de Luxembourg d'une autorisation de mise sur le marché et :

- 1° destinés aux soins palliatifs des personnes hébergées dans un des établissements visés au paragraphe 1^{er}, points 2° et 3° ;
- 2° destinés aux personnes suivies par les structures du bas-seuil telles que prévues au paragraphe 1^{er}, point 3°, qui ne sont pas couvertes par l'assurance obligatoire, par l'assurance volontaire ou dispensés de l'assurance au sens du Code de la sécurité sociale ou bien utilisés dans ces structures par ces personnes en support du programme de traitement de la toxicomanie par substitution défini à l'article 8, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
- 3° prescrits aux personnes suivies par l'établissement visé au paragraphe 1^{er}, point 4°, dans le cadre de la prévention et de l'interruption volontaire de grossesse ;
- 4° utilisés dans le cadre de la prévention et la lutte contre les menaces transfrontières graves sur la santé au sens de l'article 3 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé et abrogeant la décision n° 2119/98/CE ou les urgences de santé publique de portée internationale au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du Règlement sanitaire international (2005), adopté par la cinquante-huitième Assemblée mondiale de la Santé, ou ;
- 5° utilisés par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours dans le cadre du Service d'aide médicale urgente défini à l'article 4, lettre h), de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile.

La liste détaillée des médicaments visés aux points 1° à 3° et 5° est fixée par règlement grand-ducal selon le Système de classification anatomique, thérapeutique et chimique développé par l'Organisation mondiale de santé.

(3) Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, point 1°, l'approvisionnement de médicaments à usage humain doit se faire auprès des pharmacies hospitalières conformément à l'article 35 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, points 2°, 3° et 4°, l'approvisionnement de médicaments à usage humain doit se faire auprès d'une officine ouverte au public dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, points 5° et 6°, et sans préjudice des dispositions spécifiques applicables aux services de l'État, l'approvisionnement de médicaments peut se faire auprès du fabricant, de l'importateur, du titulaire d'autorisation de distribution en gros de médicaments ou d'une autorité compétente d'un autre pays.

(4) Sans préjudice du paragraphe 3 et uniquement sur demande écrite dûment motivée et adressée au ministre, le pharmacien en charge de la gestion d'un dépôt visé au paragraphe 1^{er}, points 2° à 6°, peut être autorisé à s'approvisionner, à détenir et à dispenser :

- 1° des médicaments, y compris à usage hospitalier ;
- 2° des stupéfiants et des substances psychotropes visées à l'article 7 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, à condition d'obtenir des autorisations adéquates conformément aux dispositions de la loi précitée et des règlements pris en son exécution.

(5) Les dépôts de médicaments visés au paragraphe 1^{er} répondent, en ce qui concerne l'organisation et l'aménagement, ainsi que la traçabilité et la surveillance des médicaments, aux exigences suivantes :

- 1° disposer d'un personnel qualifié et formé régulièrement à la mise en œuvre des procédures de l'assurance de la qualité, aux activités de la réception, du stockage et de la dispensation des médicaments, à la gestion du stock, aux mesures d'hygiène personnelle et des locaux et à la maintenance et l'utilisation des installations et des équipements ;
- 2° développer et mettre à jour des procédures et instructions, rédigées avec un vocabulaire clair et sans ambiguïté, validées pour :
 - a) la gestion du stock, y compris sa rotation et la destruction de la marchandise périmée ;
 - b) la maintenance des installations et la maintenance et l'utilisation des équipements ;
 - c) la qualification du processus garantissant une installation et un fonctionnement corrects des équipements ;
 - d) le contrôle des médicaments ;
 - e) la gestion des plaintes, des retours, des défauts de qualités, des falsifications et des retraits du marché ;
 - f) l'audit interne ;
- 3° détenir des locaux conçus ou adaptés de manière à assurer le maintien requis des conditions de la réception, du stockage, de la dispensation des médicaments, pourvus :
 - a) des mesures de sécurité quant à l'accès ;
 - b) des emplacements séparés pour la réception, le stockage, la dispensation, les retours ou la destruction ;
 - c) des zones réservées aux produits dangereux, thermosensibles, périmés, défectueux, retournés, falsifiés ou retirés du marché ;
- 4° disposer d'un stockage approprié et conforme aux résumés des caractéristiques du produit des médicaments stockés et muni d'instruments de contrôle de son environnement par rapport à la température, l'humidité, la lumière et la propreté des locaux ;
- 5° détenir des équipements adéquats, calibrés et qualifiés, conçus, situés et entretenus de telle sorte qu'ils conviennent à l'usage auquel ils sont destinés, munis si nécessaire de systèmes d'alarme pour donner l'alerte en cas d'écarts par rapport aux conditions de stockage prédéfinies ;
- 6° valider tout recours aux activités externalisées, dont le sous-traitant est audité préalablement, puis revu régulièrement pour s'assurer du respect des prestations offertes avec les conditions en matière d'organisation et de l'aménagement du dépôt et dont les responsabilités réciproques sont déterminées par contrat sous forme écrite ;
- 7° mettre en place un système de traçabilité et de surveillance des médicaments par :
 - a) un étiquetage adéquat des médicaments réceptionnés, dispensés, retournés et destinés à la destruction ou au retrait du marché, permettant de tracer le chemin du médicament depuis son acquisition jusqu'à sa destination finale ;

- b) des registres des commandes, des livraisons, des réceptions, des dispensations, des retours, des retraits du marché, des rappels des lots et de la destruction ;
- 8° mettre en place un système de la surveillance et de veille réglementaire des médicaments consistant à :
 - a) collecter des informations et gérer des interruptions d'approvisionnements et de contingents, des retraits du marché, des rappels de lots, des retours, des réclamations ;
 - b) notifier à la Direction de la santé des effets secondaires, des défauts de qualité et des falsifications ;
 - c) la mise en œuvre des actions préventives et correctives ;
- 9° effectuer la préparation, la division, le conditionnement et le reconditionnement des médicaments conformément à l'article 3, alinéa 4, de la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments.

(6) Les médecins-vétérinaires sont autorisés à détenir un stock de médicaments à usage vétérinaire pour le traitement des animaux auxquels ils apportent des soins. Le stock répond aux conditions définies au paragraphe 5.

La liste de ces médicaments est fixée par règlement grand-ducal.

(7) Les médecins, les médecins-dentistes et les médecins vétérinaires sont autorisés à détenir une trousse d'urgence pour répondre aux besoins de leurs patients.

La liste des médicaments composant cette trousse, les conditions de stockage et la gestion des médicaments rentrant dans sa composition sont fixées par règlement grand-ducal.

Chaque médecin et médecin-dentiste est responsable de la gestion de sa trousse d'urgence, dont l'approvisionnement est effectué à partir d'une officine ouverte au public.

Sans préjudice de l'alinéa 3, l'approvisionnement de la trousse d'urgence se fait à partir des dépôts des médicaments visés au paragraphe 1^{er}, points 5° et 6°, si le médecin ou médecin-dentiste intervient lors d'une mission des services de l'État ou du Corps grand-ducal d'incendie et de secours. »

Art. 14. À la suite de l'article 5 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, il est inséré un article *5bis* nouveau, libellé comme suit :

« Art. 5bis. (1) Par dérogation aux articles 3 et 4, le ministre ayant la Santé dans ses attributions peut autoriser, en cas de menace transfrontière grave sur la santé au sens de l'article 3 de la décision n° 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé, ou en cas d'urgence de santé publique de portée internationale au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du Règlement sanitaire international de 2005 :

- 1° l'acquisition et la livraison en vue du stockage d'un médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 2° l'usage temporaire d'un médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 3° l'usage temporaire d'un médicament en dehors de l'autorisation de mise sur le marché.

(2) Sans préjudice des dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux, la responsabilité civile et administrative :

- 1° du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché ;
- 2° des fabricants et des importateurs disposant d'une autorisation conformément à la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments ;
- 3° des distributeurs en gros disposant d'une autorisation conformément à la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ;
- 4° du médecin autorisé à exercer sa profession conformément à la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
- 5° du pharmacien autorisé à exercer sa profession conformément à la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien

n'est pas engagée pour l'ensemble des conséquences résultant de la mise sur le marché et de l'usage du médicament ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché ou de l'usage du médicament en dehors de l'autorisation de mise sur le marché si la mise sur le marché et l'usage du médicament concerné ont été autorisés conformément au présent paragraphe.

(3) Le paragraphe 2 s'applique indépendamment du fait qu'une autorisation a été délivrée ou non par l'autorité compétente d'un autre État membre de l'Union européenne, par la Commission européenne ou en vertu de la présente loi. »

Art. 15. Sont abrogées :

- 1° la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ;
- 2° la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments.

Art. 16. Par dérogation à la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, les décisions et avis du Conseil d'État sont adoptés par voie de correspondance électronique ou par tout autre moyen de télécommunication.

Les membres du Conseil d'État sont réputés présents pour le calcul du quorum lorsqu'ils participent aux séances plénières par voie de correspondance électronique ou par tout autre moyen de télécommunication.

Art. 16bis. En cas de circonstances exceptionnelles, telles que des épidémies, des faits de guerre ou des catastrophes, le ministre ayant la Santé dans ses attributions peut, par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, lettre c), de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et sur avis de la direction de la Santé, accorder l'autorisation temporaire d'exercer pendant une période ne pouvant excéder douze mois les activités de :

- 1° médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins-dentistes, aux médecins vétérinaires et aux médecins en voie de spécialisation;
- 2° médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins du travail tels que désignés à l'article L. 325-1 du Code du travail.

Art. 16ter. Par dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques et nonobstant toute disposition contraire des statuts des partis politiques et sans que les statuts doivent en prévoir la possibilité, le compte rendu de la situation financière de l'exercice comptable 2020 de l'entité constituée au niveau des circonscriptions électorales, de la section locale et de l'organisation sectorielle d'un parti doit être validé par son comité après avoir fait l'objet d'un contrôle de la part des commissaires aux comptes.

Art. 16quater. Par dérogation à l'article 428, alinéa 4, du Code de la sécurité sociale, les cotisations non payées à l'échéance ne produisent pas d'intérêts moratoires pendant la période se situant entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021.

Art. 16quinquies. Au cas où les mesures temporaires à prendre dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ont pour effet la réorganisation de l'encadrement des enfants scolarisés dans l'enseignement fondamental en dehors des heures de classe, les dispositions suivantes sont applicables :

- 1° Par dérogation aux articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, pour toute réalisation, transformation, modification qui porte sur les services d'éducation et d'accueil agréés pour enfants scolarisés, l'obligation d'autorisation préalable dans le cadre de ladite loi n'est pas applicable pendant la durée de l'application de la mesure temporaire ;
- 2° L'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ne s'applique pas pendant la durée de l'application de la mesure temporaire pour toute réalisation, transformation, modification de locaux et d'installations ayant pour objet l'accueil des enfants scolarisés ;

- 3° Par dérogation à l'article 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, dans le cadre de la coopération entre le personnel intervenant dans l'enseignement fondamental et le personnel d'encadrement des enfants en dehors des heures de classe, et pour les besoins de l'encadrement des enfants scolarisés pendant et en dehors des heures de classe :
- a) Le bénéfice de l'article 5 de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques est étendu à tous les membres du personnel intervenant dans la prise en charge des enfants scolarisés.
 - b) Pour les besoins de l'application de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques à l'encadrement périscolaire, les membres du personnel du service d'éducation et d'accueil agréé mis à la disposition de l'encadrement des enfants dans la prise en charge des élèves et occupés à l'encadrement des enfants sont investis d'une mission de surveillance des élèves lorsqu'ils interviennent à l'école. Il en est de même du personnel enseignant intervenant dans un service d'éducation et d'accueil.
- 4° Pour suppléer au manque de personnel d'encadrement des enfants scolarisés dans l'enseignement fondamental en dehors des heures de classe, qui est dû à la mise en œuvre de ladite mesure temporaire, et par dérogation à l'article 30 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de l'article 22, alinéa 3, de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, respectivement le collège des bourgmestre et échevins et le bureau d'un syndicat de communes procèdent à la création de tout emploi à occuper par un agent ayant le statut de salarié, ainsi qu'à son engagement nécessaire à la mise en œuvre de ladite mesure. La décision d'engagement fixe la tâche du poste visé, la rémunération de l'agent, ainsi que la durée de son engagement, qui ne peut pas dépasser l'année scolaire 2020/2021.

Art. 16sexties. Par dérogation aux articles 22, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et en cas de mise en œuvre d'une mesure au niveau national de suspension temporaire des activités de services d'éducation et d'accueil agréés pour enfants scolarisés ou pour enfants non-scolarisés, ou de mini-crèches agréées, ou des assistants parentaux agréés, dans le cadre et pour les besoins de la lutte contre la pandémie du Covid-19 :

- 1° Les parents et les représentants légaux sont libérés du paiement de la participation parentale au sens de l'article 26, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse pour l'accueil d'un enfant dans un service d'éducation et d'accueil agréé, dans une mini-crèche agréée ou chez un assistant parental agréé pendant la durée de la mesure de suspension des activités desdites structures d'accueil pour enfants.
- 2° Tout contrat d'éducation et d'accueil conclu avant la date de la décision de la suspension entre le requérant et le prestataire chèque-service accueil agréé concerné par la mesure de suspension est suspendu pour la durée de ladite mesure de suspension. Aucune prestation se rattachant aux contrats suspendus ne peut être facturée.
- 3° L'État est autorisé à s'acquitter de sa participation aux heures d'accueil dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil au bénéfice des structures d'accueil agréées concernées par la mesure de suspension, pendant ladite période de suspension des activités.

Chapitre 6 – Dispositions finales

Art. 17. La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du ... sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ».

Art. 18. (Entre en vigueur le lendemain de la publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg)

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et reste applicable jusqu'au ~~2 avril 2021~~ **25 avril 2021** inclus, à l'exception des articles 13, 14, 16ter et 16quater de la présente loi.

L'article 16sexties de la présente loi produit ses effets à partir du 8 février 2021.

7795/05

N° 7795⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

**AVIS DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LA
PROTECTION DES DONNEES**

(29.3.2021)

Conformément à l'article 57, paragraphe 1^{er}, lettre (c) du règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (ci-après « le RGPD »), auquel se réfère l'article 7 de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, la Commission nationale pour la protection des données (ci-après désignée « la Commission nationale » ou « la CNPD ») « *conseille, conformément au droit de l'État membre, le parlement national, le gouvernement et d'autres institutions et organismes au sujet des mesures législatives et administratives relatives à la protection des droits et libertés des personnes physiques à l'égard du traitement* ».

En date du 25 mars 2021, Madame la Ministre de la Santé a saisi la Commission nationale d'une demande d'avis sur le projet de loi n°7795 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (ci-après le « projet de loi n°7795 »).

Il ressort de l'exposé des motifs que le présent projet de loi vise notamment à permettre au secteur Horeca à partir du 7 avril 2021 d'ouvrir ses terrasses sous des conditions très strictes comme, entre autres, une « *nouvelle formalité obligatoire importante pour le contact tracing en cas de contagion épidémiologique, à savoir l'obligation pour les établissements concernés de tenir un registre de leurs clients.* »

La CNPD constate en effet que l'article 2 du projet de loi n°7795 prévoit de modifier la teneur actuelle de l'article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (ci-après : « la loi modifiée du 17 juillet 2020 »), de sorte que son paragraphe (4) prévoit dorénavant ce qui suit :

« Les établissements visés au paragraphe 1er, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;

2° l'adresse de résidence du client déclarant ;

3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}.

Ces données sont communiquées, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa, au directeur de la Santé ou à son délégué en cas d'exposition à haut risque. Elles doivent être supprimées après trois semaines par les établissements et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues à l'alinéa précédent. »

En vertu du nouvel alinéa ajouté par les auteurs du projet de loi n°7795 à l'article 5 paragraphe (2) de la loi modifiée du 17 juillet 2020, les responsables des établissements de restauration et de débit de boissons et des établissements d'hébergement qui disposent d'un restaurant ou d'un bar (ci-après : « les établissements ») doivent transmettre « *sur demande, au directeur de la Santé ou à son délégué les données prévues à l'article 2, paragraphe 4, des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1er, points 5°.* »

Le commentaire des articles ne donne pas de précisions supplémentaires sur les nouvelles dispositions précitées.

La Commission nationale tient à souligner à titre préliminaire que la collecte et l'enregistrement des données précitées dans le registre que doivent tenir les établissements (ci-après : le registre «), qu'il s'agisse d'un registre sous forme papier ou sous forme électronique, constitue un traitement de données à caractère personnel soumis aux règles prévues par le RGPD.

1. Quant au principe de la limitation des finalités

En vertu de l'article 5 paragraphe (1) lettre b) du RGPD, les finalités d'un traitement de données doivent être déterminées, explicites et légitimes. Il ressort des nouveaux articles 2 paragraphe (4) et 5 paragraphe (2) dernier alinéa de la loi modifiée du 17 juillet 2020 que la collecte par les établissements des données à caractère personnel des clients et l'enregistrement subséquente dans leur registre servent à faciliter toute recherche de contact ultérieure par la Direction de la Santé des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1er, point 5° de ladite loi, comme par exemple avoir eu un contact, sans port de masque, face-à-face pendant plus de quinze minutes et à moins de deux mètres avec une personne infectée.

La CNPD ne dispose pas des compétences scientifiques et épidémiologiques nécessaires afin d'évaluer la plus-value que présente la tenue d'un tel registre en termes de contact tracing mis en œuvre par la Direction de la Santé. Néanmoins, dans la mesure où les conditions d'ouverture des terrasses sont restrictives¹ et en tenant compte de ce que les personnes infectées sont de toute façon obligées en vertu de l'article 5 paragraphe (1) de la loi modifiée du 17 juillet 2020 de renseigner la Direction de la santé sur l'identité des personnes avec lesquelles elles ont eu dans les dernières quarante-huit heures des contacts susceptibles de générer un haut risque d'infection, elle se demande dans quel cas précis la Direction de la Santé demanderait à un établissement de lui transmettre des données à caractère personnel figurant dans son registre.

La Commission nationale félicite les auteurs du projet de loi n°7795 sous examen d'avoir prévu dans le corps du texte² que les données collectées par les établissements ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que la communication, conformément à l'article 5, paragraphe 2, dernier alinéa de la loi modifiée du 17 juillet 2020, à la Direction de la Santé en cas d'exposition à haut risque. Toute autre utilisation, comme par exemple à des fins de marketing ou de prospection, sera donc strictement interdite et les données collectées dans le contexte de la pandémie ne pourront en aucun cas être ajoutées dans la base de données des clients, les cas échéant, déjà existante dans l'établissement, ni être fournies à d'autres entreprises.

2. Quant au principe de minimisation des données

En fonction du principe de minimisation des données (article 5 paragraphe (1) lettre c) du RGPD), les données personnelles collectées doivent être limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

A cet égard, la CNPD se demande d'un côté si toutes les données personnelles que les établissements sont obligés de collecter, c'est-à-dire le prénom, nom, l'adresse de résidence, un numéro de téléphone, et le cas échéant, une adresse e-mail du client déclarant, sont vraiment nécessaires à la finalité poursuivie du traçage des contacts. Est-ce que la collecte du nom et prénom, ainsi qu'un seul moyen de contact (téléphone ou adresse e-mail) ne serait pas suffisante dans ce contexte ?

1 Voir le nouvel article 2 paragraphe (1) de la loi modifiée du 17 juillet 2020, qui prévoit par exemple que chaque table ne peut accueillir que deux personnes (sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent) et que le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table.

2 Au nouvel article 2 paragraphe (4) dernier alinéa de la loi modifiée du 17 juillet 2020.

D'un autre côté, si le but de la tenue du registre et d'une éventuelle transmission des données à caractère personnel y figurant par les établissements à la Direction de la Santé, est d'identifier les clients, voire le personnel, qui étaient en contact direct avec une personne infectée, faute de précision dans le commentaire des articles, la CNPD se pose la question si l'indication du jour, de l'heure d'arrivée du client et éventuellement le numéro de table serait nécessaire au regard de la finalité du contact tracing. En plus, la date indiquée à laquelle les données ont été collectées est primordiale en vue de pouvoir déterminer la date de suppression des données après trois semaines par l'établissement, conformément au nouvel article 2 paragraphe (4) alinéa 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020.

La CNPD se demande par ailleurs si l'obligation de communication des données visées à l'alinéa 1er du nouveau paragraphe (2) de l'article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 s'impose à chaque personne assise sur une même table ou uniquement à une personne par table.

Finalement, la Commission nationale tient à insister que lors de la collecte des données, les établissements ne peuvent pas procéder à un contrôle d'identité de la personne, par exemple en demandant de produire un document d'identité. Par contre, elle estime qu'une sorte de « Plausibilitätsprüfung »³ serait approprié, dans le but de contrôler uniquement si les données indiquées sont complètes, plausibles et non pas imaginaires à première vue (par exemple si un client indiquerait comme adresse email mickeymouse@...).

3. Quant au principe de la limitation de la conservation des données

En ce qui concerne la durée de conservation des données à caractère personnel conformément à l'article 5 paragraphe (1) lettre e) du RGPD, ladite durée ne doit pas excéder celle qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles les données sont traitées.

L'alinéa 2 du nouvel article 2 paragraphe (4) de la loi modifiée du 17 juillet 2020 prévoit dans ce contexte que les données collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients doivent être conservées pendant une durée de trois semaines à partir de leur collecte.

La CNPD note toutefois que les personnes infectées sont uniquement obligées en vertu de l'article 5 paragraphe (1) de la loi modifiée du 17 juillet 2020 de renseigner la Direction de la santé sur l'identité des personnes avec lesquelles elles ont eu des contacts susceptibles de générer un haut risque d'infection « dans la période qui ne peut être supérieure à quarante-huit heures respectivement avant l'apparition des symptômes ou avant le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2. »

Comme susmentionné, si la finalité de la tenue du registre et d'une éventuelle transmission des données à caractère personnel y figurant à la Direction de la Santé, est d'identifier les individus qui étaient en contact avec une personne infectée, la CNPD se demande pourquoi les établissements sont tenus de conserver leurs registres pendant trois semaines, alors que le traçage des contacts mis en œuvre par la Direction de la Santé se limite aux deux jours précédant l'apparition des symptômes ou le résultat positif d'un test diagnostique de l'infection au virus SARS-CoV-2. En l'absence de précisions dans le commentaire des articles, la CNPD ne peut pas apprécier si la durée de conservation de trois semaines est proportionnée par rapport à la finalité poursuivie.

Par ailleurs, la CNPD constate que la durée de conservation figure à la fois à l'alinéa 2, ainsi qu'à l'alinéa 3 du nouvel article 2 paragraphe (4) alinéa 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020. Ainsi, elle suggère de la biffer à un des deux endroits.

4. Quant au droit à l'information des personnes concernées

Conformément à l'article 13 du RGPD, toute une série d'informations est à fournir à la personne concernée au moment de la collecte des données à caractère personnel auprès d'elle.

Cette information doit ainsi être délivrée aux clients au moment où les établissements collectent leurs données, et ceci sous un format facilement accessible (comme par exemple une mention d'information intégrée sur le formulaire papier / électronique à compléter par le client ou un panneau d'affichage visible à l'entrée de l'établissement).

³ Voir « Achtzehnte Corona-Bekämpfungsverordnung Rheinland-Pfalz (18. CoBeLVO) vom 20. März 2021 », paragraphe (1), alinéa 8, première phrase.

Cette mention d'information doit par ailleurs être rédigée en des termes précises et simples.⁴ Sous réserve de ses commentaires susmentionnés, la CNPD est d'avis que cette mention devrait au moins comprendre les éléments suivants :

- l'identité et les coordonnées de l'établissement ;
- l'objectif de la collecte des données (faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique par la Direction de la Santé) ;
- la base juridique du traitement (la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19) ;
- la durée de conservation des données (trois semaines) ;
- les droits dont disposent les clients (notamment le droit d'accès et de rectification, ainsi que le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNPD) ;
- les éventuelles destinataires (sur demande à la Direction de la santé concernant les personnes qui ont subi une exposition à haut risque).

5. Quant aux mesures de sécurité

Conformément à l'article 32 paragraphe (1) du RGPD, le responsable du traitement doit mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

Plus concrètement, ces mesures doivent garantir que les données ne seront accessibles qu'aux personnes autorisées (confidentialité), qu'elles seront disponibles en cas de demande par la Direction de la santé (disponibilité) et qu'elles n'auront pas été modifiées après leur collecte (intégrité).

En cas de tenue d'un registre sous format papier, il serait recommandé de mettre à disposition des formulaires individuels que les clients peuvent remplir et remettre directement à l'établissement. Par contre, si l'établissement souhaite travailler avec un seul formulaire reprenant l'ensemble des données de ses différents clients, il doit en principe le remplir lui-même (sur les indications verbales des clients). Les formulaires remplis (constituant le registre) devraient être conservés dans un lieu sécurisé (par exemple une armoire ou pièce fermée à clef) et afin de garantir la confidentialité des données collectées, l'établissement devra éviter que des clients puissent, le cas échéant, avoir accès aux coordonnées d'autres clients présents au même moment.

En cas de tenue d'un registre sous format électronique, la CNPD recommande de sécuriser l'accès au système d'information notamment avec un mot de passe « robuste » et de ne pas stocker les données collectées sur des matériels non sécurisés (comme par exemple des clés USB sans mots de passe).

Ainsi décidé à Belvaux en date du 29 mars 2021.

La Commission nationale pour la protection des données

Tine A LARSEN
Présidente

Thierry LALLEMANG
Commissaire

Christophe BUSCHMANN
Commissaire

Marc LEMMER
Commissaire

⁴ Comme exigé par l'article 12 paragraphe (1) du RGPD.

7795/06

N° 7795⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(26.3.2021)

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet de modifier la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 (ci-après, la « Loi ») afin, notamment, d'introduire des aménagements aux mesures concernant les établissements de restauration et de débits de boissons à compter du 7 avril 2021 et de proroger jusqu'au 25 avril 2021 inclus les restrictions existantes.

En bref

- La Chambre de Commerce se félicite de l'assouplissement des règles permettant la réouverture de certains établissements du secteur HORECA
- Elle demande cependant à ce que les établissements puissent continuer à bénéficier de toutes les aides et que celles-ci ne soient en aucun cas réduites ou supprimées.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Projet tend principalement à aménager les mesures concernant les établissements de restauration, de débits de boissons, d'hébergement, les cantines et les restaurants sociaux de manière à permettre aux établissements de restauration et de débit de boissons d'accueillir du public en terrasse à compter du 7 avril 2021.

Le Projet vise également à proroger jusqu'au 25 avril 2021 inclus les restrictions existantes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19.

La Chambre de Commerce se félicite de l'assouplissement des règles permettant la réouverture de certains établissements du secteur HORECA, elle fait cependant valoir que tous les établissements de restauration et de débit de boissons ne disposent pas de terrasse ou ne sont pas prêts à la réouvrir dans les conditions prévues par le Projet.

Elle demande en toute hypothèse que tous les établissements puissent continuer à bénéficier des aides actuelles et que celles-ci ne soient en aucun cas réduites ou supprimées, suite à l'ouverture desdites terrasses, d'autant que compte tenu des mesures et contraintes prévues par le Projet, elles ne pourront qu'être partiellement occupées.

*

OUVERTURE DES TERRASSES

L'article 2 du Projet prévoit d'insérer un article 2 dans la Loi afin de déroger au principe de la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons pour permettre l'ouverture de ces établissements pour la consommation en terrasse entre six heures et dix-huit heures.

Cette ouverture est conditionnée au respect de plusieurs conditions¹ :

- ne sont admises que les places assises ;
- chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes, sauf si elles font partie du même ménage ou cohabitent ;
- les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;
- le port du masque est obligatoire pour le personnel et pour les clients quand ils ne sont pas assis à table ;
- la consommation à table est obligatoire.

La Chambre de Commerce constate que le commentaire de l'article 2 précise qu'« *Il est toutefois possible aux clients d'utiliser les infrastructures sanitaires des établissements qui se trouvent à l'intérieur.* » et fait valoir qu'elle aurait aimé voir cette précision dans le texte du Projet.

Elle regrette par ailleurs que la notion de terrasse n'ait pas fait l'objet de définition dans le cadre du Projet.

*

REGISTRE DES CLIENTS

Le Projet prévoit en outre que les établissements de restauration et de débit de boissons doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients contenant leurs coordonnées telles qu'énumérées à l'article 2 du Projet.

La Chambre de Commerce appelle ici de ses vœux des recommandations de la part de la Commission Nationale pour la Protection des Données concernant le registre que le Projet entend instaurer eu égard au traitement des données à caractère personnel des clients plus généralement au respect de la vie privée de ceux-ci, tout en veillant à ce que celles-ci entraînent une charge administrative la plus faible possible.

A noter qu'en France, à l'automne 2020², la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, a rappelé certaines règles concernant la cahier de rappel de la clientèle et proposé un formulaire.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure de marquer son accord concernant le projet de loi sous avis sous réserve de la prise en considération de ses commentaires.

1 La plupart des conditions sont reprises de l'article 2 tel que la Loi modifiée du 17 juillet 2020 dans sa version applicable au 30 octobre 2020.

2 <https://www.cnil.fr/fr/covid-19-et-les-cahiers-de-rappel-les-recommandations-de-la-cnil>

7795/04

N° 7795⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DU COLLEGE MEDICAL**DEPECHE DU PRESIDENT DU COLLEGE MEDICAL
AU MINISTRE DE LA SANTE**

(29.3.2021)

Madame la Ministre,

Le Collège médical a l'honneur de vous informer qu'il réitère son avis du 8 mars 2021 au sujet sous rubrique avec les mêmes considérations.

Dans le cadre de ces considérations il tient à saluer le tendre effort projeté pour retourner à un précaire équilibre de vie des citoyens, à savoir l'ouverture des terrasses, évidemment sous conditions hygiéniques strictes.

Il s'étonne par contre des heures d'ouverture prévue, à savoir de 6h à 18h, alors que le changement vers l'heure d'été entretemps opéré, conditionnera qu'à 6h il fera encore sombre alors que la clarté du jour sera prolongée à 20h.

Le Collège médical se permet donc de proposer en toute logique une ouverture des terrasses de 7h à 20h.

Par ailleurs le Collège médical a constaté que le règlement grand-ducal mentionné dans l'article 13(2) de la Loi sous rubrique n'a toujours pas trouvé d'exécution, respectivement est en révision, de façon que les dépôts des médicaments n'ont malheureusement toujours pas eu lieu dans les maisons de retraites et de soins, limitant ainsi la prise en charge sur place par les médecins traitants. Le Collège médical voit une urgence certaine à remédier à cette situation.

Conscient que ces propositions pourront trouver votre approbation, le Collège médical avise favorablement le présent projet de modification de la loi du 17 juillet 2020, aux fins de maintenir en place les mesures restrictives actuelles.

Le Collège médical vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de sa parfaite considération.

Pour le Collège médical,

Le Secrétaire,
Dr Roger HEFTRICH

Le Président,
Dr Pit BUCHLER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7795/08

N° 7795⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

**AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME**

(29.3.2021)

Conformément à l'article 2 (2) de la loi du 21 novembre 2008 portant création d'une Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH), le 25 mars 2021, la CCDH a été saisie du projet de loi n°7795, qui vise principalement à prolonger les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 jusqu'au 25 avril 2021 inclus. En même temps, il prévoit un certain nombre de modifications concernant majoritairement le secteur Horeca.

Dans la lettre de saisine, la CCDH a été priée d'émettre son avis « *endéans les meilleurs délais* » étant donné que « *le présent projet de loi doit entrer en vigueur le 3 avril 2021* ». La CCDH rappelle que l'urgence dans laquelle le projet de loi doit être examiné et avisé limite une nouvelle fois de manière considérable la possibilité pour les différents acteurs d'alimenter le débat public et d'effectuer ainsi une analyse plus profonde des mesures. Le présent avis se limite par conséquent aussi à analyser seulement les nouvelles modifications.

Selon l'exposé des motifs, le projet de loi sous avis s'inscrit « *dans une situation épidémiologique qui se caractérise par une augmentation des nouvelles infections, des admissions hospitalières et des décès, sans pour autant qu'une croissance exponentielle ne puisse être constatée* ». ¹ En même temps, les auteurs du projet de loi affirment qu'il « (...) *s'agira dans les mois à venir, de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions* ». ²

Dans cet esprit, le projet de loi sous avis prévoit une **ouverture partielle du secteur Horeca** « *sous des conditions très strictes* ». Les établissements concernés pourront désormais accueillir du public, mais uniquement en terrasse et uniquement entre 6h00 et 18h00. De plus, il faudra respecter les règles sanitaires suivantes : port obligatoire du masque pour le personnel en contact direct avec les clients et pour les clients lorsque ceux-ci ne sont pas assis ; consommation à table ; limitation du nombre de clients à deux personnes par table, sauf si elles font partie d'un même ménage ou cohabitent : séparation des tables (distanciation d'un mètre cinquante et/ou mise en place de barrières) ; et obligation de recueillir des données à caractère personnel des clients.

Selon les auteurs du projet de loi, « *[l]es activités de restauration et de débits de boissons ayant (...) lieu à l'extérieur, dans un contexte de par nature bien aéré et ventilé, le risque de transmission du virus est plus faible que dans un espace fermé* ». ³ En même temps, il s'agirait d'un « *compromis entre d'une part, la volonté du gouvernement d'offrir des perspectives à un secteur, celui de l'HORECA,*

1 Projet de loi n°7795, Exposé des motifs, p. 1.

2 *Ibid*, p. 2.

3 Projet de loi n°7795, Exposé des motifs, p. 2.

qui a particulièrement pâti des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie actuelle, et d'autre part, la sécurité et la santé des personnes ».⁴

D'une manière générale, la CCDH salue la levée de restrictions, si celles-ci ne sont plus justifiées, proportionnelles et nécessaires. Néanmoins, elle se doit de souligner qu'elle n'est pas en mesure d'évaluer si la situation épidémiologique a en effet évolué d'une manière qui permettrait une telle réouverture.⁵ Par ailleurs, elle se demande dans quels cas de figure certaines autres restrictions, dans certains autres domaines, pourront être ajustées ou levées (p. ex. les mesures appliquées dans certaines institutions, les restrictions liées à l'entrée sur le territoire, les restrictions liées aux rassemblements, le couvre-feu ...). La CCDH rappelle dans ce contexte encore une fois l'importance de veiller à la transparence, la prévisibilité (dans la mesure du possible) et la cohérence des mesures et des décisions du gouvernement. Ainsi, elle ne s'essouffle de rappeler que toute mesure et toute stratégie de réouverture doit impérativement et dûment tenir compte des droits humains de tout un chacun, y compris le respect du droit à la santé physique, sociale et psychologique.

La CCDH note aussi que selon certains acteurs du secteur, cette « ouverture » et les mesures sanitaires « ne [leurs] permettraient pas (...) d'engranger des revenus suffisants pour justifier économiquement l'opération ».⁶ En effet, seuls les établissements de ce secteur qui disposent d'une terrasse suffisamment grande pour justifier d'un point de vue économique une ouverture pourront en profiter. Il s'y ajoute que leur utilisation sera fort dépendante des conditions météorologiques. La CCDH conclut par conséquent que la portée de cette mesure risque fort de n'avoir qu'une valeur symbolique. Elle salue dans ce contexte que le gouvernement a annoncé que les établissements qui feront le choix de rouvrir leur terrasse ne perdront pas les aides actuelles et que l'aide pour les frais non couverts ou la nouvelle aide à la relance continueront à être versées.⁷ Il faudra également veiller à ce que les établissements ne disposant pas de terrasses ne soient pas défavorisés disproportionnellement.

Par ailleurs, la CCDH s'interroge sur les **modalités de cette « ouverture »**. Ni le commentaire des articles, ni l'exposé des motifs n'expliquent la raison d'être de la limitation de l'ouverture des terrasses entre 6h00 et 18h00. Lors d'une conférence de presse en date du 24 mai 2021, le Premier Ministre a annoncé qu'il s'agit d'éviter les « After-work » et le « Rambazamba ».⁸ La CCDH renvoie dans ce contexte à ses interrogations et critiques par rapport au couvre-feu et se demande si les mesures sanitaires générales ainsi que celles prévues par le projet de loi sous avis ne seront pas suffisantes pour éviter des risques de propagation du virus.

En ce qui concerne l'obligation pour les établissements de tenir un **registre contenant des données à caractère personnel des clients**,⁹ la CCDH s'interroge sur la justification du délai de conservation de trois semaines. En effet, dans certains autres domaines, la durée de conservation des données est généralement limitée à deux semaines.¹⁰ En même temps, la CCDH se demande pourquoi les clients qui ont recours à un service de « vente à emporter et de vente au volant » devraient également fournir leurs données à caractère personnel.¹¹ La CCDH s'interroge d'une manière plus générale sur l'utilité, la nécessité et les modalités de la mise en oeuvre d'un tel registre.¹² La CCDH invite le gouvernement

4 Projet de loi n°7795, Commentaire des articles, p. 1 ; voir aussi KP, *Horesca fordert sofortige Öffnung der Terrassen – Absage der Regierung*, Tageblatt, 28.02.2021, disponible sur www.tageblatt.lu/headlines/horesca-fordert-sofortige-oeffnung-der-terrassen-absage-der-regierung/.

5 Comme indiqué *supra*, la situation épidémiologique actuelle ne semble pas indiquer une amélioration de la situation, au contraire, les chiffres semblent indiquer une aggravation (non-exponentielle).

6 Jean-Michel Hennebert, *Ces “contrevérités” liées à la réouverture des terrasses*, Wort, 25.03.2021 ; voir aussi Alain Rix, *Et mecht net ganz vill Sënn, et ass eng kleng Ouverture, e Liichtbléck*, RTL, 25.03.2021, disponible sur www.rtl.lu/news/national/a/1694699.html.

7 Jeremy Zabatta, *Il y a toujours des gens avec des idées, Interview avec Lex Delles dans Paperjam*, 26.03.2021.

8 Serge Kessler, *Terrassen dierfe viraussichtlech vum 7. Abrëll un nees opgoen*, Radio 100,7, 24.03.2021, disponible sur www.100komma7.lu/article/aktualiteit/terrassen-dierfe-viraussichtlech-vum-7-abrell-un-nees-opgoen.

9 Il s'agit de(s) prénom(s) et nom du client déclarant, de l'adresse de résidence du client déclarant et d'un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

10 Voir notamment le paragraphe 2bis de l'article 5 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 : Les données des passagers entrant le territoire national par voie aérienne devront être anonymisées à l'issue d'une durée de 14 jours après la réception.

11 L'article 2 (1) et (4) du projet de loi ne distingue pas entre les clients qui s'installent en terrasse et les clients qui ont recours à des services de vente à emporter.

12 Voir, dans ce sens, Sidney Wiltgen, *Gesundheitskommission sträubt sich gegen Terrassen-Register – Abstimmung Ende nächster Woche*, Tageblatt, 28.03.2021.

à fournir des explications supplémentaires à cet égard et, à défaut d'une justification adéquate, elle exhorte le gouvernement à adapter tant la durée de conservation que les personnes visées par l'obligation de fournir leurs données. La CCDH salue d'ailleurs qu'il sera explicitement interdit d'utiliser les données collectées à d'autres fins (p. ex. commerciales, publicité, ...) que celles prévues par le projet de loi. La CCDH souligne dans ce contexte qu'il faudra veiller à ce que cette interdiction soit respectée en pratique et qu'il y aura des sanctions adéquates pour garantir son efficacité. Elle note que le projet de loi ne prévoit pas de sanctions concrètes y relatives et part donc du principe que les sanctions prévues par le règlement général sur la protection des données¹³ seront applicables.

La CCDH note par ailleurs que le projet de loi vise à exempter les terrasses installées sur la voie publique de **l'interdiction générale de consommation d'alcool sur la voie publique**. L'interdiction restera cependant en vigueur pour tout autre endroit et personne sur la voie publique. La CCDH réitère ses réserves par rapport à cette interdiction et renvoie dans ce contexte à ses avis précédents.

Pour le surplus, la CCDH renvoie à ses autres recommandations et critiques formulées dans ses avis et rapports précédents.¹⁴

Adopté par vote électronique le 29 mars 2021.

13 Article 83 du règlement (UE) 2018/879 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Voir aussi la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

14 CCDH, Avis 5/2020 du 9 juin 2020, Avis 06/2020 du 13 juillet, Avis 07/2020 du 22 juillet 2020, Avis 08/2020 du 28 août 2020, Avis 09/2020 du 10 septembre 2020, Avis 10/2020 du 18 septembre 2020 et Avis 11/2020 du 27 octobre 2020, Avis 12/2020 du 20 novembre 2020, Avis 13/2020 du 14.12.2020, Avis 14/2020 du 23 décembre 2020, Avis 1/2021 du 7 janvier 2021, Avis 2/2021 du 27 janvier 2021, Avis 3/2021 du 17 février 2021, Avis 5/2021 du 10 mars 2021 et Rapport du 25 janvier 2021.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7795/07

N° 7795⁷**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(30.3.2021)

Par dépêche du 29 mars 2021, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État une série de trois amendements apportés au projet de loi sous rubrique, élaborés par la ministre de la Santé.

Le texte des amendements était accompagné d'un commentaire des amendements et d'un texte coordonné de la loi qu'il s'agit de modifier, reprenant lesdits amendements.

Dans la lettre de saisine, le Conseil d'État était encore prié de bien vouloir émettre son avis complémentaire « dans les tous meilleurs délais possibles ».

*

OBSERVATION PRELIMINAIRE RELATIVE AU TEXTE COORDONNE

Même si les auteurs ont versé aux amendements sous avis une version consolidée de la loi qu'il s'agit de modifier, le Conseil d'État regrette qu'un texte coordonné de la loi en projet, reprenant lesdits amendements, fait défaut. Le Conseil d'État rappelle la circulaire du ministre aux Relations avec le Parlement du 19 avril 2013 aux termes de laquelle est à préparer « un texte coordonné, tenant compte des amendements apportés à la version initiale du projet de loi ou du projet de règlement grand-ducal, à travers le recours à des caractères qui mettent en évidence les modifications opérées, tant pour les dispositions nouvelles qui ont été ajoutées à la version initiale du projet, que pour les passages qui en ont été supprimés ».¹

*

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Les amendements sous examen n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

*

¹ Circulaire du ministre aux Relations avec le Parlement du 19 avril 2013, réf. 380/jls : « 3. Transmission des amendements gouvernementaux relatifs à un projet de loi ou un projet de règlement grand-ducal à la Chambre des députés et au Conseil d'État », p. 3.

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE*Amendement 2*

Suite à la suppression de l'article 5 du projet de loi par l'amendement sous examen, il y a lieu de procéder à une renumérotation des articles suivants.

Le Conseil d'État constate qu'aucun amendement ne procède à l'adaptation des références figurant à l'article 10 (9 selon le Conseil d'État). Le Conseil d'État peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec une telle adaptation de ces références.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 30 mars 2021.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente,
Agy DURDU

7795

SEANCE

du 01.04.2021

BULLETIN DE VOTE (2)

Projet de loi N°7795

Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)	Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)
	Oui	Non	Abst.			Oui	Non	Abst.	

CSV

Mme ADEHM	Diane	x			M. MISCHO	Georges	x		
Mme ARENDT (ép. KEMP)	Nancy	x			Mme MODERT	Octavie	x		
M. EICHER	Emile	x			M. MOSAR	Laurent	x		(ARENDET ép. KEMP Nancy)
M. EISCHEN	Félix	x			Mme REDING	Viviane	x		
M. GALLES	Paul	x			M. ROTH	Gilles	x		
M. GLODEN	Léon	x			M. SCHAAF	Jean-Paul	x		
M. HALSDORF	Jean-Marie	x			M. SPAUTZ	Marc	x		
Mme HANSEN	Martine	x			M. WILMES	Serge	x		
Mme HETTO-GAASCH	Françoise	x			M. WISELER	Claude	x		
M. KAES	Aly	x			M. WOLTER	Michel	x		
M. LIES	Marc	x							

déi gréng

Mme AHMEDOVA	Semiray	x			Mme GARY	Chantal	x		
M. BACK	Carlo	x			M. HANSEN	Marc	x		
M. BENOY	François	x			Mme LORSCHÉ	Josée	x		
Mme BERNARD	Djuna	x			M. MARGUE	Charles	x		
Mme EMPAIN	Stéphanie	x							

LSAP

Mme ASSELBORN-BINTZ	Simone	x			M. DI BARTOLOMEO	Mars	x		
M. BIANCALANA	Dan	x			M. ENGEL	Georges	x		
Mme BURTON	Tess	x			M. HAAGEN	Claude	x		
Mme CLOSENER	Françine	x			Mme HEMMEN	Cécile	x		
M. CRUCHTEN	Yves	x			Mme MUTSCH	Lydia	x		

DP

M. ARENDT	Guy	x			M. GRAAS	Gusty	x		
M. BAULER	André	x			M. HAHN	Max	x		
M. BAUM	Gilles	x			Mme HARTMANN	Carole	x		
Mme BEISSEL	Simone	x			M. KNAFF	Pim	x		
M. COLABIANCHI	Frank	x			M. LAMBERTY	Claude	x		
M. ETGEN	Fernand	x			Mme POLFER	Lydie	x		

ADR

M. ENGELEN	Jeff	x			M. KEUP	Fred	x		
M. KARTHEISER	Fernand	x			M. REDING	Roy	x		(ENGELEN Jeff)

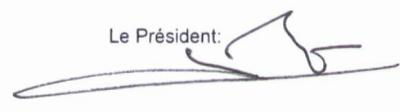
déi Lénk

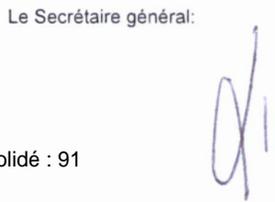
M. BAUM	Marc	x		(WAGNER David)	M. WAGNER	David	x		
---------	------	---	--	----------------	-----------	-------	---	--	--

Piraten

M. CLEMENT	Sven	x			M. GOERGEN	Marc	x		
------------	------	---	--	--	------------	------	---	--	--

Vote			
Oui	Non	Abst.	
Votes personnels	31	26	0
Votes par procuration	0	3	0
TOTAL	31	29	0

Le Président: 

Le Secrétaire général: 

7795

SEANCE

du 01.04.2021

BULLETIN DE VOTE (1)

Projet de loi N°7795 - Vote séparé sur l'article 2

Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)	Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)
	Oui	Non	Abst.			Oui	Non	Abst.	

CSV

Mme ADEHM	Diane	x			M. MISCHO	Georges	x		
Mme ARENDT (ép. KEMP)	Nancy	x			Mme MODERT	Octavie	x		
M. EICHER	Emile	x			M. MOSAR	Laurent	x		(ARENDET ép. KEMP Nancy)
M. EISCHEN	Félix	x			Mme REDING	Viviane	x		
M. GALLES	Paul	x			M. ROTH	Gilles	x		
M. GLODEN	Léon	x			M. SCHAAF	Jean-Paul	x		
M. HALSDORF	Jean-Marie	x			M. SPAUTZ	Marc	x		
Mme HANSEN	Martine	x			M. WILMES	Serge	x		
Mme HETTO-GAASCH	Françoise	x			M. WISELER	Claude	x		
M. KAES	Aly	x			M. WOLTER	Michel	x		
M. LIES	Marc	x							

déi gréng

Mme AHMEDOVA	Semiray	x			Mme GARY	Chantal	x		
M. BACK	Carlo	x		(MARGUE Charles)	M. HANSEN	Marc	x		
M. BENOY	François	x			Mme LORSCHÉ	Josée	x		
Mme BERNARD	Djuna	x			M. MARGUE	Charles	x		
Mme EMPAIN	Stéphanie	x							

LSAP

Mme ASSELBORN-BINTZ	Simone	x			M. DI BARTOLOMEO	Mars	x		
M. BIANCALANA	Dan	x			M. ENGEL	Georges	x		
Mme BURTON	Tess	x			M. HAAGEN	Claude	x		
Mme CLOSENER	Francine	x			Mme HEMMEN	Cécile	x		
M. CRUCHTEN	Yves	x			Mme MUTSCH	Lydia	x		

DP

M. ARENDT	Guy	x			M. GRAAS	Gusty	x		
M. BAULER	André	x			M. HAHN	Max	x		
M. BAUM	Gilles	x			Mme HARTMANN	Carole	x		
Mme BEISSEL	Simone	x			M. KNAFF	Pim	x		
M. COLABIANCHI	Frank	x			M. LAMBERTY	Claude	x		
M. ETGEN	Fernand	x			Mme POLFER	Lydie	x		

ADR

M. ENGELEN	Jeff	x			M. KEUP	Fred	x		
M. KARTHEISER	Fernand	x			M. REDING	Roy	x		(ENGELEN Jeff)

déi Lénk

M. BAUM	Marc		x	(WAGNER David)	M. WAGNER	David		x	
---------	------	--	---	----------------	-----------	-------	--	---	--

Piraten

M. CLEMENT	Sven	x			M. GOERGEN	Marc	x		
------------	------	---	--	--	------------	------	---	--	--

	Vote		
	Oui	Non	Abst.
Votes personnels	55	1	0
Votes par procuration	3	1	0
TOTAL	58	2	0

Le Président:



Le Secrétaire général:



7795/10

N° 7795¹⁰**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ
ET DES SPORTS**

(1.4.2021)

La Commission se compose de : M. Mars DI BARTOLOMEO, Président-Rapporteur ; Mme Nancy ARENDT épouse KEMP, M. Gilles BAUM, M. Marc BAUM, M. Sven CLEMENT, Mme Francine CLOSENER, M. Jeff ENGELLEN, Mme Chantal GARY, M. Gusti GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Marc HANSEN, Mme Martine HANSEN, Mme Carole HARTMANN, Mme Cécile HEMMEN, Mme Françoise HETTO-GAASCH, M. Claude LAMBERTY, Mme Josée LORSCHÉ, M. Georges MISCHO, M. Marc SPAUTZ, M. Claude WISELER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi élargi a été déposé à la Chambre des Députés par Madame la Ministre de la Santé en date du 25 mars 2021. Le texte du projet de loi est accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte coordonné de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 que le projet de loi sous rubrique tend à modifier.

Dans sa réunion du 26 mars 2021, la Commission de la Santé et des Sports de la Chambre des Députés a désigné Monsieur Mars Di Bartolomeo comme rapporteur du projet de loi. Lors de cette même réunion, la commission parlementaire a entendu la présentation du projet de loi.

Le Conseil d'État a rendu son avis le 26 mars 2021.

En date du 29 mars 2021, la Chambre des Députés a été saisie d'une série d'amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi sous rubrique.

Lors de sa réunion du 29 mars 2021, la Commission de la Santé et des Sports a examiné l'avis du Conseil d'État ainsi que les amendements gouvernementaux.

Le projet de loi a été renvoyé à la Commission de la Santé et des Sports en date du 30 mars 2021.

Le Conseil d'État a rendu son avis complémentaire également le 30 mars 2021.

Dans sa réunion du 1^{er} avril 2021, la commission parlementaire a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'État ainsi qu'une proposition d'amendement présentée par la sensibilité politique ADR en date du 30 mars 2021.

À la même occasion, la Commission de la Santé et des Sports a adopté le présent rapport.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19, le présent projet de loi vise à trouver un juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions. Ainsi, il est proposé, d'un côté, de prolonger les règles de comportement en vigueur et, de l'autre côté, de permettre une ouverture des terrasses dans des conditions très strictes.

En ce qui concerne la situation épidémiologique, elle se caractérise par une stabilisation à un niveau élevé, voire par une augmentation des nouvelles infections des admissions hospitalières et des décès, sans que la croissance ne soit exponentielle.

Le taux d'incidence s'élève désormais à 251 cas pour 100 000 habitants sur 7 jours. Le nombre de tests effectués continue à se situer à un niveau très élevé, avec environ 10 000 tests par 100.000 habitants sur une période de 7 jours. Le taux de positivité moyen s'élève à 2,43%, avec un taux de positivité plus élevé pour les tests effectués sur ordonnance et dans le cadre du traçage de contacts de l'ordre de 5,66%. Le taux de reproduction se situe à 1,13.

En ce qui concerne les décès, un net accroissement a pu être observé au cours des dernières semaines. Ainsi, au cours du mois de mars, le nombre de décès en relation avec la Covid-19 s'élève à 79 (1^{er} mars-21 mars).

Bien que l'on constate une augmentation des admissions en soins normaux, le taux d'occupation dans les soins intensifs est stable et la situation dans les hôpitaux reste généralement sous contrôle.

Les variants britannique et sud-africain ont gagné en terrain depuis leur apparition au Luxembourg, tout comme dans les autres pays. Il résulte d'études récentes que non seulement ils se transmettent plus facilement, mais qu'ils sont également plus pathogènes avec en conséquence un risque de décès accru. Depuis la dernière modification de la loi sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le taux du variant britannique parmi les nouvelles infections est passé à 66%. Le variant sud-africain représente actuellement 20% des nouvelles infections. Le variant brésilien n'apparaît que de manière sporadique et toutes les chaînes de transmission y relatives ont pu être brisées.

Selon le dernier rapport CORONASTEP établi par le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) en date du 22 mars 2021, le flux d'ARN du virus SARS-CoV-2 présent dans les stations d'épuration des eaux usées au début de la semaine 12 indique que la prévalence du virus dans les eaux usées reste élevée à l'échelle nationale, avec une tendance à la hausse.

Malgré le nombre croissant de personnes vaccinées qui est passé à 74 225 (1^{ère} dose : 56 383, 2^e dose : 17 872), les problèmes logistiques liés à la production et à la livraison des doses imposent la prudence dans l'évaluation de l'impact des vaccins sur la pandémie à court terme. Les vaccins resteront une ressource rare au cours des prochaines semaines de sorte que la vaccination de la fraction de la population nécessaire à l'immunité collective nécessite probablement plus de temps qu'initialement prévu.

Par ailleurs, malgré la publication de certaines études encourageantes (Israël/Écosse), on ne sait toujours pas dans quelle mesure les vaccins limitent la transmission ultérieure, quelle est la durée de l'immunité acquise et quelle est l'interaction des vaccins avec les nouveaux variants.

Ainsi, le déploiement de la campagne vaccinale doit être accompagné d'un suivi strict de la dynamique épidémiologique et de données représentatives des variants au cours des prochaines semaines. Dans ce contexte, le système de monitoring quotidien très étendu dans lequel le Luxembourg a investi, les stratégies de tests et de tests rapides, ainsi que le dispositif de séquençage représentatif, qui a permis de classer notre pays parmi les trois États membres de l'Union européenne avec le taux de séquençage le plus élevé, sont des outils précieux.

Si la distanciation sociale, le port du masque, les mesures d'hygiène et le fait d'éviter les rassemblements dans des lieux fermés ou mal ventilés resteront cruciaux afin d'éviter une résurgence du virus, il s'agira, dans les mois à venir, de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions.

Dans cet ordre d'idées, il est proposé de maintenir la plupart des restrictions en place tout en permettant au secteur Horeca d'ouvrir sous des conditions très strictes.

Dans un souci de vigilance, les établissements concernés pourront accueillir du public uniquement en terrasse. Les activités de restauration et de débit de boissons ayant ainsi lieu à l'extérieur, dans un contexte par nature bien aéré et ventilé, le risque de transmission du virus est plus faible que dans un espace fermé.

Les horaires durant lesquels ces établissements pourront accueillir des clients sont limités : de 6.00 heures à 18.00 heures. Le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec les clients. Il en est de même pour les clients tant qu'ils ne sont pas assis à table. Les tables doivent être aménagées de sorte à limiter les contacts et, partant, la propagation du virus : elles doivent être séparées par une distance d'un mètre cinquante minimum ou, alternativement, par des barrières ou une séparation. La consommation se fait uniquement à table.

Le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. Lorsqu'une table est occupée par plus de deux personnes, l'exploitant de l'établissement concerné doit se renseigner auprès de ces personnes si elles font partie d'un même ménage ou cohabitent. Il n'est toutefois pas habilité à procéder à un contrôle d'identité.

La consommation de boissons alcooliques sur la voie publique reste interdite, de même que la consommation sur place à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Les dispositions relatives à l'ouverture du secteur Horeca prendront effet au 7 avril 2021. La date d'entrée en vigueur différée laisse au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture de manière adéquate.

La prolongation des autres mesures de restriction prendra effet dès le 3 avril 2021.

Les mesures resteront applicables jusqu'au 25 avril 2021.

Dans sa version initiale, le projet de loi prévoyait en outre l'obligation pour les établissements concernés de tenir un registre de leurs clients avec les données de contact (nom, téléphone, adresse) à transmettre sur demande à la Direction de la santé dans le cadre du traçage de contacts en cas de contagion épidémiologique. Suite aux discussions menées en commission parlementaire, le Gouvernement a décidé de supprimer lesdites dispositions par voie d'amendement. En effet, un certain nombre de questions d'ordre pratique ont été soulevées. Il a par ailleurs été jugé que les mesures de protection – l'ouverture limitée aux seules terrasses, ainsi que la limitation par table à deux personnes ne relevant pas d'un même ménage, voire aux membres d'un seul ménage, attablées chaque fois à au moins un mètre cinquante de la prochaine table – sont assez contraignantes tant quant à leur mise en place qu'à leur application. En l'état actuel des choses, la tenue d'un registre n'aurait pas apporté de plus-value et aurait risqué d'être disproportionnée par rapport à l'objectif recherché.

*

TRAVAUX EN COMMISSION

Lors de ses travaux, la Commission de la Santé et des Sports a abordé les nouvelles dispositions introduites par le projet de loi.

Il a été souligné que la décision de limiter l'ouverture du secteur Horeca aux seules terrasses est motivée par le risque de contagion plus faible dès lors que les contacts (limités) ont lieu à l'extérieur, dans un contexte par nature bien aéré et ventilé.

Il convient de noter qu'il reste interdit de consommer des boissons alcooliques sur la voie publique, mais que les terrasses (autorisées sur base des règlements communaux de police respectifs) profitent d'une dérogation à ce sujet.

Concernant l'heure très matinale de l'ouverture possible des terrasses (6.00 heures), il a été précisé que celle-ci correspond à une demande du secteur.

Un certain nombre de questions concernaient le registre des clients à tenir par les établissements de restauration et de débit de boissons – prévu par la version initiale du projet de loi et supprimé par la suite par voie d'amendement.

Lors d'un premier examen du projet de loi, la commission a formulé des observations quant à la pertinence d'un tel registre (alors que les contacts et le risque de contagion semblent extrêmement limités dans le contexte et sous les conditions données), au sujet de la forme sous laquelle les données sont collectées, conservées et, le cas échéant, transmises (sous forme analogue ou digitale), concernant la protection et la suppression des données, ainsi que sur les catégories de données supplémentaires utiles (données relatives à l'heure d'arrivée du ou des clients et au sujet de la table à laquelle le ou les clients étaient assis pour consommer) permettant de faciliter un traçage efficace.

Suite aux discussions menées en commission, le Gouvernement a décidé de supprimer les dispositions en question par voie d'amendement.

Par ailleurs, la commission s'est montrée soucieuse de s'assurer qu'en cas d'ouverture de leurs terrasses et donc d'une reprise très limitée de leurs activités dans le respect des restrictions prévues, les établissements concernés continuent à avoir droit aux différentes aides attribuées dans le cadre de la pandémie.

Dans ce contexte, il convient de renvoyer au rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme concernant le projet de loi 7769¹ (doc. parl. 7769-5) qui a donné à considérer « *que même une réouverture partielle ne change rien au fait que ces entreprises restent frappées d'une obligation de fermeture. Ces entreprises continueront donc à pouvoir bénéficier du présent régime d'aides. Le cas de figure serait différent, lorsque l'obligation de fermeture serait abandonnée pour laisser place à un régime de prescriptions organisationnelles particulières visant à réduire le risque de contagion (limitation du nombre de personnes autorisées par table, espacement minimal à observer etc.).* »

Il a été souligné finalement que toutes les activités occasionnelles de restauration et de débit de boissons restent interdites.

*

III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT, DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES ET D'AUTRES ORGANISATIONS CONCERNEES

Avis du Conseil d'Etat

Dans son avis du 26 mars 2021, le Conseil d'État note que le projet de loi, dans un souci de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions, d'un côté, prolonge les règles de comportement en vigueur et, de l'autre, prévoit une ouverture du secteur Horeca dans des conditions très strictes.

En ce qui concerne les exigences sanitaires applicables, le Conseil d'État constate qu'il s'agit d'une reprise adaptée des dispositions relatives aux établissements de restauration et de débit de boissons ayant figuré dans la loi initiale du 17 juillet 2020.

Quant à l'exigence – prévue par la version initiale du projet de loi, mais supprimée par la suite par voie d'amendement – imposant aux établissements exploitant une terrasse de tenir un registre de leurs clients, la Haute Corporation avait recommandé de reformuler les dispositions en question de sorte à viser exclusivement les clients ayant accès aux terrasses en vue d'une consommation sur place et non pas les clients ayant recours au service de vente à emporter, de vente au volant ou de livraison à domicile.

Concernant le traitement de ces données par la Direction de la santé en cas d'exposition à haut risque, le Conseil d'État estimait qu'il était justifié au vu des finalités de santé publique et conforme aux principes énoncés par le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Il avait souligné toutefois que le commerçant ne pourrait être sanctionné en cas de fausses déclarations faites par le client.

Dans son avis complémentaire du 30 mars 2021, le Conseil d'État a avisé les amendements du 29 mars 2021 supprimant les dispositions concernant le registre des clients sans formuler d'observations quant au fond. Pour le détail, il est renvoyé au commentaire des articles.

Avis de la Chambre des Salariés

Dans son avis du 26 mars 2021, la Chambre des Salariés n'a pas de commentaires particuliers à formuler au sujet des mesures prévues, mais renvoie à ses avis antérieurs en ce qui concerne les remarques plus fondamentales relatives aux mesures législatives de lutte contre la pandémie Covid-19.

¹ Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :
 - 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
 - 3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
2. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;
3. la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Avis de la Chambre de Commerce

Dans son avis du 26 mars 2021, la Chambre de Commerce se félicite de l'assouplissement de règles permettant la réouverture limitée d'une partie du secteur Horeca, mais fait remarquer que tous les établissements ne disposent pas de terrasses. À ce sujet, elle regrette que la notion de terrasse ne soit pas définie dans le texte de loi.

La Chambre de Commerce insiste pour que les établissements continuent à bénéficier de toutes les aides et que celles-ci ne soient ni réduites ni supprimées.

En ce qui concerne le registre des clients – prévu dans la version initiale du projet de loi et supprimé par la suite par voie d'amendement – la Chambre de Commerce se montre soucieuse de garantir le respect de la vie privée des clients et de limiter la charge administrative à porter par les établissements.

Avis du Collège médical

Le Collège médical, dans son avis du 29 mars 2021, salue l'ouverture des terrasses dans des conditions hygiéniques strictes comme « *tendre effort projeté pour retourner à un précaire équilibre de vie des citoyens* », mais s'étonne des heures d'ouverture qu'il juge inadaptées, surtout au vu de l'heure d'été et de la prolongation de la clarté du jour jusqu'à 20.00 heures.

Avis de la Commission nationale pour la protection des données

Dans son avis du 29 mars 2021, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) s'est penchée sur les dispositions concernant le registre des clients – prévu dans la version initiale du projet de loi et supprimé par la suite par voie d'amendement. Eu égard aux conditions restrictives dans lesquelles les terrasses sont autorisées à ouvrir, elle se demande dans quel cas précis la Direction de la santé exigerait la transmission des données figurant dans ledit registre. Elle félicite les auteurs d'avoir limité explicitement l'utilisation des données collectées par les établissements du secteur Horeca aux fins prévues par la loi.

La CNPD a formulé par ailleurs un certain nombre de remarques quant aux principes de la minimisation des données collectées, de la limitation de la conservation des données, de l'information des personnes concernées et des mesures de sécurité à mettre en œuvre dans le cadre de la tenue d'un registre des clients et plus précisément concernant la conservation et l'accessibilité des données collectées.

Avis de la Commission consultative des Droits de l'Homme

La Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH), dans son avis du 29 mars 2021, tout en soulignant qu'elle n'est pas en mesure d'évaluer si la situation épidémiologique permet une réouverture, salue la levée des restrictions. Elle se demande dans quelles conditions d'autres restrictions – notamment la limitation des rassemblements ou le couvre-feu – pourront être ajustées ou levées et rappelle l'importance de veiller à la transparence, à la prévisibilité (dans la mesure du possible) et à la cohérence des mesures et des décisions du Gouvernement.

Eu égard aux contraintes prévues, la CCDH estime que l'ouverture des terrasses risque de n'avoir qu'une valeur symbolique et se réjouit de l'annonce du Gouvernement de maintenir les aides actuelles pour les établissements du secteur Horeca.

Concernant le registre des clients – prévu dans la version initiale du projet de loi et supprimé par la suite par voie d'amendement – la CCDH se montre satisfaite de l'interdiction explicite d'utiliser les données collectées à d'autres fins que celles prévues par la loi.

*

IV. COMMENTAIRE DES ARTICLES

La commission parlementaire a décidé de reprendre les observations d'ordre légistique formulées par le Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021 et dans son avis complémentaire du 30 mars 2021.

Article 1^{er} –nouveau chapitre 1^{er}bis de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Suite au rétablissement de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020, il convient d'insérer dans ladite loi l'intitulé d'un nouveau chapitre consacré aux dispositions relatives aux établissements de restauration, de débit de boissons et d'hébergement ainsi qu'aux cantines et restaurants sociaux.

L'article 1^{er} n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Article 2 – article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 2 du projet de loi sous rubrique vise à rétablir l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020. Il définit les modalités selon lesquelles les restaurants et les cafés peuvent accueillir à nouveau des clients. La prudence commande d'encadrer cette ouverture de manière stricte et de fixer des conditions rigoureuses.

Partant, l'ouverture au public ne concerne que les seules terrasses des restaurants et des débits de boissons. Il est donc interdit de consommer à l'intérieur d'un restaurant ou d'un café. Il est toutefois possible aux clients d'utiliser les infrastructures sanitaires qui se trouvent à l'intérieur des établissements.

Cette ouverture constitue un compromis entre, d'une part, la volonté du Gouvernement d'offrir des perspectives au secteur Horeca, qui a particulièrement pâti des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, et, d'autre part, la préservation de la sécurité et de la santé des personnes. Si toutes les activités humaines sont des activités à risque en termes de transmission du virus SARS-CoV-2, certaines le sont plus que d'autres et dépendent de l'endroit où elles ont lieu. S'agissant de la fréquentation des restaurants ou des cafés, il a été démontré par plusieurs études que celle-ci favorise la propagation du virus. Il est aussi admis que le risque d'être contaminé par le virus est moins grand à l'extérieur qu'à l'intérieur et, *a fortiori*, si l'endroit est clos et mal ventilé et s'il rassemble beaucoup de personnes en même temps.

À noter que les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront qu'à partir du 7 avril 2021, afin de laisser suffisamment de temps au secteur Horeca pour pouvoir s'organiser de manière adéquate.

Paragraphe 1^{er}

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 énumère les conditions nécessaires à l'ouverture au public des terrasses des restaurants et des débits de boissons. Ainsi, la consommation à table est obligatoire et seules des places assises sont admises. Le nombre de personnes pouvant être assises à une même table est limité à deux, sauf lorsque les personnes font partie du même ménage ou cohabitent. Les tables doivent être aménagées de telle sorte qu'une distance d'un mètre cinquante soit respectée entre les tables côte à côte. En cas de distance inférieure, une barrière ou une séparation physique doit être prévue afin de limiter le risque d'infection. Une autre limitation concerne l'horaire d'ouverture des terrasses. Celles-ci sont uniquement ouvertes au public entre 6.00 heures et 18.00 heures. Cette limitation devrait permettre de restreindre le nombre de personnes fréquentant un restaurant ou un café et, partant, les contacts sociaux, de sorte à limiter le risque de contagion. Le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table et pour le personnel en contact direct avec le client.

Le Conseil d'État note, dans son avis du 26 mars 2021, que la disposition sous avis maintient le principe de la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons. Par dérogation à ce principe, les établissements en question « *peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures* » en respectant les conditions sanitaires énumérées sous les points 1° à 6° du paragraphe 1^{er}.

Dès lors, seuls les établissements disposant d'une terrasse peuvent procéder à une ouverture de leur établissement, limitée à l'emplacement de leur terrasse et pendant des heures limitées de la journée.

Les exigences sanitaires prévues sous les points 1° à 5° du paragraphe 1^{er} ne suscitent pas d'observation de la part du Conseil d'État et constituent, pour la plus grande partie, une reprise adaptée des dispositions antérieures relatives aux établissements en question, ayant figuré dans la loi initiale du 17 juillet 2020².

² Voir aussi la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, point 6^o, le Conseil d'État considère que les termes « *hormis les services de vente à emporter et de vente au volant,* » sont superfétatoires au regard du paragraphe 2. Il peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec une suppression de ces termes.

La Commission de la Santé et des Sports a jugé indiqué de faire sienne cette proposition de texte du Conseil d'État.

Au cours de la procédure législative, la sensibilité politique ADR a soumis une proposition d'amendement visant à autoriser les établissements de restauration et de débit de boissons à accueillir du public entre 6.00 heures et 21.00 heures.

À l'issue d'un vote, la majorité des membres de la Commission de la Santé et des Sports a décidé de ne pas réserver une suite favorable à cette proposition d'amendement.

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 reprend l'exception prévue à l'alinéa 3 de l'ancien article 3^{quater} de ladite loi pour les cantines scolaires et universitaires et pour les services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. De même, les cantines d'entreprises peuvent continuer à offrir des services de vente à emporter. Il en va de même des restaurants sociaux sans but lucratif.

Le paragraphe 2 ne suscite pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 dispose que les conditions énumérées au paragraphe 1^{er} s'appliquent également aux restaurants et aux bars des hôtels. Par ailleurs, les établissements d'hébergement peuvent continuer à offrir un service de chambre et un service à emporter. Cette disposition constitue une reprise adaptée de l'alinéa 4 de l'ancien article 3^{quater} de la loi précitée du 17 juillet 2020.

Le paragraphe 3 ne soulève pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Paragraphe 4 ancien (supprimé)

Dans la version initiale du projet de loi, le paragraphe 4 ancien de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 prévoit que les établissements de restauration et de débit de boissons ainsi que les restaurants et les bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

- 1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;
- 2° l'adresse de résidence du client déclarant ;
- 3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et être conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès aux établissements concernés est subordonné à la communication des données par les clients. Les données doivent être supprimées par les établissements trois semaines après leur collecte et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues par la présente disposition.

Le Conseil d'État constate, dans son avis du 26 mars 2021, que le paragraphe 4 impose aux établissements exploitant une terrasse la tenue d'un registre de leurs clients. Le Conseil d'État note que sont visés les clients sans faire de distinction entre les clients ayant accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et ceux qui ont recours au service de vente à emporter, de vente au volant ou de livraison à domicile. Il y aurait dès lors lieu de viser les clients « *qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place* ». La phrase liminaire du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, serait à reformuler comme suit :

« (4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement tiennent un registre des clients qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et qui contient les données suivantes :

[...]. »

Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 4, alinéa 2, deuxième phrase, serait également à reformuler comme suit :

« L'accès aux terrasses des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement en vue d'une consommation sur place est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}. »

Suite aux discussions menées en commission parlementaire, le Gouvernement a proposé, dans le cadre de ses amendements du 29 mars 2021, de supprimer le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 qui prévoit que les établissements de restauration et de débit de boissons ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent tenir un registre des clients qui ont accès à la terrasse.

Cette mesure, qui vise à protéger contre tout risque potentiel de contamination à l'air libre deux personnes ne relevant pas d'un même ménage, voire les membres d'un seul ménage, attablées chaque fois à au moins un mètre cinquante de la prochaine table, est considérée comme assez contraignante tant quant à sa mise en place qu'à son application et risque aussi d'être disproportionnée par rapport à l'objectif recherché.

Partant, les propositions de texte émises par le Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021 à l'égard de l'ancien paragraphe 4 (supprimé) s'avèrent superfétatoires.

La suppression de l'ancien paragraphe 4 n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis complémentaire du 30 mars 2021.

Suite à la suppression de l'ancien paragraphe 4, il convient de renuméroter les paragraphes subséquents de l'article 2.

Paragraphe 4 nouveau (paragraphe 5 ancien)

Le paragraphe 5 ancien devient le paragraphe 4 nouveau.

Le paragraphe 4 nouveau (paragraphe 5 ancien) de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 reprend le contenu de l'alinéa 2 de l'ancien article 3^{quater} et interdit donc les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons. Il est plus difficile de contrôler et d'encadrer de telles activités, de sorte que celles-ci doivent demeurer pour l'instant interdites.

Cette disposition n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Paragraphe 5 nouveau (paragraphe 6 ancien)

Le paragraphe 6 ancien devient le paragraphe 5 nouveau.

Le paragraphe 5 nouveau (paragraphe 6 ancien) de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 concerne la consommation sur place qui reste interdite dans les centres commerciaux, à l'intérieur des gares et de l'aéroport. Cette disposition, reprise de l'alinéa 5 de l'ancien article 3^{quater} de ladite loi, a été adaptée afin de tenir compte de l'ouverture des terrasses. En effet, si la consommation à l'intérieur des centres commerciaux est et reste interdite, la consommation est désormais possible en terrasse.

Le libellé du paragraphe 5 nouveau (paragraphe 6 ancien) ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Article 3 – article 3^{quater} de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 3 du projet de loi abroge l'article 3^{quater} de la loi précitée du 17 juillet 2020, afin de tenir compte de la possibilité pour les établissements de restauration et de débit de boissons et d'autres établissements connexes d'accueillir des clients en terrasse. Les dispositions de l'ancien article 3^{quater}, qui restent en vigueur, sont intégrées dans l'article 2 de ladite loi.

L'article 3 ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Article 4 – article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 4 du projet de loi réaménage les dispositions relatives à l'interdiction de la consommation de boissons alcooliques sur la voie publique. Dans la mesure où il n'est pas rare que des cafés utilisent

par exemple un trottoir pour y aménager une terrasse, il est précisé que ces dispositions s'appliquent sans préjudice aux dispositions de l'article 2, paragraphes 1^{er} et 3, de la loi précitée du 17 juillet 2020. Cette précision est apportée afin d'éviter toute insécurité juridique quant à la question de savoir si, dans de tels cas, les établissements peuvent ou non servir des boissons alcooliques.

L'article 4 ne soulève pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Article 5 ancien (supprimé) – article 5 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dans la version initiale du projet de loi, l'article 5 insère *in fine* du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi précitée du 17 juillet 2020 un nouvel alinéa relatif à la transmission aux autorités de santé des données figurant sur le registre tenu par les restaurants et les cafés, voire les établissements d'hébergement en ce qui concerne leurs restaurants et bars. Cette transmission se fait sur demande du directeur de la santé ou de son délégué.

Dans son avis du 26 mars 2021, le Conseil d'État peut se déclarer d'accord avec l'article sous rubrique ainsi qu'avec l'article 2, paragraphe 4, alinéa 2, dans sa version modifiée. Le traitement des données à caractère personnel se justifie par des finalités de santé publique et relève des règles prévues par l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 2020 et, pour le surplus, de celles prévues par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données).

Faute d'un dispositif similaire à celui de l'article 2 de la loi modifiée du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement, le commerçant ne saurait être sanctionné en cas de fausses indications fournies par le client.

Dans le cadre des amendements gouvernementaux soumis en date du 29 mars 2021, il est proposé de supprimer l'article 5 du projet de loi étant donné que le registre précité n'a plus lieu d'être.

Alors que la suppression de l'article 5 ne soulève pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond dans son avis complémentaire du 30 mars 2021, la Haute Corporation constate, dans ses observations d'ordre légistique, qu'il y a lieu de procéder à une renumérotation des articles suivants.

Les membres de la Commission de la Santé et des Sports ont jugé indiqué d'y réserver une suite favorable.

Article 5 nouveau (article 6 ancien) – article 10 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 6 ancien devient l'article 5 nouveau.

L'article sous rubrique entend préciser, pour des raisons de sécurité juridique, que la personne visée à l'article 10, paragraphe 2, point 4^o, alinéa 2, lettre b), de la loi précitée du 17 juillet 2020 est la « *personne invitée à se faire vacciner* ».

Cette disposition n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

Article 6 nouveau (article 7 ancien) – article 11 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 7 ancien devient l'article 6 nouveau.

L'article sous rubrique réaménage le dispositif des sanctions prévu à l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020 afin de tenir compte des modifications apportées à ladite loi.

Il est à préciser que la sanction dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons en cas de non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, point 2^o, de la loi précitée du 17 juillet 2020 est applicable au cas où l'exploitant ne se renseignerait pas au préalable auprès des personnes concernées si elles font partie du même ménage ou cohabitent. En revanche, la responsabilité de l'exploitant ne peut pas être engagée dans le cas de figure où les clients lui fourniraient une fausse information, étant donné que l'exploitant n'est pas légalement habilité à procéder à un contrôle d'identité.

Dans son avis du 26 mars 2021, le Conseil d'État constate que les modifications proposées visent, d'une part, à ajouter les renvois aux dispositions pertinentes de l'article 2 et, d'autre part, à supprimer les renvois à l'article 3*quater*, qui sera abrogé.

Pour ce qui est du renvoi, à l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, à l'article 2, paragraphe 4 ancien (supprimé), le Conseil d'État renvoie à ses observations relatives à l'article 5 ancien (supprimé).

Article 7 nouveau (article 8 ancien) – article 12 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 8 ancien devient l'article 7 nouveau.

L'article sous rubrique réaménage le dispositif des sanctions prévu à l'article 12 de la loi précitée du 17 juillet 2020 afin de tenir compte des modifications apportées à ladite loi.

Dans son avis du 26 mars 2021, le Conseil d'État constate que les modifications proposées visent, d'une part, à ajouter les renvois aux dispositions pertinentes de l'article 2 et, d'autre part, à supprimer les renvois à l'article 3^{quater}, qui sera abrogé.

Dans le cadre des amendements gouvernementaux soumis en date du 29 mars 2021, il est proposé de reformuler l'article 7 nouveau (article 8 ancien) pour y ajouter la référence au paragraphe 5 nouveau (paragraphe 6 ancien) de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020, qui interdit toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Tout en supprimant la référence à l'article 3^{quater} de ladite loi, consacré précisément à cette interdiction, il a été omis de faire une référence à la disposition correspondante du projet de loi.

Dans la mesure où l'ancien paragraphe 5 de l'article 2 devient le nouveau paragraphe 4, consacré à l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons, il n'y a pas lieu de supprimer la référence audit paragraphe 4 à l'article 11 de la loi précitée (*cf.* article 7 nouveau (article 8 ancien)).

Article 8 nouveau (article 9 ancien) – article 18 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 9 ancien devient l'article 8 nouveau.

L'article sous rubrique prolonge la durée d'application des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, jusqu'au 25 avril 2021.

Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler dans son avis du 26 mars 2021.

Article 9 nouveau (article 10 ancien)

L'article 10 ancien devient l'article 9 nouveau.

Dans la version originale du projet de loi, l'article sous rubrique prévoit que le projet de loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception des articles 1^{er} à 5, 7 et 8 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021. Cette entrée en vigueur différée s'explique par la volonté du Gouvernement de laisser suffisamment de temps au secteur Horeca pour pouvoir s'organiser de manière adéquate.

Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler dans son avis du 26 mars 2021.

Suite aux amendements gouvernementaux du 29 mars 2021, le Conseil d'État constate, dans son avis complémentaire du 30 mars 2021, qu'aucun amendement ne procède à l'adaptation des références figurant à l'article 10 (9 selon le Conseil d'État). Le Conseil d'État peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec une telle adaptation de ces références.

La Commission de la Santé et des Sports a décidé d'y réserver une suite favorable.

Partant, le libellé de l'article 9 nouveau (article 10 ancien) se lit désormais comme suit :

« **Art. 9.** La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg à l'exception des articles 1^{er} à 4, 6 et 7 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021. »

*

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission de la Santé et des Sports recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 7795 dans la teneur qui suit :

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Art. 1^{er}. À la suite de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, il est inséré l'intitulé de chapitre suivant :

« Chapitre 1^{er}*bis* – Mesures concernant les établissements de restauration, de débit de boissons, d'hébergement, les cantines et les restaurants sociaux ».

Art. 2. L'article 2 de la même loi est rétabli dans la teneur suivante :

« **Art. 2.** (1) Les établissements de restauration et de débit de boissons sont fermés au public.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ces établissements peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures et en respectant les conditions suivantes :

- 1° ne sont admises que des places assises ;
- 2° chaque table ne peut accueillir qu'un maximum de deux personnes sauf lorsque les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent ;
- 3° les tables placées côte à côte sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètres ou en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection ;
- 4° le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table ;
- 5° le port du masque est obligatoire pour le personnel en contact direct avec le client ;
- 6° la consommation à table est obligatoire pour le client.

(2) Le paragraphe 1^{er} ne s'applique ni aux cantines scolaires et universitaires ni aux services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. Les cantines d'entreprise et les restaurants sociaux sans but lucratif pour les personnes indigentes peuvent offrir des services de vente à emporter.

(3) Les établissements d'hébergement peuvent accueillir du public et les conditions du paragraphe 1^{er} s'appliquent à leurs restaurants et à leurs bars. Le service de chambre et le service à emporter restent ouverts.

(4) Sont interdites les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

(5) Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 3, est interdite toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport. »

Art. 3. L'article 3^{quater} de la même loi est abrogé.

Art. 4. À l'article 4, paragraphe 3, de la même loi, les termes « La consommation » sont remplacés par les termes « Sans préjudice de l'article 2, paragraphe 1^{er}, la consommation ».

Art. 5. À l'article 10, paragraphe 2, point 4°, alinéa 2, lettre b), de la même loi, les termes « la personne à vacciner » sont remplacés par les termes « la personne invitée à se faire vacciner ».

Art. 6. L'article 11, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, est modifié comme suit :

« Les infractions aux articles 2, paragraphes 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, points 1°, 2°, 3°, et 5°, et 4, 3*bis*, paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 et 4*bis*, paragraphes 2, 4 et 8 commises par les commerçants, artisans, gérants ou autres personnes responsables des établissements et activités y visées sont punies d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros. Est puni de la même peine le défaut par l'exploitant d'un centre commercial de disposer, d'un protocole sanitaire accepté par la Direction

de la santé conformément à l'article 3*bis*, paragraphe 2. La même peine s'applique en cas de non application de ce protocole. »

Art. 7. L'article 12, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, est modifié comme suit :

« Les infractions commises par les personnes physiques aux dispositions de l'article 2, paragraphes 1^{er}, points 4^o et 6^o, 5, des articles 3, 4, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, et 5, 4*bis*, paragraphes 2 et 4 et le non-respect par la personne concernée d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1 000 euros. Cette amende présente le caractère d'une peine de police. Le tribunal de police statue sur l'infraction en dernier ressort. Les condamnations prononcées ne donnent pas lieu à une inscription au casier judiciaire et les règles de la contrainte par corps ne sont pas applicables aux amendes prononcées. »

Art. 8. À l'article 18 de la même loi, les termes « 2 avril 2021 » sont remplacés par les termes « 25 avril 2021 ».

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg à l'exception des articles 1^{er} à 4, 6 et 7 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2021

Le Président-Rapporteur,
Mars DI BARTOLOMEO

7795/09

N° 7795⁹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(31.3.2021)

RESUME STRUCTURE

Les mesures prévues impacteront les entreprises artisanales de l'alimentation au même titre que l'Horeca, et la Chambre des Métiers se doit d'attirer l'attention du Gouvernement sur deux points fondamentaux :

- *d'une part, la mesure d'ouverture préconisée sera très stricte et limitée aux seules terrasses et ce pendant un laps de temps précis de la journée ; son impact positif sur les recettes et donc la situation financière des entreprises risquera de rester fortement limité également ;*
- *d'autre part, vu les retards cumulés en matière de vaccination et donc une perspective de sortie de crise plus lointaine également avec une augmentation des nouvelles infections en vue sur les semaines et mois à venir, la Chambre des Métiers insiste que le Gouvernement prenne les mesures qui s'imposent afin de prolonger les aides Covid-19 aux entreprises, et notamment le chômage partiel structurel de relance, jusque fin 2021, et si le contexte sanitaire l'exigera, au-delà de cette date.*

*

Par sa lettre du 25 mars 2021, Madame la Ministre de la Santé a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi sous avis, qui reste d'application jusqu'au 25 avril 2021, a pour objet d'introduire une nouvelle série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et s'inscrit, selon l'exposé des motifs, dans une situation épidémiologique « *qui se caractérise par une augmentation des nouvelles infections, des admissions hospitalières et des décès, sans pour autant qu'une croissance exponentielle ne puisse être constatée* ».

Les auteurs relèvent que « *si la distanciation sociale, le port du masque, les mesures d'hygiène et le fait d'éviter les lieux bondés et mal ventilés resteront cruciaux afin d'éviter une résurgence du virus, il s'agira dans les mois à venir, de trouver le juste équilibre entre le maintien des mesures de prévention en place et l'assouplissement de certaines restrictions.* »

La Chambre des Métiers partage cet avis.

Elle note comme mesure principale la permission donnée au secteur Horeca d'ouvrir sous des conditions très strictes à condition d'accueillir du public uniquement en terrasse de 6:00 heures à 18:00 heures et ce avec effet au 7 avril 2021. Le port du masque sera obligatoire pour le personnel en contact direct avec les clients. Il en sera de même pour les clients tant qu'ils ne sont pas assis à table. La consommation se fera également uniquement à table. Les tables devront également être aménagées de sorte à limiter les contacts et partant la propagation du virus. Ainsi les tables côte à côte devront être séparées par une distance d'un mètre cinquante ou par des barrières ou une séparation. Le nombre de clients pouvant être admis sera également limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent.

Les auteurs soulignent que le fait que la date d'entrée en vigueur soit différée s'explique par la volonté de laisser au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture des restaurants et cafés de manière adéquate.

Vu que la mesure en question impactera les entreprises artisanales de l'alimentation au même titre que l'Horeca, la Chambre des Métiers se doit d'attirer l'attention du Gouvernement sur deux points fondamentaux :

- Sachant que la mesure d'ouverture préconisée sera très stricte et limitée aux seules terrasses et ce pendant un laps de temps précis de la journée, l'impact positif sur les recettes et donc la situation financière des entreprises risquera de rester fortement limité également ;
- Vu les retards cumulés en matière de vaccination et donc une perspective de sortie de crise plus lointaine également avec une augmentation des nouvelles infections en vue sur les semaines et mois à venir, avec un risque réel de retour à un confinement partiel, la Chambre des Métiers insiste que le Gouvernement prenne les mesures qui s'imposent afin de prolonger les aides Covid-19 aux entreprises, et notamment le chômage partiel structurel de relance, jusque fin 2021, et si le contexte sanitaire l'exigera, au-delà de cette date.

La Chambre des Métiers note que la formalité obligatoire pour le contact tracing en cas de contagion épidémiologique prévu par le projet de loi, à savoir l'obligation pour les établissements de l'Horeca de tenir un registre de leurs clients contenant un certain nombre de données (nom, téléphone, adresse), ne sera pas mise en œuvre par référence aux communications faites par le Gouvernement.

*

La Chambre des Métiers ne peut approuver le projet de loi lui soumis pour avis que sous la réserve expresse de la prise en considération de ses observations ci-avant formulées.

Luxembourg, le 31 mars 2021

Pour la Chambre des Métiers

Le Directeur Général,
Tom WIRION

Le Président,
Tom OBERWEIS

7795/11

N° 7795¹¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(2.4.2021)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 1^{er} avril 2021 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020
sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 1^{er} avril 2021 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'État en ses séances des 26 et 30 mars 2021 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 16 votants, le 2 avril 2021.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente,
Agy DURDU

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



Commission de la Santé et des Sports
Commission de la Famille et de l'Intégration

Procès-verbal de la réunion du 1^{er} avril 2021

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9, 11 et 12 mars 2021 (uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports) ainsi que de la réunion jointe du 23 mars 2021
2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
 - Rapporteur : Monsieur Mars Di Bartolomeo
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 - Examen d'une proposition d'amendement soumise par la sensibilité politique ADR
 - Adoption d'un projet de rapport(uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports)
3. Suite aux discussions menées lors de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021 sur la motion du groupe politique CSV déposée le 18 mars 2021 en séance publique :
 - Présentation d'un texte susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées
4. Divers

*

Présents : M. Gilles Baum, M. Marc Baum, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jeff Engelen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, membres de la Commission de la Santé et des Sports

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Guy Arendt, remplaçant Mme Carole Hartmann, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, remplaçant M. Marc Spautz, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, remplaçant M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, M. Paul Galles, Mme Chantal Gary, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, remplaçant M. Georges Mischo, M. Fred Keup, M. Charles Margue, M. Jean-Paul Schaaf, M. David Wagner, remplaçant M. Marc Baum, M. Serge Wilmes, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Goergen, observateur délégué

M. Claude Lamberty, M. Roy Reding, observateurs

M. Michel Wolter, auteur de la motion relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite "Um Lauterbann" à Niederkorn

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Sibenaler, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Mme Anne Calteux, Mme Paule Flies, M. Laurent Jomé, Mme Nadia Rangan, du Ministère de la Santé

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la santé

Mme Nadine Entringer, du groupe parlementaire LSAP

M. Jean-Paul Bever, Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission de la Santé et des Sports

M. Max Hahn, Président de la Commission de la Famille et de l'Intégration

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9, 11 et 12 mars 2021 (uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports) ainsi que de la réunion jointe du 23 mars 2021

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

(uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports)

Monsieur Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Commission de la Santé et des Sports et rapporteur du projet de loi sous rubrique, présente l'avis

complémentaire que le Conseil d'État a rendu en date du 30 mars 2021 ainsi que le projet de rapport relatif audit projet de loi.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) souhaite savoir si le Gouvernement entend maintenir l'ouverture des terrasses au vu des derniers chiffres en matière de nouvelles infections.

Il est confirmé que les chiffres publiés le 31 mars 2021 font état d'un nombre assez élevé de nouvelles infections (387 sur 13 171 tests PCR effectués), alors que ceux publiés le 30 mars 2021 sont plus positifs (182 sur 10 249 tests PCR effectués). Le chiffre qui sera publié dans le courant de la journée fait état de 238 nouvelles infections (sur 12 486 tests PCR effectués), ce qui correspond à un taux de positivité de 1,9. De manière générale, on peut constater une stabilisation de la situation épidémiologique.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) constate encore que le non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020 constitue un fait sanctionnable dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons ; il demande des précisions à cet égard.

Il est rappelé que le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. Lorsqu'une table est occupée par plus de deux personnes, l'exploitant de l'établissement concerné doit se renseigner auprès de ces personnes si elles font partie d'un même ménage ou cohabitent. Il n'est toutefois pas habilité à procéder à un contrôle d'identité.

Partant, la sanction dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons en cas de non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020 est applicable au cas où l'exploitant ne se renseignerait pas au préalable auprès des personnes concernées si elles font partie du même ménage ou cohabitent. En revanche, la responsabilité de l'exploitant ne peut pas être engagée dans le cas de figure où les clients lui fourniraient une fausse information, étant donné que l'exploitant n'est pas légalement habilité à procéder à un contrôle d'identité.

Il est convenu d'apporter ces précisions dans le rapport relatif au projet de loi sous rubrique. Les mêmes informations seront communiquées à la Police grand-ducale en vue de l'application de la loi.

Par la suite, Monsieur Jeff Engelen (ADR) présente une proposition d'amendement que la sensibilité politique ADR a soumise en date du 30 mars 2021 afin d'autoriser les établissements de restauration et de débit de boissons à accueillir du public entre 6.00 heures et 21.00 heures. Cet amendement a pour objet non seulement de permettre aux établissements du secteur Horeca de réaliser un chiffre d'affaires plus élevé, mais également d'améliorer la qualité de vie et la santé mentale de la population.

Il est convenu de soumettre la proposition d'amendement de la sensibilité politique ADR à un vote.

La sensibilité politique ADR vote pour la proposition d'amendement susmentionnée (1 voix), alors que les groupes politiques CSV, DP, LSAP et

déi gréng et la sensibilité politique déi Lénk votent contre cette proposition (14 voix).

*

Après discussion, les membres de la commission parlementaire procèdent au vote du projet de rapport.

Les groupes politiques DP, LSAP et déi gréng votent pour le projet de rapport sous rubrique (8 voix).

Le groupe politique CSV et les sensibilités politiques ADR et déi Lénk votent contre le projet de rapport (7 voix).

*

Madame Corinne Cahen, en sa qualité de ministre à la Grande Région, fait savoir que les autorités fédérales allemandes décideront probablement de ne pas classer le Luxembourg en zone à fort taux d'incidence (« *Hochinzidenzgebiet* »), à l'instar de la Belgique et contrairement aux Pays-Bas. Madame la Ministre exprime sa satisfaction à cet égard, notamment au vu de la situation difficile qui se présente à la frontière franco-allemande depuis que le département de la Moselle a été classé par les autorités allemandes en zone de circulation de virus variant (« *Virusvarianten-Gebiete* »).

Monsieur le Président-Rapporteur renvoie encore à la décision du tribunal de première instance de Bruxelles qui a condamné l'État belge en date du 31 mars 2021 à revoir le cadre légal de ses mesures anti-Covid dans un délai de 30 jours suite à une plainte faite par des organisations de défense des droits humains. En effet, la Ligue des droits humains avait introduit fin février une action en référé pour contester la légalité de la gestion de la crise sanitaire par le biais d'arrêtés ministériels et pour obtenir un débat parlementaire sur les mesures anti-Covid. Au vu de cette situation, l'orateur se félicite du fait que les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 soient soumises au Luxembourg à la procédure législative.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) se dit d'accord avec cette analyse de la situation, tout en estimant que certains domaines, comme l'éducation nationale, l'enfance et la jeunesse, ne disposent pas d'une base légale suffisante.

3. Suite aux discussions menées lors de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021 sur la motion du groupe politique CSV déposée le 18 mars 2021 en séance publique :

- Présentation d'un texte susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées

Les membres des commissions parlementaires concernées jugent opportun de dresser un verbatim du point 3 de la réunion de ce jour. Le lecteur est renvoyé au verbatim ci-après, qui fait partie intégrante du présent procès-verbal.

*

« **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech knäppen dann do un, wou mer eis d'leschte Kéier als Jointe verlooss haten. Mir hate jo eng laang Diskussioun iwwert déi Motioun, déi vum Michel Wolter abruecht ginn ass iwwert déi Clusteren, Ursaachen, Konsequenzen, déi eis alleguer déif getraff hunn a wou mer dann och de Verbatim virleien hunn. Ech hat zum Schluss vun der Sëtzung proposéiert, dass mer an esou enger eeschter Ugeleeënheet sollten zumindest probéieren, eis op e gemeinsamen Text ze eenegen.

Ech hunn och an deene leschten zwee Deeg ganz vill mat de Kolleegen aus deenen eenzelne Fraktiounen geschwat iwwer wéi mer dat solle maachen. Aus deene Gespréicher ass en Text erauskomm, wou ech der Meenung war, dass et gutt wär, wann e matzäit géif virleien, fir dass jiddweree sech eng Meenung kéint maachen. Ech mengen, dat ass eis gelongen. Den Text ass am fréien Nomëtte gëschter bei déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitëite gaang.¹

Ouni elo direkt nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun anzegoen, déi mer an der Jointe haten, wollt ech d'Fro an d'Ronn eraginn, ob den Text, wéi mer lech en zoukomme gelooss hunn, eng Basis kéint sinn, fir eng gemeinsam Ënnerstëtzung fir déi Demarche ze kréien, fir déi awer dach tragesch Fäll kënnen ze ergrënnen an enger onofhängeger Etüd, déi selbstverständlech dem Parlament géif virgeluecht ginn. Voilà, dat wollt ech an d'Ronn eraginn, fir ze spieren, ob dat kéint vun deenen zwou Kommissiounen gedroe ginn.

Kolleegen, wie wëllt fir d'éischt ? Vu dass eng éischt Motioun vun de Kolleegen vun der CSV abruecht gi war, an déi hei Motioun awer elo net eng kleng Modifikatioun vun deem bestoenden Text ass, mee eigentlech eng nei Motioun – och wa se zu deene selwechte Schlussfolgerunge kënn –, géif ech fir d'éischt d'Wuert ginn un d'Kolleege vun der CSV an dann d'Ronn weider opmaachen.

Wie wëllt vun lech d'Wuert ergräifen ?

M. Marc Spautz (CSV). - Ech wollt do eng Fro préliminaire stellen, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Sot Dir, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV). - Mir hunn d'leschte Kéier eng laang Diskussioun gefouert iwwert d'Situatioun an deenen eenzelnen Haiser. Mir hunn och e Verbatim vun der Madamm Pommerell geschéckt kritt. Ech wollt nach eng Kéier op dat zrëckkommen. Well gëschter waren an engem Reportage (*inaudible*) awer do komplett aner Fakten op den Dësch komm sinn, wéi déi, iwwert déi mir geschwat hunn. Den Här Vinandy huet eis deemools, an dat ass nozeliesen an deem Verbatim, gesot wat (*inaudible*) geschitt ass. Gëschter stoung (*inaudible*) Zeitung – dann nennen ech se och alt : „reporter.lu“ –, dass do ganz komesch Zoustänn geherrscht hätten. Dass do keng Prozedure festgeluecht gi wieren. Dass do Leit sech andauernd begéint hätten (*inaudible*). An dofir mengen ech, dass een dat fir d'éischt muss klären, well dat (*inaudible*) wéi dat wat am Verbatim (*inaudible*). Well hei ass drop opmierksam gemaach

¹ Le texte de la motion proposée par Messieurs les Présidents de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration est repris en annexe.

ginn, dass dräi Dokteren (*inaudible*) gaangen, dass keng Strategie do gewiescht wier (*inaudible*). Dat gëtt och do ausgesot (*inaudible*) a souguer an deem „reporter.lu“-Artikel op alle Fall vun der Santé, der mobiller Ekipp vun der Santé bestätegt. Da misst een elo mol fir d'éischt wëssen, och wann een duerno op d'Motioun iwwergeet, wat ass richteg (*inaudible*) ..., déi allen dräi onofhängeg vuneneen dat selwecht gesot hunn, dass dat net normal gewiescht wier, wéi dat (*inaudible*). Ier mir zu der Motioun kommen, wëll ech vun der Madamm Minister respektiv vun deene Responsabele vu SERVIOR a vun der Santé wëssen, wat dann elo Saach ass. Well soss maache mer eis selwer lächerlech, mat deem wat am Verbatim steet, wann dann herno do sollen aner Fakte sinn. Well ech ka mer jo net virstellen, dass déi dräi Dokteren (*inaudible*), unni dass do eng Diskussioun stattfonnt huet mat deene Responsabelen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*. - Merci dem Marc Spautz. Et war leider e bësse Gehacktes an der Leitung, mee ech mengen, mir hunn en awer, wat de Fong ugeet, verstan. Wie wëllt Stellung dozou bezéien ? Madamm Minister ? Jean-Claude Schmit ?

Kolleegen, just ee Saz nach, well ech dat eigentlech direkt am Ufank hätt misste maachen, an entschëllegt mech dofir, dass ech dat net gemaach hunn. Ech wollt an aller Form d'Gesondheitsministesch entschëllegen, déi sech am Moment erbléist, an nach eng Kéier alles Guddes dierfe mat op de Wee ginn, fir dass se esou schnell wéi méiglech erëm bei eis ass. D'Madamm Minister huet sech en bonne et due forme bei eis entschëllegt, si ass awer wierdeg vertrauden hei an eiser Ronn.

Jean-Claude, wëlls du dozou Stellung huelen ? Respektiv d'Madamm Minister ? Sot mir.

Dr Jean-Claude Schmit, *Directeur de la Santé*. - Ech kann eppes zur Prozedur soen, wéi dat ofleeft mat deene Vaccinatiounen. Et ass esou, dass d'Haiser eng Rei Deeg virum Datum natierlech ugeschriwwe ginn, kontaktéiert ginn, a si kréien eng Aart Cahier des charges dee Moment matgedeelt. De Prinzip ass jo esou, dass eng *Équipe coordinatrice sur place* kënnt. Dat ass een Dokter, deen d'Responsabilitéit iwwert déi ganz Prozedur huet. Et ass eng *Infirmière*, déi do ass, fir d'Vaccinen ze preparéieren. An et ass een Administrativen, wat an dësem Fall een *Douanier* war, dee fir d'Schreifaarbecht, déi muss gemaach ginn, matkënnt. Dat ass d'Ekipp, déi vun eiser Säit aus kënnt.

D'Vaccinatioun selwer gëtt gemaach vun den Dokteren, déi am Haus schaffen, normalerweis, plus vun den *Infirmières* aus dem Haus. Dat ass eng *Demande* gewiescht och vun der COPAS, einfach well déi Dokteren an déi *Infirmières* d'Leit kennen. Et ass vill méi einfach ze maachen. D'Leit hu Vertrauen zu deene Persounen, besonnesch wann et Leit sinn mat Demenz zum Beispill. Déi kennen déi Leit. Dat geet vill besser, wéi wann do friem Leit era géife kommen.

Wann dat Haus ugeschriwwe gëtt, kritt et eng Aart *Standard-Cahier des charges* zougestallt, wou drasteet : mir brauchen déi an déi Lokaler ; mir brauchen esou vill Personal, well mer gären esou vill *Lignes de vaccination* opmaachen ; mir kommen ëm esou vill Auer ; mir mengen, bis esou vill Auer hätte mer et duerchgezunn ; mir rechnen dermat, dass esou vill Leit pro Stonn kënnen an all *Ligne de vaccination* geimpft ginn, an esou weider an esou virun. D'Haiser hunn dann d'Méiglechkeet, dorop ze reagéieren. Well d'Haiser si

ganz verschidden, a puncto Architektur, a puncto Organisatioun. An dat, wat mir eis theoreetesche virstellen, ass jo net onbedéngt dat, wat um Terrain realisabel ass.

Am Fall vun Nidderkuer huet d'Haus awer keng Reaktioun gemaach. Déi hu gesot, dat wär an der Rei. Do ass keng Modifikatioun vum initiale Programm gemaach ginn.

Ech hunn och hei de Rapport vun de Vaccinatiounen, d'Zuele vun de Vaccinatiounen. Wéi gesot, den 18. Februar sinn 224 Leit geimpft ginn, e gewëssen Deel vum Personal, e gewëssen Deel vun de Residenten. Am Rapport steet och, dass effektiv den Espace relativ kleng ass. Et steet do, et wär eng ganz grouss Struktur, et wäere vill Leit do, an den Espace disponible wär relativ kleng gewiescht. An deem Sënn hätt et e bësse méi laang gedauert, fir d'Leit alleguer ze impfen. Ee vun de Problemer, deen hei festgestallt ginn ass, ass deen, dass d'Personal net ëmmer disponibel war am Sënn, dass déi natierlech hir normal Aarbecht haten an net ëmmer zu deem Zäitpunkt sech presentéiert hunn, fir hir Injektioun ze kréien, dee virgesi war. Wat e gewësse Retard an där ganzer Procédure mat sech bruecht huet. Soss steet awer elo näischt Spezielles an deem Rapport. Dat sinn déi Donnéeën, déi ech hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Jean-Claude Schmit. Madamm Minister.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, ech soen dem Marc Spautz villmools merci fir d'Froen. Et ass absolutt normal an duerfir ass et och esou wichteg, dass een déi Clusteren am Allgemengen analyséiert. Ech hat natierlech op deen Artikel hi bei SERVIOR nogefrot. Et ass, wéi de Jean-Claude Schmit grad gesot huet : all Haus ass aneschtens. Et steet effektiv och do, dass „dans l'idéal“ eng Entrée/sortie séparée muss sinn. An deem Fall, am Festsall, war dat net méiglech, mee et ass eng ganz breet Dier do vun 2,50 m.

Fir da ganz konkret op déi Accusatiounen ze kommen, déi an deem Artikel stinn, ouni se wëlle falsch ze rieden, well ech war net sur place, an ech mengen, dass jiddwereen do seng Vue huet. Dofir ass et vläicht net onwichtig, dat eng Kéier vu bausse kucken ze loossen. Bon, éischtens emol liewen déi Residente jo souwisou en communauté, ëmmer. Dat heescht, si gesi sech och, wa se Aktivitéite maachen an esou weider. Et gétt jo e Sozilliewen am Haus. Weeder de Médecin coordinateur vum Gesondheitsministère nach déi Médecin-généralisten, déi hei an deem Artikel stinn, hunn den Dag vun der Vaccinatioun iergendwellech Objektiounen iwwert d'Organisatioun matgedeelt. An de Kummeren impfe wär ganz schwéier realisabel gewiescht, well da misst een nämlech ee Collaborateur pro Kummer virgesinn, fir de Suivi vum Resident no der Vaccinatioun ze maachen, wat bei esou ville Leit quasi onméiglech ass.

Da seet SERVIOR mer, et wär falsch ze soen, dass „25 collaborateurs manquaient à l'appel le lendemain“. Et waren dräi Kollaborateuren, déi vaccinéiert goufen um Virowend, déi net do waren den Dag duerno, déi virgesi waren. Et ware 25 Kollaborateuren am Ganzen a Quarantän oder am Isolement, „au maximum lors de la (*inaudible*) sur le site“, schreift SERVIOR mer. Dann huet all Kollaborateur ëmmer eng FFP2-Mask ugehat. D'Residenten haten all eng chirurgicale Mask un, ausser déi, wou d'Capacité physique et mentale et net erlaabt huet.

An dann : „Le jour de la mission de vaccination, le taux de participation à la mission de vaccination fut de“ 143 vun 150 Residenten. Dat si 95 %. An 80 vun 137 Kollaborateuren. Dat sinn 59 %. Ouni elo déi ze zielen, déi an de Centres de vaccination waren. Dat heescht, dass den Taux de vaccination wäit iwwer 60 % dee Moment ass.

Voilà déi Äntwerten, déi ech krut vu SERVIOR suite zu deem Artikel. Mee wéi gesot, ech mengen an där Motioun, déi Der haut do leien hutt, geet et jo eebe grad dréms, fir eng Kéier déi Clusteren do ze analyséieren, an da gesäit een vläicht och méi kloer. Also d'Gebailechkeete sinn dat, wat se sinn. Déi sinn net genial, grad wéi och op anere Plazen, Déifferdeng an ... Dofir hu mer decidéiert, nei Gebaier ze bauen. Déi wuessen – leider – net iwwer Nuecht aus dem Buedem. An ech si frou, dass mer dat schonn decidéiert hate virun dëser Crise sanitaire, dass d'Regierung d'Wäitsicht hat, fir de Budget ze liberéieren, fir déi doten Haiser kënnen opzeginn an nei, méi modern Strukturen, wou et sech och besser liewen a schaffe léisst, kënnen opzeriichten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Madamm Minister. Merci, Dr Schmit. Effektiv ass dat do jo een Element, dat an déi Etüd kann afléissen. Nach sinn ech der Meenung – an ech mengen, do am Numm kënnen ze schwätze vu ville Leit, déi dat dote suivéieren –, dass, wann een oder méi Leit aus enger Ekipp, déi dat dote suivéieren, Problemer gesinn, dass vläicht déi éischt Adress déi ass vun der Direktioun vun der Santé oder vun dem Departement, dee responsabel ass fir dat Haus. An déi zweet Adress dann eeben de „reporter.lu“ ass. Wou ech absolutt fir d'journalistesche Fräiheet sinn, mee wou ech awer mengen, dass d'Responsabilitéit vun Ekipp, déi um Terrain sinn, wa se e Problem gesinn, dass se dee Problem, wéi se e gesinn, un déi Plaz weiderginn, déi dofir verantwortlech zeechent. Ech hoffen, dass ech dat richtig gesinn. Ech géif jiddefalls, wann ech an esou enger Ekipp wär, esou handelen.

Marc, nach eng Kéier kuerz. An da géif ech awer d'Diskussioun iwwert d'Motiounen opmaachen, well e puer Kollegeen mussen an aner Reunionen.

M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President. Also ech wëll weeder d'journalistesche Fräiheeten aschränken nach soss iergendeppes. Mee wat awer komesch ass, an dat gëtt och am Artikel zitéiert, d'Santé seet : „Mir hunn näischt mat der Organisatioun ze dinn. Dat läit alles beim Bedreiw. Mir ginn dohinner a mir soen, wat mer gären hätten“. Sou gëtt d'Santé an deem Artikel suivéiert. Ech mengen, dass et méi wichteg ass wéi jee, an och nach op anere Plazen, dass ee sech da misst (*inaudible*) ginn, wéi dat soll oflafen. A wann do wierklech esou vill Leit op enger Plaz waren, déi sech herno begéint hunn, wa se vaccinéiert gi sinn, eran an eraus, a wann een da kuckt, wat an den Impfzentre geschitt, wéi wäit d'Leit do sollen ausernee gemaach ginn, da muss een awer soen, egal (*inaudible*), dass een dat awer och hätt missen an der Planung matberécksiichtegen, dass do net Leit sech begéinen esou offen, wéi dat scheinbar de Fall ass. Déi Leit, déi d'Haus e bësse kennen, och eng Dier vun 2,50 Meter, wann zwee Leit laanschtenee ginn, muss ech lech awer soen, ass dat, fannen ech, ganz komesch. An ech wär och frou gewiescht, wa mer dat schonn d'lescht Woch gesot kritt hätten an net grad am Nachhinein hätte missen aus enger Zeitung gewuer ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Marc. Eigentlech ass deem net vill bäizefügen, nach mussen dann déi dote Feststellungen och weidergoen. An ech mengen, dass dee Message och ukomm ass, fir dat genee ze kucken.

M. Michel Wolter (CSV).- Här President, ech wollt mer d'Wuert froen, wann Der erlaabt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Michel Wolter (CSV).- Well ech eng Motioun deposéiert hunn den 18. Mäerz, an déi ass nach net vum Dësch. Wollt ech just gesot hunn, datt, wa mer eis eens ginn iwver eng aner Motioun, dann ass se vum Dësch. Mee en attendant ass se op jiddwer Fall mol nach um Dësch. Dat wollt ech einfach emol vun der Prozedur hier gesot hunn.

An ech wëll, well déi Motioun sech jo ausdrécklech op dat doten Haus bezitt, awer trotzdeem soen, dass ech extreem erféiert sinn. Mir sinn elo bei der véierter Versioun, firwat datt dee Virus an d'Haus komm ass. Bei där véierter Versioun ! Net bei där drëtter oder bei där zweeter oder bei där éischter, mee bei där véierter Versioun. De 5. Mäerz ass gesot ginn, et géif ee mol dervun ausgoen, de Besuch hätt de Virus materabruecht. Dat war eng Ausso vu SERVIOR. Ech hu gëschter en anere Rapport kritt, dat ass dee vun der Sitzung vum 12. Mäerz. Ech si jo net Member an der Santéskommissioun, mee dee Rapport ass erausgaangen. An do steet dran, datt den Här Schmit, Direkter vun der Santé, gesot hätt – ech liesen dat vir : „La propagation rapide du virus au sein du CIPA serait due au non-respect des règles en matière de restauration, les résidents ayant pris les repas ensemble“. Dat ass eng zweet Versioun. Dat ass eng, dass d'Leit also – wéi den Här (*Marc*) Baum dat an der leschter Sitzung gesot huet – entgéint de legale Virschrëften zesumme giess hätten.

An der Kommissiounssitzung vum 23.3. kréie mer eng drëtt Versioun. Dofir hat ech mech e bëssen echaufféiert ee Moment, well ech dat absolutt net akzeptéieren an och haut nach net akzeptéieren, do ass gesot gi vu SERVIOR a vum Här Schmit, et wär en aalt Haus, et wäeren al Bewunner. Alleguerten déi, déi gestuerwe sinn, wäeren an der Moyenne 88 Joer gewiescht. Si wäeren polymorbid gewiescht. Si hätten extreem vill Virerkrankungen, an et wäeren net méi Doudeger an deem Haus wéi am Ausland, hätten Etüde gewisen. Dat ass also dréi drëtt Versioun. Fir d'éischt vu baussen. Dann : „Si hunn zesumme giess“. Dann : „Mir hunn e Problem an deem Haus. Dat ass al an, bon, d'Leit sinn eeben elo gestuerwen“. An da koum gëschter déi véiert Versioun. Déi véiert Versioun, déi doranner besteet, dass manifestement och nach während der Impfcampagne d'Saachen nu wierklech net esou gaange sinn, wéi se hätte misse goen.

An dofir mengen ech, datt et wichteg ass, net nëmmen an deem heite Fall, mee a ganz ville Fäll, well een d'Impressioun huet, dass een eigentlech ëmmer nëmmen iwver drécken, drécken, drécken, froen, froen, froen a vu baussen eraus gewuer gëtt, wat an deene leschte Méint an den Altersstrukturen – dat sinn d'CIPA, d'Maisons de soins an de Logement encadré – geschitt ass. An dofir ass et fir eis extreem wichteg, dass eng Enquête gemaach gëtt. Dofir wollt ech och dem President nach eng Kéier soen, datt ech zwee Texter eraginn hunn, wéi déi Etüd kéint passéieren. Ee gëschter Moien iwvert dee méi gesondheetstechneschen, virologeschen Deel vun där Analys, wéi se kéint gemaach ginn. An ee muer de Mëtten opgrond vun deem Artikel, deen ech dunn zur Kenntnis geholl hunn am „reporter.lu“, wou et méi ëm déi Froe geet vu Prozeduren, wat fir eng waren do, wéi si se agehale ginn an esou. An ech

wär frou, wann och déi zwee Texter niewent der Proposition vum President vun der Kommissioun an der Diskussioun kéinten traitéiert ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Michel Wolter. Ech wollt just drop hiweisen, dass et selbstverständlech ass, dass déi Motioun, déi Dir abruecht hutt, dass déi steet. Nach war et esou, dass mer elo a Presenz si vun zwee Texter. Deen een Text, dee bis op Weideres vun der CSV gedroen ass, an deem aneren Text, deem elo nach vu kengem eigentlech gedroen ass, deem den Effort mécht, fir aus enger ursprénglecher Motioun eng gemeinsam Motioun ze maachen. An dat wär d'Basis, déi ech lech presentéiert hunn, och am Numm vun dem Kolleeg President vun der Familljekommissioun. Dat heescht also, et ass net esou, dass elo déi eng Motioun an den Eck soll gedrückt ginn, mee dass den Effort soll gemaach ginn, zumindest de Versuch soll gemaach ginn an esou enger awer interpelléierender Situatioun, fir als Chamber gemeinsam opzetroeden, an duerfir och d'Wichtigkeet vun deem Ganzen an d'Wichtigkeet vun där onofhängeger Etüd ze ënnersträichen.

Ech wollt dat soen. Dat Zweet, selbstverständlech, wann d'Kolleege Propositionen eragi fir déi Etüd, wat se soll berücksichtegen, wäerte mir dat un déi Leit weiderginn, déi déi Etüd ze maachen hunn. Dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet. Wann d'Kolleege sech d'Méi maachen, fir eng ganz Rei vu Froen opzewerfen, da kréien déi Responsabel fir déi Etüd dat dote selbstverständlech mat op de Wee. Dat heescht also, dat do geet selbstverständlech net verluer. An ech sinn dankbar fir all Effort, dee gemaach gëtt, fir dat Ganzt op eng onofhängeg a wëssenschaftlech Aart a Weis opzeschaffen.

M. Michel Wolter (CSV).- Ech si ganz frou, Här Bartolomeo, iwwert déi dote Prezisiounen, déi Der ginn hutt. Déi setzen e bëssen Är Froen an en anere Kader. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, fir mech war dat do kloer. Ech hunn och – bon, et deet mer leed, mir hunn net matenee geschwat, mee ech hu mer erlaabt mat Ärem Spriecher, wat d'Gesondheet ugeet, zumindest iwwert d'Prozedur ze schwätzen, allerdéngs manner elo iwwert déi Lëscht vu Froen, mee awer iwwert d'Demarche. Selbstverständlech kann een, deem eng Motioun ... Hei geet et jo net drëms, e Kompromëss ze fannen. Hei geet et drëm, fir eng Ënnerstëtzung fir eng gemeinsam Demarche ze fannen. Well ech froen hei keng Kompromësser. Ech froen hei eng gemeinsam Demarche, déi als Zil huet, dat Ganzt oppen an onofhängeg ze ergrënnen. Ech mengen, dat ass d'Premiss. Hei geet et net drëm ... Ech mengen, Dir hutt verstanen, wat ech wollt soen.

Duerfir géif ech elo, wann Der wëllt, also mat deene Prezisioune selbstverständlech, déi Froen, déi Propositionen, déi gi weider, déi ginn un d'Kommissiounen weider. Max, Du gesäis jo och kee Problem doran, an d'Kolleegen alleguer hei ? Den Dr Schmit, mengen ech, huet iwwerhaupt kee Problem, wa Froen hei opgeworf ginn, Suggestiounen a Propositionen, dat fléisst an déi Etüd mat eran.

Dat gesot, géif ech awer gär elo d'Diskussioun opmaachen an d'Fro stellen : Kann deem Text, deem Der gëschter kritt hutt, kann dee gegebenefalls eng Ënnerstëtzung fannen, eng breet Ënnerstëtzung fannen hei, respektiv gëtt et Suggestiounen zu deem Text, fir eng breet Ënnerstëtzung kënnen ze fannen ? Duerfir géif ech elo d'Ronn opmaachen. Kolleegen, manifestéiert lech, wann

Der éischtens mam Text d'accord sidd, respektiv wann der Propositionen hutt, fir den Text ze preziséieren oder do, wou et noutwendeg wier, Ännerungen ze maachen, fir dass mer déi breet Ënnerstëtzung fannen. Sot mir ! Wie wëllt Stellung huelen ? De Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk).- Jo, merci Här President. Et ass e bëssen esou e Malaise, well et huet een d'Gefill, do ass eng Motioun deposéiert gi vum Deputéierte Wolter. Doropshin ass eng zweet Motioun vun den zwee Presidente vun der Kommissioun deposéiert ginn. An ech, deen net „dans le secret des dieux“ ass, weess net, hutt Der matenee geschwat ? Ass dat, wat am Moment virläit, eng Méiglechkeet, op där ee gemeinsam diskutéiere kann ? Wann dat esou ass, an den Här Wolter gesäit sech an där Motioun a gréisser Deeler erëm, an deem Fall wär et jo effektiv eng gemeinsam Motioun. An dann hätt ech och zwou, dräi Proposen nach ze maachen, fir déi Motioun, soe mer emol esou, ze verbesseren. Mee ech weess elo éierlech gesot net richtig, wou mer dru sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Kollegeen, kann et eng Basis si fir ...

M. Michel Wolter (CSV).- Ech géif lech vläicht e puer Saache soen, Här President, dozou ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, sot Dir !

M. Michel Wolter (CSV).- ... andeem ech effektiv nach eng Kéier dat widderhuelen, wat Der mer gesot hutt, datt Der net mat mir als Auteur vun der Motioun driwwer geschwat hutt, obscho Leit lech gesot hunn, dass Der dat sollt maachen. Mee bon, dat loosse mer dann einfach emol esou sinn.

Ech muss soen, dass déi Motioun, déi Der hei virgeluecht hutt, zesumme mam President, fir eis tout au plus eng Diskussiounsbasis ass, iwwert déi een am Detail misst diskutéieren. An dofir ass dat mäin zweete Punkt. Ech bedauern, dass mir an engem Moment, wou de Mëtten ëm zwou Auer Chamber ass, elo eréischt doriwwer diskutéieren, obschonn déi Diskussioun vu mir viru 14 Deeg an der Kommissioun opgeworf ginn ass an ech deemools gesot hunn, dass ech gären hätt, dass dat relativ zügeg an direkt misst geschéien.

Ech wëll mech net ze laang ophale mat de Consideranten. Just fir ze soen, dass fir d'CSV eigentlech just d'Considerante fënnef a sechs wichteg sinn. All déi aner Consideranten, déi hunn eigentlech net ganz vill mat deem ze dinn, wat an der Motioun soll ausgedréckt ginn. Dat heescht, et géif fir eis largement duergoen, wa géif do stoen, „constatant cependant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées“ an „déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19 ... invite“. An da géife mer op den Dispositif kommen.

Am Dispositif, muss ech soen, dass Der net dat erëmbrenge, wat mir gefrot hunn. Dir schreift zwar, et wär eng Étude indépendante, déi vun der Regierung géif an Optrag gemaach ginn, déi awer „en collaboration étroite avec la Direction de la santé“ – wat mech scho wonnert, well do gëtt eng Differenz gemaach tëscht Direction de la santé a Ministère de la Famille, déi ech net verstinn, mee déi awer och vläicht nëmmen en Detail ass – „les sources des clusters ...“ an esou weider. Dat ass absolutt net dat, wat mir gären hätten.

An Dir musst verstoen – dofir hunn ech meng éischt Interventioun virdu gemaach am Fall vum Lauterbann –, datt, wann ee véier verschidde Versiounen zerwéiert kritt, wa Ministeren an der Ëffentlechkeet kommunizéieren, fir ze soen : „Et ass alles wonnerbar, an der Rei, mir hunn déi Saach am Grëff“, a mir stelle fest, dass all Dag eng nei Versioun kënnt, dann ass et fir eis relativ schwéier ze akzeptéieren, dass déi Leit, déi hei sech mussen erklären an eisen Aen a sollen erklären, dass déi „en collaboration étroite“ déi sinn, déi déi Etüd maachen. „Indépendant“, dat heescht fir eis onofhängeg.

Déi Onofhängegkeet, déi gëtt awer an där Motioun hei a kengem Moment präziséiert. Onofhängeg heescht fir eis – an dofir hunn ech virdu meng Remark gemaach op déi Texter, déi ech lech eraginn hunn, déi dann doudsécher och gelies si ginn – dass mir der Meenung sinn, dass d'Chamber „étroitement associée“ un där ganzer Diskussioun soll ginn, wann net souguer de Lead misst iwwerhuelen an där ganzer Analys, déi do ze maachen ass. An déi Analys, déi sech an déi zwee Deeler andeelt, déi Der richtegerweis an Ärer Motioun hei bréngt.

Dat heescht, mir hu Schwieregkeeten, en Text ze stëmmen, aus deem net kloer erausgeet, dass et wierklech eng onofhängeg Etüd ass, an aus deem net erausgeet, dass d'Chamber deen ass, deen dat dote muss an d'Hand huelen, dans la mesure wou déi, déi dat an d'Hand hätte sollen huelen, manifestement et net gemaach hunn. Dat sinn nach ganz vill Froen, déi sech aus der leschter Reunioun erginn, a wat fir engem Moment a wat fir engem Ministère wat fir eng Konklusiounen an Etüden an Analyse gemaach si ginn. An do verweisen ech einfach op deen Deel vu menge Froen, déi ech gëschter Mëtten nach nogereecht hunn, ouni déi elo hei am Detail wëlle virzeliesen. Dat ka jo jiddweree maachen.

An dofir hätt ech och Textproposen ze maachen, wéi een den „Invite“ kéint schreiwen, esou datt e vläicht, wéi Der gesot hutt, e breede Konsens, eng gemeinsam Demarche kéint errechen, déi déi Motioun zurzäit manifestement nach net huet.

Ech géif folgenden Text proposéieren, andeem ech Är Linn suivéieren, déi Der virgeluecht hutt, andeem ech géif proposéieren „à commanditer immédiatement une étude indépendante externe“. Dat heescht, do kënnt also am Ufank „immédiatement“, wat fir eis scho viru 14 Deeg wichteg war. Well wa mer mat Spezialiste schwätzen, soen déi, wat Der méi laang waart, wat deen éischten Deel vun der Etüd ëmmer méi schwiereg gëtt erëmzefannen an enger „étude indépendante externe“.

Da géif ech deen Deel vum Saz „en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l'Intégration“ ewechloossen, an ech géif schreiwen „afin d'analyser, en collaboration étroite avec les instituts scientifiques“, do sinn ech nees bei lech, „les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées“. An da géif ech a Klammere wëllen dobäischreiwen, „maisons de soins, CIPA et logements encadrés“. Well mer nach bis d'lescht Woch jo eng grouss Diskussioun driwwer haten, ob de Logement encadré géif zum Perimeter gehéieren oder net, an och d'COPAS virgëschter nach eng Kéier hir Meenung dozou gesot huet, „ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes“.

Ech wollt also proposéieren, hanner „à commanditer“ „immédiatement une étude indépendante externe“, sträichen „en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l’Intégration“ an da schreiwen, „afin d’analyser“, dat hutt Der jo, „en collaboration étroite avec les instituts scientifiques“. De Rescht vun deem Paragraf wär an der Rei, well dee wierklech explizitt dat seet, wat mer an deene leschte Kommissiounen diskutéiert hunn an eeben och de Souci widderspigelt vun där Analys, déi um Niveau vun der Virologie an der Gesondheet ze maachen ass, ëmmer mam Zil, wéi ech et geschriwwen hunn a mengem Text, fir déi richteg Konklusione fir d’Zukunft kënnen ze zéien.

Deen zweeten Abschnitt ass fir eis an der Rei, „à analyser respectivement évaluer dans cette étude l’application des mesures sanitaires, recommandations et procédures indiquées“, well dat eigentlech deen zweete Volet ass vun deem, wat mir méi ausgedäitscht hunn. Mee ech hunn lech jo verstanen, dass déi zwee Texter, déi ech do redigéiert hunn am Numm vun eiser Fraktioun, géifen un déi Leit, déi d’Etüd maachen, och weidergeleet ginn, soudatt déi Leit sech och an de Kontext kënnen setze vun deem, wat sech hannert deem Saz hei géif verstoppen.

Da géif ech deen drëtten och loossen „à analyser dans cette étude le degré d’immunisation des personnes âgées“, esou wéi Der dat geschriwwen hutt. Ech fannen dat eng Beräicherung vun dem Gedankegang, dee mer an deem Mooss nach net esou diskutéiert hunn hei, mee wat awer doudsécher eng flott Iddi ass an déi eigentlech zum éischten Deel, zum éischten Turet gehéiert, manner zum zweeten Turet, soudatt ee sech kéint d’Fro stellen, ob een deen zweeten an deen drëtten Turet net géif mateneen austauschen, fir ze weisen, dass deen Abschnitt en Deel ass vum éischten Deel vun der Etüd.

Et ass just am zweeten Abschnitt, do ass et esou, dass mir deen Text trotzdeem nach eng Kéier wéilte preziséieren, andeem mer géife schreiwen „à effectuer un audit externe afin d’analyser l’application des mesures sanitaires et recommandations indiquées par les différentes parties en cause“. Dat ergëtt sech doraus, well ech mat Leit geschwat hunn, déi esou eng Etüd kéinten eventuell maachen, déi soen : „Mir maachen awer ganz sécher net den zweeten Deel. Mir fänken net un, d’Prozeduren ze kucken, déi de Ministère opgestallt huet, de Respekt dovunner. Dat ass net d’Aufgab vu Virologen.“ Dofir mengen ech, dass een dat an zwee soll splécken, also deen éischten Abschnitt esou, wéi ech e gesot hunn, deen zweeten Abschnitt „à effectuer un audit externe afin d’analyser l’application des mesures“, esou wéi dat hei steet.

Den drëtten Abschnitt ass an der Rei, an da géif ech virun deem leschten Abschnitt nach en Abschnitt wëllen afügen, andeem ech proposéieren ze schreiwen „un comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d’une personne indépendante“ – fir nach eng Kéier déi Onofhängegkeet vun där Etüd, déi vun de Famillen och verlaangt gëtt, well ech hunn d’Impressioun wéi wann an den nächsten Deeg och Courriere vun Affekote géifen kommen ... – mir hätten also gären : „Comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d’une personne indépendante“. Also dat muss keen Deputéierte sinn, an dat soll ganz sécher och kee si vun der Santé oder vun der Famille. An d’Kompositioun dovunner, déi mir proposéieren, déi awer elo net an der Motioun hei muss sinn, do géif ech zrëckgoen op dat, wat ech lech geschriwwen hunn ënnert dem Punkt 5 „Création d’un Comité d’accompagnement se composant comme suit :“.

An da géif ech dee leschten Abschnitt esou änneren, dass ee géif schreiwen „à soumettre à la Chambre des Députés l'étude et les conclusions dès sa finalisation“. Et geet ganz sécher net duer, dass d'Konklusiounen vun der Etüd nëmme publizéiert ginn, mee et misst een d'ganz Etüd kënne liesen an dann d'Konklusiounen, déi sech aus där Etüd erginn.

Ech weess net, Här President, ob dat elo kloer war, ob Der gären hätt, dass ech dat nach eng Kéier am Resümmee virliesen. Dat wäeren eigentlech déi Prezisiounen, déi mir zu Ärer Motioun, déi Dir hei erabruecht hutt, gären hätten, woubäi ech wëll soen, dass den Objet vun Ärer Etüd, Artikel 1, 2 an 3, absolutt eis Zoustëmmung fannen. Dat ass gutt formuléiert, well et deem entsprécht, wat mer an der Kommissioun hei gesot hunn. Mee mir hätte gären d'Assurance, dass dat onofhängeg, zügeg viru sech geet. Mir hätte gären, dass d'Chamber associéiert gëtt an dass et net ka sinn, dass dat Ganzt vun der Santé oder vun der Famille gemaach gëtt, well déi Leit mussen Äntwerte ginn. An et kann een net no de Prinzipie fueren, dass deen, deen Äntwerte muss ginn, seng Etüd sech selwer mécht. Mir hunn dat esou op jidde Fall gelies, a mir hätten zum Schluss gären, dass déi Etüd an hirer Gesamtheit plus d'Konklusiounen an deenen zwee Deeler, dat heescht e virologeschen Deel an e méi techneschen, administrativen Deel, der Chamber an hirer Integritéit och virgeluecht ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Wolter. Wou ech direkt wëll soen, dass – fir bei deem virleschte Punkt unzufänken, – „à soumettre l'étude et les conclusions“ selbstverständlech déi ganz Etüd an net nëmme d'Konklusiounen op zwee Blieder. Dat ass net esou verstan. Dat kënne mer och selbstverständlech esou ausdäitschen.

Da mengen ech och – an da ginn ech d'Wuert weider un d'Kollegen, déi jo och eppes mat där Motioun ze di kréien, – dass et kee gréissere Problem wier, fir bei dem éischten „Invite“ d'Instituts scientifiques virzehuelen. An dann d'Kollaboratioun mat de Ministère : dat ass keen Artifice, deen do gemaach ginn ass, op där enger Säit Direktioun an op där anerer Säit Ministère. Do kann een duerchaus zweemol d'Departementer vun der Santé respektiv vun der Famille eranhuelen, dass een déi Instituts scientifiques do virdrun hält, well déi Instituts scientifiques, déi si jo och par nature onofhängeg. Dat sinn elo net Befehsempfänger vun der Politik.

Wat déi aner Saachen ugeet : bon, den „immédiatement“ – ech hunn dat esou verstanen, wa mir, wann d'Chamber dat doten decidéiert, dass dat selbstverständlech ass, dass mer do direkt domat ufänken an net aux calendes grecques vertagen. Dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. Mee bon, dat do sinn déi zwou Saachen, wou ech mengen, als Coauteur vun där heiter Motioun, eis kënne ze beweegen.

Wat de Comité de pilotage ugeet, wëll ech dem Michel Wolter soen, dass mer och a senger Motioun eng Motioun haten, déi sech un d'Regierung adresséiert huet. An deenen Texter, déi mer virgeluecht kritt hu vun der CSV, war eng Richtungsännerung komm. Do ass als éischte Punkt, d'Chamber soll commanditéieren. Dann ass et keng Motioun, wa mir eis selwer opfuerderen, mee da wär et eng Resolutioun.

Mee ech ginn hei nach ëmmer dovun aus, dass mer d'Regierung opfuerderen, an ech wëll mech do elo net zu deem Punkt äusseren, dass mer esou eng Mëschung maache vun enger onofhängeger Etüd, wou d'Chamber op eemol

partie prenante wär. Do hunn ech meng Problemer, ech soen lech dat ganz éierlech. Ech weess och net, ob do déi Gremien, déi d'Chamber dirigéieren, mat op deen dote Wee géife goen. Well dat do ass jo keng Saach, déi mir decidéieren. Dat do ass eng Saach, déi an de Bureau vun der Chamber gehéiert respektiv an d'Conférence des Présidents, ob mir op deen dote Wee géife goen. Ech géif awer do virdu warnen. Wann et eng Étude indépendante soll sinn, da solle mer och déi Indépendance do gewärleeschten. Mee dat just vu mir.

Also ech géif keng Problemer gesi mat deene Propositione wat d'Etüd an d'Konklusiounen ugeet. Dat schéngt mir normal ze sinn, dass et déi ganz Etüd ass. Wuel verstanen, wa perséinlech Donnéeën do dra sinn, dass déi anonymiséiert ginn, selbstverständlech. Mir gi jo hei net an d'Privatsphär era schnoffelen. An och dat, wat d'Indépendance ugeet, an dann d'Institute vir an d'Kollaboratioun. Iwwregens déi Kollaboratioun, déi de Michel Wolter an eiser gemeinsamer Kommissioun och nach eng Kéier ënnerstrach hat, dass esou eng Etüd selbstverständlech a Kollaboratioun misst mat deene Ministère geschéien. Dat nozeliesen am Verbatim, Michel. Ech mengen, Du stees och zu deem, wat s Du gesot hues.

Voilà, ech géif dat elo mol opmaachen. Ech mengen d'Positioun, déi Propositione vum Michel Wolter sinn zimmlech kloer. Ech géif dann dem Max Hahn d'Wuert weiderginn an dann all deenen anere Kolleegen, déi wëllen d'Wuert ergräifen.

An zu där Fro, déi de Marc Baum opgeworf huet : doduerch dass de Michel Wolter och sech esou vill mat deem Text auseernanergesat huet, mengen ech, ass eng Äntwert op dem Marc seng Fro. Dat heescht, et ass eng Dispositioun do, fir sech op deen Text zouzebeweegen ënner verschiddene Konditiounen. Duerfir wär et och gutt dann, Marc, wann s De Stellung géifs bezéien. De Max Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn (DP).- Merci, Mars. Ech gesinn dat d'selwecht wéi s Du. Ech fannen dat heiten iwwregens eng ganz flott Approche, fir ze soen, komm mer kucken, fir grad op deem heite sensibele Sujet, wou mer wëlle Liicht erakréien, wou mer absolutt voll Transparenz wëllen hunn, dass mer do eng gemeinsam Approche wëlle wielen. Nieft deem, dass ech mengen, dass mer d'Considerante solle behalen, sinn ech awer och der Meenung, dass déi Proposen, déi de Mars grad gemaach huet, fir déi Adaptatiounen am Text ze maachen, fir e bëssen deem entgéintzekommen, wat vum Michel Wolter komm ass, dass dat eppes ass, wat mir kënnen ënnerstëtzen. Wéi gesot, déi Bemierkungen, déi de Mars grad gemaacht huet, géifen och eis Ënnerstëtzung fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- De Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech géif dann och e puer Propositione maachen opgrond vun der Motioun vun deenen zwee Presidenten. D'Consideranten, ouni elo do wëllen éiweg drop anzegoen, muss ech awer soen, ech hu mam zweete Considerant e bëssen e Problem, well dat awer e bësse suggestiv ass, andeem nämlech gesot gëtt „saluant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la santé et de la famille ainsi que les gestionnaires”.

Ech fannen, dat ass eng Bewäertung, déi an eng bestëmmte Richtung geet. Ech kann eventuell feststellen, datt et esou eng Kollaboratioun ginn ass, mee ech hunn awer Schwieregkeeten ze soen „saluant“ a „constructive“. Dat muss sech eventuell nach erginn. Dat heescht, wann einfach géif do stoen „considérant la collaboration entre les ministères“, da wier dat kee Problem. Dat ass elo éischer en Detail, mee awer vläicht net ganz onwichtig. Ech mengen, datt mer eis do openeen duerbeweegen kënnen.

Dann, effektiv, an deenen zwou Motiounen ass jo d'Iddi, datt et engersäits e virologesche Volet gëtt an andersäits en administrativen. Wat awer ganz wichtig ass, well och do, mengen ech, ganz vill Konfusioun am Moment besteet, et ass net nëmmen administrativ, wat d'Prozesser ugeet, mee et ass och eng Fro vum Cadre légal respektiv réglementaire existant. Dat heescht, ech géif proposéieren, am zweeten Tret ze schreiwen „à analyser respectivement évaluer dans cette étude le cadre légal et réglementaire ainsi que l'application des mesures sanitaires...“. Ech mengen, datt dat net onwichtig ass, well ech mengen, datt deelweis Konfusioun herrscht. Ech sinn nach an der leschter Reunioun dovunner ausgang, datt de Cadre légal vum Covidgesetz, wat d'Fermeture vun de Restauranten ugeet, sech och géif op d'Alters- a Fleegestruktur bezéien. Doropshin huet d'Madamm Minister gesot, nee, d'Alters- an d'Fleegestrukturen, déi hätten e Statut vun enger Cohabitatioun. Ech si kee Jurist. Ech mengen, datt een dat awer wierklech iwwerpräiwe misst an datt dat och zur Missioun vun de Prozesser, déi do ofgelaf sinn, gehéiert, nämlech ze kucken, wat ass de Cadre légal a wat ass de Cadre réglementaire, deen en place gesat ginn ass zënter Mäerz 2020.

An dann hunn ech en änleche Souci wéi de Michel Wolter am Sënn, datt ech mengen, datt mer kucken müssen, datt an iergendenger Form d'Chamber och implizéiert bleift. An d'autant plus well eeben am éischten Tret steet, engersäits hätte mer gär eng Étude indépendante, an da gëtt awer – esou huet een zumindest den Androck – direkt relativiséiert andeem ee seet, an enger étroiter Kollaboratioun mat den eenzelne Ministären.

Ech mengen, datt, wann ee gär hätt, datt mat de Ministären eng étroite Kollaboratioun an där Etüd géif bestoen, da misst d'Chamber och ee vun den Acteurs si respektiv d'Chamberskommissioun. Oder et léisst een et ewech an et seet een einfach, eng „Étude indépendante“, an et gëtt een där Missiounen. Fir de Rescht : ech mengen och, datt dat kee Problem ass, beim leschten Tret „à soumettre“ net nëmmen „les conclusions“, mee „l'étude et les conclusions à la Chambre“. Dat huet de President jo och scho gesot, datt en dat och esou gesäit. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Weider Wuertmeldungen ? De Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP).- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn déi Diskussioun elo hei ganz gutt nogelauschtert. Do ass effektiv dat Eent oder Anert, wou mer eis kënnen openeen zoubeweegen. Dat Lescht, wat de Marc Baum elo gesot huet, zum Beispill, kann ech natierlech ënnerstëtzen. Och den „immédiat“ an den „externe“, dee soll dobäikommen, kann ech ënnerstëtzen.

Wann ech mer awer elo virstellen, wéi dat dote soll oflafen. Éischtens si mir net de Commanditaire, dofir invitéiere mer d'Regierung dat ze maachen. Dat ass dat Éischt. Wa mer d'Regierung invitéieren dat ze maachen, dann ass dat jo mat Sécherheet d'Santé an d'Famille, déi dat mécht. Wa mer dat awer aus

dem éischten Tret ganz eraushuelen, da stellen ech mer dat doten e bësse méi schwiereg vir. Dat heescht, d'Institut scientifiques, wa mer déi wëlle virhuelen, hunn ech kee Problem domat. Mee ech ka mer awer kaum virstellen, dass de Gouvernement, dass de Staat eng Etüd an Optrag gëtt, wou net op d'mannst een oder zwee Ministèren associéiert sinn. Dat dozou.

Dann de Comité de pilotage. Dat gesinn ech awer och e bësse méi kritesch. Ech kéint mer éischer virstellen, dass mer a regelméissegen Ofstänn hei an der Santéskommissioun iwwert d'Evolutioun vun den Analysen informéiert ginn. Elo nach niewendrun e Comité de pilotage ze schafen, dee mer jo och esou bis am Moment nach net hunn, dat wier bal eng Commission *ad hoc*. Do gesinn ech och absolutt net de Mehrwäert dozou. Ech gesinn dann éischer a regelméissegen Ofstänn hei an der Santéskommissioun den Austausch mat deene Leit, déi dat dote maachen. Just déi dote Remarque vu menger Säit zu deene Remarken, déi gemaach gi si vun de Kollege virdrun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Gilles. Weider Wuertmeldungen, Kollegen ? Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (*déi gréng*).- Ech mengen, de Gilles huet elo gesot, wat ech virdrun och wollt soen. Wat mer hei opfällt : mir befannen eis de Moment tëschent Motioun a Resolutioun. Ech mengen, mir müssen eis awer elo eens ginn. Mir hate jo wëlles, eng Motioun ze deposéieren, an ech géif och wierklech immens begréissen, wa mer en Zeeche géife setzen, eng gemeinsam Approche ze huelen, fir ze weisen, datt et eis all gläich um Häerz läit, déi do Saach, well mer sinn all domat befaasst. An et ass jo net, dass een do ka soen, déi eng an déi aner. Et wär wierklech e gutt Zeechen no bausse gesat, fir een Text ze hunn. Ech ka mat Adaptatioune liewen, déi elo proposéiert gi si bei de Consideranten, ob dat lo „saluant“ oder „considérant“ ass, dat eent ass fir mech e bësse méi positiv, dat anert ass méi neutral. Normalerweis versicht ee jo d'Neutralitéit do ze halen an net schonn ze vill Jugementer eranzebréngen. Mee wéi gesot, ech fannen dat elo net esou relevant.

De Comité de pilotage fannen ech och vun der praktescher Approche e bësse schwiereg. Mir hunn eng Kommissioun, mir hunn ëmmer Experten do, mir kënnen invitéieren, wie mer wëllen. An an der Santéskommissioun respektiv der Familljekommissioun sëtze jo awer déi Deputéiert, déi elo mat der Thematik befaasst sinn, soudass ech och de Gilles do ënnerstëtzen, dass mer eis sollten op d'Kommissioun limitéieren an net nach Gremien niewendru schafen. Mir wësse schonn net méi, wéi mer hei nach alles ënner een Hutt kréien. Wéi gesot, d'Deputéiert, déi an deem Komitee wäeren, sëtze jo och an de Kommissiounen, soudass mer do net double emploi solle maache momentan.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Josée Lorsché. Da weider Wuertmeldungen, Kollegen ? Däerf ech dann emol probéieren, eng Proposition ze maachen ?

M. Michel Wolter (CSV).- Här President ?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV).- Ech wollt mech elo eréischt mellen, nodeems den Tour gemaach wier, nach eng Kéier, fir vläicht e puer Saachen a menger Demarche an dee Kader ze setze wéi se ze setze sinn. Dem Gilles Baum an

der Madamm Lorsché wëll ech soen, dass ee sech an engem zäitleche Kader hei ze befannen huet.

Ech hunn eng Motioun deposéiert en absence vu Reaktioun, well ech et – ech wëll dat wierklech nach eng Kéier soen – net normal fannen, dass mir elo no 14 Deeg an dräi Stonnen, ier mer an der Chamber sëtzen, eréischt iwwert déi gemeinsam Motioun hei diskutéieren. Ech hu mer erlaabt, fir Propositionen ze maachen, ganz konkret Propositionen, wou ech effektiv ëmgespronge sinn, well ech mer geduecht hunn, dass opgrond vun all deene Revelatiounen, déi an deene leschten Deeg komm sinn – ech hu virdu just de Lauterbann genannt, ech kéint Käl nennen, ech kéint Rodange nennen –, war ech der Meenung, dass een et aus dem Perimeter vun der Regierung misst eraushuelen.

Du kouv d'Proposition vum President vun der Kommissioun, déi ech gëschter Mëtten zougestallt kritt hunn, op där ech dann och geschafft hu gëschter Owend bis spéit, fir ze kucken, wat een do kéint als Textpropositionen alternativ erabréngen. An déi Textpropositionen, déi ech de Moie virgeluecht hunn, déi sinn nees am Kader vun enger Motioun. Dat heescht, ech verzichten op de Commanditaire. Dat war eng Proposition, déi ech gemaach hunn als Diskussiounsbasis an opgrond vun der Motioun. Zur Proposition vum President hunn ech mech, dat hutt Der jo virdu gesinn, nees an d'Logik vun der Motioun eraginn. Et ass also do keng Konfusioun méi téschent Motioun a Resolutioun. Mir si schonn an der Situatioun, dass mir der Meenung sinn als CSV, dass een dat als Motioun kann eraginn. Dat wollt ech just gesot hunn.

Fir deem awer méi Poids ze ginn, datt et indépendant wier, hunn ech eng Textproposition gemaach, wou ech verstanen hunn, dass eng Rei Saachen elo ugeholl gi sinn, nämlech den „immédiatement“, den „externe“ am éischte Paragraf, wat fir eis extreem wichteg ass. An dat ass vläicht deen eenzege Punkt, deen eis nach trennt : Wien definéiert dann elo de Kader an den Objet vun de Missiounen ? An do wëll ech awer ganz kloer soen, dat kann net d'Santé an d'Famille eleng sinn. An dat ass dat, wou mer müssen eng Solutioun fannen. Déi Leit, déi Ried an Äntwert musse stoen, déi kënnen net Commanditaire si vun der ..., op jidde Fall net eleng. An dofir wollt ech dee Comité de pilotage an d'Gespréich bréngen, well ech der Meenung sinn, besonnesch an enger éischer Phas, dass déi konkret Missiounen, esou wéi ech se beschriwwen hunn, an déi Etüd müssen erafléissen, an d'Chamber muss sécherstellen, dass déi Froen, déi mir eis stellen an deenen zwou Etüden, dass déi och gestallt ginn.

Well wa mir elo einfach als Chamber soen : „Regierung, Dir maacht dat elo“, ouni dass mir wëssen, wat eigentlech d'Missioun an den Objet ass, a mir ginn eis eigentlech domat zefridden, dass mir um Enn de Rapport vun där ganzer Saach kréien, dann hu mir jo guer keng Visibilitéit driwwer, wat en fin de compte dat ass, wat gefrot gëtt.

An ech fannen, och vun der Gewaltentrennung hier, vun allem, vum Objet vun der Etüd, vun der Fro, déi sech stellt, einfach vum Fonctionnement vun deem Ganzen, dass et net ka sinn, dass dat d'Santé an d'Famille ass, déi déi Etüd do eleng am Numm vun der Regierung an Optrag ginn, ouni dass Konsens driwwer besteet, dass déi Etüd no deenen Norme gemaach gëtt an och onofhängeg an extern kann esou gemaach ginn, dass déi Resultater, déi kommen, och onofhängeg an extern sinn. Dat ass fir mech extreemst wichteg. Ech hunn natierlech kee Problem domadder. Dofir hat ech de Comité de

pilotage och nees an d'Gespréich bruecht, deen d'ailleurs net um Niveau vun der Chamber unzesidelen ass. Et steet do „un comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d'une personne indépendante” an deem éischten Deel.

An deem éischten Deel sinn ech der Meenung, si mir der Meenung als CSV, dass d'Chamber en Deel vun engem Comité de pilotage ass, an deem selbstverständlech och d'Santé an d'Famille dran ass. Et kann een déi Saachen net maachen, wann déi Leit net dobäisëtzen. Esou kann et jo net sinn. Mee et gött eng grouss Differenz, ob een dobäisëtzt an en Deel ass vun eppes, wat onofhängeg ënnert der Présidence vun enger Drëttpersoun gemaach gött, opgrond vun Objektiviten a vu Missiounen, déi definéiert sinn, a wou ech der Meenung sinn, dass d'Chamber awer muss dobäi sinn, wann et dorëms geet, fir dat ze definéieren, oder ob een dat net mécht.

An ech kommen nach eng Kéier op deen zweeten Tiret zrëck, well deen net kommentéiert ginn ass. Ech hu mat Leit geschwat, déi wierklech eppes dovu méi versti wéi ech. Ech si jo kee Virolog an ech si keen Dokter an näischt. An déi soe mer, déi Etüd ass ze maachen, sous condition dass d'Haiser matspillen, dass d'Donnéeën op den Dësch kommen – dat war jo och en Deel vu menger Proposition –, dass um Niveau vun den Instituts scientifiques, LNS, LIH, d'Santé, de Prof. Mossong, dass do déi néideg Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn.

Déi Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi soe mer awer och ganz kloer : Mir maachen dat net, wa mir a) den Haiser mussen nolafen. A b) mir maachen dat net, wa mir d'Procédure légale, de Cadre légal et réglementaire, wéi de Marc Baum et gesot huet, mussen analyséieren. Dat kann net Deel si vun eiser Missioun, well do hu mir net d'Zäit dofir. Mir si Spezialisten, mir mussen dat kënnen op eng propper Aart a Weis maachen.

Dofir mäin „à effectuer un audit externe”, well do ginn et spezialiséiert Firmen, déi Audite kënnen maachen, fir e Cadre légal et réglementaire ze analyséieren, a virun allem – an dat gesäit ee jo awer hei am Fall vu Lauterbann, an ech sinn eigentlech iwwerrascht, erlaabt mer dat ze soen, dass dat doten net längst commanditéiert ass, net längst schonn an Optrag ginn ass vun der Regierung selwer.

Ech soen lech, wann ech zoustännege Minister wär, an dat dote wär an engem vu menge Perimetre geschitt, da wär eng Etüd scho laang amgaangen, an zwar eng méiglechst onofhängeg Etüd, fir ze kucken, wat ass da schifgaangen. Well hei si jo awer manifestement eng Rei Saache schifgaangen. Et ginn also Betriber, déi à même sinn, Auditen ze maachen och an deem dote Beräich.

Och do ass et nees esou, dass een hinnen de Perimeter muss ofstiechen, den Objet vun deem Ganzen ofstiechen, an de Perimeter an den Objet, esou leed et mer deet, deen ass net ganz agreabel, well do gi Froe gestallt, déi de Marc Spautz de Moie gestallt huet, déi gëschter gestallt gi sinn an deem Artikel, déi d'COPAS an engem Interview stellt virun dräi Deeg am Radio 100,7. Ganz desagreabel Froe sinn do ze stellen. An dofir mengen ech, dass ee wierklech misst kucken – ech sinn awer bereet, och elo nach eng Stonn oder annerhalfe mat engem klengeren Deel, well mir kënnen jo elo net hei 30 Leit de ganze Moie bannen –, eng Formulatioun ze fannen, déi deenen dote Consideratiounen Rechnung dréit an déi eis et géif erlaben, fir gemeinsam dat doten an de Circuit ze bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Michel Wolter. Weider Wuertmeldungen ? De Max Hahn.

M. Max Hahn (DP).- Jo, just eng Klenggeheet, well dat mech e bësse stéiert. Et dierf een net vergiessen – fir et e bëssen an de Kontext ze setzen –, hei ass eng Motioun deposéiert ginn donneschdes. Deen Dënschden drop hate mer eng Jointe-Kommissioun mat den Experten, dat heescht do souzen d'Vertrieder vu SERVIOR zesummen, d'Santésdirektioun souz do, plus déi zwou Ministesche souzen do, wou mer iwwert de Fong geschwat hunn. An haut, dat heescht eng Woch duerno – dat war jo Är Proposition, Här President, fir ze soen, kommt mer kucken, ob mer net en Text iergendwéi zesummekréien, dat geschitt jo awer de Moien. Dat stéiert mech awer e bëssen. Ech fannen dat heiten nämlech eng ganz passend Prozedur fir dee Sujet, em deen et geet, well et awer sensibel ass, fir ze kucken, dass mer eppes Gemeinsames maachen. Dat stéiert mech e bëssen, wa gemaacht gëtt, wéi wann dat heiten net mat där néideger Urgence ... Ech fanne schonn, dass mer hei ganz séier virgange sinn als zwou Kommissiounen.

Fir de Rescht, wat den Text ugeet, hat ech jo meng Zoustëmmung ginn, wat de Mars Di Bartolomeo virdu proposéiert hat, respektiv de Gilles Baum huet dat jo och fir eis Fraktioun gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Kolleegen, ech probéieren, zu dësem Moment emol eng Konklusioun ze zéien. Mer géifen dat an der Motioun verschaffen, wat net hënnert, dass een am Laf vum Dag nach déi eng oder aner Prezisioun géif maachen. Dat wat ech géif proposéieren – an ech deelen awer do d'Meenung, dass, wa mer eis bei all de Motiounen esou vill Méi géife gi wéi bei där heiten, da géife warscheinlech net vill Motiounen iwwreg bleiwen, wou Oppositioun géint Majoritéit ofgestëmmt géif ginn, mee do géife mer bei ganz ville Motiounen e Konsens fannen. An ech deelen déi Meenung vun deenen, déi soen, dass mer hei guer net esou wäit vuneneen ewech sinn. Duerfir, Kolleegen – an Dir stoppt mech, wann ech eppes falsch interpretéieren –, ech mengen, mir hu kee Problem, fir beim zweete Considerant de „saluant“ ze ersetzen duerch „considérant les efforts“ fir eng enk a gemeinsam Demarche ze maachen. Dat heescht net méi „saluant“, mee „considérant“, dat heescht, mir stellen déi Efforte fest, déi do gemaach ginn.

Da kommen ech bei d'„Inviten“ : „à commanditer immédiatement“, do schéngt jo kee Problem ze sinn. Nach heescht jo „immédiatement“ net aus der Héft erausschéissen, mee awer direkt domat ufänken – fir dat ze preziséieren – „une étude scientifique indépendante“ oder „une étude externe indépendante“, wat gefält lech besser ? Sot mer dat. An dann do d'„Instituts scientifiques“ oder „Instituts de recherche“ virsetzen, an „en collaboratioun“ mat deenen zoustännege Ministèren.

Da géif ech ersetzen „à analyser“ duerch „à auditionner respectivement évaluer“. An esou wéi dat proposéiert ginn ass : „évaluer dans cette étude le cadre légal et réglementaire“ – kee Problem, mengen ech. Wann een dat analyséiert, mécht een dat jo am Verglach mat de Reglementer respektiv mat der Legislatioun. Dat schéngt mer normal ze sinn. Dann : „à analyser dans cette étude“ – do war jo kee Problem, „à informer régulièrement la Chambre des Députés sur le déroulement“ oder „sur la conception et le déroulement de cette étude et de la présenter ensemble avec ses conclusions à la Chambre des Députés dès sa finalisation“. „Comité de pilotage“ : do hunn ech verstan,

dass mer net op dee Wee wëlle goen, mee dass déi zwou Kommissiounen – an ech soen hei déi zwou Kommissiounen, vu dass dat elo net just eng Santésthematik ass, mee doriwwer ewechgeet – dass déi zwou Kommissiounen sech dorëm bekëmmere, fir dat ze suivéieren. Do hu mer eis Strukture stoen.

Bon, selbstverständlech, et ass d'Regierung déi commanditéiert, soss wärem an der Logik vun enger Resolutioun. Déi hate mer awer weeder am Ufank nach um Enn. An eng Bemierkung vu mir selwer nach : et ass awer net esou, de Michel Wolter huet gesot, dass ganz spéit iwwerhaupt iwwert dat Ganz diskutéiert ginn ass. Ech wëll awer nach eng Kéier dorop insistéieren – an hien huet selwer aus deem P-V zitéiert vum 12. Mäerz, fir ze soen, dass et verschidde Soursé géif ginn. Aus deem P-V geet awer ervir, dass et wuel an der Kommissioun a mat der aktiver Participatioun vu senge Kolleegen aus der Kommissioun zu engem Echange komm ass, dass och do kloer gesot ginn ass, wat schonn ënnerholl gi war a Saache Séquence.

An eng lescht Fro : ech mengen, hei gesitt Der jo awer, dass ganz vill Beweegung do dran ass. Dir musst just soen, ob déi Beweegung lech alleguer entgéintkënn. Dir musst mech da stoppen. Ech wollt ëmmer den Effort maachen, fir vun der Chamber dee Message erauszeginn, dass mir alleguer dat do als eng eescht Saach ugesinn an net hei deen ee méi an deen anere manner, oder deen aneren nach iwwerhaupt näischt, oder deen drëtte „bof, et ass eeben domm gaangen“ – dat ass hei net mäin Tenor.

Mee ech wollt de Michel Wolter nach froen, hie schwätzt ëmmer vu Leit, déi hien informéieren an déi bereet wieren, esou eppes ze maachen. Ech wär nawell ganz frou, wann ech och géif wëssen, wien dat dann ass, deen esou eppes wëilt maachen. Wann dat senger Liewen de Prof. Muller ass, da wëll ech soen, dass de Prof. Muller jo Deel vum LIH ass an net eng Privatpersoun, déi elo hei op eemol vum Himmel erofkënn. De Prof. Muller ass e ganz gudde Scientifique, deen awer an engem onofhängegen Institut scientifique schafft, also fir eis alleguer. Bon, ech wëll dat am Raum loossen.

Alors éischt Fro : Déi Propositionen, déi ech elo gemaach hunn, ginn déi fir lech ? Gi se net ? A just déi Fro nach, ech géif dann och nach gäre wëssen, wien dann elo deen ass, deen dat dote gär géif maachen. Sot mer !

M. Michel Wolter (CSV).- Äre leschte Saz, Här Bartolomeo, ass dee wichtigsten. Déi Etüd, déi gëtt commanditéiert vu wem, opgrond vum Bäibezéie vu wat fir enge Leit an opgrond vum wat fir engen Objektiv, Objeten a Missiounen, déi ze definéieren sinn. Dat ass nach déi grouss Differenz tëscht deem, wat Der elo hei gesot hutt, an der Approche, déi mir hunn, well se fir eis rigoureusement muss „indépendant“ an „externe“ sinn. A mat „externe“ versti mir de Ministère de la Santé an de Ministère de la Famille, déi aus evidente Grënn net kënnen de Lead an enger Etüd huelen, wou Aktiounen vu sech selwer eigentlech gekuckt ginn, zumindest am zweeten Deel.

Ech hunn a menger Proposition, fir op Är allerlescht Fro ze äntwerten, d'Kreatioun vun engem Comité d'accompagnement proposéiert, mat enger Kompositioun, wéi se vun eis, vun der CSV aus, als an der Rei géif gesi ginn, wou den LNS dobäi wär, den LIH dobäi wär, wou Experts scientifiques dobäi wäeren, wou de Comité de pilotage sech nach zwee oder dräi Experte vu baussen eranhëlt. An dat bréngt mech nach eng Kéier dozou, fir lech ze soen, dass deen déi Etüd wierklech op zwee onofhängeg Deeler muss maachen. Déi dote Leit – wësst Der, et ass net u mir, fir déi Aarbecht ze maachen –, LNS,

LIH an esou weider, wann déi domadder d'accord sinn, fir dat ze maachen, maachen déi ënner kengen Ëmstänn eng Étude du cadre légal et réglementaire. Déi zwou Saachen hunn an der Vue vun deenen, déi sech ëm d'Aspekter vun der Santé bekëmmere – nämlech d'Fro : Wéi ass de Virus erakomm, wéi huet e sech verbreet, wivill Clustere ginn et an esou weider an esou fort ? – déi ass onofhängeg ze traitéiere vun der Fro : Si Prozeduren, Gesetzer, Reglementer hei agehale ginn, net agehale ginn ? Op wat fir eng Aart a Weis sinn d'Direktive gaang oder net Direktiven ? Mir kréien dat an all Sitzung mëndlech gesot, ouni dass een dat awer, wann dat net wierklech hannerfrot gëtt, och kënnen novollzéien. Ech soen et nach eng Kéier, well dat mech wierklech extreem gehät : mir sinn elo eleng beim Lauterbann un der véierter verschidder Explikatioun, wat et ass.

Sou. Ech ginn net op déi Geschicht an, ob mer haut oder Dëngens an esou weider. Meng Meenung bleift, dass, wann ee 14 Deeg brauch, fir dat ze maachen, dass dat ze laang ass. Mee dat ass eng Appréciationsfro, dofir ginn ech net méi dorobber an.

Mee ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass déi Explikatiounen – Dir schwätzt hei vum Considerant 7 – déi do gi sinn, do gëtt einfach gesot „considérant [...] ont déjà été discutés“, mee dat wat do gesot gët, ça pose problème, wann den Direkter vun der Santé an enger Chamberskommissioun seet, déi Leit hätte matenee gëss, an am Gesetz steet, dass déi Leit dat am Fong net hätten därefer maachen, dann hu mer e Problem. Dofir hunn ech e Problem mat deem Considerant, deen eigentlech mécht, wéi wann dat an der Rei wär.

De Considerant hannendrun, dee seet „les informations et explications disponibles et demandées“ wäer gi ginn, mee dat ass, pardon, vläicht disponibel, mee awer sécher net „demandées“. An dann „le programme [*de vaccination*] dans les structures concernées“. Meng Erinnerung un d'Sitzung vum 23., wat déi éischt ass, un där ech physesch deelgeholl hunn, ass déi, dass mer iwwer Lauterbann geschwat hunn, an net „les structures concernées“, well ech hu kee Verhalt driwwer, dass mer am Detail zum Beispill iwwer Käl ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Dach, dat ass och erwäant ginn, Michel Wolter. Et ass net an deem dote Paragraf, et ass an engem anere Paragraf, wou iwwer déi Clustere geschwat ginn ass, wou vun de Leit vun der Direktioun drop higewise ginn ass, wou nach Clusteren opgetaucht sinn.

M. Michel Wolter (CSV).- Am éischte Considerant feelt de Logement encadré, Här President. Dofir kann ech louéieren „les efforts continus du personnel“. Ech wollt eigentlech op d'Considerante guer net agoen, well ech wierklech de Leit d'Zäit net wëll klauen. Et ass eigentlech bei all Considerant eppes ze soen, ausser d'Consideranten 5 a 6, déi sinn neutral an net ze diskutéieren. Dofir war eis Proposition déi, fir déi Consideranten zrëckzebehalen, well et kloer an däitlech seet och wat mir gären hätten an der Motioun. Dat war meng Proposition. Meng Proposition ass, dass mer an där Motioun bis de Mëtteg mussen afügen op iergendeng Aart a Weis, wien déi Etüd dann elo op wat fir eng Aart a Weis mécht, d'Missiounen definéiert ginn, den Objet vun der Etüd präziséiert an definéiert gëtt. A fir mech muss et kloer sinn, dass et net de Ministère de la Santé an de Ministère de la Famille ass, deen dat Ganzt chaperonnéiert.

An ech froen Iech nach eng Kéier, well Der soss Är Etüd net hikritt, dass Der eng Trennung maacht tëschent dem virologesch-gesondheetlechen Aspekt an dem legal-reglementairen Aspekt, well dat zum Deel zwou verschidden Analyse sinn, déi net direkt eppes mateneen ze dinn hunn, zum Deel natierlech och vläicht kënnen eppes domat ze dinn hunn. Dat hänkt dann dovun of, wat fir eng Äntwert op déi éischt Etüd geholl gëtt.

An dofir wier meng Proposition, wann d'Kollegen aus deenen zwou Kommissiounen domadder d'accord sinn, dass Dir, Här Bartolomeo, an ech selwer a wien och ëmmer nach elo géifen heibleiwen, mir géife probéieren en Text ze maachen, deen d'Akzeptanz ka kréien. Mir géifen deen dann un d'Kommissioun weiderginn. Respektiv wa mer keen Text fannen, dee gemeinsam ass – obschonn ech wierklech der Meenung sinn, wann ech gesinn, wat eis elo nach trennt, dass dat misst méiglech sinn –, dass mer dat da géifen un d'Membere weidergi mat der Demande vun der Présidence, ob se mat där Motioun, wéi se dann elo *ad definitivum* redigéiert gëtt, kënnen d'accord sinn.

Dat ass eng konstruktiv Approche fir ze probéieren, dass mer de Mëtten an der Chamber iwwer meng Motioun, déi ech jo dee Moment zrëckzéien, an déi géif ersat ginn duerch eng gemeinsam Motioun, kënnen diskutéieren. Oder, wann dat net méiglech ass, iwwer eng Motioun, déi dann, huelen ech un, vun der Majoritéit erabruucht gëtt par rapport zu enger Motioun, déi ech viru 14 Deeg déposéiert hunn.

Also ganz konkret : Komm mir kucken, dass mer den Text nach eng Kéier vu vir bis hanne kucken, un d'Kommissioun dee Moment weiderginn, natierlech nëmme wann d'Membere vun der Kommissioun domadder d'accord sinn, a se dann hiren Avis froen. An alleguerten déi Leit vun der Kommissioun, déi wëlle matschaffen, déi sinn natierlech ganz gären invitéiert, fir elo am Anschluss vun der Sitzung hei an deem Webex ze bleiwen, fir dass mer dat kënnen zesumme kucken. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Max Hahn.

M. Max Hahn (DP).- Ech hat mech zu Wuert gemellt, well ech denken, mir hu jo eng Proposition, wou mir op ganz vill vun deem agaange sinn. Donieft nach eng Reaktioun, Mars, op dat, wat s Du virdu gesot hues. Also ech fannen et ganz wichteg, dass mer ënnen dobäi schreiwen „à informer régulièrement la Chambre des Députés“ wat d'Konzeptioun ugeet. Allerdéngs sinn ech éischerter bei deem, wat s Du virdu gesot hues, dass jidderee seng Saache kann eraginn. Well ech fäerten, dass mer soss warscheinlech relativ spéit wäerten ukommen. Dat heescht, ech géif onbedéngt dat drasetzen „à informer régulièrement la commission sur le déroulement“, wéi s De et proposéiert hues. Wéi gesot, wann een Iddien huet, da kann en dat un eis eraginn an da géife mir dat weiderginn. Dat war jo, wéi s Du et virdu proposéiert has ?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Max Hahn (DP).- Wat de Rescht ugeet, mengen ech, wiere mer awer elo ganz no beim Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Max. Zu deem, wat de Michel Wolter gesot huet ... Ech ginn dem Gilles nach fir d'éischt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP).- Merci, Här President. Ech mengen, et gëtt awer fir mech e ganz, ganz weesentleche Punkt, deen eis hei trennt. An ech gesinn och ganz schwéier, wéi mer hei solle beienee kommen, wann op där enger Säit gesot gëtt, et däerf op kee Fall d'Santé an de Ministère de la Famille sinn, déi dat do commanditéieren. An der Originalmotioun steet dat. An ech widderhuelen, dass ech der Meenung sinn, dass de Gouvernement hei muss déi Etüd an Optrag ginn. An ech weess och wierklech net, wéi mer sollen op deem dote Punkt beieneekommen. Do kënne mir, mengen ech, nach zwou Stonnen hei sëtze bleiwen an der Kommissioun, déi Leit, déi Zäit a Loscht hunn. Ech mengen net, dass mer op deem dote Punkt beieneekommen, wat ech schued fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Gilles. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV).- Här President, ech géif et awer elo extreem schued fannen – de Michel Wolter huet eng konkreet Offer gemaach, mir sinn net ganz wäit auserneen – ech géif et wierklech schued fannen, wann d'Majoritéit déi Offer elo géif u sech ofleenen, fir datt mer hei op ee gemeinsamen Nenner kéimen.

Wichtig ass jo fir eis, datt d'Chamber hei och mat agebonne gëtt, an dat muss an déi Motioun erakommen. An duerfir, ech widderhuelen dann nach eng Kéier d'Offer : bleift wannechgelift beieneen a kuckt, datt mer een Text kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Nach Wuertmeldungen ? Also ech probéieren, eng Konklusioun hei ze huelen. An da stellt sech einfach d'Greetchefro.

Ech hunn d'Impressioun, dass mer hei de Cahier des charges solle matschreiw. An dat dépasséiert menger Meenung no awer de Kader vun enger Motioun. Mir hunn hei elo an där Kommissioun, mengen ech, eng ganz grouss Beweegung gehat vun alle Säiten, vun dem Auteur vun der éischer Motioun wéi vu sämtleche Memberen hei an der Kommissioun.

Ech géif proposéieren – well wa mir elo nach zwou Stonnen hei zesummesëtzen, dann dréine mer ëmmer ëm déi selwecht Punkten –, dass déi Saachen, déi hei elo nei erakomm sinn, am Text festgehal ginn. De Michel Wolter insistéiert op déi zwee Elementer. Ech mengen, déi Propos, déi ech gemaach hunn, amplaz „analyser“ „auditionner“, dass dat deem Rechnung dréit, dass de Cadre légal et réglementaire, wéi de Marc Baum et proposéiert huet, erakënnt, wat mir och eng Selbstverständlecheit schéngt, dass d'Regierung commanditéiert, dat schéngt mer och kloer ze sinn, soss géife mer se net dozou opfuerderen an dass fir mech déi, déi fiederféierend do sinn, net de Commanditaire, mee deen, deen et mécht. An dat sinn déi Onofhängeg, déi dat maachen. An duerfir géife mer déi Instituts scientifiques mat Experten, déi se sech associéieren, wou och vun der Regierung u vun Ufank u signaliséiert ginn ass, dass si op déi Onofhängegkeet vun där Expertise pochen, fir net an de Verdacht ze kommen, si géifen hei eppes manipuléieren, dat kann ee selbstverständlech nach dobäisätzen.

Mir waren eis eens bei de Consideranten, dee „saluant“ ze ersetzen. Mir waren eis och, mengen ech, eens, dass d'Chamber soll associéiert ginn, souwuel dass d'Chamber soll informéiert ginn iwwert den Deroulement an iwwert d'Ausrichtung an dann herno iwwert d'Etüd selwer an d'Konklusiounen, wa se

finaliséiert ass. A mir géifen dat doten an den Text erakleeden. An da géif ech awer gär wëssen, ob et zu enger gemeinsamer Motioun kënnt oder net.

Fir hei zesummenzesetzen elo zu zwee Leit, da musse mer d'Kommissioun nach eng Kéier zesummeruffen. Dat bréngt et net. Mir hunn hei awer elo erëm eng Kéier annerhalef Stonn iwwert d'Motioun konnter diskutéieren. An ech froen lech, Kolleegen – dat hei ass zwar eng grave Saach, mee et sinn och nach aner grave Saache ginn –, wat fir eng Motioun, dass mer haten, wou mer bis elo annerhalef Stonn plus, plus, plus driwwer diskutéiert hunn.

Ech wëll mech hei net substituieren den Auteure vun deene verschiddenen Deeler vun där Etüd. Wann ech mech wéilt substituieren, da géif ech se selwer maachen. An do sinn ech net à même fir dat ze maachen. Mir soen, mir hätte se gär direkt, mir hätte se gär onofhängeg, mir hätte se net gär kontrolléiert vun der Regierung, mee an aller Indépendance. Ech weess net, wat mer soss nach kënnen dobäischreiwten, ausser dass mer all déi lwwerleeungen, déi vun de Kolleege gemaach gi sinn, an déi sech vill Méi ginn hunn, fir e Raster ze zeechnen, dass mer dat mat un déi Leit ginn, déi déi Etüd oder Etüden oder déi zwee Volete vun där Etüd maachen, wou et mir kloer schéngt, dass de Virolog net onbedéngt den Deroulement vun de Prozedure muss analyséieren. Mee ech mengen, hei hu mer en extreemen Effort gemaach zu deenen zwou Säiten.

Also ech proposéieren, mir bauen dat doten alles an en Text an, an dann ass et ënner jiddwerengem senger Responsabilitéit fir ze decidéieren, ob en dat do ka matdroen, well et gréisstendeels dat erëmspigelt, wat mer alleguer zesumme wëllen, oder ob mer de Mëtten da mussen iwwer zwou Motiounen ofstëmmen.

M. Michel Wolter (CSV).- Also ech wëll ganz kloer soen, Här President, dass ech Är lescht zwee Sätz wierklech bedauern.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, nee, Dir braucht déi net ze bedauern ...

M. Michel Wolter (CSV).- Well déi Sätz, entschëllegt, ech huelen d'Wuert, wann Der erlaabt. Ausser Dir huet mir d'Wuert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nee, ech huelen lech et net, ech ginn lech et, wann Der et frot.

M. Michel Wolter (CSV).- Dat ass ganz gentil, merci, Här President. Well déi sechs Sätz virdrun, déi hu mer vill besser gefall. An ech si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mir eis zu puer elo nach während 20 Minutten, enger hallwer Stonn ronderëm en Dësch setzen, dass mer eppes hunn, wat vun alle Säite ka gedroe ginn.

Wa mer elo nees an d'Situatioun kommen, dass Dir déi Motioun elo ëmännert, esou wéi Dir mengt, dass se ëmzeännere ass, da komme mir jo an d'Situatioun, dass mir nees en Text virgeluecht kréien, an dann dierfe mir nach jo oder nee soen.

Esou hunn ech déi lescht annerhalef Stonn oder bal zwou Stonnen elo net verstanen. Ech hunn déi lescht zwou Stonne verstanen, dass mer géife probéieren, gemeinsam eppes ze maache wat d'Strooss géif halen. Ech géif

lech elo, Här Bartolomeo, an all déi, déi Zäit hunn, nach eng hallef Stonn vun hirem Liewe froen, fir ze kucken, an enger ganz zolidd wichteger Geschicht zu eppes ze kommen, wou mer de Mëtten als Chamber kéinten e gemeinsamen Text bréngen.

A wa mer dat ausgedäitscht kréien, wat Dir an Äre sechs Sätz gesot hutt, ier Der déi lescht zwee Sätz gesot hutt, da sinn ech fest dovun iwverzeegt, dass mir och an enger hallwer Stonn en Text do stoen hunn, deen an der Rei ass. Dat ass d'Proposition, déi d'CSV lech mécht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- De Gilles.

M. Gilles Baum (DP).- Et ass trotzdeem e bèsse schwéier, fir dem Här Wolter säi Rasonement nozevollzéien. Ech mengen, mir hunn elo annerhallef Stonn Saachen op den Dësch bruecht, Saache vun der CSV mat op den Dësch bruecht, Iddien och vum Kolleeg Marc Baum an den Text mat erageholl. A wann da gesot gëtt, mir hätten elo quasi hei annerhallef Stonn geschwat fir genau dat selwecht ze hunn, wat am Ufank do war, fannen ech dat awer komesch.

M. Michel Wolter (CSV).- Leet de Leit ni eppes an de Mond, wat se net gesot hunn, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP).- Ech proposéieren, dass mer elo mol déi Demarche huelen, déi den Här Di Bartolomeo virgeschloen huet, fir elo mol alleguerten déi Textännerungen mat am Text ze verschaffen. A wann de spréngende Punkt dee bleift, dass d'CSV der Meenung ass, dass d'Santé an de Ministère de la Famille hei net däerfen „en étroite collaboration“ oder „en collaboration“ mat dobäi sinn, da stellen ech mer dat relativ schwiereg vir, fir e Konsens ze fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also Kolleegen, ech proposéieren lech Follgendes : vu dass hei net de Michel Wolter an de Bartolomeo vis-à-vis vunenee sëtzen a mateneen eens musse ginn, mee hei sëtzen zwou Kommissiounen, déi dat dote mat mussen droen, proposéieren ech lech, dass mer elo mol déi Saachen, wou mer eis beweegen, an en Text kleeden. An da geet deen Text selbstverständlech un d'Kolleegen alleguer. A wann dann nach Propositione sinn, wann déi Motioun dann nach net esou ausgesäit, wéi deen een oder anere Kolleeg sech dat virstellt, da mécht e konkret Textpropositionen, an da kucke mer, ob mer do kënnen eens ginn.

Well mir brauchen eppes virun Aen, wou mer kënnen drop schaffen, well soss dréie mer hei am Krees. Dat bréngt et net. Also d'Propos, wann Der domat kennt liewen : mir géifen elo all déi Saachen, wou mer eis eens sinn, dass se dragehéieren, déi géife mer drasetzen. An dann huelen déi eenzel Fraktiounen Stellung, ob se domat kënne liewen, ob se gär Ännerungen hätten, an da gëtt Récksprooch geholl mat deenen aneren, ob déi och kënnen domat liewen. An da maache mer de Kassensturz – entschëllegt den Ausdrock. An da kucke mer.

Ech hoffen nach ëmmer, dass mer hei zesummen derduerchkommen, well dat e staarkt Signal wär och a Richtung vun deene Leit, déi eis hei erwaarden. A meng Propos bleift, dass dat net elo en immuablen Text gëtt, mee dass een d'Schrëffféierung elo muss iwverhuelen, fir ze wëssen, iwver wat mer diskutéieren an net erëm eng Kéier vu vir ufänken.

Kënnt Der domat liewen ? Michel, kanns Du domat liewen, dass mer elo dat alles an en Text kleeden an dass mer da Récksprooch huelen ?

M. Michel Wolter (CSV).- Ech kann absolutt domadder liewen. Meng Propos, déi war e bëssen anescht, fir dat gemeinsam ze maachen. Mee wann Der dat dote wëllt maachen, da geet dat. Ech wëllt vläicht just dem Kolleeg Baum nach soen, Gilles Baum, datt ech elo bal 40 Joer dobäi sinn. An ech ka mech nach ganz gutt un Zäiten an der Chamber erënneren, do ass net mam Chronometer geschafft ginn, mee et ass gekuckt ginn, dass ee Solutiounen fënnt, an et ass diskutéiert ginn, bis dass ee Solutiounen hat. Ech war net laang dobäi an Diskussiounen an der Chamber, wann et drëm gaangen ass ze kucken tëschent der Majoritéit an der Oppositioun Texter ze bréngen, déi eng gemeinsam Approche kéinte bréngen. An Zäit ass ni e Facteur an der Politik, war op jidde Fall ganz laang net e Facteur an der Politik, fir ze decidéieren driwwer, ob ee sech eens ass oder net. Dat wollt ech awer trotzdeem gesot hunn.

Ech hunn eng laang Erfahrung, den Här Bartolomeo huet och eng laang Erfahrung, an et misst ee vläicht méi oft probéieren, quitte datt dat „time consuming“ ass, bis zum Schluss d'Saachen auszediskutéieren, fir dass een op eng gemeinsam Linn ka kommen.

A fir de Rescht waarden ech dann, Här Bartolomeo, op Ären Text, deen Dir elo zesummeschreift opgrond vun deem, wat an deene leschten zwou Stonnen diskutéiert ginn ass. A wann Der dat gemaach hutt, wär ech net ondankbar driwwer, wann Der mer trotzdeem géift telefonéieren oder ech lech telefonéieren, fir ze kucken, ob dat dann an der Rei ass oder net.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, dat maache mer.

M. Gilles Baum (DP).- Ech soen dem Här Wolter nach Merci fir d'Léierstonn, déi e mer ginn huet, déi ech awer net ugefrot hat an déi och net brauch.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech schenken dem Michel Wolter och den „Di“. Wann et mir nogaange wär, da géif ech net nëmmen net Di Bartolomeo heeschen, mee da géif ech Barthel heeschen. Ech schenken dem Michel also den „Di“. An ech wëll just soen, ech si bal esou laang dobäi wéi hien. Wann ech meng Zäit als Tageblatt-Journalist, als Fraktiounssekretär matrechnen, da sinn ech vläicht souguer scho méi laang dobäi wéi hien. An ech muss soen, dass ech e ganz gär géif méi oft an enger Santéskommissioun gesinn, wou en net dobäi ass, net well en net wëllt, mee well en net Member ass. An och an der Institutiounskommissioun, wou mir, mengen ech, ni Rücksicht huelen op d'Zäit an ëmmer drop beduecht sinn, iwver all Parteigrenzen ewech gutt Solutiounen ze fannen, egal wéi laang dass et dauert, an dat an enger exzellenter Atmosphär, wat ech an där Zäit, wou ech dobäi sinn, net oft a Kommissiounen erlieft hunn. An duerfir soen ech alle Kolleegen en häerzleche Merci, an ech soen och jiddwerengem en häerzleche Merci fir dee konstruktive Geescht, deen de Moie war. Mir kleeden dat elo an en Text an da kritt jiddwereen en. Well dat ass mir awer wichteg, dass mer net zu zwee hei dru wierkelen, mee dass hei d'Adhesioun vu jiddwerengem ass. A mir ruffen eis dann och géigesäiteg un.

Ass dat esou an der Rei ? Ass dat fir jiddwereen esou an der Rei ?

Une voix.- Yes.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*. - Da maache mer dat esou. Merci villmools. An da géife mer elo mol hei ofschléissen. Da Rendez-vous de Mëtten a Rendez-vous, wann den Text dann definitiv steet, an dann hoffentlech aus „zwei mach eins.“ »

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Le Secrétaire-administrateur,
Patricia Pommerell

Le Président de la Commission de la Santé et des
Sports,
Mars Di Bartolomeo

Le Secrétaire-administrateur,
Jean-Paul Bever

Le Président de la Commission de la Famille et de
l'Intégration,
Max Hahn

Motion

Dépôt :

La Chambre des Députés

- reconnaissant les efforts continus du personnel soignant et encadrant ainsi que des chargés de direction des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et des réseaux de soins dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;
- saluant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la santé et de la famille ainsi que les gestionnaires ;
- considérant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques et de recommandations de la part des ministères de la Santé et de la Famille ;
- considérant la vaccination prioritaire des personnes âgées et vulnérables lors des premières phases de la campagne de vaccination ;
- constatant cependant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées ;
- déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19 ;
- considérant que l'augmentation du nombre des décès en relation avec le Covid-19 et plus particulièrement les chaînes d'infection survenues dans les structures pour personnes âgées ont déjà été discutées lors de la réunion de la Commission de la Santé et des Sports du 12 mars 2021 ;
- considérant que lors de la réunion jointe du 23 mars 2021 de la même commission avec la Commission de la Famille et de l'Intégration, la ministre de la Famille et de l'Intégration, la Direction de la santé et Servior ont fourni les informations et explications disponibles et demandées quant à la situation dans ces structures, la progression du programme de vaccination dans les structures concernées, ainsi que sur le séquençage des échantillons des personnes décédées et les résultats y relatifs ;

invite le Gouvernement :

- à commanditer une étude indépendante afin d'analyser, en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l'Intégration et les instituts scientifiques, les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;
- à analyser respectivement évaluer dans cette étude l'application des mesures sanitaires, recommandations et procédures indiquées ;

- à analyser dans cette étude le degré d'immunisation des personnes âgées décédées suite à l'administration d'une première respectivement d'une deuxième dose de vaccin contre le Covid-19, et
- à soumettre les conclusions de cette étude à la Chambre des députés dès sa finalisation.

*



Commission de la Santé et des Sports
Commission de la Famille et de l'Intégration

Procès-verbal de la réunion du 1^{er} avril 2021

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9, 11 et 12 mars 2021 (uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports) ainsi que de la réunion jointe du 23 mars 2021
2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
 - Rapporteur : Monsieur Mars Di Bartolomeo
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 - Examen d'une proposition d'amendement soumise par la sensibilité politique ADR
 - Adoption d'un projet de rapport(uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports)
3. Suite aux discussions menées lors de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021 sur la motion du groupe politique CSV déposée le 18 mars 2021 en séance publique :
 - Présentation d'un texte susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées
4. Divers

*

Présents : M. Gilles Baum, M. Marc Baum, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jeff Engelen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, membres de la Commission de la Santé et des Sports

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Guy Arendt, remplaçant Mme Carole Hartmann, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, remplaçant M. Marc Spautz, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, remplaçant M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, M. Paul Galles, Mme Chantal Gary, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, remplaçant M. Georges Mischo, M. Fred Keup, M. Charles Margue, M. Jean-Paul Schaaf, M. David Wagner, remplaçant M. Marc Baum, M. Serge Wilmes, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Goergen, observateur délégué

M. Claude Lamberty, M. Roy Reding, observateurs

M. Michel Wolter, auteur de la motion relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite "Um Lauterbann" à Niederkorn

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Sibenaler, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Mme Anne Calteux, Mme Paule Flies, M. Laurent Jomé, Mme Nadia Rangan, du Ministère de la Santé

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la santé

Mme Nadine Entringer, du groupe parlementaire LSAP

M. Jean-Paul Bever, Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission de la Santé et des Sports

M. Max Hahn, Président de la Commission de la Famille et de l'Intégration

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 9, 11 et 12 mars 2021 (uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports) ainsi que de la réunion jointe du 23 mars 2021

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

(uniquement pour les membres de la Commission de la Santé et des Sports)

Monsieur Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Commission de la Santé et des Sports et rapporteur du projet de loi sous rubrique, présente l'avis

complémentaire que le Conseil d'État a rendu en date du 30 mars 2021 ainsi que le projet de rapport relatif audit projet de loi.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) souhaite savoir si le Gouvernement entend maintenir l'ouverture des terrasses au vu des derniers chiffres en matière de nouvelles infections.

Il est confirmé que les chiffres publiés le 31 mars 2021 font état d'un nombre assez élevé de nouvelles infections (387 sur 13 171 tests PCR effectués), alors que ceux publiés le 30 mars 2021 sont plus positifs (182 sur 10 249 tests PCR effectués). Le chiffre qui sera publié dans le courant de la journée fait état de 238 nouvelles infections (sur 12 486 tests PCR effectués), ce qui correspond à un taux de positivité de 1,9. De manière générale, on peut constater une stabilisation de la situation épidémiologique.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) constate encore que le non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020 constitue un fait sanctionnable dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons ; il demande des précisions à cet égard.

Il est rappelé que le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. Lorsqu'une table est occupée par plus de deux personnes, l'exploitant de l'établissement concerné doit se renseigner auprès de ces personnes si elles font partie d'un même ménage ou cohabitent. Il n'est toutefois pas habilité à procéder à un contrôle d'identité.

Partant, la sanction dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons en cas de non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020 est applicable au cas où l'exploitant ne se renseignerait pas au préalable auprès des personnes concernées si elles font partie du même ménage ou cohabitent. En revanche, la responsabilité de l'exploitant ne peut pas être engagée dans le cas de figure où les clients lui fourniraient une fausse information, étant donné que l'exploitant n'est pas légalement habilité à procéder à un contrôle d'identité.

Il est convenu d'apporter ces précisions dans le rapport relatif au projet de loi sous rubrique. Les mêmes informations seront communiquées à la Police grand-ducale en vue de l'application de la loi.

Par la suite, Monsieur Jeff Engelen (ADR) présente une proposition d'amendement que la sensibilité politique ADR a soumise en date du 30 mars 2021 afin d'autoriser les établissements de restauration et de débit de boissons à accueillir du public entre 6.00 heures et 21.00 heures. Cet amendement a pour objet non seulement de permettre aux établissements du secteur Horeca de réaliser un chiffre d'affaires plus élevé, mais également d'améliorer la qualité de vie et la santé mentale de la population.

Il est convenu de soumettre la proposition d'amendement de la sensibilité politique ADR à un vote.

La sensibilité politique ADR vote pour la proposition d'amendement susmentionnée (1 voix), alors que les groupes politiques CSV, DP, LSAP et

déi gréng et la sensibilité politique déi Lénk votent contre cette proposition (14 voix).

*

Après discussion, les membres de la commission parlementaire procèdent au vote du projet de rapport.

Les groupes politiques DP, LSAP et déi gréng votent pour le projet de rapport sous rubrique (8 voix).

Le groupe politique CSV et les sensibilités politiques ADR et déi Lénk votent contre le projet de rapport (7 voix).

*

Madame Corinne Cahen, en sa qualité de ministre à la Grande Région, fait savoir que les autorités fédérales allemandes décideront probablement de ne pas classer le Luxembourg en zone à fort taux d'incidence (« *Hochinzidenzgebiet* »), à l'instar de la Belgique et contrairement aux Pays-Bas. Madame la Ministre exprime sa satisfaction à cet égard, notamment au vu de la situation difficile qui se présente à la frontière franco-allemande depuis que le département de la Moselle a été classé par les autorités allemandes en zone de circulation de virus variant (« *Virusvarianten-Gebiete* »).

Monsieur le Président-Rapporteur renvoie encore à la décision du tribunal de première instance de Bruxelles qui a condamné l'État belge en date du 31 mars 2021 à revoir le cadre légal de ses mesures anti-Covid dans un délai de 30 jours suite à une plainte faite par des organisations de défense des droits humains. En effet, la Ligue des droits humains avait introduit fin février une action en référé pour contester la légalité de la gestion de la crise sanitaire par le biais d'arrêtés ministériels et pour obtenir un débat parlementaire sur les mesures anti-Covid. Au vu de cette situation, l'orateur se félicite du fait que les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 soient soumises au Luxembourg à la procédure législative.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) se dit d'accord avec cette analyse de la situation, tout en estimant que certains domaines, comme l'éducation nationale, l'enfance et la jeunesse, ne disposent pas d'une base légale suffisante.

3. Suite aux discussions menées lors de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021 sur la motion du groupe politique CSV déposée le 18 mars 2021 en séance publique :

- Présentation d'un texte susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées

Les membres des commissions parlementaires concernées jugent opportun de dresser un verbatim du point 3 de la réunion de ce jour. Le lecteur est renvoyé au verbatim ci-après, qui fait partie intégrante du présent procès-verbal.

*

« **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech knäppen dann do un, wou mer eis d'leschte Kéier als Jointe verlooss haten. Mir hate jo eng laang Diskussioun iwwert déi Motioun, déi vum Michel Wolter abruecht ginn ass iwwert déi Clusteren, Ursaachen, Konsequenzen, déi eis alleguer déif getraff hunn a wou mer dann och de Verbatim virleien hunn. Ech hat zum Schluss vun der Sëtzung proposéiert, dass mer an esou enger eeschter Ugeleeënheet sollten zumindest probéieren, eis op e gemeinsamen Text ze eenegen.

Ech hunn och an deene leschten zwee Deeg ganz vill mat de Kolleegen aus deenen eenzelne Fraktiounen geschwat iwwer wéi mer dat solle maachen. Aus deene Gespréicher ass en Text erauskomm, wou ech der Meenung war, dass et gutt wär, wann e matzäit géif virleien, fir dass jiddweree sech eng Meenung kéint maachen. Ech mengen, dat ass eis gelongen. Den Text ass am fréien Nomëtte gëschter bei déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite gaang.¹

Ouni elo direkt nach eng Kéier op déi ganz Diskussioun anzegoen, déi mer an der Jointe haten, wollt ech d'Fro an d'Ronn eraginn, ob den Text, wéi mer lech en zoukomme gelooss hunn, eng Basis kéint sinn, fir eng gemeinsam Ënnerstëtzung fir déi Demarche ze kréien, fir déi awer dach tragesch Fäll kënnen ze ergrënnen an enger onofhängeger Etüd, déi selbstverständlech dem Parlament géif virgeluecht ginn. Voilà, dat wollt ech an d'Ronn eraginn, fir ze spieren, ob dat kéint vun deenen zwou Kommissiounen gedroe ginn.

Kolleegen, wie wëllt fir d'éischt ? Vu dass eng éischt Motioun vun de Kolleegen vun der CSV abruecht gi war, an déi hei Motioun awer elo net eng kleng Modifikatioun vun deem bestoenden Text ass, mee eigentlech eng nei Motioun – och wa se zu deene selwechte Schlussfolgerunge kënn –, géif ech fir d'éischt d'Wuert ginn un d'Kolleege vun der CSV an dann d'Ronn weider opmaachen.

Wie wëllt vun lech d'Wuert ergräifen ?

M. Marc Spautz (CSV). - Ech wollt do eng Fro préliminaire stellen, wannechgelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Sot Dir, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV). - Mir hunn d'leschte Kéier eng laang Diskussioun gefouert iwwert d'Situatioun an deenen eenzelnen Haiser. Mir hunn och e Verbatim vun der Madamm Pommerell geschéckt kritt. Ech wollt nach eng Kéier op dat zrëckkommen. Well gëschter waren an engem Reportage (*inaudible*) awer do komplett aner Fakten op den Dësch komm sinn, wéi déi, iwwert déi mir geschwat hunn. Den Här Vinandy huet eis deemools, an dat ass nozeliesen an deem Verbatim, gesot wat (*inaudible*) geschitt ass. Gëschter stoung (*inaudible*) Zeitung – dann nennen ech se och alt : „reporter.lu“ –, dass do ganz komesch Zoustänn geherrscht hätten. Dass do keng Prozedure festgeluecht gi wieren. Dass do Leit sech andauernd begéint hätten (*inaudible*). An dofir mengen ech, dass een dat fir d'éischt muss klären, well dat (*inaudible*) wéi dat wat am Verbatim (*inaudible*). Well hei ass drop opmierksam gemaach

¹ Le texte de la motion proposée par Messieurs les Présidents de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration est repris en annexe.

ginn, dass dräi Dokteren (*inaudible*) gaangen, dass keng Strategie do gewiescht wier (*inaudible*). Dat gëtt och do ausgesot (*inaudible*) a souguer an deem „reporter.lu“-Artikel op alle Fall vun der Santé, der mobiller Ekipp vun der Santé bestätegt. Da misst een elo mol fir d'éischt wëssen, och wann een duerno op d'Motioun iwwergeet, wat ass richteg (*inaudible*) ..., déi allen dräi onofhängeg vuneneen dat selwecht gesot hunn, dass dat net normal gewiescht wier, wéi dat (*inaudible*). Ier mir zu der Motioun kommen, wëll ech vun der Madamm Minister respektiv vun deene Responsabele vu SERVIOR a vun der Santé wëssen, wat dann elo Saach ass. Well soss maache mer eis selwer lächerlech, mat deem wat am Verbatim steet, wann dann herno do sollen aner Fakte sinn. Well ech ka mer jo net virstellen, dass déi dräi Dokteren (*inaudible*), unni dass do eng Diskussioun stattfonnt huet mat deene Responsabelen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Marc Spautz. Et war leider e bësse Gehacktes an der Leitung, mee ech mengen, mir hunn en awer, wat de Fong ugeet, verstan. Wie wëllt Stellung dozou bezéien ? Madamm Minister ? Jean-Claude Schmit ?

Kolleegen, just ee Saz nach, well ech dat eigentlech direkt am Ufank hätt misste maachen, an entschëllegt mech dofir, dass ech dat net gemaach hunn. Ech wollt an aller Form d'Gesondheitsministesch entschëllegen, déi sech am Moment erbléist, an nach eng Kéier alles Guddes dierfe mat op de Wee ginn, fir dass se esou schnell wéi méiglech erëm bei eis ass. D'Madamm Minister huet sech en bonne et due forme bei eis entschëllegt, si ass awer wierdeg vertrauden hei an eiser Ronn.

Jean-Claude, wëlls du dozou Stellung huelen ? Respektiv d'Madamm Minister ? Sot mir.

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la Santé.- Ech kann eppes zur Prozedur soen, wéi dat ofleeft mat deene Vaccinatiounen. Et ass esou, dass d'Haiser eng Rei Deeg virum Datum natierlech ugeschriwwe ginn, kontaktéiert ginn, a si kréien eng Aart Cahier des charges dee Moment matgedeelt. De Prinzip ass jo esou, dass eng Équipe coordinatrice sur place kënnt. Dat ass een Dokter, deen d'Responsabilitéit iwwert déi ganz Prozedur huet. Et ass eng Infirmière, déi do ass, fir d'Vaccinen ze preparéieren. An et ass een Administrativen, wat an dësem Fall een Douanier war, dee fir d'Schreifaarbecht, déi muss gemaach ginn, matkënnt. Dat ass d'Ekipp, déi vun eiser Säit aus kënnt.

D'Vaccinatioun selwer gëtt gemaach vun den Dokteren, déi am Haus schaffen, normalerweis, plus vun den Infirmièren aus dem Haus. Dat ass eng Demande gewiescht och vun der COPAS, einfach well déi Dokteren an déi Infirmièren d'Leit kennen. Et ass vill méi einfach ze maachen. D'Leit hu Vertrauen zu deene Persounen, besonnesch wann et Leit sinn mat Demenz zum Beispill. Déi kennen déi Leit. Dat geet vill besser, wéi wann do friem Leit era géife kommen.

Wann dat Haus ugeschriwwe gëtt, kritt et eng Aart Standard-Cahier des charges zougestallt, wou drasteet : mir brauchen déi an déi Lokaler ; mir brauchen esou vill Personal, well mer gären esou vill Lignes de vaccination opmaachen ; mir kommen ëm esou vill Auer ; mir mengen, bis esou vill Auer hätte mer et duerchgezunn ; mir rechnen dermat, dass esou vill Leit pro Stonn kënnen an all Ligne de vaccination geimpft ginn, an esou weider an esou virun. D'Haiser hunn dann d'Méiglechkeet, dorop ze reagéieren. Well d'Haiser si

ganz verschidden, a puncto Architektur, a puncto Organisatioun. An dat, wat mir eis theoreetesche virstellen, ass jo net onbedéngt dat, wat um Terrain realisabel ass.

Am Fall vun Nidderkuer huet d'Haus awer keng Reaktioun gemaach. Déi hu gesot, dat wär an der Rei. Do ass keng Modifikatioun vum initiale Programm gemaach ginn.

Ech hunn och hei de Rapport vun de Vaccinatiounen, d'Zuele vun de Vaccinatiounen. Wéi gesot, den 18. Februar sinn 224 Leit geimpft ginn, e gewëssen Deel vum Personal, e gewëssen Deel vun de Residenten. Am Rapport steet och, dass effektiv den Espace relativ kleng ass. Et steet do, et wär eng ganz grouss Struktur, et wäere vill Leit do, an den Espace disponible wär relativ kleng gewiescht. An deem Sënn hätt et e bësse méi laang gedauert, fir d'Leit alleguer ze impfen. Ee vun de Problemer, deen hei festgestallt ginn ass, ass deen, dass d'Personal net ëmmer disponibel war am Sënn, dass déi natierlech hir normal Aarbecht haten an net ëmmer zu deem Zäitpunkt sech presentéiert hunn, fir hir Injektioun ze kréien, dee virgesi war. Wat e gewësse Retard an där ganzer Procédure mat sech bruecht huet. Soss steet awer elo näischt Spezielles an deem Rapport. Dat sinn déi Donnéeën, déi ech hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Jean-Claude Schmit. Madamm Minister.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, ech soen dem Marc Spautz villmools merci fir d'Froen. Et ass absolutt normal an duerfir ass et och esou wichteg, dass een déi Clusteren am Allgemengen analyséiert. Ech hat natierlech op deen Artikel hi bei SERVIOR nogefrot. Et ass, wéi de Jean-Claude Schmit grad gesot huet : all Haus ass aneschtens. Et steet effektiv och do, dass „dans l'idéal“ eng Entrée/sortie séparée muss sinn. An deem Fall, am Festsall, war dat net méiglech, mee et ass eng ganz breet Dier do vun 2,50 m.

Fir da ganz konkret op déi Accusatiounen ze kommen, déi an deem Artikel stinn, ouni se wëlle falsch ze rieden, well ech war net sur place, an ech mengen, dass jiddwereen do seng Vue huet. Dofir ass et vläicht net onwichtig, dat eng Kéier vu bausse kucken ze loossen. Bon, éischtens emol liewen déi Residente jo souwisou en communauté, ëmmer. Dat heescht, si gesi sech och, wa se Aktivitéite maachen an esou weider. Et gëtt jo e Sozilliewen am Haus. Weeder de Médecin coordinateur vum Gesondheitsministère nach déi Médecin-généralisten, déi hei an deem Artikel stinn, hunn den Dag vun der Vaccinatioun iergendwellech Objektiounen iwwert d'Organisatioun matgedeelt. An de Kummeren impfe wär ganz schwéier realisabel gewiescht, well da misst een nämlech ee Collaborateur pro Kummer virgesinn, fir de Suivi vum Resident no der Vaccinatioun ze maachen, wat bei esou ville Leit quasi onméiglech ass.

Da seet SERVIOR mer, et wär falsch ze soen, dass „25 collaborateurs manquaient à l'appel le lendemain“. Et waren dräi Kollaborateuren, déi vaccinéiert goufen um Virowend, déi net do waren den Dag duerno, déi virgesi waren. Et ware 25 Kollaborateuren am Ganzen a Quarantän oder am Isolement, „au maximum lors de la (*inaudible*) sur le site“, schreift SERVIOR mer. Dann huet all Kollaborateur ëmmer eng FFP2-Mask ugehat. D'Residenten haten all eng chirurgicale Mask un, ausser déi, wou d'Capacité physique et mentale et net erlaabt huet.

An dann : „Le jour de la mission de vaccination, le taux de participation à la mission de vaccination fut de“ 143 vun 150 Residenten. Dat si 95 %. An 80 vun 137 Kollaborateuren. Dat sinn 59 %. Ouni elo déi ze zielen, déi an de Centres de vaccination waren. Dat heescht, dass den Taux de vaccination wäit iwwer 60 % dee Moment ass.

Voilà déi Äntwerten, déi ech krut vu SERVIOR suite zu deem Artikel. Mee wéi gesot, ech mengen an där Motioun, déi Der haut do leien hutt, geet et jo eebe grad dréms, fir eng Kéier déi Clusteren do ze analyséieren, an da gesäit een vläicht och méi kloer. Also d'Gebailechkeete sinn dat, wat se sinn. Déi sinn net genial, grad wéi och op anere Plazen, Déifferdeng an ... Dofir hu mer decidéiert, nei Gebaier ze bauen. Déi wuessen – leider – net iwwer Nuecht aus dem Buedem. An ech si frou, dass mer dat schonn decidéiert hate virun dëser Crise sanitaire, dass d'Regierung d'Wäitsicht hat, fir de Budget ze liberéieren, fir déi doten Haiser kënnen opzeginn an nei, méi modern Strukturen, wou et sech och besser liewen a schaffe léisst, kënnen opzeriichten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Madamm Minister. Merci, Dr Schmit. Effektiv ass dat do jo een Element, dat an déi Etüd kann afléissen. Nach sinn ech der Meenung – an ech mengen, do am Numm kënnen ze schwätze vu ville Leit, déi dat dote suivéieren –, dass, wann een oder méi Leit aus enger Ekipp, déi dat dote suivéieren, Problemer gesinn, dass vläicht déi éischt Adress déi ass vun der Direktioun vun der Santé oder vun dem Departement, dee responsabel ass fir dat Haus. An déi zweet Adress dann eeben de „reporter.lu“ ass. Wou ech absolutt fir d'journalistesche Fräiheet sinn, mee wou ech awer mengen, dass d'Responsabilitéit vun Ekipp, déi um Terrain sinn, wa se e Problem gesinn, dass se dee Problem, wéi se e gesinn, un déi Plaz weiderginn, déi dofir verantwortlech zeechent. Ech hoffen, dass ech dat richtig gesinn. Ech géif jiddefalls, wann ech an esou enger Ekipp wär, esou handelen.

Marc, nach eng Kéier kuerz. An da géif ech awer d'Diskussioun iwwert d'Motiounen opmaachen, well e puer Kollegeen mussen an aner Reuniounen.

M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President. Also ech wëll weeder d'journalistesche Fräiheeten aschränken nach soss iergendeppes. Mee wat awer komesch ass, an dat gétt och am Artikel zitéiert, d'Santé seet : „Mir hunn näischt mat der Organisatioun ze dinn. Dat läit alles beim Bedreiw. Mir ginn dohinner a mir soen, wat mer gären hätten“. Sou gétt d'Santé an deem Artikel suivéiert. Ech mengen, dass et méi wichteg ass wéi jee, an och nach op anere Plazen, dass ee sech da misst (*inaudible*) ginn, wéi dat soll oflafen. A wann do wierklech esou vill Leit op enger Plaz waren, déi sech herno begéint hunn, wa se vaccinéiert gi sinn, eran an eraus, a wann een da kuckt, wat an den Impfzentre geschitt, wéi wäit d'Leit do sollen ausernee gemaach ginn, da muss een awer soen, egal (*inaudible*), dass een dat awer och hätt missen an der Planung matberécksiichtegen, dass do net Leit sech begéinen esou offen, wéi dat scheinbar de Fall ass. Déi Leit, déi d'Haus e bèsse kennen, och eng Dier vun 2,50 Meter, wann zwee Leit laanschtenee ginn, muss ech lech awer soen, ass dat, fannen ech, ganz komesch. An ech wär och frou gewiescht, wa mer dat schonn d'lescht Woch gesot kritt hätten an net grad am Nachhinein hätte missen aus enger Zeitung gewuer ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Marc. Eigentlech ass deem net vill bäizefügen, nach mussen dann déi dote Feststellungen och weidergoen. An ech mengen, dass dee Message och ukomm ass, fir dat genee ze kucken.

M. Michel Wolter (CSV).- Här President, ech wollt mer d'Wuert froen, wann Der erlaabt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Michel Wolter (CSV).- Well ech eng Motioun deposéiert hunn den 18. Mäerz, an déi ass nach net vum Dësch. Wollt ech just gesot hunn, datt, wa mer eis eens ginn iwver eng aner Motioun, dann ass se vum Dësch. Mee en attendant ass se op jiddwer Fall mol nach um Dësch. Dat wollt ech einfach emol vun der Prozedur hier gesot hunn.

An ech wëll, well déi Motioun sech jo ausdrécklech op dat doten Haus bezitt, awer trotzdeem soen, dass ech extreem erféiert sinn. Mir sinn elo bei der véierter Versioun, firwat datt dee Virus an d'Haus komm ass. Bei där véierter Versioun ! Net bei där drëtter oder bei där zweeter oder bei där éischter, mee bei där véierter Versioun. De 5. Mäerz ass gesot ginn, et géif ee mol dervun ausgoen, de Besuch hätt de Virus materabruecht. Dat war eng Ausso vu SERVIOR. Ech hu gëschter en anere Rapport kritt, dat ass dee vun der Sitzung vum 12. Mäerz. Ech si jo net Member an der Santéskommissioun, mee dee Rapport ass erausgaangen. An do steet dran, datt den Här Schmit, Direkter vun der Santé, gesot hätt – ech liesen dat vir : „La propagation rapide du virus au sein du CIPA serait due au non-respect des règles en matière de restauration, les résidents ayant pris les repas ensemble“. Dat ass eng zweet Versioun. Dat ass eng, dass d'Leit also – wéi den Här (*Marc*) Baum dat an der leschter Sitzung gesot huet – entgéint de legale Virschrëften zesumme giess hätten.

An der Kommissiounssitzung vum 23.3. kréie mer eng drëtt Versioun. Dofir hat ech mech e bëssen echaufféiert ee Moment, well ech dat absolutt net akzeptéieren an och haut nach net akzeptéieren, do ass gesot gi vu SERVIOR a vum Här Schmit, et wär en aalt Haus, et wäeren al Bewunner. Alleguerten déi, déi gestuerwe sinn, wäeren an der Moyenne 88 Joer gewiescht. Si wäeren polymorbid gewiescht. Si hätten extreem vill Virerkrankungen, an et wäeren net méi Doudeger an deem Haus wéi am Ausland, hätten Etüde gewisen. Dat ass also dréi drëtt Versioun. Fir d'éischt vu baussen. Dann : „Si hunn zesumme giess“. Dann : „Mir hunn e Problem an deem Haus. Dat ass al an, bon, d'Leit sinn eeben elo gestuerwen“. An da koum gëschter déi véiert Versioun. Déi véiert Versioun, déi doranner besteet, dass manifestement och nach während der Impfcampagne d'Saachen nu wierklech net esou gaange sinn, wéi se hätte misse goen.

An dofir mengen ech, datt et wichteg ass, net nëmmen an deem heite Fall, mee a ganz ville Fäll, well een d'Impressioun huet, dass een eigentlech ëmmer nëmmen iwver drécken, drécken, drécken, froen, froen, froen a vu baussen eraus gewuer gëtt, wat an deene leschte Méint an den Altersstrukturen – dat sinn d'CIPA, d'Maisons de soins an de Logement encadré – geschitt ass. An dofir ass et fir eis extreem wichteg, dass eng Enquête gemaach gëtt. Dofir wollt ech och dem President nach eng Kéier soen, datt ech zwee Texter eraginn hunn, wéi déi Etüd kéint passéieren. Ee gëschter Moien iwvert dee méi gesondheetstechneschen, virologeschen Deel vun där Analys, wéi se kéint gemaach ginn. An ee muer de Mëtten opgrond vun deem Artikel, deen ech dunn zur Kenntnis geholl hunn am „reporter.lu“, wou et méi ëm déi Froe geet vu Prozeduren, wat fir eng waren do, wéi si se agehale ginn an esou. An ech

wär frou, wann och déi zwee Texter niewent der Proposition vum President vun der Kommissioun an der Diskussioun kéinten traitéiert ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Michel Wolter. Ech wollt just drop hiweisen, dass et selbstverständlech ass, dass déi Motioun, déi Dir abruecht hutt, dass déi steet. Nach war et esou, dass mer elo a Presenz si vun zwee Texter. Deen een Text, dee bis op Weideres vun der CSV gedroen ass, an deem aneren Text, deem elo nach vu kengem eigentlech gedroen ass, deem den Effort mécht, fir aus enger ursprénglecher Motioun eng gemeinsam Motioun ze maachen. An dat wär d'Basis, déi ech lech presentéiert hunn, och am Numm vun dem Kolleeg President vun der Familljekommissioun. Dat heescht also, et ass net esou, dass elo déi eng Motioun an den Eck soll gedréckt ginn, mee dass den Effort soll gemaach ginn, zumindest de Versuch soll gemaach ginn an esou enger awer interpelléierender Situatioun, fir als Chamber gemeinsam opzetroeden, an duerfir och d'Wichtigkeet vun deem Ganzen an d'Wichtigkeet vun där onofhängeger Etüd ze ënnersträichen.

Ech wollt dat soen. Dat Zweet, selbstverständlech, wann d'Kolleege Propositionen eragi fir déi Etüd, wat se soll berücksichtegen, wäerte mir dat un déi Leit weiderginn, déi déi Etüd ze maachen hunn. Dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet. Wann d'Kolleege sech d'Méi maachen, fir eng ganz Rei vu Froen opzewerfen, da kréien déi Responsabel fir déi Etüd dat dote selbstverständlech mat op de Wee. Dat heescht also, dat do geet selbstverständlech net verluer. An ech sinn dankbar fir all Effort, dee gemaach gëtt, fir dat Ganzt op eng onofhängeg a wëssenschaftlech Aart a Weis opzeschaffen.

M. Michel Wolter (CSV).- Ech si ganz frou, Här Bartolomeo, iwwert déi dote Prezisiounen, déi Der ginn hutt. Déi setzen e bëssen Är Froen an en anere Kader. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, fir mech war dat do kloer. Ech hunn och – bon, et deet mer leed, mir hunn net matenee geschwat, mee ech hu mer erlaabt mat Ärem Spriecher, wat d'Gesondheet ugeet, zumindest iwwert d'Prozedur ze schwätzen, allerdéngs manner elo iwwert déi Lëscht vu Froen, mee awer iwwert d'Demarche. Selbstverständlech kann een, deem eng Motioun ... Hei geet et jo net drëms, e Kompromëss ze fannen. Hei geet et drëm, fir eng Ënnerstëtzung fir eng gemeinsam Demarche ze fannen. Well ech froen hei keng Kompromësser. Ech froen hei eng gemeinsam Demarche, déi als Zil huet, dat Ganzt oppen an onofhängeg ze ergrënnen. Ech mengen, dat ass d'Premiss. Hei geet et net drëm ... Ech mengen, Dir hutt verstanen, wat ech wollt soen.

Duerfir géif ech elo, wann Der wëllt, also mat deene Prezisiounen selbstverständlech, déi Froen, déi Propositionen, déi gi weider, déi ginn un d'Kommissiounen weider. Max, Du gesäis jo och kee Problem doran, an d'Kolleegen alleguer hei ? Den Dr Schmit, mengen ech, huet iwwerhaupt kee Problem, wa Froen hei opgeworf ginn, Suggestiounen a Propositionen, dat fléisst an déi Etüd mat eran.

Dat gesot, géif ech awer gär elo d'Diskussioun opmaachen an d'Fro stellen : Kann deem Text, deem Der gëschter kritt hutt, kann dee gegebenfalls eng Ënnerstëtzung fannen, eng breet Ënnerstëtzung fannen hei, respektiv gëtt et Suggestiounen zu deem Text, fir eng breet Ënnerstëtzung kënnen ze fannen ? Duerfir géif ech elo d'Ronn opmaachen. Kolleegen, manifestéiert lech, wann

Der éischtens mam Text d'accord sidd, respektiv wann der Propositionen hutt, fir den Text ze preziséieren oder do, wou et noutwendeg wier, Ännerungen ze maachen, fir dass mer déi breet Ënnerstëtzung fannen. Sot mir ! Wie wëllt Stellung huelen ? De Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk).- Jo, merci Här President. Et ass e bëssen esou e Malaise, well et huet een d'Gefill, do ass eng Motioun deposéiert gi vum Deputéierte Wolter. Doropshin ass eng zweet Motioun vun den zwee Presidente vun der Kommissioun deposéiert ginn. An ech, deen net „dans le secret des dieux“ ass, weess net, hutt Der matenee geschwat ? Ass dat, wat am Moment virläit, eng Méiglechkeet, op där ee gemeinsam diskutéiere kann ? Wann dat esou ass, an den Här Wolter gesäit sech an där Motioun a gréisser Deeler erëm, an deem Fall wär et jo effektiv eng gemeinsam Motioun. An dann hätt ech och zwou, dräi Proposen nach ze maachen, fir déi Motioun, soe mer emol esou, ze verbesseren. Mee ech weess elo éierlech gesot net richtig, wou mer dru sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Kolleegen, kann et eng Basis si fir ...

M. Michel Wolter (CSV).- Ech géif lech vläicht e puer Saache soen, Här President, dozou ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, sot Dir !

M. Michel Wolter (CSV).- ... andeem ech effektiv nach eng Kéier dat widderhuelen, wat Der mer gesot hutt, datt Der net mat mir als Auteur vun der Motioun driwwer geschwat hutt, obscho Leit lech gesot hunn, dass Der dat sollt maachen. Mee bon, dat loosse mer dann einfach emol esou sinn.

Ech muss soen, dass déi Motioun, déi Der hei virgeluecht hutt, zesumme mam President, fir eis tout au plus eng Diskussiounsbasis ass, iwwert déi een am Detail misst diskutéieren. An dofir ass dat mäin zweete Punkt. Ech bedauern, dass mir an engem Moment, wou de Mëtten ëm zwou Auer Chamber ass, elo eréischt doriwwer diskutéieren, obschonn déi Diskussioun vu mir viru 14 Deeg an der Kommissioun opgeworf ginn ass an ech deemools gesot hunn, dass ech gären hätt, dass dat relativ zügeg an direkt misst geschéien.

Ech wëll mech net ze laang ophale mat de Consideranten. Just fir ze soen, dass fir d'CSV eigentlech just d'Considerante fënnef a sechs wichteg sinn. All déi aner Consideranten, déi hunn eigentlech net ganz vill mat deem ze dinn, wat an der Motioun soll ausgedréckt ginn. Dat heescht, et géif fir eis largement duergoen, wa géif do stoen, „constatant cependant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées“ an „déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19 ... invite“. An da géife mer op den Dispositif kommen.

Am Dispositif, muss ech soen, dass Der net dat erëmbrengt, wat mir gefrot hunn. Dir schreift zwar, et wär eng Étude indépendante, déi vun der Regierung géif an Optrag gemaach ginn, déi awer „en collaboration étroite avec la Direction de la santé“ – wat mech scho wonnert, well do gëtt eng Differenz gemaach tëscht Direction de la santé a Ministère de la Famille, déi ech net verstinn, mee déi awer och vläicht nëmmen en Detail ass – „les sources des clusters ...“ an esou weider. Dat ass absolutt net dat, wat mir gären hätten.

An Dir musst verstoen – dofir hunn ech meng éischt Interventioun virdu gemaach am Fall vum Lauterbann –, datt, wann ee véier verschidde Versiounen zerwéiert kritt, wa Ministeren an der Ëffentlechkeet kommunizéieren, fir ze soen : „Et ass alles wonnerbar, an der Rei, mir hunn déi Saach am Grëff“, a mir stelle fest, dass all Dag eng nei Versioun kënnt, dann ass et fir eis relativ schwéier ze akzeptéieren, dass déi Leit, déi hei sech mussen erklären an eisen Aen a sollen erklären, dass déi „en collaboration étroite“ déi sinn, déi déi Etüd maachen. „Indépendant“, dat heescht fir eis onofhängeg.

Déi Onofhängegkeet, déi gëtt awer an där Motioun hei a kengem Moment präziséiert. Onofhängeg heescht fir eis – an dofir hunn ech virdu meng Remark gemaach op déi Texter, déi ech lech eraginn hunn, déi dann doudsécher och gelies si ginn – dass mir der Meenung sinn, dass d'Chamber „étroitement associée“ un där ganzer Diskussioun soll ginn, wann net souguer de Lead misst iwwehuelen an där ganzer Analys, déi do ze maachen ass. An déi Analys, déi sech an déi zwee Deeler andeelt, déi Der richtegerweis an Ärer Motioun hei bréngt.

Dat heescht, mir hu Schwieregkeeten, en Text ze stëmmen, aus deem net kloer erausgeet, dass et wierklech eng onofhängeg Etüd ass, an aus deem net erausgeet, dass d'Chamber deen ass, deen dat dote muss an d'Hand huelen, dans la mesure wou déi, déi dat an d'Hand hätte sollen huelen, manifestement et net gemaach hunn. Dat sinn nach ganz vill Froen, déi sech aus der leschter Reunioun erginn, a wat fir engem Moment a wat fir engem Ministère wat fir eng Konklusiounen an Etüden an Analyse gemaach si ginn. An do verweisen ech einfach op deen Deel vu menge Froen, déi ech gëschter Mëtten nach nogereecht hunn, ouni déi elo hei am Detail wëlle virzeliesen. Dat ka jo jiddweree maachen.

An dofir hätt ech och Textproposen ze maachen, wéi een den „Invite“ kéint schreiwen, esou datt e vläicht, wéi Der gesot hutt, e breede Konsens, eng gemeinsam Demarche kéint errechen, déi déi Motioun zurzäit manifestement nach net huet.

Ech géif folgenden Text proposéieren, andeem ech Är Linn suivéieren, déi Der virgeluecht hutt, andeem ech géif proposéieren „à commanditer immédiatement une étude indépendante externe“. Dat heescht, do kënnt also am Ufank „immédiatement“, wat fir eis scho viru 14 Deeg wichteg war. Well wa mer mat Spezialiste schwätzen, soen déi, wat Der méi laang waart, wat deen éischten Deel vun der Etüd ëmmer méi schwiereg gëtt erëmzefannen an enger „étude indépendante externe“.

Da géif ech deen Deel vum Saz „en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l'Intégration“ ewechloossen, an ech géif schreiwen „afin d'analyser, en collaboration étroite avec les instituts scientifiques“, do sinn ech nees bei lech, „les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées“. An da géif ech a Klammere wëllen dobäischreiwen, „maisons de soins, CIPA et logements encadrés“. Well mer nach bis d'lescht Woch jo eng grouss Diskussioun driwwer haten, ob de Logement encadré géif zum Perimeter gehéieren oder net, an och d'COPAS virgëschter nach eng Kéier hir Meenung dozou gesot huet, „ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes“.

Ech wollt also proposéieren, hanner „à commanditer“ „immédiatement une étude indépendante externe“, sträichen „en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l’Intégration“ an da schreiwen, „afin d’analyser“, dat hutt Der jo, „en collaboration étroite avec les instituts scientifiques“. De Rescht vun deem Paragraf wär an der Rei, well dee wierklech explizitt dat seet, wat mer an deene leschte Kommissiounen diskutéiert hunn an eeben och de Souci widderspigelt vun där Analys, déi um Niveau vun der Virologie an der Gesondheet ze maachen ass, ëmmer mam Zil, wéi ech et geschriwwen hunn a mengem Text, fir déi richteg Konklusioone fir d’Zukunft kënnen ze zéien.

Deen zweeten Abschnitt ass fir eis an der Rei, „à analyser respectivement évaluer dans cette étude l’application des mesures sanitaires, recommandations et procédures indiquées“, well dat eigentlech deen zweete Volet ass vun deem, wat mir méi ausgedäitscht hunn. Mee ech hunn lech jo verstanen, dass déi zwee Texter, déi ech do redigéiert hunn am Numm vun eiser Fraktioun, géifen un déi Leit, déi d’Etüd maachen, och weidergeleet ginn, soudatt déi Leit sech och an de Kontext kënnen setze vun deem, wat sech hannert deem Saz hei géif verstoppen.

Da géif ech deen drëtten och loossen „à analyser dans cette étude le degré d’immunisation des personnes âgées“, esou wéi Der dat geschriwwen hutt. Ech fannen dat eng Beräicherung vun dem Gedankegang, dee mer an deem Mooss nach net esou diskutéiert hunn hei, mee wat awer doudsécher eng flott Iddi ass an déi eigentlech zum éischten Deel, zum éischten Turet gehéiert, manner zum zweeten Turet, soudatt ee sech kéint d’Fro stellen, ob een deen zweeten an deen drëtten Turet net géif mateneen austauschen, fir ze weisen, dass deen Abschnitt en Deel ass vum éischten Deel vun der Etüd.

Et ass just am zweeten Abschnitt, do ass et esou, dass mir deen Text trotzdeem nach eng Kéier wéilte preziséieren, andeem mer géife schreiwen „à effectuer un audit externe afin d’analyser l’application des mesures sanitaires et recommandations indiquées par les différentes parties en cause“. Dat ergëtt sech doraus, well ech mat Leit geschwat hunn, déi esou eng Etüd kéinten eventuell maachen, déi soen : „Mir maachen awer ganz sécher net den zweeten Deel. Mir fänken net un, d’Prozeduren ze kucken, déi de Ministère opgestallt huet, de Respekt dovunner. Dat ass net d’Aufgab vu Virologen.“ Dofir mengen ech, dass een dat an zwee soll splécken, also deen éischten Abschnitt esou, wéi ech e gesot hunn, deen zweeten Abschnitt „à effectuer un audit externe afin d’analyser l’application des mesures“, esou wéi dat hei steet.

Den drëtten Abschnitt ass an der Rei, an da géif ech virun deem leschten Abschnitt nach en Abschnitt wëllen afügen, andeem ech proposéieren ze schreiwen „un comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d’une personne indépendante“ – fir nach eng Kéier déi Onofhängegkeet vun där Etüd, déi vun de Famillen och verlaangt gëtt, well ech hunn d’Impressioun wéi wann an den nächsten Deeg och Courriere vun Affekote géifen kommen ... – mir hätten also gären : „Comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d’une personne indépendante“. Also dat muss keen Deputéierte sinn, an dat soll ganz sécher och kee si vun der Santé oder vun der Famille. An d’Kompositioun dovunner, déi mir proposéieren, déi awer elo net an der Motioun hei muss sinn, do géif ech zrëckgoen op dat, wat ech lech geschriwwen hunn ënnert dem Punkt 5 „Création d’un Comité d’accompagnement se composant comme suit :“.

An da géif ech dee leschten Abschnitt esou änneren, dass ee géif schreiwen „à soumettre à la Chambre des Députés l'étude et les conclusions dès sa finalisation“. Et geet ganz sécher net duer, dass d'Konklusiounen vun der Etüd nëmme publizéiert ginn, mee et misst een d'ganz Etüd kënne liesen an dann d'Konklusiounen, déi sech aus där Etüd erginn.

Ech weess net, Här President, ob dat elo kloer war, ob Der gären hätt, dass ech dat nach eng Kéier am Resümmee virliesen. Dat wäeren eigentlech déi Prezisiounen, déi mir zu Ärer Motioun, déi Dir hei erabruucht hutt, gären hätten, woubäi ech wëll soen, dass den Objet vun Ärer Etüd, Artikel 1, 2 an 3, absolutt eis Zoustëmmung fannen. Dat ass gutt formuléiert, well et deem entsprécht, wat mer an der Kommissioun hei gesot hunn. Mee mir hätte gären d'Assurance, dass dat onofhängeg, zügeg viru sech geet. Mir hätte gären, dass d'Chamber associéiert gëtt an dass et net ka sinn, dass dat Ganzt vun der Santé oder vun der Famille gemaach gëtt, well déi Leit mussen Äntwerte ginn. An et kann een net no de Prinzipie fueren, dass deen, deen Äntwerte muss ginn, seng Etüd sech selwer mécht. Mir hunn dat esou op jidde Fall gelies, a mir hätten zum Schluss gären, dass déi Etüd an hirer Gesamtheit plus d'Konklusiounen an deenen zwee Deeler, dat heescht e virologeschen Deel an e méi techneschen, administrativen Deel, der Chamber an hirer Integrität och virgeluecht ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Wolter. Wou ech direkt wëll soen, dass – fir bei deem virleschte Punkt unzufänken, – „à soumettre l'étude et les conclusions“ selbstverständlech déi ganz Etüd an net nëmme d'Konklusiounen op zwee Blieder. Dat ass net esou verstan. Dat kënne mer och selbstverständlech esou ausdäitschen.

Da mengen ech och – an da ginn ech d'Wuert weider un d'Kollegen, déi jo och eppes mat där Motioun ze di kréien, – dass et kee gréissere Problem wier, fir bei dem éischten „Invite“ d'Instituts scientifiques virzehuelen. An dann d'Kollaboratioun mat de Ministèren : dat ass keen Artifice, deen do gemaach ginn ass, op där enger Säit Direktioun an op där anerer Säit Ministère. Do kann een duerchaus zweemol d'Departementer vun der Santé respektiv vun der Famille eranhuelen, dass een déi Instituts scientifiques do virdrun hält, well déi Instituts scientifiques, déi si jo och par nature onofhängeg. Dat sinn elo net Befehsempfänger vun der Politik.

Wat déi aner Saachen ugeet : bon, den „immédiatement“ – ech hunn dat esou verstanen, wa mir, wann d'Chamber dat doten decidéiert, dass dat selbstverständlech ass, dass mer do direkt domat ufänken an net aux calendes grecques vertagen. Dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. Mee bon, dat do sinn déi zwou Saachen, wou ech mengen, als Coauteur vun där heiter Motioun, eis kënne ze beweegen.

Wat de Comité de pilotage ugeet, wëll ech dem Michel Wolter soen, dass mer och a senger Motioun eng Motioun haten, déi sech un d'Regierung adresséiert huet. An deenen Texter, déi mer virgeluecht kritt hu vun der CSV, war eng Richtungsännerung komm. Do ass als éischte Punkt, d'Chamber soll commanditéieren. Dann ass et keng Motioun, wa mir eis selwer opfuerderen, mee da wär et eng Resolutioun.

Mee ech ginn hei nach ëmmer dovun aus, dass mer d'Regierung opfuerderen, an ech wëll mech do elo net zu deem Punkt äusseren, dass mer esou eng Mëschung maache vun enger onofhängeger Etüd, wou d'Chamber op eemol

partie prenante wär. Do hunn ech meng Problemer, ech soen lech dat ganz éierlech. Ech weess och net, ob do déi Gremien, déi d'Chamber dirigéieren, mat op deen dote Wee géife goen. Well dat do ass jo keng Saach, déi mir decidéieren. Dat do ass eng Saach, déi an de Bureau vun der Chamber gehéiert respektiv an d'Conférence des Présidents, ob mir op deen dote Wee géife goen. Ech géif awer do virdu warnen. Wann et eng Étude indépendante soll sinn, da solle mer och déi Indépendance do gewärleeschten. Mee dat just vu mir.

Also ech géif keng Problemer gesi mat deene Propositione wat d'Etüd an d'Konklusiounen ugeet. Dat schéngt mir normal ze sinn, dass et déi ganz Etüd ass. Wuel verstanen, wa perséinlech Donnéeën do dra sinn, dass déi anonymiséiert ginn, selbstverständlech. Mir gi jo hei net an d'Privatsphär era schnoffelen. An och dat, wat d'Indépendance ugeet, an dann d'Institute vir an d'Kollaboratioun. Iwwregens déi Kollaboratioun, déi de Michel Wolter an eiser gemeinsamer Kommissioun och nach eng Kéier ënnerstrach hat, dass esou eng Etüd selbstverständlech a Kollaboratioun misst mat deene Ministère geschéien. Dat nozeliesen am Verbatim, Michel. Ech mengen, Du stees och zu deem, wat s Du gesot hues.

Voilà, ech géif dat elo mol opmaachen. Ech mengen d'Positioun, déi Propositione vum Michel Wolter sinn zimmlech kloer. Ech géif dann dem Max Hahn d'Wuert weiderginn an dann all deenen anere Kolleegen, déi wëllen d'Wuert ergräifen.

An zu där Fro, déi de Marc Baum opgeworf huet : doduerch dass de Michel Wolter och sech esou vill mat deem Text ausemanergesat huet, mengen ech, ass eng Äntwert op dem Marc seng Fro. Dat heescht, et ass eng Dispositioun do, fir sech op deen Text zouzebeweegen ënner verschiddene Konditiounen. Duerfir wär et och gutt dann, Marc, wann s De Stellung géifs bezéien. De Max Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn (DP).- Merci, Mars. Ech gesinn dat d'selwecht wéi s Du. Ech fannen dat heiten iwwregens eng ganz flott Approche, fir ze soen, komm mer kucken, fir grad op deem heite sensibele Sujet, wou mer wëlle Liicht erakréien, wou mer absolutt voll Transparenz wëllen hunn, dass mer do eng gemeinsam Approche wëlle wielen. Nieft deem, dass ech mengen, dass mer d'Considerante solle behalen, sinn ech awer och der Meenung, dass déi Proposen, déi de Mars grad gemaach huet, fir déi Adaptatiounen am Text ze maachen, fir e bëssen deem entgéintzekommen, wat vum Michel Wolter komm ass, dass dat eppes ass, wat mir kënnen ënnerstëtzen. Wéi gesot, déi Bemierkungen, déi de Mars grad gemaacht huet, géifen och eis Ënnerstëtzung fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- De Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech géif dann och e puer Propositione maachen opgrond vun der Motioun vun deenen zwee Presidenten. D'Consideranten, ouni elo do wëllen éiweg drop anzegoen, muss ech awer soen, ech hu mam zweete Considerant e bëssen e Problem, well dat awer e bësse suggestiv ass, andeem nämlech gesot gëtt „saluant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la santé et de la famille ainsi que les gestionnaires”.

Ech fannen, dat ass eng Bewäertung, déi an eng bestëmmte Richtung geet. Ech kann eventuell feststellen, datt et esou eng Kollaboratioun ginn ass, mee ech hunn awer Schwierigkeeten ze soen „saluant“ a „constructive“. Dat muss sech eventuell nach erginn. Dat heescht, wann einfach géif do stoen „considérant la collaboration entre les ministères“, da wier dat kee Problem. Dat ass elo éischer en Detail, mee awer vläicht net ganz onwichtig. Ech mengen, datt mer eis do openeen duerbeweegen kënnen.

Dann, effektiv, an deenen zwou Motiounen ass jo d'Iddi, datt et engersäits e virologesche Volet gëtt an andersäits en administrativen. Wat awer ganz wichtig ass, well och do, mengen ech, ganz vill Konfusioun am Moment besteet, et ass net nëmmen administrativ, wat d'Prozesser ugeet, mee et ass och eng Fro vum Cadre légal respektiv réglementaire existant. Dat heescht, ech géif proposéieren, am zweeten Tret ze schreiwen „à analyser respectivement évaluer dans cette étude le cadre légal et réglementaire ainsi que l'application des mesures sanitaires...“. Ech mengen, datt dat net onwichtig ass, well ech mengen, datt deelweis Konfusioun herrscht. Ech sinn nach an der leschter Reunioun dovunner ausgaang, datt de Cadre légal vum Covidgesetz, wat d'Fermeture vun de Restauranten ugeet, sech och géif op d'Alters- a Fleegestruktur bezéien. Doropshin huet d'Madamm Minister gesot, nee, d'Alters- an d'Fleegestrukturen, déi hätten e Statut vun enger Cohabitatioun. Ech si kee Jurist. Ech mengen, datt een dat awer wierklech iwwerpräiwe misst an datt dat och zur Missioun vun de Prozesser, déi do ofgelaf sinn, gehéiert, nämlech ze kucken, wat ass de Cadre légal a wat ass de Cadre réglementaire, deen en place gesat ginn ass zënter Mäerz 2020.

An dann hunn ech en änleche Souci wéi de Michel Wolter am Sënn, datt ech mengen, datt mer kucken müssen, datt an iergendenger Form d'Chamber och implizéiert bleift. An d'autant plus well eeben am éischten Tret steet, engersäits hätte mer gär eng Étude indépendante, an da gëtt awer – esou huet een zumindest den Androck – direkt relativiséiert andeem ee seet, an enger étroiter Kollaboratioun mat den eenzelne Ministären.

Ech mengen, datt, wann ee gär hätt, datt mat de Ministären eng étroite Kollaboratioun an där Etüd géif bestoen, da misst d'Chamber och ee vun den Acteurs si respektiv d'Chamberskommissioun. Oder et léisst een et ewech an et seet een einfach, eng „Étude indépendante“, an et gëtt een där Missiounen. Fir de Rescht : ech mengen och, datt dat kee Problem ass, beim leschten Tret „à soumettre“ net nëmmen „les conclusions“, mee „l'étude et les conclusions à la Chambre“. Dat huet de President jo och scho gesot, datt en dat och esou gesäit. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Weider Wuertmeldungen ? De Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP).- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn déi Diskussioun elo hei ganz gutt nogelauschtert. Do ass effektiv dat Eent oder Anert, wou mer eis kënnen openeen zoubeweegen. Dat Lescht, wat de Marc Baum elo gesot huet, zum Beispill, kann ech natierlech ënnerstëtzen. Och den „immédiat“ an den „externe“, dee soll dobäikommen, kann ech ënnerstëtzen.

Wann ech mer awer elo virstellen, wéi dat dote soll oflafen. Éischtens si mir net de Commanditaire, dofir invitéiere mer d'Regierung dat ze maachen. Dat ass dat Éischt. Wa mer d'Regierung invitéieren dat ze maachen, dann ass dat jo mat Sécherheet d'Santé an d'Famille, déi dat mécht. Wa mer dat awer aus

dem éischten Tret ganz eraushuelen, da stellen ech mer dat doten e bësse méi schwiereg vir. Dat heescht, d'Institut scientifiques, wa mer déi wëlle virhuelen, hunn ech kee Problem domat. Mee ech ka mer awer kaum virstellen, dass de Gouvernement, dass de Staat eng Etüd an Optrag gëtt, wou net op d'mannst een oder zwee Ministèren associéiert sinn. Dat dozou.

Dann de Comité de pilotage. Dat gesinn ech awer och e bësse méi kritesch. Ech kéint mer éischer virstellen, dass mer a regelméissegen Ofstänn hei an der Santéskommissioun iwwert d'Evolutioun vun den Analysen informéiert ginn. Elo nach niewendrun e Comité de pilotage ze schafen, dee mer jo och esou bis am Moment nach net hunn, dat wier bal eng Commission *ad hoc*. Do gesinn ech och absolutt net de Mehrwäert dozou. Ech gesinn dann éischer a regelméissegen Ofstänn hei an der Santéskommissioun den Austausch mat deene Leit, déi dat dote maachen. Just déi dote Remarque vu menger Säit zu deene Remarken, déi gemaach gi si vun de Kollege virdrun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Gilles. Weider Wuertmeldungen, Kollegen ? Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (*déi gréng*).- Ech mengen, de Gilles huet elo gesot, wat ech virdrun och wollt soen. Wat mer hei opfällt : mir befannen eis de Moment tëschent Motioun a Resolutioun. Ech mengen, mir müssen eis awer elo eens ginn. Mir hate jo wëlles, eng Motioun ze deposéieren, an ech géif och wierklech immens begréissen, wa mer en Zeeche géife setzen, eng gemeinsam Approche ze huelen, fir ze weisen, datt et eis all gläich um Häerz läit, déi do Saach, well mer sinn all domat befaasst. An et ass jo net, dass een do ka soen, déi eng an déi aner. Et wär wierklech e gutt Zeechen no bausse gesat, fir een Text ze hunn. Ech ka mat Adaptatioune liewen, déi elo proposéiert gi si bei de Consideranten, ob dat lo „saluant“ oder „considérant“ ass, dat eent ass fir mech e bësse méi positiv, dat anert ass méi neutral. Normalerweis versicht ee jo d'Neutralitéit do ze halen an net schonn ze vill Jugementer eranzebréngen. Mee wéi gesot, ech fannen dat elo net esou relevant.

De Comité de pilotage fannen ech och vun der praktescher Approche e bësse schwiereg. Mir hunn eng Kommissioun, mir hunn ëmmer Experten do, mir kënnen invitéieren, wie mer wëllen. An an der Santéskommissioun respektiv der Familljekommissioun sëtze jo awer déi Deputéiert, déi elo mat der Thematik befaasst sinn, soudass ech och de Gilles do ënnerstëtzen, dass mer eis sollten op d'Kommissioun limitéieren an net nach Gremien niewendru schafen. Mir wësse schonn net méi, wéi mer hei nach alles ënner een Hutt kréien. Wéi gesot, d'Deputéiert, déi an deem Komitee wäeren, sëtze jo och an de Kommissiounen, soudass mer do net double emploi solle maache momentan.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Josée Lorsché. Da weider Wuertmeldungen, Kollegen ? Däerf ech dann emol probéieren, eng Proposition ze maachen ?

M. Michel Wolter (CSV).- Här President ?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV).- Ech wollt mech elo eréischt mellen, nodeems den Tour gemaach wier, nach eng Kéier, fir vläicht e puer Saachen a menger Demarche an dee Kader ze setze wéi se ze setze sinn. Dem Gilles Baum an

der Madamm Lorsché wëll ech soen, dass ee sech an engem zäitleche Kader hei ze befannen huet.

Ech hunn eng Motioun deposéiert en absence vu Reaktioun, well ech et – ech wëll dat wierklech nach eng Kéier soen – net normal fannen, dass mir elo no 14 Deeg an dräi Stonnen, ier mer an der Chamber sëtzen, eréischt iwwert déi gemeinsam Motioun hei diskutéieren. Ech hu mer erlaabt, fir Propositionen ze maachen, ganz konkret Propositionen, wou ech effektiv ëmgespronge sinn, well ech mer geduecht hunn, dass opgrond vun all deene Revelatiounen, déi an deene leschten Deeg komm sinn – ech hu virdu just de Lauterbann genannt, ech kéint Käl nennen, ech kéint Rodange nennen –, war ech der Meenung, dass een et aus dem Perimeter vun der Regierung misst eraushuelen.

Du koom d'Proposition vum President vun der Kommissioun, déi ech gëschter Mëtten zougestallt kritt hunn, op där ech dann och geschafft hu gëschter Owend bis spéit, fir ze kucken, wat een do kéint als Textpropositionen alternativ erabréngen. An déi Textpropositionen, déi ech de Moie virgeluecht hunn, déi sinn nees am Kader vun enger Motioun. Dat heescht, ech verzichten op de Commanditaire. Dat war eng Proposition, déi ech gemaach hunn als Diskussiounsbasis an opgrond vun der Motioun. Zur Proposition vum President hunn ech mech, dat hutt Der jo virdu gesinn, nees an d'Logik vun der Motioun eraginn. Et ass also do keng Konfusioun méi tèschent Motioun a Resolutioun. Mir si schonn an der Situatioun, dass mir der Meenung sinn als CSV, dass een dat als Motioun kann eraginn. Dat wollt ech just gesot hunn.

Fir deem awer méi Poids ze ginn, datt et indépendant wier, hunn ech eng Textproposition gemaach, wou ech verstanen hunn, dass eng Rei Saachen elo ugeholl gi sinn, nämlech den „immédiatement“, den „externe“ am éischte Paragraf, wat fir eis extreem wichteg ass. An dat ass vläicht deen eenzege Punkt, deen eis nach trennt : Wien definéiert dann elo de Kader an den Objet vun de Missiounen ? An do wëll ech awer ganz kloer soen, dat kann net d'Santé an d'Famille eleng sinn. An dat ass dat, wou mer müssen eng Solutioun fannen. Déi Leit, déi Ried an Äntwert musse stoen, déi kënnen net Commanditaire si vun der ..., op jidde Fall net eleng. An dofir wollt ech dee Comité de pilotage an d'Gespréich bréngen, well ech der Meenung sinn, besonnesch an enger éischer Phas, dass déi konkret Missiounen, esou wéi ech se beschriwwen hunn, an déi Etüd müssen erafléissen, an d'Chamber muss sécherstellen, dass déi Froen, déi mir eis stellen an deenen zwou Etüden, dass déi och gestallt ginn.

Well wa mir elo einfach als Chamber soen : „Regierung, Dir maacht dat elo“, ouni dass mir wëssen, wat eigentlech d'Missioun an den Objet ass, a mir ginn eis eigentlech domat zefridden, dass mir um Enn de Rapport vun där ganzer Saach kréien, dann hu mir jo guer keng Visibilitéit driwwer, wat en fin de compte dat ass, wat gefrot gëtt.

An ech fannen, och vun der Gewaltentrennung hier, vun allem, vum Objet vun der Etüd, vun der Fro, déi sech stellt, einfach vum Fonctionnement vun deem Ganzen, dass et net ka sinn, dass dat d'Santé an d'Famille ass, déi déi Etüd do eleng am Numm vun der Regierung an Optrag ginn, ouni dass Konsens driwwer besteet, dass déi Etüd no deenen Norme gemaach gëtt an och onofhängeg an extern kann esou gemaach ginn, dass déi Resultater, déi kommen, och onofhängeg an extern sinn. Dat ass fir mech extreemst wichteg. Ech hunn natierlech kee Problem domadder. Dofir hat ech de Comité de

pilotage och nees an d'Gespréich bruecht, deen d'ailleurs net um Niveau vun der Chamber unzesidelen ass. Et steet do „un comité de pilotage incluant la Chambre des Députés sera mis en place sous la présidence d'une personne indépendante” an deem éischten Deel.

An deem éischten Deel sinn ech der Meenung, si mir der Meenung als CSV, dass d'Chamber en Deel vun engem Comité de pilotage ass, an deem selbstverständlech och d'Santé an d'Famille dran ass. Et kann een déi Saachen net maachen, wann déi Leit net dobäisëtzen. Esou kann et jo net sinn. Mee et gött eng grouss Differenz, ob een dobäisëtzt an en Deel ass vun eppes, wat onofhängeg ënnert der Présidence vun enger Drëttpersoun gemaach gött, opgrond vun Objektiviten a vu Missiounen, déi definéiert sinn, a wou ech der Meenung sinn, dass d'Chamber awer muss dobäi sinn, wann et dorëms geet, fir dat ze definéieren, oder ob een dat net mécht.

An ech kommen nach eng Kéier op deen zweeten Turet zrëck, well deen net kommentéiert ginn ass. Ech hu mat Leit geschwat, déi wierklech eppes dovu méi versti wéi ech. Ech si jo kee Virolog an ech si keen Dokter an näischt. An déi soe mer, déi Etüd ass ze maachen, sous condition dass d'Haiser matspillen, dass d'Donnéeën op den Dësch kommen – dat war jo och en Deel vu menger Proposition –, dass um Niveau vun den Instituts scientifiques, LNS, LIH, d'Santé, de Prof. Mossong, dass do déi néideg Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn.

Déi Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi soe mer awer och ganz kloer : Mir maachen dat net, wa mir a) den Haiser mussen nolafen. A b) mir maachen dat net, wa mir d'Procédure légale, de Cadre légal et réglementaire, wéi de Marc Baum et gesot huet, mussen analyséieren. Dat kann net Deel si vun eiser Missioun, well do hu mir net d'Zäit dofir. Mir si Spezialisten, mir mussen dat kënnen op eng propper Aart a Weis maachen.

Dofir mäin „à effectuer un audit externe”, well do ginn et spezialiséiert Firmen, déi Audite kënnen maachen, fir e Cadre légal et réglementaire ze analyséieren, a virun allem – an dat gesäit ee jo awer hei am Fall vu Lauterbann, an ech sinn eigentlech iwwerrascht, erlaabt mer dat ze soen, dass dat doten net längst commanditéiert ass, net längst schonn an Optrag ginn ass vun der Regierung selwer.

Ech soen lech, wann ech zoustännege Minister wär, an dat dote wär an engem vu menge Perimetre geschitt, da wär eng Etüd scho laang amgaangen, an zwar eng méiglechst onofhängeg Etüd, fir ze kucken, wat ass da schifgaangen. Well hei si jo awer manifestement eng Rei Saache schifgaangen. Et ginn also Betriber, déi à même sinn, Auditen ze maachen och an deem dote Beräich.

Och do ass et nees esou, dass een hinnen de Perimeter muss ofstiechen, den Objet vun deem Ganzen ofstiechen, an de Perimeter an den Objet, esou leed et mer deet, deen ass net ganz agreabel, well do gi Froe gestallt, déi de Marc Spautz de Moie gestallt huet, déi gëschter gestallt gi sinn an deem Artikel, déi d'COPAS an engem Interview stellt virun dräi Deeg am Radio 100,7. Ganz desagreabel Froe sinn do ze stellen. An dofir mengen ech, dass ee wierklech misst kucken – ech sinn awer bereet, och elo nach eng Stonn oder annerhallef mat engem klengeren Deel, well mir kënnen jo elo net hei 30 Leit de ganze Moie bannen –, eng Formulatioun ze fannen, déi deenen dote Consideratioune Rechnung dréit an déi eis et géif erlaben, fir gemeinsam dat doten an de Circuit ze bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Michel Wolter. Weider Wuertmeldungen ? De Max Hahn.

M. Max Hahn (DP).- Jo, just eng Klenggeheet, well dat mech e bësse stéiert. Et dierf een net vergiessen – fir et e bëssen an de Kontext ze setzen –, hei ass eng Motioun deposéiert ginn donneschdes. Deen Dënschden drop hate mer eng Jointe-Kommissioun mat den Experten, dat heescht do souzen d'Vertrieder vu SERVIOR zesummen, d'Santésdirektioun souz do, plus déi zwou Ministesche souzen do, wou mer iwwert de Fong geschwat hunn. An haut, dat heescht eng Woch duerno – dat war jo Är Proposition, Här President, fir ze soen, kommt mer kucken, ob mer net en Text iergendwéi zesummekréien, dat geschitt jo awer de Moien. Dat stéiert mech awer e bëssen. Ech fannen dat heiten nämlech eng ganz passend Prozedur fir dee Sujet, em deen et geet, well et awer sensibel ass, fir ze kucken, dass mer eppes Gemeinsames maachen. Dat stéiert mech e bëssen, wa gemaacht gëtt, wéi wann dat heiten net mat där néideger Urgence ... Ech fanne schonn, dass mer hei ganz séier virgange sinn als zwou Kommissiounen.

Fir de Rescht, wat den Text ugeet, hat ech jo meng Zoustëmmung ginn, wat de Mars Di Bartolomeo virdru proposéiert hat, respektiv de Gilles Baum huet dat jo och fir eis Fraktioun gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Kolleegen, ech probéieren, zu dësem Moment emol eng Konklusioun ze zéien. Mer géifen dat an der Motioun verschaffen, wat net hënnert, dass een am Laf vum Dag nach déi eng oder aner Prezisioun géif maachen. Dat wat ech géif proposéieren – an ech deelen awer do d'Meenung, dass, wa mer eis bei all de Motiounen esou vill Méi géife gi wéi bei där heiten, da géife warscheinlech net vill Motiounen iwwreg bleiwen, wou Oppositioun géint Majoritéit ofgestëmmt géif ginn, mee do géife mer bei ganz ville Motiounen e Konsens fannen. An ech deelen déi Meenung vun deenen, déi soen, dass mer hei guer net esou wäit vuneneen ewech sinn. Duerfir, Kolleegen – an Dir stoppt mech, wann ech eppes falsch interpretéieren –, ech mengen, mir hu kee Problem, fir beim zweete Considerant de „saluant“ ze ersetzen duerch „considérant les efforts“ fir eng enk a gemeinsam Demarche ze maachen. Dat heescht net méi „saluant“, mee „considérant“, dat heescht, mir stellen déi Efforte fest, déi do gemaach ginn.

Da kommen ech bei d'„Inviten“ : „à commanditer immédiatement“, do schéngt jo kee Problem ze sinn. Nach heescht jo „immédiatement“ net aus der Héft erausschéissen, mee awer direkt domat ufänken – fir dat ze preziséieren – „une étude scientifique indépendante“ oder „une étude externe indépendante“, wat gefält lech besser ? Sot mer dat. An dann do d'„Instituts scientifiques“ oder „Instituts de recherche“ virsetzen, an „en collaboratioun“ mat deenen zoustännege Ministèren.

Da géif ech ersetzen „à analyser“ duerch „à auditionner respectivement évaluer“. An esou wéi dat proposéiert ginn ass : „évaluer dans cette étude le cadre légal et réglementaire“ – kee Problem, mengen ech. Wann een dat analyséiert, mécht een dat jo am Verglach mat de Reglementer respektiv mat der Legislatioun. Dat schéngt mer normal ze sinn. Dann : „à analyser dans cette étude“ – do war jo kee Problem, „à informer régulièrement la Chambre des Députés sur le déroulement“ oder „sur la conception et le déroulement de cette étude et de la présenter ensemble avec ses conclusions à la Chambre des Députés dès sa finalisation“. „Comité de pilotage“ : do hunn ech verstan,

dass mer net op dee Wee wëlle goen, mee dass déi zwou Kommissiounen – an ech soen hei déi zwou Kommissiounen, vu dass dat elo net just eng Santésthematik ass, mee doriwwer ewechgeet – dass déi zwou Kommissiounen sech dorëm bekëmmere, fir dat ze suivéieren. Do hu mer eis Strukture stoen.

Bon, selbstverständlech, et ass d'Regierung déi commanditéiert, soss wärem an der Logik vun enger Resolutioun. Déi hate mer awer weeder am Ufank nach um Enn. An eng Bemierkung vu mir selwer nach : et ass awer net esou, de Michel Wolter huet gesot, dass ganz spéit iwwerhaupt iwwert dat Ganz diskutéiert ginn ass. Ech wëll awer nach eng Kéier dorop insistéieren – an hien huet selwer aus deem P-V zitéiert vum 12. Mäerz, fir ze soen, dass et verschidde Soursé géif ginn. Aus deem P-V geet awer ervir, dass et wuel an der Kommissioun a mat der aktiver Participatioun vu senge Kolleegen aus der Kommissioun zu engem Echange komm ass, dass och do kloer gesot ginn ass, wat schonn ënnerholl gi war a Saache Séquence.

An eng lescht Fro : ech mengen, hei gesitt Der jo awer, dass ganz vill Beweegung do dran ass. Dir musst just soen, ob déi Beweegung lech alleguer entgéintkënnt. Dir musst mech da stoppen. Ech wollt ëmmer den Effort maachen, fir vun der Chamber dee Message erauszeginn, dass mir alleguer dat do als eng eescht Saach ugesinn an net hei deen ee méi an deen anere manner, oder deen aneren nach iwwerhaupt näischt, oder deen drëtte „bof, et ass eeben domm gaangen“ – dat ass hei net mäin Tenor.

Mee ech wollt de Michel Wolter nach froen, hie schwätzt ëmmer vu Leit, déi hien informéieren an déi bereet wieren, esou eppes ze maachen. Ech wär nawell ganz frou, wann ech och géif wëssen, wien dat dann ass, deen esou eppes wëilt maachen. Wann dat senger Liewen de Prof. Muller ass, da wëll ech soen, dass de Prof. Muller jo Deel vum LIH ass an net eng Privatpersoun, déi elo hei op eemol vum Himmel erofkënnt. De Prof. Muller ass e ganz gudde Scientifique, deen awer an engem onofhängegen Institut scientifique schafft, also fir eis alleguer. Bon, ech wëll dat am Raum loossen.

Alors éischt Fro : Déi Propositionen, déi ech elo gemaach hunn, ginn déi fir lech ? Gi se net ? A just déi Fro nach, ech géif dann och nach gäre wëssen, wien dann elo deen ass, deen dat dote gär géif maachen. Sot mer !

M. Michel Wolter (CSV).- Äre leschte Saz, Här Bartolomeo, ass dee wichtigsten. Déi Etüd, déi gëtt commanditéiert vu wem, opgrond vum Bäibezéie vu wat fir enge Leit an opgrond vum wat fir engen Objektiv, Objeten a Missiounen, déi ze definéieren sinn. Dat ass nach déi grouss Differenz tëscht deem, wat Der elo hei gesot hutt, an der Approche, déi mir hunn, well se fir eis rigoureusement muss „indépendant“ an „externe“ sinn. A mat „externe“ versti mir de Ministère de la Santé an de Ministère de la Famille, déi aus evidente Grënn net kënnen de Lead an enger Etüd huelen, wou Aktiounen vu sech selwer eigentlech gekuckt ginn, zumindest am zweeten Deel.

Ech hunn a menger Proposition, fir op Är allerlescht Fro ze äntwerten, d'Kreatioun vun engem Comité d'accompagnement proposéiert, mat enger Kompositioun, wéi se vun eis, vun der CSV aus, als an der Rei géif gesi ginn, wou den LNS dobäi wär, den LIH dobäi wär, wou Experts scientifiques dobäi wäeren, wou de Comité de pilotage sech nach zwee oder dräi Experte vu baussen eranhëlt. An dat bréngt mech nach eng Kéier dozou, fir lech ze soen, dass deen déi Etüd wierklech op zwee onofhängeg Deeler muss maachen. Déi dote Leit – wësst Der, et ass net u mir, fir déi Aarbecht ze maachen –, LNS,

LIH an esou weider, wann déi domadder d'accord sinn, fir dat ze maachen, maachen déi ënner kengen Ëmstänn eng Étude du cadre légal et réglementaire. Déi zwou Saachen hunn an der Vue vun deenen, déi sech ëm d'Aspekter vun der Santé bekëmmere – nämlech d'Fro : Wéi ass de Virus erakomm, wéi huet e sech verbreet, wivill Clustere ginn et an esou weider an esou fort ? – déi ass onofhängeg ze traitéiere vun der Fro : Si Prozeduren, Gesetzer, Reglementer hei agehale ginn, net agehale ginn ? Op wat fir eng Aart a Weis sinn d'Direktive gaang oder net Direktiven ? Mir kréien dat an all Sitzung mëndlech gesot, ouni dass een dat awer, wann dat net wierklech hannerfrot gëtt, och kënnen novollzéien. Ech soen et nach eng Kéier, well dat mech wierklech extreem gehät : mir sinn elo eleng beim Lauterbann un der véierter verschiddener Explikatioun, wat et ass.

Sou. Ech ginn net op déi Geschicht an, ob mer haut oder Dëngens an esou weider. Meng Meenung bleift, dass, wann ee 14 Deeg brauch, fir dat ze maachen, dass dat ze laang ass. Mee dat ass eng Appréciatiounsfro, dofir ginn ech net méi dorobber an.

Mee ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass déi Explikatiounen – Dir schwätzt hei vum Considerant 7 – déi do gi sinn, do gëtt einfach gesot „considérant [...] ont déjà été discutés“, mee dat wat do gesot gët, ça pose problème, wann den Direkter vun der Santé an enger Chamberskommissioun seet, déi Leit hätte matenee gëss, an am Gesetz steet, dass déi Leit dat am Fong net hätten därefer maachen, dann hu mer e Problem. Dofir hunn ech e Problem mat deem Considerant, deen eigentlech mécht, wéi wann dat an der Rei wär.

De Considerant hannendrun, dee seet „les informations et explications disponibles et demandées“ wäer gi ginn, mee dat ass, pardon, vläicht disponibel, mee awer sécher net „demandées“. An dann „le programme [*de vaccination*] dans les structures concernées“. Meng Erinnerung un d'Sitzung vum 23., wat déi éischt ass, un där ech physesch deelgeholl hunn, ass déi, dass mer iwwer Lauterbann geschwat hunn, an net „les structures concernées“, well ech hu kee Verhalt driwwer, dass mer am Detail zum Beispill iwwer Käl ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Dach, dat ass och erwäant ginn, Michel Wolter. Et ass net an deem dote Paragraf, et ass an engem anere Paragraf, wou iwwer déi Clustere geschwat ginn ass, wou vun de Leit vun der Direktioun drop higewise ginn ass, wou nach Clusteren opgetaucht sinn.

M. Michel Wolter (CSV).- Am éischte Considerant feelt de Logement encadré, Här President. Dofir kann ech louéieren „les efforts continus du personnel“. Ech wollt eigentlech op d'Considerante guer net agoen, well ech wierklech de Leit d'Zäit net wëll klauen. Et ass eigentlech bei all Considerant eppes ze soen, ausser d'Consideranten 5 a 6, déi sinn neutral an net ze diskutéieren. Dofir war eis Proposition déi, fir déi Consideranten zréckzebehalen, well et kloer an däitlech seet och wat mir gären hätten an der Motioun. Dat war meng Proposition. Meng Proposition ass, dass mer an där Motioun bis de Mëtteg mussen afügen op iergendeng Aart a Weis, wien déi Etüd dann elo op wat fir eng Aart a Weis mécht, d'Missiounen definéiert ginn, den Objet vun der Etüd präziséiert an definéiert gëtt. A fir mech muss et kloer sinn, dass et net de Ministère de la Santé an de Ministère de la Famille ass, deen dat Ganzt chaperonnéiert.

An ech froen Iech nach eng Kéier, well Der soss Är Etüd net hikritt, dass Der eng Trennung maacht tëschent dem virologesch-gesondheetlechen Aspekt an dem legal-reglementairen Aspekt, well dat zum Deel zwou verschidden Analyse sinn, déi net direkt eppes mateneen ze dinn hunn, zum Deel natierlech och vläicht kënnen eppes domat ze dinn hunn. Dat hänkt dann dovun of, wat fir eng Äntwert op déi éischt Etüd geholl gëtt.

An dofir wier meng Proposition, wann d'Kollegen aus deenen zwou Kommissiounen domadder d'accord sinn, dass Dir, Här Bartolomeo, an ech selwer a wien och ëmmer nach elo géifen heibleiwen, mir géife probéieren en Text ze maachen, deen d'Akzeptanz ka kréien. Mir géifen deen dann un d'Kommissioun weiderginn. Respektiv wa mer keen Text fannen, dee gemeinsam ass – obschonn ech wierklech der Meenung sinn, wann ech gesinn, wat eis elo nach trennt, dass dat misst méiglech sinn –, dass mer dat da géifen un d'Membere weidergi mat der Demande vun der Présidence, ob se mat där Motioun, wéi se dann elo *ad definitivum* redigéiert gëtt, kënnen d'accord sinn.

Dat ass eng konstruktiv Approche fir ze probéieren, dass mer de Mëtten an der Chamber iwwer meng Motioun, déi ech jo dee Moment zréckzéien, an déi géif ersat ginn duerch eng gemeinsam Motioun, kënnen diskutéieren. Oder, wann dat net méiglech ass, iwwer eng Motioun, déi dann, huelen ech un, vun der Majoritéit erabruucht gëtt par rapport zu enger Motioun, déi ech viru 14 Deeg déposéiert hunn.

Also ganz konkret : Komm mir kucken, dass mer den Text nach eng Kéier vu vir bis hanne kucken, un d'Kommissioun dee Moment weiderginn, natierlech nëmme wann d'Membere vun der Kommissioun domadder d'accord sinn, a se dann hiren Avis froen. An alleguerten déi Leit vun der Kommissioun, déi wëlle matschaffen, déi sinn natierlech ganz gären invitéiert, fir elo am Anschluss vun der Sitzung hei an deem Webex ze bleiwen, fir dass mer dat kënnen zesumme kucken. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Max Hahn.

M. Max Hahn (DP).- Ech hat mech zu Wuert gemellt, well ech denken, mir hu jo eng Proposition, wou mir op ganz vill vun deem agaange sinn. Donieft nach eng Reaktioun, Mars, op dat, wat s Du virdu gesot hues. Also ech fannen et ganz wichteg, dass mer ënnen dobäi schreiwen „à informer régulièrement la Chambre des Députés“ wat d'Konzeptioun ugeet. Allerdéngs sinn ech éischerter bei deem, wat s Du virdu gesot hues, dass jidderee seng Saache kann eraginn. Well ech fäerten, dass mer soss warscheinlech relativ spéit wäerten ukommen. Dat heescht, ech géif onbedéngt dat drasetzen „à informer régulièrement la commission sur le déroulement“, wéi s De et proposéiert hues. Wéi gesot, wann een Iddien huet, da kann en dat un eis eraginn an da géife mir dat weiderginn. Dat war jo, wéi s Du et virdu proposéiert has ?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Max Hahn (DP).- Wat de Rescht ugeet, mengen ech, wiere mer awer elo ganz no beim Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Max. Zu deem, wat de Michel Wolter gesot huet ... Ech ginn dem Gilles nach fir d'éischt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP).- Merci, Här President. Ech mengen, et gëtt awer fir mech e ganz, ganz weesentleche Punkt, deen eis hei trennt. An ech gesinn och ganz schwéier, wéi mer hei solle beienee kommen, wann op där enger Säit gesot gëtt, et däerf op kee Fall d'Santé an de Ministère de la Famille sinn, déi dat do commanditéieren. An der Originalmotioun steet dat. An ech widderhuelen, dass ech der Meenung sinn, dass de Gouvernement hei muss déi Etüd an Optrag ginn. An ech weess och wierklech net, wéi mer sollen op deem dote Punkt beieneekommen. Do kënne mir, mengen ech, nach zwou Stonnen hei sëtze bleiwen an der Kommissioun, déi Leit, déi Zäit a Loscht hunn. Ech mengen net, dass mer op deem dote Punkt beieneekommen, wat ech schued fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Gilles. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV).- Här President, ech géif et awer elo extreem schued fannen – de Michel Wolter huet eng konkret Offer gemaach, mir sinn net ganz wäit auserneen – ech géif et wierklech schued fannen, wann d'Majoritéit déi Offer elo géif u sech ofleenen, fir datt mer hei op ee gemeinsamen Nenner kéimen.

Wichtig ass jo fir eis, datt d'Chamber hei och mat agebonne gëtt, an dat muss an déi Motioun erakommen. An duerfir, ech widderhuelen dann nach eng Kéier d'Offer : bleift wannechgelift beieneen a kuckt, datt mer een Text kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Nach Wuertmeldungen ? Also ech probéieren, eng Konklusioun hei ze huelen. An da stellt sech einfach d'Greetchefro.

Ech hunn d'Impressioun, dass mer hei de Cahier des charges solle matschreiw. An dat dépasséiert menger Meenung no awer de Kader vun enger Motioun. Mir hunn hei elo an där Kommissioun, mengen ech, eng ganz grouss Beweegung gehat vun alle Säiten, vun dem Auteur vun der éischer Motioun wéi vu sämtleche Memberen hei an der Kommissioun.

Ech géif proposéieren – well wa mir elo nach zwou Stonnen hei zesummesëtzen, dann dréine mer ëmmer ëm déi selwecht Punkten –, dass déi Saachen, déi hei elo nei erakomm sinn, am Text festgehal ginn. De Michel Wolter insistéiert op déi zwee Elementer. Ech mengen, déi Propos, déi ech gemaach hunn, amplaz „analyser“ „auditionner“, dass dat deem Rechnung dréit, dass de Cadre légal et réglementaire, wéi de Marc Baum et proposéiert huet, erakënnt, wat mir och eng Selbstverständlecheit schéngt, dass d'Regierung commanditéiert, dat schéngt mer och kloer ze sinn, soss géife mer se net dozou opfuerderen an dass fir mech déi, déi fiederféierend do sinn, net de Commanditaire, mee deen, deen et mécht. An dat sinn déi Onofhängeg, déi dat maachen. An duerfir géife mer déi Instituts scientifiques mat Experten, déi se sech associéieren, wou och vun der Regierung u vun Ufank u signaliséiert ginn ass, dass si op déi Onofhängegkeet vun där Expertise pochen, fir net an de Verdacht ze kommen, si géifen hei eppes manipuléieren, dat kann ee selbstverständlech nach dobäisätzen.

Mir waren eis eens bei de Consideranten, dee „saluant“ ze ersetzen. Mir waren eis och, mengen ech, eens, dass d'Chamber soll associéiert ginn, souwuel dass d'Chamber soll informéiert ginn iwwert den Deroulement an iwwert d'Ausrichtung an dann herno iwwert d'Etüd selwer an d'Konklusiounen, wa se

finaliséiert ass. A mir géifen dat doten an den Text erakleeden. An da géif ech awer gär wëssen, ob et zu enger gemeinsamer Motioun kënnt oder net.

Fir hei zesummenzesetzen elo zu zwee Leit, da musse mer d'Kommissioun nach eng Kéier zesummeruffen. Dat bréngt et net. Mir hunn hei awer elo erëm eng Kéier annerhalef Stonn iwwert d'Motioun konnter diskutéieren. An ech froen lech, Kolleegen – dat hei ass zwar eng grave Saach, mee et sinn och nach aner grave Saache ginn –, wat fir eng Motioun, dass mer haten, wou mer bis elo annerhalef Stonn plus, plus, plus driwwer diskutéiert hunn.

Ech wëll mech hei net substituieren den Auteure vun deene verschiddenen Deeler vun där Etüd. Wann ech mech wéilt substituieren, da géif ech se selwer maachen. An do sinn ech net à même fir dat ze maachen. Mir soen, mir hätte se gär direkt, mir hätte se gär onofhängeg, mir hätte se net gär kontrolléiert vun der Regierung, mee an aller Indépendance. Ech weess net, wat mer soss nach kënnen dobäischreiwten, ausser dass mer all déi Iwwerleeungen, déi vun de Kolleegen gemaach gi sinn, an déi sech vill Méi ginn hunn, fir e Raster ze zeechnen, dass mer dat mat un déi Leit ginn, déi déi Etüd oder Etüden oder déi zwee Volete vun där Etüd maachen, wou et mir kloer schéngt, dass de Virolog net onbedéngt den Deroulement vun de Prozedure muss analyséieren. Mee ech mengen, hei hu mer en extreemen Effort gemaach zu deenen zwou Säiten.

Also ech proposéieren, mir bauen dat doten alles an en Text an, an dann ass et ënner jiddwerengem senger Responsabilitéit fir ze decidéieren, ob en dat do ka matdroen, well et gréisstendeels dat erëmspigelt, wat mer alleguer zesumme wëllen, oder ob mer de Mëtten da mussen iwwer zwou Motiounen ofstëmmen.

M. Michel Wolter (CSV).- Also ech wëll ganz kloer soen, Här President, dass ech Är lescht zwee Sätz wierklech bedauern.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, nee, Dir braucht déi net ze bedauern ...

M. Michel Wolter (CSV).- Well déi Sätz, entschëllegt, ech huelen d'Wuert, wann Der erlaabt. Ausser Dir huet mir d'Wuert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nee, ech huelen lech et net, ech ginn lech et, wann Der et frot.

M. Michel Wolter (CSV).- Dat ass ganz gentil, merci, Här President. Well déi sechs Sätz virdrun, déi hu mer vill besser gefall. An ech si fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mir eis zu puer elo nach während 20 Minutten, enger hallwer Stonn ronderëm en Dësch setzen, dass mer eppes hunn, wat vun alle Säite ka gedroe ginn.

Wa mer elo nees an d'Situatioun kommen, dass Dir déi Motioun elo ëmännert, esou wéi Dir mengt, dass se ëmzeännere ass, da komme mir jo an d'Situatioun, dass mir nees en Text virgeluecht kréien, an dann dierfe mir nach jo oder nee soen.

Esou hunn ech déi lescht annerhalef Stonn oder bal zwou Stonnen elo net verstanen. Ech hunn déi lescht zwou Stonne verstanen, dass mer géife probéieren, gemeinsam eppes ze maache wat d'Strooss géif halen. Ech géif

lech elo, Här Bartolomeo, an all déi, déi Zäit hunn, nach eng hallef Stonn vun hirem Liewe froen, fir ze kucken, an enger ganz zolidd wichteger Geschicht zu eppes ze kommen, wou mer de Mëtten als Chamber kéinten e gemeinsamen Text bréngen.

A wa mer dat ausgedäitscht kréien, wat Dir an Äre sechs Sätz gesot hutt, ier Der déi lescht zwee Sätz gesot hutt, da sinn ech fest dovun iwverzeegt, dass mir och an enger hallwer Stonn en Text do stoen hunn, deen an der Rei ass. Dat ass d'Proposition, déi d'CSV lech mécht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- De Gilles.

M. Gilles Baum (DP).- Et ass trotzdeem e bèsse schwéier, fir dem Här Wolter säi Rasonement nozevollzéien. Ech mengen, mir hunn elo annerhallef Stonn Saachen op den Dësch bruecht, Saache vun der CSV mat op den Dësch bruecht, Iddien och vum Kolleeg Marc Baum an den Text mat erageholl. A wann da gesot gëtt, mir hätten elo quasi hei annerhallef Stonn geschwat fir genau dat selwecht ze hunn, wat am Ufank do war, fannen ech dat awer komesch.

M. Michel Wolter (CSV).- Leet de Leit ni eppes an de Mond, wat se net gesot hunn, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP).- Ech proposéieren, dass mer elo mol déi Demarche huelen, déi den Här Di Bartolomeo virgeschloen huet, fir elo mol alleguerten déi Textännerungen mat am Text ze verschaffen. A wann de spréngende Punkt dee bleift, dass d'CSV der Meenung ass, dass d'Santé an de Ministère de la Famille hei net däerfen „en étroite collaboration“ oder „en collaboration“ mat dobäi sinn, da stellen ech mer dat relativ schwiereg vir, fir e Konsens ze fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also Kolleegen, ech proposéieren lech Follgendes : vu dass hei net de Michel Wolter an de Bartolomeo vis-à-vis vunenee sëtzen a mateneen eens musse ginn, mee hei sëtzen zwou Kommissiounen, déi dat dote mat mussen droen, proposéieren ech lech, dass mer elo mol déi Saachen, wou mer eis beweegen, an en Text kleeden. An da geet deen Text selbstverständlech un d'Kolleegen alleguer. A wann dann nach Propositione sinn, wann déi Motioun dann nach net esou ausgesäit, wéi deen een oder anere Kolleeg sech dat virstellt, da mécht e konkret Textpropositionen, an da kucke mer, ob mer do kënnen eens ginn.

Well mir brauchen eppes virun Aen, wou mer kënnen drop schaffen, well soss dréie mer hei am Krees. Dat bréngt et net. Also d'Propos, wann Der domat kennt liewen : mir géifen elo all déi Saachen, wou mer eis eens sinn, dass se dragehéieren, déi géife mer drasetzen. An dann huelen déi eenzel Fraktiounen Stellung, ob se domat kënne liewen, ob se gär Ännerungen hätten, an da gëtt Récksprooch geholl mat deenen aneren, ob déi och kënnen domat liewen. An da maache mer de Kassensturz – entschëllegt den Ausdrock. An da kucke mer.

Ech hoffen nach ëmmer, dass mer hei zesummen derduerchkommen, well dat e staarkt Signal wär och a Richtung vun deene Leit, déi eis hei erwaarden. A meng Propos bleift, dass dat net elo en immuablen Text gëtt, mee dass een d'Schrëffféierung elo muss iwverhuelen, fir ze wëssen, iwver wat mer diskutéieren an net erëm eng Kéier vu vir ufänken.

Kënnt Der domat liewen ? Michel, kanns Du domat liewen, dass mer elo dat alles an en Text kleeden an dass mer da Récksprooch huelen ?

M. Michel Wolter (CSV).- Ech kann absolutt domadder liewen. Meng Propos, déi war e bëssen anescht, fir dat gemeinsam ze maachen. Mee wann Der dat dote wëllt maachen, da geet dat. Ech wëllt vläicht just dem Kolleeg Baum nach soen, Gilles Baum, datt ech elo bal 40 Joer dobäi sinn. An ech ka mech nach ganz gutt un Zäiten an der Chamber erënneren, do ass net mam Chronometer geschafft ginn, mee et ass gekuckt ginn, dass ee Solutiounen fënnt, an et ass diskutéiert ginn, bis dass ee Solutiounen hat. Ech war net laang dobäi an Diskussiounen an der Chamber, wann et drëm gaangen ass ze kucken tëschent der Majoritéit an der Oppositioun Texter ze bréngen, déi eng gemeinsam Approche kéinte bréngen. An Zäit ass ni e Facteur an der Politik, war op jidde Fall ganz laang net e Facteur an der Politik, fir ze decidéieren driwwer, ob ee sech eens ass oder net. Dat wollt ech awer trotzdeem gesot hunn.

Ech hunn eng laang Erfahrung, den Här Bartolomeo huet och eng laang Erfahrung, an et misst ee vläicht méi oft probéieren, quitte datt dat „time consuming“ ass, bis zum Schluss d'Saachen auszediskutéieren, fir dass een op eng gemeinsam Linn ka kommen.

A fir de Rescht waarden ech dann, Här Bartolomeo, op Ären Text, deen Dir elo zesummeschreift opgrond vun deem, wat an deene leschten zwou Stonnen diskutéiert ginn ass. A wann Der dat gemaach hutt, wär ech net ondankbar driwwer, wann Der mer trotzdeem géift telefonéieren oder ech lech telefonéieren, fir ze kucken, ob dat dann an der Rei ass oder net.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, dat maache mer.

M. Gilles Baum (DP).- Ech soen dem Här Wolter nach Merci fir d'Léierstonn, déi e mer ginn huet, déi ech awer net ugefrot hat an déi och net brauch.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech schenken dem Michel Wolter och den „Di“. Wann et mir nogaange wär, da géif ech net nëmmen net Di Bartolomeo heeschen, mee da géif ech Barthel heeschen. Ech schenken dem Michel also den „Di“. An ech wëll just soen, ech si bal esou laang dobäi wéi hien. Wann ech meng Zäit als Tageblatt-Journalist, als Fraktiounssekretär matrechnen, da sinn ech vläicht souguer scho méi laang dobäi wéi hien. An ech muss soen, dass ech e ganz gär géif méi oft an enger Santéskommissioun gesinn, wou en net dobäi ass, net well en net wëllt, mee well en net Member ass. An och an der Institutiounskommissioun, wou mir, mengen ech, ni Rücksicht huelen op d'Zäit an ëmmer drop beduecht sinn, iwver all Parteigrenzen ewech gutt Solutiounen ze fannen, egal wéi laang dass et dauert, an dat an enger exzellenter Atmosphär, wat ech an där Zäit, wou ech dobäi sinn, net oft a Kommissiounen erlieft hunn. An duerfir soen ech alle Kolleegen en häerzleche Merci, an ech soen och jiddwerengem en häerzleche Merci fir dee konstruktive Geescht, deen de Moie war. Mir kleeden dat elo an en Text an da kritt jiddwereen en. Well dat ass mir awer wichteg, dass mer net zu zwee hei dru wierkelen, mee dass hei d'Adhesioun vu jiddwerengem ass. A mir ruffen eis dann och géigesäiteg un.

Ass dat esou an der Rei ? Ass dat fir jiddwereen esou an der Rei ?

Une voix.- Yes.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.* - Da maache mer dat esou. Merci villmools. An da géife mer elo mol hei ofschléissen. Da Rendez-vous de Mëtten a Rendez-vous, wann den Text dann definitiv steet, an dann hoffentlech aus „zwei mach eins.“ »

4. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Le Secrétaire-administrateur,
Patricia Pommerell

Le Président de la Commission de la Santé et des
Sports,
Mars Di Bartolomeo

Le Secrétaire-administrateur,
Jean-Paul Bever

Le Président de la Commission de la Famille et de
l'Intégration,
Max Hahn

Motion

Dépôt :

La Chambre des Députés

- reconnaissant les efforts continus du personnel soignant et encadrant ainsi que des chargés de direction des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et des réseaux de soins dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;
- saluant la collaboration étroite et constructive entre les ministères de la santé et de la famille ainsi que les gestionnaires ;
- considérant la mise en place de mesures sanitaires spécifiques et de recommandations de la part des ministères de la Santé et de la Famille ;
- considérant la vaccination prioritaire des personnes âgées et vulnérables lors des premières phases de la campagne de vaccination ;
- constatant cependant la survenance de plusieurs foyers d'infection dans des structures d'hébergement pour personnes âgées ;
- déplorant le nombre élevé de décès survenus dans plusieurs structures d'hébergement pour personnes âgées suite à une infection au virus Covid-19 ;
- considérant que l'augmentation du nombre des décès en relation avec le Covid-19 et plus particulièrement les chaînes d'infection survenues dans les structures pour personnes âgées ont déjà été discutées lors de la réunion de la Commission de la Santé et des Sports du 12 mars 2021 ;
- considérant que lors de la réunion jointe du 23 mars 2021 de la même commission avec la Commission de la Famille et de l'Intégration, la ministre de la Famille et de l'Intégration, la Direction de la santé et Servior ont fourni les informations et explications disponibles et demandées quant à la situation dans ces structures, la progression du programme de vaccination dans les structures concernées, ainsi que sur le séquençage des échantillons des personnes décédées et les résultats y relatifs ;

invite le Gouvernement :

- à commanditer une étude indépendante afin d'analyser, en collaboration étroite avec la Direction de la santé, le ministère de la Famille et de l'Intégration et les instituts scientifiques, les sources des clusters qui se sont produits dans les structures d'hébergement pour personnes âgées ainsi que leur cheminement, et d'en déterminer les causes ;
- à analyser respectivement évaluer dans cette étude l'application des mesures sanitaires, recommandations et procédures indiquées ;

- à analyser dans cette étude le degré d'immunisation des personnes âgées décédées suite à l'administration d'une première respectivement d'une deuxième dose de vaccin contre le Covid-19, et
- à soumettre les conclusions de cette étude à la Chambre des députés dès sa finalisation.

*

46



Commission de la Santé et des Sports

Procès-verbal de la réunion du 29 mars 2021

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
- Examen de l'avis du Conseil d'État
2. Divers

*

Présents : M. Gilles Baum, M. Marc Baum, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jeff Engelen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Georges Engel, Mme Martine Hansen, M. Charles Margue, observateurs

Mme Anne Calteux, Mme Paule Flies, M. Laurent Jomé, Mme Nadia Rangan, du Ministère de la Santé

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la santé

Mme Nadine Entringer, du groupe parlementaire LSAP

Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission

*

1. 7795 **Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Après une brève introduction de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission de la Santé et des Sports et rapporteur du projet de loi sous rubrique, une représentante du ministère de la Santé procède à la présentation d'une série d'amendements gouvernementaux soumise le même jour.

Amendement 1

Il est proposé de supprimer le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 qui prévoit que les établissements de restauration et de débit de boissons ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement doivent tenir un registre des clients qui ont accès à la terrasse.

Cette mesure, qui vise à protéger contre tout risque potentiel de contamination à l'air libre deux personnes ne relevant pas d'un même ménage, voire les membres d'un seul ménage, attablées chaque fois à au moins un mètre cinquante de la prochaine table, est considérée comme assez contraignante tant quant à sa mise en place qu'à son application et risque aussi d'être disproportionnée par rapport à l'objectif recherché.

En effet, le ministère de la Santé a bien pris note des interrogations soulevées par les membres de la commission parlementaire sur l'opportunité et les modalités du registre initialement prévu. Les préoccupations exprimées lors de la réunion du 26 mars 2021 ont été portées à la connaissance des membres concernés du Gouvernement à l'issue de ladite réunion. Le Gouvernement en conseil a finalement décidé de supprimer les dispositions relatives au registre.

Suite à la suppression de l'ancien paragraphe 4, il convient de renuméroter les paragraphes subséquents de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020.

Amendement 2

Il est proposé de supprimer l'article 5 du projet de loi qui concerne la transmission des données devant figurer sur le registre précité qui n'a plus lieu d'être.

Suite à la suppression de l'ancien article 5 du projet de loi, il convient de renuméroter les articles subséquents.

Amendement 3

Il est proposé de reformuler l'article 7 nouveau (article 8 ancien) du projet de loi pour y ajouter la référence au paragraphe 5 nouveau (paragraphe 6 ancien) de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020, qui interdit toute consommation sur place à des endroits aménagés expressément à des fins de consommation à l'intérieur des centres commerciaux ainsi qu'à l'intérieur des gares et de l'aéroport.

Tout en supprimant la référence à l'article 3^{quater} de ladite loi, consacré précisément à cette interdiction, il a été omis de faire une référence à la disposition correspondante du projet de loi.

Dans la mesure où l'ancien paragraphe 5 de l'article 2 devient le nouveau paragraphe 4, consacré à l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons, il n'y a pas lieu de supprimer la référence audit paragraphe 4 à l'article 11 de la loi précitée (cf. article 7 nouveau (article 8 ancien)).

*

Les membres de la commission parlementaire expriment leur soutien aux amendements gouvernementaux susmentionnés. Ils se penchent par la suite sur l'avis que le Conseil d'État a rendu en date du 26 mars 2021.

Ad article 2 – article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le Conseil d'État constate que la disposition sous avis maintient le principe de la fermeture au public des établissements de restauration et de débit de boissons. Par dérogation à ce principe, les établissements en question « *peuvent accueillir du public en terrasse entre six heures et dix-huit heures* » en respectant les conditions sanitaires énumérées sous les points 1° à 6° du paragraphe 1^{er}.

Dès lors, seuls les établissements disposant d'une terrasse peuvent procéder à une ouverture de leur établissement, limitée à l'emplacement de leur terrasse et pendant des heures limitées de la journée.

Les exigences sanitaires prévues sous les points 1° à 5° du paragraphe 1^{er} ainsi que les paragraphes 2 et 3 ne suscitent pas d'observation et constituent, pour la plus grande partie, une reprise adaptée des dispositions antérieures relatives aux établissements en question, ayant figuré dans la loi initiale du 17 juillet 2020¹.

Pour ce qui est du paragraphe 1^{er}, point 6°, le Conseil d'État considère que les termes « *hormis les services de vente à emporter et de vente au volant,* » sont superfétatoires au regard du paragraphe 2. Il peut d'ores et déjà se déclarer d'accord avec une suppression de ces termes.

La Commission de la Santé et des Sports juge indiqué de faire sienne cette proposition de texte du Conseil d'État.

Le Conseil d'État constate encore que le paragraphe 4 impose aux établissements exploitant une terrasse la tenue d'un registre de leurs clients. Le Conseil d'État note que sont visés les clients sans faire de distinction entre les clients ayant accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et ceux qui ont recours au service de vente à emporter, de vente au volant ou de livraison à domicile. Il y aurait dès lors lieu de viser les clients « *qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place* ». La phrase liminaire du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, serait à reformuler comme suit :

« (4) Les établissements visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les restaurants et bars des établissements d'hébergement tiennent un

¹ Voir aussi la loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

registre des clients qui ont accès à la terrasse en vue d'une consommation sur place et qui contient les données suivantes :
[...]. »

Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 4, alinéa 2, deuxième phrase, serait également à reformuler comme suit :

« L'accès aux terrasses des établissements visés au paragraphe 1^{er} et des restaurants et bars des établissements d'hébergement en vue d'une consommation sur place est conditionné à la communication par le client des données visées à l'alinéa 1^{er}. »

Suite à la suppression proposée du paragraphe 4 de l'article 2, les propositions de texte émises par le Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021 à l'égard dudit paragraphe s'avèrent superfétatoires.

Ad article 5 – article 5 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le Conseil d'État peut se déclarer d'accord avec l'article sous rubrique ainsi qu'avec l'article 2, paragraphe 4, alinéa 2, dans sa version modifiée. Le traitement des données à caractère personnel se justifie par des finalités de santé publique et relève des règles prévues par l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 2020 et, pour le surplus, de celles prévues par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données).

Faute d'un dispositif similaire à celui de l'article 2 de la loi modifiée du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement, le commerçant ne saurait être sanctionné en cas de fausses indications fournies par le client.

Ad articles 7 et 8

Le Conseil d'État note que, par les modifications proposées, les auteurs, d'une part, ajoutent les renvois aux dispositions pertinentes de l'article 2 et, d'autre part, suppriment les renvois à l'article 3^{quater}, qui sera abrogé.

Pour ce qui est du renvoi, à l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, à l'article 2, paragraphe 4, le Conseil d'État renvoie à ses observations relatives à l'article 5.

Ad article 9

Le Conseil d'État constate que la disposition sous avis prolonge la durée d'application des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, jusqu'au 25 avril 2021. Il n'a pas d'observation à formuler.

Ad article 10

Le Conseil d'État constate que cet article prévoit une entrée en vigueur fixée au 7 avril 2021 pour les dispositions introduites par le projet de loi sous avis dans les articles 1^{er} à 5, 7 et 8. Cette entrée en vigueur différée s'explique,

selon les auteurs, « *par la volonté de laisser au secteur Horeca suffisamment de temps pour s'organiser et préparer la réouverture des restaurants et cafés de manière adéquate* ».

Le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler.

La commission parlementaire est d'accord pour reprendre les observations d'ordre légistique formulées par le Conseil d'État dans son avis du 26 mars 2021.

*

Il est noté que le projet de loi tel qu'amendé par le Gouvernement sera probablement soumis au vote de la Chambre des Députés lors d'une séance publique prévue le 1^{er} avril 2021 (sous réserve de l'accord de la Conférence des Présidents). Cependant, il n'est pas exclu que le Gouvernement propose d'ici là de ne plus prévoir la possibilité pour les établissements de restauration et de débit de boissons d'accueillir du public en terrasse entre 6.00 heures et 18.00 heures.

Dans ce contexte, Monsieur Marc Spautz (CSV) et Monsieur Marc Baum (déi Lénk) souhaitent savoir à quel moment et sur la base de quelles données sera prise la décision de ne pas procéder à l'ouverture des terrasses, sachant que les chiffres épidémiologiques du dimanche, 28 mars 2021 ne sont pas disponibles suite une panne informatique.

La représentante du ministère de la Santé précise que l'évolution de la situation sanitaire est suivie de près sur une base quotidienne et que le Gouvernement en conseil se tient prêt pour revenir sur sa décision le cas échéant.

D'un point de vue épidémiologique, le Directeur de la santé estime qu'une évaluation de la situation sera possible à partir du mercredi, 31 mars 2021, sur base des derniers chiffres disponibles.

Est encore discutée la question de savoir s'il faudrait, le cas échéant, soumettre des amendements supplémentaires et les faire aviser par le Conseil d'État ou s'il serait possible de procéder à un vote article par article lors de la séance publique de la Chambre des Députés.

Après discussion, il est convenu de faire adopter le projet de rapport relatif au projet de loi sous rubrique lors d'une réunion de la Commission de la Santé et des Sports le 1^{er} avril 2021 à 8.00 heures.

2. Divers

Les membres de la commission parlementaire discutent de la suite à donner à la motion déposée par Monsieur Michel Wolter le 18 mars 2021 en séance publique. Cette motion relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « *Um Lauterbann* » à Niederkorn a fait l'objet d'une discussion lors de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021.

Monsieur le Président de la Commission de la Santé et des Sports renvoie dans ce contexte aux explications détaillées que le Directeur de la santé avait déjà fournies à ce sujet lors de la réunion de la Commission de la Santé et des Sports du 12 mars 2021. Il est précisé que le projet de procès-verbal de ladite réunion sera diffusé à l'issue de la présente réunion.

Monsieur Claude Wiseler (CSV) exprime le souhait de continuer la discussion sur la motion susmentionnée lors de la commission parlementaire du 1^{er} avril 2021 afin de trouver un consensus sur le texte de la motion en amont du vote de ladite motion lors de la séance publique prévue le même jour (sous réserve de l'accord de la Conférence des Présidents). À cette fin, il demande d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion du 1^{er} avril 2021 et d'inviter l'auteur de la motion à participer à cette réunion.

Monsieur le Président de la Commission de la Santé et des Sports fait savoir que le verbatim de la réunion jointe du 23 mars 2021 sera diffusé aux membres des commissions parlementaires concernées en vue de la réunion de la Commission de la Santé et des Sports du 1^{er} avril 2021. En outre, il propose de déployer des efforts visant à élaborer le texte d'une motion susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées et de faire parvenir ce texte au groupe politique CSV en amont de la réunion du 1^{er} avril 2021. En fin de compte, il faudra décider en commission de l'opportunité de déposer une motion commune ou bien de soumettre au vote deux motions différentes.

Le Secrétaire-administrateur,
Patricia Pommerell

Le Président de la Commission de la Santé et des
Sports,
Mars Di Bartolomeo

45



Commission de la Santé et des Sports

Procès-verbal de la réunion du 26 mars 2021

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 15, 17 et 18 février 2021 et des 2 et 4 mars 2021 ainsi que de la réunion jointe du 23 février 2021
2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
 - Présentation du projet de loi
 - Désignation d'un rapporteur
3. Divers

*

Présents : M. Gilles Baum, M. Marc Baum, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, remplaçant Mme Francine Closener M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Cécile Hemmen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, remplaçant M. Jeff Engelen, M. Claude Lamberty, remplaçant Mme Carole Hartmann, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue, remplaçant M. Marc Hansen, M. Georges Mischo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Marc Goergen, Mme Martine Hansen, observateurs

Mme Anne Calteux, M. Laurent Jomé, Mme Paule Flies, Mme Nadia Rangan, du Ministère de la Santé

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la santé

Mme Nadine Entringer, du groupe parlementaire LSAP

Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Francine Closener, M. Jeff Engelen, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 15, 17 et 18 février 2021 et des 2 et 4 mars 2021 ainsi que de la réunion jointe du 23 février 2021

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

2. 7795 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Après une brève introduction de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission de la Santé et des Sports, les représentants du ministère de la Santé procèdent à la présentation du projet de loi sous rubrique, Madame la Ministre de la Santé étant excusée pour des raisons de santé.

Présentation du projet de loi

Article 1^{er} –nouveau chapitre 1^{er}bis de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Suite au rétablissement de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020, il convient d'insérer dans ladite loi l'intitulé d'un nouveau chapitre consacré aux dispositions relatives aux établissements de restauration, de débit de boissons et d'hébergement ainsi qu'aux cantines et restaurants sociaux.

Article 2 – article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 2 du projet de loi sous rubrique vise à rétablir l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020. Il définit les modalités selon lesquelles les restaurants et les cafés peuvent accueillir à nouveau des clients. La prudence commande d'encadrer cette ouverture de manière stricte et de fixer des conditions rigoureuses.

Partant, l'ouverture au public ne concerne que les seules terrasses des restaurants et des débits de boissons. Il est donc interdit de consommer à l'intérieur d'un restaurant ou d'un café. Il est toutefois possible aux clients d'utiliser les infrastructures sanitaires qui se trouvent à l'intérieur des établissements.

Cette ouverture constitue un compromis entre, d'une part, la volonté du Gouvernement d'offrir des perspectives au secteur Horeca, qui a particulièrement pâti des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, et, d'autre part, la préservation de la sécurité et de la santé des personnes. Si toutes les activités humaines sont des activités à risque en termes de transmission du virus SARS-CoV-2, certaines le sont plus que d'autres et dépendent de l'endroit où elles ont lieu. S'agissant de la fréquentation des restaurants ou des cafés, il a été démontré par plusieurs

études que celle-ci favorise la propagation du virus. Il est aussi admis que le risque d'être contaminé par le virus est moins grand à l'extérieur qu'à l'intérieur et, *a fortiori*, si l'endroit est clos et mal ventilé et s'il rassemble beaucoup de personnes en même temps.

À noter que les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront qu'à partir du 7 avril 2021, afin de laisser suffisamment de temps au secteur Horeca pour pouvoir s'organiser de manière adéquate.

Paragraphe 1^{er}

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 énumère les conditions nécessaires à l'ouverture au public des terrasses des restaurants et des débits de boissons. Ainsi, la consommation à table est obligatoire et seules des places assises sont admises. Le nombre de personnes pouvant être assises à une même table est limité à deux, sauf lorsque les personnes font partie du même ménage ou cohabitent. Les tables doivent être aménagées de telle sorte qu'une distance d'un mètre cinquante soit respectée entre les tables côte à côte. En cas de distance inférieure, une barrière ou une séparation physique doit être prévue afin de limiter le risque d'infection. Une autre limitation concerne l'horaire d'ouverture des terrasses. Celles-ci sont uniquement ouvertes au public entre 6.00 heures et 18.00 heures. Cette limitation devrait permettre de restreindre le nombre de personnes fréquentant un restaurant ou un café et, partant, les contacts sociaux, de sorte à limiter le risque de contagion. Le port d'un masque est obligatoire pour le client lorsqu'il n'est pas assis à table et pour le personnel en contact direct avec le client.

Paragraphe 2

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 reprend l'exception prévue à l'alinéa 3 de l'ancien article 3^{quater} de ladite loi pour les cantines scolaires et universitaires et pour les services de vente à emporter, de vente au volant et de livraison à domicile. De même, les cantines d'entreprises peuvent continuer à offrir des services de vente à emporter. Il en va de même des restaurants sociaux sans but lucratif.

Paragraphe 3

Le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 dispose que les conditions énumérées au paragraphe 1^{er} s'appliquent également aux restaurants et aux bars des hôtels. Par ailleurs, les établissements d'hébergement peuvent continuer à offrir un service de chambre et un service à emporter. Cette disposition constitue une reprise adaptée de l'alinéa 4 de l'ancien article 3^{quater} de la loi précitée du 17 juillet 2020.

Paragraphe 4

Le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 prévoit que les établissements de restauration et de débit de boissons ainsi que les restaurants et les bars des établissements d'hébergement doivent obligatoirement tenir un registre de leurs clients qui contient les données suivantes :

- 1° le(s) prénom(s) et nom du client déclarant ;
- 2° l'adresse de résidence du client déclarant ;

3° un numéro de téléphone du client déclarant, et le cas échéant, une adresse e-mail.

Ces données doivent être collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients et être conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte, afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure en cas de contagion épidémiologique. L'accès aux établissements concernés est subordonné à la communication des données par les clients. Les données doivent être supprimées par les établissements trois semaines après leur collecte et ne peuvent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que celles prévues par la présente disposition.

Paragraphe 5

Le paragraphe 5 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 reprend le contenu de l'alinéa 2 de l'ancien article 3^{quater} et interdit donc les activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons. Il est plus difficile de contrôler et d'encadrer de telles activités, de sorte que celles-ci doivent pour l'instant demeurer interdites.

Paragraphe 6

Le paragraphe 6 de l'article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020 concerne la consommation sur place qui reste interdite dans les centres commerciaux, à l'intérieur des gares et de l'aéroport. Cette disposition, reprise de l'alinéa 5 de l'ancien article 3^{quater} de ladite loi, a été adaptée afin de tenir compte de l'ouverture des terrasses. En effet, si la consommation à l'intérieur des centres commerciaux est et reste interdite, la consommation est désormais possible en terrasse.

Article 3 – article 3^{quater} de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 3 du projet de loi abroge l'article 3^{quater} de la loi précitée du 17 juillet 2020, afin de tenir compte de la possibilité pour les établissements de restauration et de débit de boissons et d'autres établissements connexes d'accueillir des clients en terrasse. Les dispositions de l'ancien article 3^{quater}, qui restent en vigueur, sont intégrées dans l'article 2 de ladite loi.

Article 4 – article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 4 du projet de loi réaménage les dispositions relatives à l'interdiction de la consommation de boissons alcooliques sur la voie publique. Dans la mesure où il n'est pas rare que des cafés utilisent par exemple un trottoir pour y aménager une terrasse, il est précisé que ces dispositions s'appliquent sans préjudice aux dispositions de l'article 2, paragraphes 1^{er} et 3, de la loi précitée du 17 juillet 2020. Cette précision est apportée afin d'éviter toute insécurité juridique quant à la question de savoir si, dans de tels cas, les établissements peuvent ou non servir des boissons alcooliques.

Article 5 – article 5 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

L'article 5 insère *in fine* du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi précitée du 17 juillet 2020 un nouvel alinéa relatif à la transmission aux autorités de santé des données figurant sur le registre tenu par les restaurants et les cafés, voire les établissements d'hébergement en ce qui concerne leurs restaurants et bars. Cette transmission se fait sur demande du directeur de la santé ou de son délégué.

Article 6 – *article 10 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

L'article 6 entend préciser, pour des raisons de sécurité juridique, que la personne visée à l'article 10, paragraphe 2, point 4°, alinéa 2, lettre b), de la loi précitée du 17 juillet 2020 est la « *personne invitée à se faire vacciner* ».

Article 7 – *article 11 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

L'article 7 réaménage le dispositif des sanctions prévu à l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020 afin de tenir compte des modifications apportées à ladite loi.

Article 8 – *article 12 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

L'article 8 réaménage le dispositif des sanctions prévu à l'article 12 de la loi précitée du 17 juillet 2020 afin de tenir compte des modifications apportées à ladite loi.

Article 9 – *article 18 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

L'article 9 prolonge la durée d'application des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 2020, dans sa version modifiée, jusqu'au 25 avril 2021.

Article 10

L'article 10 prévoit que le projet de loi entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception des articles 1^{er} à 5, 7 et 8 qui entrent en vigueur le 7 avril 2021. Cette entrée en vigueur différée s'explique par la volonté du Gouvernement de laisser suffisamment de temps au secteur Horeca pour pouvoir s'organiser de manière adéquate.

*

Échange de vues

Ouverture des terrasses des établissements du secteur Horeca (article 2 de la loi précitée du 17 juillet 2020)

Monsieur Claude Wiseler (CSV) renvoie aux propos de Monsieur le Premier ministre qui a précisé, lors de la réunion jointe du Bureau et de la Conférence des Présidents du 24 mars 2021, que le Gouvernement pourrait être amené à revenir sur sa décision de procéder à l'ouverture des terrasses des établissements du secteur Horeca en cas d'évolution défavorable de la

situation sanitaire. L'orateur se demande pourquoi cette conditionnalité n'est pas mentionnée dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique et souhaite obtenir des précisions à l'égard d'une telle ouverture conditionnelle.

Il est précisé à cet égard que le dispositif relatif à l'ouverture des terrasses serait supprimé, le cas échéant, par voie d'amendement gouvernemental. Ce cas de figure pourrait se produire lorsque le nombre d'hospitalisations, notamment en soins intensifs, connaît une hausse sensible dans les jours à venir.

En réponse à une autre question de Monsieur Claude Wiseler (CSV) relative à la définition du terme « *terrasse* », la représentante du ministère de la Santé fait savoir qu'il s'agit d'un espace à l'extérieur et à l'air libre, ouvert sur trois surfaces au minimum afin de permettre la libre circulation de l'air et la ventilation naturelle de l'espace.

Dans le même ordre d'idées, Monsieur Jean-Marie Halsdorf (CSV) souligne l'opportunité de préciser davantage les termes « *séparées [...] par une barrière ou une séparation physique permettant de limiter le risque d'infection* » à l'endroit de l'article 2, alinéa 2, point 3°, de la loi précitée du 17 juillet 2020, et ceci d'autant plus qu'une terrasse peut être agrandie et aménagée en fonction de l'espace disponible.

En guise de réponse, il est indiqué que la terminologie précitée est reprise telle quelle de versions antérieures de ladite loi et qu'elle n'a pas donné lieu dans le passé à des divergences d'interprétation ou à des difficultés de mise en œuvre par les établissements du secteur Horeca.

Monsieur le Président de la Commission de la Santé et des Sports constate dans ce contexte qu'il reste interdit de consommer des boissons alcooliques sur la voie publique, alors que les terrasses (autorisées sur base des règlements communaux de police respectifs) profitent d'une dérogation à ce sujet.

Madame Françoise Hetto-Gaasch (CSV) demande des précisions sur l'heure très matinale de l'ouverture des terrasses (6.00 heures du matin), ceci d'autant plus que le couvre-feu se termine également à 6.00 heures. Elle propose de permettre aux établissements du secteur Horeca d'accueillir du public plutôt entre 10.00 heures et 18.00 heures ou 19.00 heures.

Il est précisé que l'horaire d'ouverture des terrasses constitue une option et non pas une obligation et que cet horaire aurait rencontré l'intérêt du secteur Horeca afin de permettre notamment aux débits de boissons de réaliser un chiffre d'affaires.

Madame Martine Hansen (CSV) s'interroge sur l'opportunité de subordonner l'accès à la terrasse à la condition que le client présente la preuve d'un test rapide négatif.

En guise de réponse, le Directeur de la santé estime que les mesures de protection proposées sont suffisamment contraignantes pour permettre l'ouverture des terrasses en toute sécurité. En revanche, l'utilisation obligatoire de tests rapides pourrait représenter une valeur ajoutée à un stade ultérieur lors d'une ouverture plus large du secteur Horeca.

En outre, Madame Martine Hansen (CSV) souhaite savoir si les recommandations s'adressant aux cantines scolaires correspondent aux dispositions modificatives concernant le secteur Horeca.

Une représentante du ministère de la Santé rappelle que les règles applicables aux cantines scolaires ne relèvent pas de la loi précitée du 17 juillet 2020. Les recommandations y afférentes incluent le port du masque (jusqu'au moment de s'asseoir à table), la limitation à quatre personnes maximum par table et à dix personnes au maximum par salle et l'interdiction des buffets en libre-service.¹ Il est convenu de clarifier ces questions plus en détail en coopération avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Madame Martine Hansen (CSV) se demande encore si l'article 4bis, paragraphe 8, qui interdit toute activité occasionnelle et accessoire de restauration autour d'une activité ou manifestation sportive n'est pas devenu superfétatoire au vu de l'article 2, paragraphe 5, concernant l'interdiction des activités occasionnelles et accessoires de restauration et de débit de boissons.

Monsieur Marc Spautz (CSV), quant à lui, souligne l'importance pour les établissements concernés du secteur Horeca de continuer à avoir droit aux différentes aides attribuées dans le cadre de la pandémie Covid-19 et insiste sur la nécessité d'inscrire dans la loi les garanties que le Gouvernement a promises à cet égard.

Il est rappelé que le régime d'aide en faveur des entreprises frappées d'une obligation de fermeture ne relève pas de la loi précitée du 17 juillet 2020. Après discussion, il est convenu de clarifier cette question en amont du vote du projet de loi sous rubrique.

Registre des clients à tenir par les établissements du secteur Horeca (articles 2, 5 et 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020)

Monsieur Sven Clement (Piraten) s'interroge sur la pertinence du registre des clients d'un établissement de restauration ou de débit de boissons tel qu'il est proposé dans le projet de loi. En effet, le nouvel alinéa inséré au paragraphe 2 de l'article 5 de la loi précitée du 17 juillet 2020 prévoit que « *[l]es responsables des établissements visés à l'article 2, paragraphe 1^{er} et des établissements d'hébergement qui disposent d'un restaurant ou d'un bar transmettent, sur demande, au directeur de la Santé ou à son délégué les données prévues à l'article 2, paragraphe 4, des personnes qui ont subi une exposition à haut risque en raison d'une des situations visées à l'article 1^{er}, point 5°* ». Or, dans le contexte visé à l'article 2 de ladite loi, le risque de contagion visé à l'article 1^{er}, point 5°, semble être limité aux personnes assises à la même table, étant donné que les tables sont séparées d'une distance d'au moins 1,5 mètre ou, en cas de distance inférieure, par une barrière ou une séparation physique. Au vu de ce qui précède, l'orateur s'interroge sur la logique et la plus-value du dispositif proposé par le Gouvernement, notamment en l'absence de catégories de données supplémentaires, comme le numéro de la table à laquelle le ou les clients sont assis.

En guise de réponse, la représentante du ministère de la Santé souligne l'opportunité d'obliger les établissements du secteur Horeca de tenir un registre

¹ Voir également sous <https://men.public.lu/fr/support/coronavirus/faq-fr.html>

des clients, un tel registre permettant d'encadrer l'ouverture des terrasses dans un contexte épidémiologique qui appelle à la prudence.

Il est précisé en outre que le Gouvernement s'est inspiré de modèles étrangers qui se limitent également à collecter les coordonnées du client déclarant. Le libellé du nouvel alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi précitée du 17 juillet 2020 aurait été formulé de la sorte en prévision d'une ouverture ultérieure des espaces intérieurs des établissements du secteur Horeca qui se traduira par un risque de contagion plus élevé.

En réponse à une question complémentaire de l'orateur précédent, il est précisé que tous les clients sont tenus de fournir les données énumérées à l'article 2, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de ladite loi.

Tout en saluant la mise en place d'un registre des clients, Monsieur Claude Wiseler (CSV) juge peu opportun de limiter ce registre aux seules coordonnées des clients et renvoie au modèle belge qui prévoit des catégories de données supplémentaires, comme l'heure de la visite et le numéro de la table, qui sont susceptibles de faciliter le traçage des contacts en cas de détection d'un cluster au sein d'un établissement du secteur Horeca.

En réaction à une proposition des représentants du ministère de la Santé d'inclure ces catégories de données dans le registre, l'orateur insiste sur la nécessité de les inscrire également dans la loi, étant donné qu'elles sont à considérer comme des données à caractère personnel qui concernent la vie privée des clients.

Monsieur Gusty Graas (DP) estime à son tour que le registre ne représente guère une plus-value pour les personnes étant assises à la même table dont l'identification dans le cadre du traçage des contacts ne devrait pas poser problème. Or, si les mesures de protection applicables au secteur Horeca sont respectées, il ne devrait pas s'avérer nécessaire de contacter les clients installés aux autres tables en cas de détection d'un cas positif.

Dans le même ordre d'idées, Madame Martine Hansen (CSV) s'interroge sur la pertinence de l'établissement d'un registre en vue de faciliter le traçage des personnes avec lesquelles la personne infectée était assise à la même table, étant donné qu'il s'agit là d'une personne *a priori* connue ou bien de membres du propre ménage. Partant, l'oratrice demande si le registre est destiné à identifier et à mettre en quarantaine les personnes assises aux tables avoisinantes au cas où un client serait testé positif.

Le Directeur de la santé répond par la négative. Il précise que si les dispositions afférentes de la loi sont respectées par l'exploitant et les clients, les personnes assises aux tables avoisinantes ne subiront pas une exposition à haut risque telle que définie à l'article 1^{er}, point 5^o, de la loi précitée du 17 juillet 2020 et ne seront donc pas concernées par une mesure de mise en quarantaine.

Au vu de ce qui précède, Monsieur Marc Baum (déi Lénk) estime également que le registre des clients tel que proposé n'est pas susceptible d'apporter une valeur ajoutée, à moins de prévoir des catégories de données supplémentaires, comme l'heure de la visite ou le numéro de la table, et d'inscrire ces catégories de données dans la loi.

Après discussion, les représentants du ministère de la Santé se déclarent d'accord pour reformuler le libellé des articles 2 et 5 du projet de loi sous rubrique afin de prendre en compte les préoccupations exprimées par les orateurs précédents, ceci également à la lumière des avis du Conseil d'État, de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et de la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH).

Monsieur Sven Clement (Piraten) constate encore que le non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020 est punissable d'une amende administrative d'un montant maximum de 4 000 euros dans le chef de l'exploitant d'un établissement de restauration ou de débit de boissons. Il estime que la responsabilité de l'exploitant ne devrait pas être engagée au cas où les clients lui fourniraient une fausse information sur leur identité ou adresse de résidence. Il faudrait plutôt insérer une référence y afférente à l'article 12 de la loi précitée du 17 juillet 2020 afin de pénaliser le client le cas échéant.

Dans le même contexte, Monsieur Claude Wiseler (CSV) note que le nombre maximal de clients par table est limité à deux personnes, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. Au cas où une table serait occupée par plus de deux personnes, l'orateur se renseigne sur les modalités de contrôle des données des clients et les sanctions y afférentes.

Le représentant du ministère de la Santé confirme que la sanction est dans le chef de l'exploitant en cas de non-respect de l'article 2, paragraphe 1^{er}, point 2°, de la loi précitée du 17 juillet 2020. La vérification des données des clients s'avère effectivement difficile, étant donné que l'exploitant de l'établissement concerné n'est pas légalement habilité à procéder à un contrôle d'identité. Partant, la responsabilité de l'exploitant ne peut pas être engagée dans le cas de figure où les clients lui fourniraient une fausse information. Le rôle de l'exploitant se limite donc à tenir un registre des clients et à décliner l'accès aux clients qui refuseraient de fournir les données requises à cette fin. En revanche, il n'est pas prévu de sanctionner le client au cas où il fournirait une fausse information sur son identité ou adresse de résidence.

Enfin, Monsieur Sven Clement (Piraten) se renseigne sur la forme sous laquelle les données sont collectées et transmises au directeur de la santé, sachant que la Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg (Horesca) favoriserait un registre sous forme numérique, alors que les autorités compétentes auraient insisté sur un formulaire analogue.

Dans le même contexte, Monsieur Gusty Graas (DP) constate que les données collectées et enregistrées par les établissements à l'arrivée des clients sont conservées pendant une durée de trois semaines à partir de la collecte. L'orateur demande des précisions sur les modalités de suppression des données et souhaite savoir s'il existe des garanties qui protègent contre des abus éventuels.

Le représentant du ministère de la Santé affirme la nécessité de communiquer les modalités exactes au secteur Horeca et confirme que tout abus par l'exploitant constitue un fait sanctionnable en vertu de l'article 11 de la loi précitée du 17 juillet 2020 tel que modifié par le présent projet de loi.

Divers

Suite aux discussions menées dans le cadre du projet de loi 7784 devenu la loi du 12 mars 2021 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, Monsieur Claude Wiseler (CSV) se renseigne sur l'intention du Gouvernement de proposer des dispositions légales en vue d'inscrire le dispositif sanitaire mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans la loi précitée du 17 juillet 2020.

*

Désignation d'un rapporteur

Le Président de la Commission de la Santé et des Sports, Monsieur Mars Di Bartolomeo, est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

3. Divers

Monsieur le Président de la Commission de la Santé et des Sports fait savoir qu'un verbatim de la réunion jointe de la Commission de la Santé et des Sports et de la Commission de la Famille et de l'Intégration du 23 mars 2021 est en train d'être élaboré. Lors de ladite réunion, les deux commissions concernées ont examiné la motion de Monsieur Michel Wolter relative à l'élaboration d'une étude indépendante externe afin d'analyser et d'évaluer les faits survenus depuis la mi-février dans la maison de retraite « *Um Lauterbann* » à Niederkorn. L'orateur propose de transmettre ce verbatim, assorti d'une feuille de route, au ministère de la Santé et au ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en vue de l'élaboration d'une étude indépendante en collaboration avec des experts scientifiques et neutres en la matière. À cet égard, il invite les membres de la commission parlementaire à signaler, le cas échéant, le nom d'un expert entièrement indépendant qui pourrait être associé à cette étude, aux côtés du Directeur de la santé et des experts de la Direction de la santé.

Tout en se disant d'accord avec le principe de cette proposition, Monsieur Claude Wiseler (CSV) souligne l'importance d'assurer le suivi de cette affaire dans les meilleurs délais et exprime le souhait de procéder au vote de la motion précitée lors de la séance publique du 1^{er} avril 2021 (sous réserve de l'accord de la Conférence des Présidents).

Après discussion, il est convenu d'entreprendre des efforts visant à trouver un accord sur le texte d'une motion susceptible d'obtenir l'appui des deux commissions parlementaires concernées.

Le Secrétaire-administrateur,
Patricia Pommerell

Le Président de la Commission de la Santé et des
Sports,
Mars Di Bartolomeo

Document écrit de dépôt



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 1^{er} avril 2021

Dépôt : Claude Wiseler

Groupe politique CSV

Projet de Loi N°7795 portant modification
des mesures de lutte contre la pandémie
Covid-19



Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie COVID-19 domine toujours notre vie quotidienne et que les douze derniers mois, avec les énormes restrictions sur nos libertés quotidiennes et notre vie sociale, ont eu et ont toujours un impact considérable sur différents secteurs économiques ainsi que sur le bien-être mental de notre population ;
- constatant que le nombre d'infections se trouve à un niveau très élevé depuis des semaines ;
- constatant que pour l'instant seulement environ 95.000 doses de vaccin ont été administrées ;
- constatant que les experts sont d'avis que pour l'instant le seul moyen qui permettrait d'envisager des assouplissements progressifs serait une stratégie combinant aussi bien les vaccinations, les tests (PCR, tests rapides et tests à faire soi-même) ainsi que l'observation des règles sanitaires ;
- considérant que les tests PCR sont fiables mais très chers et que l'on doit attendre plusieurs heures avant d'obtenir le résultat ;
- estimant que les tests rapides pourraient constituer un moyen utile et efficace afin de protéger les personnes avec lesquelles on est en contact et notamment les personnes âgées ou vulnérables ;
- constatant que des tests rapides sont d'ores et déjà utilisés dans le domaine du sport ainsi que pour la participation à des concerts à la Rockhal ;



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- estimant qu'il est impératif de protéger au mieux les citoyens et les clients concernés au vu de l'ouverture annoncée des terrasses dans le secteur HORECA ;
- considérant que plusieurs pays européens, notamment nos voisins allemands, ont de véritables stratégies de tests rapides y inclus la mise à disposition gratuite de tels tests à la population ;
- constatant que la Commission européenne vient de présenter un projet pour un certificat européen pour voyager ;
- estimant qu'il est de manière générale essentiel de donner des perspectives tant aux acteurs économiques qu'aux personnes privées ;

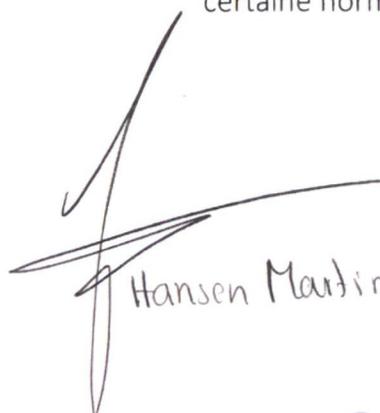
Invite le Gouvernement

- à élaborer et à présenter de manière transparente dans les meilleurs délais une stratégie nationale et un concept de tests rapides pour la population qui incluent notamment
 - o l'achat d'un grand nombre de tests rapides certifiés ;
 - o la mise en place de la logistique nécessaire afin de réaliser ces tests ;
 - o la mise en œuvre d'un réseau national de tests rapides comprenant aussi bien des stations de tests que des équipes mobiles ;
 - o la formation du personnel pouvant réaliser ces tests ;
 - o la mise en place d'un système harmonisé de saisine, de collecte et d'archivage des résultats des tests, permettant d'émettre en cas de besoin un certificat officiel des résultats de test, tout en respectant la législation en matière de protection de données ;
- à instaurer immédiatement une procédure de 2 tests rapides par semaine dans toutes les infrastructures scolaires et d'accueil (enfants et personnel d'éducation et d'accueil) sur le territoire du Grand-Duché afin de garantir la meilleure protection possible ;
- à mettre à disposition de chaque habitant du Grand-Duché 2 tests rapides gratuits par semaine ;
- à mettre à disposition un test rapide gratuit à l'entrée des hôpitaux et des structures pour personnes âgées et vulnérables ;

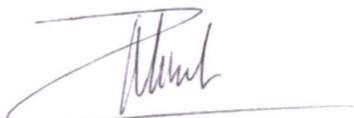


CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

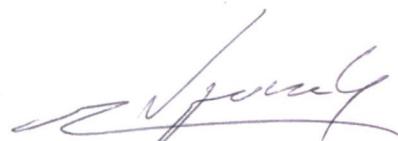
- à élaborer des concepts intelligents d'hygiène sanitaire et d'utilisation de tests rapides dans les domaines du sport, de la culture et de la vie sociale et professionnelle afin de pouvoir envisager progressivement un retour vers une certaine normalité dans ces domaines.



Hansen Martine



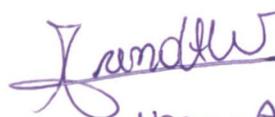
A. Michel



P. Spautz



M. HAUSDORFF



Nancy Arendt op. Kemp